

Débats

COMMUNICATION

CNCL, gérer l'agonie

par JEAN-LOUIS BESSIS (*) et MAURICE RONAI (**)

COMME si la CNCL n'existait plus ! Le débat public sur l'audiovisuel semble focaliser sur l'audiovisuel la charge de l'audiovisuel : quel usage la CNCL fera-t-elle de son pouvoir avant que la nouvelle instance ne voie le jour ?

1) Alors qu'il est urgent de doter l'audiovisuel d'une instance de régulation légitime, il faut résister à la tentation de précipiter sa mise en place. Mais combien de temps durera l'interrogatoire ?

2) Alors que la CNCL est disqualifiée, elle conserve légalement la charge de l'audiovisuel : quel usage la CNCL fera-t-elle de son pouvoir avant que la nouvelle instance ne voie le jour ?

3) Quand la CNCL aura disparu, les autorisations qu'elle a octroyées lui survivront : la nouvelle instance n'aura-t-elle d'autre horizon que la charge de la maintenance d'une situation de fait accompli ?

Autant de questions - de périls - qu'il ne faudrait pas sous-estimer, mais devant lesquelles les pouvoirs publics possèdent quelques remèdes.

Le com de la CNCL ne doit pas être abrégé. Entreprises de communication privées de tutelle, professionnels en quête d'un interlocuteur, l'audiovisuel livré à lui-même... Comme il serait tentant d'écarter l'interrogatoire en créant très vite une nouvelle instance. Quitte à modifier les seuls articles de la loi Létard régissant la CNCL. Pourtant l'acclérisation, possible, n'est pas opportune. Souvenons-nous qu'il a fallu neuf mois pour défaire la Haute Autorité et installer la CNCL, même si l'ambition n'allait pas jusqu'à la consacrer dans la Constitution.

Si quelques mois peuvent être gagnés en décalant la réforme législative et réforme constitutionnelle, il est exclu que l'institution créée par voie législative ne soit pas exactement celle que l'on trouvera plus tard dans la Constitution. Il ne s'agit pas d'inventer une nouvelle instance de régulation - la troisième - mais d'instituer la dernière, celle qui gouvernera l'audiovisuel du vingt et unième siècle. Peut-on donner naissance à un grand corps de l'Etat sans une large concertation, sans une réflexion nourrie ? Certes non. Autant dire donc que la nouvelle autorité ne sera pas installée avant de nombreux mois.

La durée incompressible de l'interrogatoire pose le problème de sa gestion. Nous avons connu de mars à octobre 1986 une situation comparable : la Haute Autorité, investie, comme la CNCL aujourd'hui, de deux missions - respect des cahiers des charges et octroi des autorisations - s'était bornée à expédier les affaires courantes. La CNCL, dont les attributions sont plus larges encore, alignera-t-elle son comportement sur celui de la Haute Autorité ? Certes, elle manque de la crédibilité nécessaire pour imposer une discipline aux opérateurs mais paraît déterminée à faire pleinement usage, jusqu'au bout, de ses prérogatives en matière d'autorisation. En d'autres termes, il est à craindre qu'elle en fasse à la fois trop et pas assez.

Le PAF figé pour dix ans ?

Il faudrait surestimer le légalisme des opérateurs - ou sous-estimer leur rouerie - pour attendre d'eux qu'ils respectent les prescriptions d'une CNCL déconsidérée, en suris. S'agissant de maintenir une discipline, l'exécutif peut cependant se substituer pour une large part à une CNCL défaillante. Car, si l'a jamais fait usage des prérogatives qui lui sont reconnues par la loi Létard, il est loin d'être désarmé. N'a-t-il pas la faculté (notamment, articles 77 à 79) de requérir, via ses procureurs, indépendamment de la CNCL, des sanctions contre tout opérateur privé qui transgresserait ses engagements ? La confiscation des installations est parfois même encourue. Elle est même couramment infligée aux petites radios privées.

A chacun son excès. La Haute Autorité avait peut-être par trop anticipé sur sa disparition. La CNCL semble au contraire galvanisée par sa condamnation. Elle multiplie les appels d'offres : radios privées parisiennes, dont on sait qu'elles préfigurent souvent les réseaux nationaux, télévisions locales, extension des réseaux de la 6 et de la 5. Pourquoi cette frénésie subite après plusieurs mois d'attente ?

Les choix antérieurs de la CNCL lui ont valu des reproches de tous bords. Si elle poursuivait avec le même manque de rigueur ce qui a tout l'air d'une entreprise de saturation des fréquences disponibles, les pouvoirs publics ne seraient pas démunis, il est vrai.

(*) Universitaire et avocat.
(**) Universitaire.

pour tempérer les ardeurs de la CNCL : « get » des fréquences ou nouveaux décrets d'application de la loi Létard. En outre, il pourrait utilement être appelé que trois autorités sont à même de remettre en cause des autorisations délivrées « à la sauvette » : la future autorité, le Conseil d'Etat, juridiction d'appel de la CNCL, enfin le législateur lui-même.

Quel sort faut-il réserver à des autorisations délivrées par une CNCL illégitime, et en nombre tel que l'espace hertzien s'en trouve quasiment saturé ? La CNCL a réussi le tour de force de figer en douze mois le PAF pour dix ans. En droit. En fait, pour beaucoup plus longtemps, si on tient compte du caractère irréversible qu'auront alors les situations acquises. A-t-on suffisamment conscience que les autorisations survivent à l'organisme qui les a octroyées ? La future instance héritera-t-elle d'un spectre intégralement attribué et faut-il entrainer le fait accompli ?

Sans doute un nouveau bouleversement audiovisuel n'est-il pas de saison, mais une recombinaison n'est pas pour autant hors d'atteinte.

Le législateur peut restituer à la future instance de régulation une totale liberté d'action. Il lui suffit de décider expressément la révocation de toutes les autorisations, en même temps que la suppression de la CNCL. A la nouvelle autorité de faire le meilleur usage d'une telle mise à plat, ce qui n'exclut pas une large confirmation des anciens titulaires.

Dans les cas d'autorisations obtenues en violation du droit pénal, leur révocation peut intervenir comme corollaire de la condamnation prononcée.

Enfin, et surtout, il se trouve qu'aucune entreprise de communication ne respecte la totalité des contraintes qui lui sont légalement imposées. Ce constat place tous les titulaires d'autorisations en situation précaire, en « liberté surveillée ». Il les expose tous, soit à des poursuites pénales, soit à la suspension ou au retrait.

Face à cet inventaire, gageons que les opérateurs, comme la CNCL, sauront faire preuve d'un minimum d'autodiscipline car l'interrogatoire durera et il n'est pas fatal que la CNCL en abuse. Quant à l'héritage qu'elle laissera à ses successeurs, il est loin d'être immuable. Les pouvoirs publics ont la charge d'y veiller. En auront-ils la volonté politique ?

Singulier décalage : c'est au moment où la société politique s'adonne aux charmes subtils de l'ouverture que l'audiovisuel découvre les sordides frictions de la cohabitation CNCL-exécutif. Avant de devenir peut-être un laboratoire du consensus.

« Radio Days »

par RÉMY SAUTTER (*)

On se souvient du *Radio Days* de Woody Allen : dans le Brooklyn des années 40, une famille fait cercle autour du poste de radio à lampes. Elle écoute la retransmission quotidienne de son feuilleton préféré : chacun vit l'action, s'identifie aux protagonistes du mélodrame ; le jeune fils de la maison rêve de rencontrer « la voix » du héros.

Mépris de l'évocation par le son. Il n'y a rien à voir, tout à concevoir ; l'auteur ne peut qu'imaginer ce qui se passe derrière un rideau de scène que l'on n'ouvre pas.

Aujourd'hui le télévisé a ouvert ce rideau. Les acteurs sont là, bien visibles ; l'image impose son évidence aux familles de Brooklyn comme d'ailleurs. Et pourtant la radio demeure. 78 % des Français l'écoutent régulièrement trois heures par jour en moyenne (1). Les artistes ne dédaignent pas le puissant support de promotion qu'elle constitue ; les hommes politiques veulent s'y faire connaître et reconnaître. Un secrétaire d'Etat fraîchement nommé recherche avec constance l'adoucissement donné par la participation aux tribunes politiques qu'elle organise. Quant aux candidats à la fonction présidentielle, on a remarqué qu'ils n'avaient pas dédaigné des apparitions répétées dans les médias.

D'où vient cette permanence d'un média dont de bons esprits annoncent régulièrement le déclin ?

Il y a d'abord une situation propre à la France. Les ondes kilométriques (ondes longues) y sont exploitées depuis 1922, et c'est en 1931 que Radio-Luxembourg en fait le support d'émissions diffusées vers le territoire français. Dans un pays centralisé, très attaché à l'unité nationale, l'onde longue fournit pendant plus de cinquante ans à la radio d'Etat comme aux radios privées un outil de diffusion nationale parfaitement adapté.

Les radios périphériques en tirent encore une bonne partie de leur puissance économique. Elles accueillent à elles seules les quatre cinquièmes des recettes publicitaires du média radio. En 1987, 2,6 milliards de francs ont été investis par les annonceurs dans les campagnes radio, soit 7,4 % de leurs dépenses publicitaires (2) ; en Grande-

Bretagne, la radio n'accueille que 2,5 % des dépenses de publicité nationale, aux Etats-Unis 1,6 %.

La radio pris dans le développement de la télévision a aussi joué en faveur de la radio. La première chaîne privée (Canal Plus) n'a pas quatre ans, et la première émission télévisée du matin, qui vient directement concurrencer la radio dans ses temps forts, remonte à janvier 1985.

La diffusion en modulation de fréquence enfin a constitué, à partir de 1982, un puissant stimulant pour le média radio. La France y est venue avec retard ; elle a avancé à reculons sur le chemin menant à la fin des monopoles et à la multiplication des moyens d'expression.

Les radios locales privées ont gagné un vaste public puisque, toutes ensemble, elles dépassent l'audience cumulée d'Europe 1 et de France-Inter. Certes, prises individuellement, elles ont bien du mal à transformer en chiffre d'affaires le réel succès collectif qu'elles ont bâti. Les mille six cents stations du début ne sont sans doute aujourd'hui plus que mille, et peu nombreuses sont celles qui parviennent à faire vivre de leur seul travail les quatre ou cinq salariés permanents qu'elles comptent en moyenne. Les annonceurs ne dirigent guère plus de 500 millions de francs chaque année vers leurs caisses, dont la majorité va vers des réseaux constitués par voie de franchise ou d'acquisition.

Mais la diffusion en FM a permis l'éclosion de dizaines de « formats » différents. Les inconditionnels du hard rock, de la chanson française des années 60 ou du fait brut rappellent tous les quarts d'heure peuvent se consacrer à leur vice, et les amateurs de musique classique trouvent enfin, avec Radio classique, une alternative à France-Musique.

Quant aux stations nationales, elles offrent maintenant à leurs fidèles le confort de l'écoute FM sur la majeure partie du territoire.

Mais l'explication essentielle d'un succès constant ne se trouve pas dans cette aptitude du média à évoluer. Elle réside dans les formalités mêmes qui, de tous temps, ont empêché ceux de la radio : permanence, souplesse, rapidité de réaction. On a souvent déploré le rôle amplificateur qu'a joué la radio en mai 1968 ; mais l'on n'a pas assez souligné

(*) Vice-président, directeur général de RTL.

Au courrier du Monde

COMPLICITÉ

La France et le génocide

Dans votre journal du 22 juin, page 14, je lis avec stupefaction les déclarations de M. Lal Kamara, délégué général de l'association « Résistance, vérité, souvenir », et particulièrement les deux dernières phrases : « De plus certains souhaitent visiblement accréditer l'idée que la France a été complice du génocide des juifs pendant l'Occupation. C'est inadmissible. »

Ce qui est inadmissible c'est de nier l'évidence, de refuser les faits. Car, qui, en 1940, a promulgué un statut des juifs ? Qui a révoqué les fonctionnaires juifs ? Qui a ordonné le recensement des juifs et l'établissement d'un fichier ? Qui a procédé aux rafles ? Qui a interné les juifs au Vel'd'Hiv ?

En 1940-1944, j'étais en banlieue parisienne. C'est la police française qui a arrêté mon père et ma femme. C'est la police française qui les a conduits à Drancy. Si ma femme a eu la chance inouïe de revenir d'Auschwitz, mon père y a été gazé dès son arrivée.

Aussi longtemps que certains nieront la complicité de la France officielle dans la collaboration, il n'y aura pas d'union des Français, et c'est dommage. Oublier, pardonner, ce n'est pas nier.

M. HENRI WAHL (Paris).

ARME

L'excommunication selon l'Eglise

Dans le *Monde* du 17 juin, vous présentez l'excommunication que Mgr Lefebvre encourt comme une « arme archaïque » dans laquelle est entraînée l'Eglise et comme une « arme d'un autre âge ».

L'excommunication est une peine toujours prévue par le code actuel,

dans la logique d'une conception de l'appartenance volontaire à l'Eglise où le lien à celle-ci, que l'on exprime en termes de communion, se vérifie ou est rompu dans et par des actes de respect, entre autres, de la discipline commune concernant le fait de conférer et de recevoir le sacrement de l'Ordre.

Le but de l'excommunication *latae sententiae*, c'est-à-dire celle qui suivra automatiquement l'acte qui posera Mgr Lefebvre, n'est pas de séparer ce dernier de la communion avec l'Eglise (cela en sera la conséquence) mais, par les empêchements de recevoir certains biens spirituels nécessaires, de l'écarter de sources de communion avec Dieu que l'Eglise propose. Or l'Eglise ne peut vouloir cela pour un temps. Ce temps sera celui déterminé par Mgr Lefebvre lui-même.

On ne doit pas se tromper sur le sens que l'Eglise donne à l'excommunication, peine déjà appelée « médicamenteuse » dans le code de droit canonique de 1917 parce que l'Eglise y attache sa volonté de voir la personne concernée revenir dans la communion de l'Eglise.

PATRICK VALDRINI, doyen de la faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris.

DÉSISTEMENTS

Elections sans choix

On a largement commenté dans vos colonnes les arrangements marshalliens. Quel que soit le jugement que l'on porte sur la situation qui s'y est développée, elle préserverait au moins le droit fondamental des électeurs d'exercer, par leur vote, leur devoir de citoyen. D'approuver ou de sanctionner les choix des partis et des hommes !

Tel ne fut pas le cas dans vingt circonscriptions électorales, réparties dans neuf départements français, où, par le jeu de la « discipline républicaine », vingt députés de gauche (10 PS, 10 PC) ont été élus

que, dans un pays paralysé, où la télévision était en grève et où la presse quotidienne n'était plus distribuée, la radio fut, l'espace de quelques jours, l'unique source d'information des Français.

Beaucoup plus près de nous, la libération des otages de Beyrouth a donné lieu à une remarquable couverture de la télévision et, notamment, de la Cinq. Mais qui a recueilli les premières déclarations des otages à bord de l'avion qui les ramenait en France ? Un journaliste de radio, Roger Augue. Et c'est au cours du « Grand Jury RTL-le Monde » que fut soulevé certain « point de détail » qui suscita l'un des débats-clés de la campagne présidentielle.

Saisi ainsi par l'événement qui fait irruption dans sa vie quotidienne, l'auditeur compte aussi sur la radio pour en marquer régulièrement le rythme. Elle lui fournit ses repères, qui disent qu'il faut se lever, se brosser les dents ou partir vers son travail ; elle l'aide à supporter les voitures bloquées devant lui. Une voix connue, reconnue année après année, est sa compagne de chaque jour. Cette voix lui est fidèle, il lui est fidèle en retour. Une station généraliste pour un vaste public, tient par-dessus tout à cette fidélité. A RTL, le président Jacques Rigaud a toujours encouragé les directeurs successifs des programmes à ne modifier que progressivement et de façon presque imperceptible la grille des émissions. Dans un monde où tout se forme et se transforme à grande vitesse, nombreux sont ceux qui recherchent des îlots de stabilité. On n'y retrouve en sécurité, protégé du stress ou des agressions par un cadre familier.

Aujourd'hui, une grande radio n'apporte plus le théâtre à domicile, mais elle est toujours proche de ceux qui l'écoutent ; elle guide leurs démarches pratiques, elle se penche sur leurs problèmes de santé ou leurs relations affectives ; à l'occasion, elle les accueille même sur son antenne.

Si la radio sait continuer à nous accompagner dans notre vie quotidienne, si elle se fait toujours compréhensible et amie fidèle, longtemps encore elle déroulera le fil de nos jours.

(1) Source : enquête « Médiamétrie 35 000 », mars-avril 1988.

(2) Information et publicité, comité de marketing international, avril 1988.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Le Monde est microfilmé et indexé. Renseignements au (1) 42-47-99-61. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE TUNISIE AUTRES PAYS

3 mois 354 F 399 F 504 F 687 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois 954 F 1 089 F 1 404 F 1 952 F

1 an 1 208 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Tél. MONDPUB 206 136 F

Imprimé au « Monde » 7, rue des Italiens PARIS-10

1988

1988

1988

1988

1988

1988

Etranger

PORTUGAL : la fin d'une « révolution »

Le Parlement vote une nouvelle réforme de la propriété agricole

LISBONNE
de notre correspondant

L'aillet rouge, symbole de la révolution d'avril 1974, fleurit les chapeaux de feutre noir des quelques deux mille paysannes et paysans massés devant le palais de l'Assemblée nationale. Mobilisés par les syndicats agricoles, ils ont marché sur Lisbonne afin de protester contre le projet de loi du gouvernement qui, à leurs yeux, met fin à la dernière « conquête révolutionnaire » : la réforme agraire. A pied, ils ont parcouru une route longue de 100 à 150 kilomètres, salués par les comités d'usine et les municipalités communistes : « Le peuple vaincra », « En avant pour la réforme agraire », « La terre à ceux qui la travaillent ».

Après toute une journée de débat, le projet du gouvernement est pour l'instant voté à 2 heures du matin, dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 juin. Sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens se sont prononcés en sa faveur. Communistes, socialistes et rénovateurs, c'est-à-dire toute l'opposition de gauche, ont voté contre. Pour le gouvernement, cette nouvelle législation vise un double objectif : adapter les structures agricoles portugaises aux normes en vigueur dans les pays de la Communauté européenne et « rétablir la légalité » en Alentejo.

La réforme agraire avait tout au long de ces dernières années divisé la gauche elle-même. Elle a été le cheval de bataille de la première heure pour les communistes qui l'ont instituée, renforçant leur influence historique dans une région des plus pauvres du Portugal, puis pour les socialistes qui l'ont révisée, pour décrire ce qu'ils considéraient à l'époque comme un « bastion du PCP ».

Tout avait commencé en février 1975. Sous le commandement des dirigeants syndicaux, les grands domaines de l'Alentejo ont été occupés. Hantés par la révolution, la plupart des propriétaires avaient, il est vrai, pris la clé des champs. Une loi de juillet de la même année rati-

fiait les occupations, créant des unités collectives de production. Quelques mois plus tard, les communistes ont écarté du pouvoir, et les socialistes veulent « démocratiser la situation en Alentejo ». Des coopératives, politiquement plus modérées, sont constituées, menant le pouvoir jusqu'aux intouchables des unités de production communistes. Les anciens propriétaires sont autorisés à récupérer une partie de leurs terres, une « réserve », dont la dimension était limitée à 60 000 points (système de classement basé sur la qualité des sols ainsi que sur les investissements qui y sont réalisés).

Des communistes aux sociaux-démocrates. Après les socialistes viennent les sociaux-démocrates. Les crédits à toute forme d'exploitation collective sont supprimés. Le critère d'attribution des « réserves » s'élargit. Incapables, pour beaucoup d'entre elles, de s'adapter à de nouvelles méthodes de culture, faute de savoir-faire, de nombreuses coopératives et unités collectives de production sont obligées de cesser le travail. D'autres végètent : Rive gauche, qui exploitait, en 1975, 18 000 hectares de terres près de la ville historique de Serpa, n'en

dédient à présent plus que 2 000. Une dizaine de kilomètres plus à l'est, Gaucha vaincra s'est vue réduite à un tiers de sa dimension initiale. La nouvelle loi augmente la superficie des « réserves », qui passe à 91 000 points. Elle donne, en outre, aux héritiers des anciens propriétaires le droit de réclamer chacun sa « réserve ». De même, pour ce qui concerne les propriétés qui étaient, avant la révolution, gérées par des sociétés : désormais chacun des membres de ces sociétés peut aussi demander sa « réserve ». Enfin, aucune distinction n'est faite entre les propriétaires qui exploitaient directement leur domaine et ceux qui ne le faisaient pas.

La bataille n'est cependant pas entièrement terminée. Selon l'opposition de gauche, la nouvelle loi est inconstitutionnelle. Le texte de la Constitution, qui fait actuellement l'objet d'une procédure de révision, proclame en effet « l'expropriation des latifundia et des grandes exploitations capitalistes », prévoit que les propriétés expropriées « seront rendues à de petits agriculteurs, à des coopératives et à d'autres structures d'exploitation collective gérées par les travailleurs » et souligne qu'aucune révision ne peut mettre en cause le principe fondamental de l'élimination de la grande propriété.

JOSÉ REBELO.

GRÈCE

Washington offre une forte récompense pour la capture des assassins du capitaine Nordeen

L'ambassade américaine à Athènes a offert, le jeudi 30 juin, une récompense de 500 000 dollars pour toute information qui conduirait à la capture des assassins de son attaché naval, le capitaine William Nordeen, tué au début de semaine par une voiture piégée. L'attentat a été revendiqué par l'Organisation révolutionnaire du 17 novembre, qui a accusé les Etats-Unis, dans une lettre de revendication remise à un journal, à la fois de visées impérialistes et d'avoir favorisé l'intervention turque à Chypre.

La police athénienne avait annoncé, mercredi, qu'une équipe du FBI était arrivée sur place pour l'aider dans son enquête. Celle-ci n'a permis pour le moment que de retrouver une moto qui aurait été utilisée par les meurtriers pour prendre la fuite après avoir fait exploser la voiture piégée. — (L'U.)

Le différend hongro-roumain

La Hongrie proteste contre les mesures de rétorsion de Bucarest

Le chargé d'affaires de Roumanie à Budapest a été convoqué, le jeudi 30 juin, au ministère hongrois des affaires étrangères, où le vice-ministre Istvan Oszai lui a exprimé les « regrets » de son gouvernement après la fermeture du consulat de Hongrie à Cluj-Napoca (Transylvanie). « Une mesure sans précédent dans les relations entre pays socialistes, qui porte sérieusement préjudice aux relations entre la Hongrie et la Roumanie ».

M. Oszai a souligné que la décision de Bucarest « était en contradiction totale avec les normes de coopération européenne, l'acte final d'Helsinki et les accords de Madrid », indique l'agence hongroise MTL.

« Nous avons besoin de nous parler ».

Outre la fermeture du consulat de Cluj-Napoca et l'expulsion de ses employés sous quarante-huit heures, la Roumanie a demandé, jeudi, aux Hongrois de rendre le bâtiment dans lequel ils devaient installer un institut culturel à Bucarest.

Cet institut avait été créé aux termes d'un accord bilatéral prévoyant l'ouverture d'un centre culturel roumain à Budapest et d'un centre hongrois à Bucarest. Mais les Roumains n'avaient pas donné suite à ce projet, et l'institut hongrois à Bucarest n'avait donc jamais reçu l'autorisation de fonctionner.

Ces mesures de rétorsion ont été prises après la manifestation qui a réuni lundi à Budapest cinquante mille personnes contre la politique du président Ceausescu à l'égard de la minorité hongroise en Roumanie.

En marge de la session parlementaire, le numéro un hongrois, M. Karoly Grosz, a indiqué jeudi à des journalistes qu'il espérait toujours se rendre en visite officielle à Bucarest cet été. « Je suis convaincu que nous avons besoin de nous parler », a-t-il dit. Envoyer simplement des messages ne suffit pas. — (AFP, Reuters.)

GRANDE-BRETAGNE : moins « musclée » que prévu

La loi sur les secrets officiels est draconienne pour les services de renseignement

LONDRES
de notre correspondant

M^{rs} Thatcher est obsédée depuis le début de sa carrière politique par la notion de « secret d'Etat ». Elle est corollairement agacée par les fuites qui se sont produites ces dernières années. La plus célèbre a été la publication en 1987 des Mémoires de Peter Wright, un ancien agent du contre-espionnage britannique, le MI 5, qui a pris sa retraite en Australie. Ce livre, *Spycatcher*, bien qu'interdit en Grande-Bretagne, y est devenu un best-seller.

La loi sur les secrets officiels, toujours en vigueur, date de 1911. Elle avait été votée dans la précipitation pour mettre en échec les espions du Kaiser alors censés piller dans les îles Britanniques. Cette loi est tellement draconienne qu'elle n'est pratiquement plus jamais utilisée. Sa section 2 stipule, en effet, que tout ou presque est un secret officiel, dont la divulgation entraîne des poursuites criminelles.

Les travaillistes s'étaient penchés sur la question. Il fallait, à l'évidence, réformer la section 2. M^{rs} Thatcher, dès son arrivée au pouvoir en 1979, avait tenté l'opération. Elle avait subi une défaite cuisante au Parlement. Elle avait voulu, en effet, donner à chaque ministre le soin de définir ce qui était secret et ce qui ne l'était pas.

Chaque ministre aurait pu, selon ce projet avorté, décider ce que le public avait le droit de savoir. Une simple déclaration en ce sens aurait suffi, devant un tribunal, de poursuivre n'importe quel contrevenant. L'esprit britannique, pénétré de tradition juridique, n'avait pas accepté que le gouvernement soit ainsi jugé et puni.

La « Dame de fer », qui a de la suite dans les idées, est revenue à la charge. Elle a demandé à M. Douglas Hurd, secrétaire au Home Office, de rédiger un Livre blanc. Celui-ci a été présenté, le mercredi 29 juin, au Parlement. Il expose la philosophie et les principales dispositions du projet de loi sur les secrets

officiels, réformant le texte de 1911, qui sera déposé par le gouvernement lors de la session parlementaire d'automne, probablement en novembre.

« Décriminaliser » les fuites

La surprise a été de taille. On attendait un texte très « dur ». Il n'en a rien été et M. Hurd, réputé plus « libéral » que le premier ministre, a manifesté une joie visible à dérouter les honorables parlementaires qui escomptaient un projet « musclé » et s'appropriant à la mettre en pièces.

Le Livre blanc propose de supprimer la section 2 et de « décriminaliser » la plupart des fuites. La loi de 1911 permet en effet théoriquement de traîner devant un tribunal un fonctionnaire qui révélerait à la presse que son ministre prend habituellement son café avec du lait et du sucre. Les informations à caractère général disponibles dans les ministères ne seront donc plus des secrets officiels.

Le fonctionnaire qui les divulgue reste évidemment passible de poursuites disciplinaires et de sanctions pouvant aller jusqu'à la révocation, mais son « délit » ne relève plus des assises. C'est une bonne nouvelle, par exemple, pour les journalistes économiques qui suivent la préparation du budget. Le contenu de celui-ci est traditionnellement tenu secret jusqu'à sa publication chaque année le 15 mars, par le chancelier de l'Echiquier.

Le Livre blanc énumère six « domaines » pour lesquels persiste la notion de secret officiel entraînant éventuellement en cas de divulgation des poursuites pénales : défense, services de renseignement, relations internationales, informations confidentielles obtenues auprès du gouvernement ou d'organisations internationales, informations concernant des crimes graves (de droit commun) et enfin tout ce qui concerne les écoutes téléphoniques.

Il appartiendra au gouvernement d'apporter la preuve que la fuite touchant un de ces six domaines était « contraire à l'intérêt public ». Les faits devront être suffisamment graves pour mériter un procès d'assises et ne pas susciter le rire du jury.

Le Livre blanc affirme « le devoir inéluctable de secret » des membres des services de contre-espionnage (MI 5) et de renseignement (MI 6), qu'ils soient en activité ou à la retraite. M. Peter Wright serait donc, si la nouvelle loi était déjà votée, traduit en justice au cas, improbable, où il remettrait les pieds en Grande-Bretagne.

L'« intérêt public »

Le *Financial Times*, tout en approuvant l'ensemble du projet, critique ce dernier point. Le quotidien remarque que le fait de fournir n'importe quelle information, même la plus anodine, à qui que ce soit par un fonctionnaire du MI 5 ou du MI 6 sera considéré comme un délit criminel. Le *Financial Times* juge cette clause excessive. Celle-ci serait plus draconienne que les dispositions équivalentes en vigueur aux « Etats-Unis, en RFA ou en France ».

Les défenseurs des libertés ont été, eux aussi, surpris par la mansuétude relative du Livre blanc. Ils s'indignent cependant du fait que la notion d'« intérêt public » ne pourra pas être utilisée à sa décharge, en cas de procès, par l'auteur de la fuite. Personne enfin ne semble se préoccuper de la section 1, qui devrait rester inchangée. Celle-ci traite de l'espionnage au sens classique et n'a fait l'objet d'aucune controverse.

M^{rs} Thatcher devrait avoir « sa » loi cet automne. Il y aura alors beaucoup moins de secrets officiels en Grande-Bretagne, mais ils seront plus précisément définis. La nouvelle loi devrait donc permettre de punir plus efficacement que l'ancienne, devenue presque inapplicable, ceux qui la violent. Tel était le but, malgré cet adoucissement de dernière minute, de M^{rs} Thatcher.

DOMINIQUE DHOMBRES.

YUGOSLAVIE

Un groupe d'intellectuels réclame le « réexamen du rôle historique de Tito »

BELGRADE
de notre correspondant

Depuis la mort de Tito, divers auteurs, écrivains, journalistes, publicistes, ont critiqué, plus ou moins discrètement, l'ancien président de la République pour certains de ses faits et gestes. Les conséquences en furent l'éviction ou le limogeage de ces personnes et, dans des cas jugés particulièrement graves, leur condamnation par les tribunaux réguliers. Car le régime veille aujourd'hui, comme par le passé, au respect du nom et de l'œuvre de Tito, rejetant tout ce qui ne serait pas conforme à l'historiographie officielle, qui, elle, ne lui reconnaît ni erreur ni faute. Or le comité pour la défense de la liberté de la parole et de la pensée de Belgrade a rendu public, le 27 juin, un texte exigeant le réexamen objectif du rôle historique de Tito, empêché à ce jour par « le culte et l'idolâtrie » de sa personne.

Ce document, le premier et le plus complet du genre, reproche sa substance à Tito d'être à l'origine des principaux débats actuels de la Yougoslavie. Il a imposé au pays le gouvernement d'une oligarchie monopoliste et bureaucratique, écarté toute démocratie, conduit à des conflits nationaux, au chômage, à l'inflation, aux investissements qui ont fait faillite, à l'endettement extérieur, à la misère sociale... Divers facteurs ont contribué à cette situation, mais « le principal responsable en est Tito ».

Ce document de près de deux mille mots, signé par onze membres de l'Académie des sciences et des arts et huit autres intellectuels des plus connus, exige également un réexamen des raisons et des conséquences des vastes mesures de répression prises après la guerre contre ceux qui ne partageaient pas les points de vue du régime, notamment contre les paysans, qui, avec l'installation du communisme, ont gravement souffert de la collectivisation forcée.

Une étude complète et publique doit préciser, en outre, la raison et les conditions de création du camp de concentration Goli-Orak par où sont passés des milliers de personnes et où le pouvoir a eu recours aux méthodes de violence. Les signataires du document attribuent

par ailleurs à Tito la responsabilité de l'actuelle situation dans la région du Kosovo et rappellent la politique obstinée anti-serbe du Komintern, défendue par ses représentants dans le pays, dont l'un fut Josip Broz Tito.

Parlant des ambitions de l'ancien président de donner à la Yougoslavie un « rôle historique mondial » par la création du Mouvement des non-alignés, les signataires posent la question de savoir quel en fut le coût véritable, coût visiblement supérieur à ses possibilités matérielles. A ce propos, ils relèvent que l'on ignorait tout du montant de la « liste civile » de Tito. Or la population, qui souffre du chômage, particulièrement la jeune génération, a le droit de connaître les dépenses de ses dirigeants et la valeur des biens matériels mis à leur disposition. « Le réexamen du rôle historique de Tito, concluent les signataires, est la condition indispensable à l'établissement en Yougoslavie d'une démocratie politique de haut niveau. »

PAUL YANKOVITCH.

M. Stipe Suvar nouveau président croate de la Ligne des communistes

Belgrade. — La présidence collégiale de la Ligue des communistes de Yougoslavie a élu, le mercredi 29 juin, M. Stipe Suvar, un Croate de cinquante-deux ans, originaire des environs d'Istok (arrière-pays dalmate), comme nouveau président du parti.

Suivant la volonté déclarée de démocratisation de la vie politique du pays, la direction collégiale du parti a, pour la première fois, procédé à cette élection par bulletins secrets et choix entre deux candidats, tous deux représentants de la Croatie, celle parmi les six républiques et deux provinces de Yougoslavie qui doit assurer pendant un an la présidence du parti, selon un ordre établi lors du dernier congrès.

M. Suvar, docteur en droit et ancien rédacteur en chef du journal des étudiants de Zagreb, puis de plusieurs revues théoriques, succède à M. Bosko Krunic, représentant de la province de Vojvodine. — (AFP.)

Le Monde festival AVIGNON



- THÉÂTRE
PATRICE CHÉREAU MONTE HAMLET
- MUSIQUE
L'INFLUENCE DE PIERRE BOULEZ
- EXPOSITION
LE RETOUR A LA FIGURATION DU PEINTRE ALBERTO MAGNELL
- PORTRAIT D'AUTEURS
GEORGES PEREC ET PIERRE REVERDY
- ET UNE SÉLECTION DES PROGRAMMES DU FESTIVAL

SUPPLÉMENT SPÉCIAL 8 PAGES
MERCREDI 6 JUILLET DATÉ JEUDI 7

M. Gorbatchev tempère l'ardeur des réformateurs



« Le mot « participation », a poursuivi le pape, fait partie de la doctrine sociale de l'Eglise. Mais, lié à cette participation, il y a aussi le problème des droits de l'homme qui nous intéresse beaucoup. C'est surtout la question de la liberté de conscience pour les croyants qui nous intéresse spécialement. J'espère que dans ce domaine nous pourrions nous rencontrer davantage à l'avenir. » — (AFP.)

Mais tout de même ! Gromyko, l'homme qui a commencé sa carrière sous Staline et survécu à toutes les tempêtes ; l'homme dont M. Gorbatchev n'avait pu se débarrasser qu'en le plaçant à la tête de la présidence collective de

Vingt minutes plus tard, il obtiendra une vague réputation quand il lue dans la tribune, et applaudit sur d'autres bancs, notes d'un délégué déclarant qu'« Andreï Andreïevitch Gromyko jouit de l'amour et du respect populaire et qu'il était mal venu de s'en être pris à lui ».

C'est peu, et quant aux autres, ils n'auront rien, ni M. Afanassiev, le directeur de la *Pravda* qui avait pourtant, ces derniers mois, fait beaucoup d'efforts, ni M. Arbatov, le directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, ni M. Solomentsev, président de la commission de contrôle du parti.

Mercredi, un délégué avait protesté contre cet article. Le rédacteur en chef d'*Ogoniok* est venu expliquer, jeudi, que ses sources n'étaient autres que les juges d'instruction chargés du dossier, qui n'arrivent toujours pas à le faire aboutir tant le réseau de complicités remonte haut dans les sphères du pouvoir. Cette intervention de M. Karotitch aussi a été vue à la télévision, et on peut maintenant trouver une raison au refus de retransmettre tous les débats en direct.

de volailles. M. Postnikov, tonne contre les bureaucrates qui sabotent la réforme économique « depuis le premier jour » et se tourne vers le secrétaire général : « Il est temps, dit-il, de se débarrasser des adversaires de la « perestroïka », d'en débarrasser le parti et de les mettre à la retraite, mais vous, Mikhaïl Sergueïevitch, vous êtes un homme d'humanisme et souhaitez les réduire par des méthodes humaines qui ne sont pas efficaces avec tout le monde. »

Réponse, circonstanciée, de M. Gorbatchev : si l'on essaie de nouveau d'écartier du haut les bureaucrates, ça ne marchera pas plus que les fois précédentes. Ce qu'il faut, c'est que les citoyens les dénoncent et les écartent, prennent leurs affaires en main, dans l'intérêt du peuple et du socialisme, que chacun soit remis à sa place — et c'est pour cela, conclut-il, que les réformes politiques sont indispensables.

Car si cela avait été le cas, l'Union soviétique aurait été analysée pendant quatre jours. Dès que la télévision diffuse une image du Palais des congrès, tout le monde se rue devant les écrans dans un silence abasourdi. Dans les halls d'hôtels, les groupes de touristes se plaignent d'être abandonnés par leurs guides, et, dès l'aube, les queues devant les kiosques à journaux sont presque aussi immenses que devant les débits d'alcool.

En fin de matinée déjà, le secrétaire général avait longuement pris la parole pour réexpliquer dans le détail le sens de certaines de ses propositions (pas toujours comprises, a-t-il dit) et se distancer en même temps de ceux qui ont « peur du processus de démocratisation » et de ceux qui « sont mécontents de ce que rien ne change du jour au lendemain ».

« Nous avons, avait-il dit, un grand travail à faire et avons besoin de retenue révolutionnaire car c'est celui qui tiendra qui vaincra. » Il y a tellement d'inscriptions qu'on ne sait plus si les débats seront prolongés ou se termineront, comme prévu, vendredi soir. L'ancien premier secrétaire de Moscou, limogé pour radicalisme réformateur, M. Boris Eltsine, devait intervenir dans la journée pour demander toi aussi des départs de la direction.

A en croire le premier secrétaire de Biélorussie, M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs aurait dû céder la responsabilité de l'idéologie à M. Iakovlev, le bras droit de M. Gorbatchev.

M. Ligatchev serait toujours, cependant, le patron du *sovietskiy*, et l'on aurait tort de croire que les conservateurs ont dit leur dernier mot. Ils existent, et tout en muscles si l'on en juge par l'intervention de M. Bondarev, vice-président de l'Union des écrivains de Russie : « Ces chevaliers de l'extrémisme (les journalistes réformateurs) ne sont pas né du chaos, n'il dit, mais ne fons que révéler au grand jour un feu soigneusement préparé. » Ce sont eux qui, de responsables, n'il ajouté, de ce que soit maintenant minée la foi en l'Histoire, en presque tout notre passé, dans la *gestion* antique, la *gestion*, la justice et la « *glasnost* ».

Oui, dans la « glasnost » aussi puisque plus personne, officiellement s'entend, ne peut plus être contre. C'est la ligne, et la ligne, dans la patrie du socialisme, c'est la ligne.

BERNARD GUETTA

Moscou. — En marge de la conférence du PC soviétique, les délégués arméniens ont exposé, le jeudi 30 juin, à la presse trois « propositions de compromis » : la République d'Azerbaïdjan mais dont les Arméniens demandent le rattachement à la République d'Arménie. Le Haut-Karabakh, visiblement géré par l'administration centrale de Moscou ou bien être rattaché provisoirement à la Fédération de Russie, dont il dépendrait, mais qui ne serait bien encore être placé, toujours provisoirement, sous l'autorité d'un « gouvernement régional » pour la population arménienne locale [au lieu d'être partie d'une « République autonome de ne plus être sous le tutelle de la République », a déclaré un délégué].

Au cours d'une conférence de presse un peu plus tard dans la journée cependant, des délégués azarbaïdjanais ont repris ces propositions, estimant qu'elles revenaient à « redécouper le territoire » soviétique, une option exclue par M. Mikhaïl Gorbatchev dans son discours d'introduction à la conférence.

Par ailleurs, le chef du parti pour la région du Haut-Karabakh a été victime d'une crise cardiaque jeudi alors qu'il assistait à la conférence comme délégué. M. Guenrikh Pogossian, cinquante-sept ans, nommé premier secrétaire en février après le limogeage de son prédécesseur, s'est écroulé sur son banc et a été transporté d'urgence à l'hôpital, on rapporte d'autres victimes. — (Russe, AFP)

HATTI

Les autorités militaires haïennes ont relâché au cours des derniers jours seize des vingt personnes proches de l'ancien président Leslie Manigat, arrêtées le 19 juin à la suite du coup d'Etat. Ces libérations interviennent alors que le gouvernement général Namphy gouverne une situation économique et financière très difficile en raison du blocage d'une partie de l'aide étrangère. Après le Venezuela, la République fédérale d'Allemagne vient en effet d'annuler, le 30 juin, une aide de 5 millions de deutschemarks (16 millions de francs environ), accordée par Bonn le mois dernier.

financière, M. Manigat avait déposé son ministère des affaires étrangères, M. Gérard Latorue, auprès des capitaux amis. Sans succès à Washington, où les Américains avaient exigé comme condition à une reprise de leur aide budgétaire la neutralisation du colonel Jean-Claude Paul, qu'ils accusent de trafic de cocaïne.

M. Latorue avait, en revanche, obtenu 4 millions de dollars de Taïwan, une aide japonaise sous forme de dons de bief et des promesses de l'Italie. La France avait annoncé des réductions de cotisations et une aide d'urgence pour la réhabilitation des routes — pour un montant total de 2,4 millions de dollars, et la demande d'aide budgétaire du gouvernement haïtien était étudiée avec compréhension à Paris. Suite à une mission du FMI en mars, cette institution émit que la Banque mondiale se devait de continuer à reprendre leur aide financière.

Paris -, le découragement est sensible. La caisse de coopération économique vient, de son côté, de bloquer un important projet d'irrigation à L'Archaie (40 kilomètres au nord de Port-au-Prince) pour une valeur totale de 12 millions de dollars.

Le Venezuela, qui avait ostensiblement soutenu le président Manigat, a annoncé un arrêt total de sa coopération : fourniture de produits pétroliers à des conditions préférentielles et construction de logements.

Le secteur privé a, en revanche, plutôt favorablement réagi au coup d'Etat militaire. « L'insécurité a diminué depuis le 20 juin », constate un industriel. Arrivé en Haïti deux jours après le coup d'Etat pour étudier un projet d'investissement dans le secteur de la boulangerie industrielle, M. Jean-Marie Chovet, directeur du Four-neau enchanêtre, une PME de Romans, n'a nullement l'intention de modifier sa son idée : profiter des

avantages douaniers du Caribbean Basin Initiative (CBI) pour vendre aux Etats-Unis des croissants « made in Haiti ». « Les donneurs d'ordres américains qui ont recours à l'industrie de la sous-traitance haïtienne n'ont pas été inquiétés par le coup d'Etat », confirme M. Joël Thébaud, directeur exécutif de Prominex, l'institution chargée de promouvoir les exportations haïtiennes.

Mais la sérénité du secteur privé pourrait être de courte durée si le gouvernement militaire n'obtient pas une assistance financière externe. S'ils permettent de bâtir de rapides fortunes et d'arrondir les fins de mois de certains militaires, les profits du trafic de drogue et de la contrebande ne peuvent compenser la réduction des flux d'aide. Pour boucler le budget, il ne resterait que la planche à billets, avec ses corollaires : l'inflation et la dévaluation de la gourde — la monnaie haïtienne, — qui ne manqueraient pas d'accroître un peu plus les tensions sociales.

JEAN-MICHEL CAROIT.

Le président Ortega annonce la prorogation du cessez-le-feu

Le président nicaraguayen Daniel Ortega a annoncé, le jeudi 30 juin, la prorogation d'un mois du cessez-le-feu qui devait prendre fin le même jour à minuit, et a proposé à la Contra une nouvelle série de négociations, du 26 au 29 juillet prochains. M. Ortega a fait cette proposition devant mille deux cents officiers de l'armée nicaraguayenne, en expliquant que son gouvernement « ne veut pas renoncer à la possibilité d'une solution négociée ».

Le chef de l'Etat revenait de sa première visite officielle à Cuba ; au cours de celle-ci, le gouvernement castriste a accordé au Nicaragua un don de 50 millions de dollars, une aide de 150 millions de dollars et la livraison gratuite de 90 000 barils de pétrole par an jusqu'en 1990 (1). M. Ortega a aussi annoncé que Cuba fournirait une assistance technique pour promouvoir l'industrie sucrière, développer l'élevage du bétail et améliorer les productions du riz, du tabac et des cultures maraichères.

Au moment même où le président Ortega annonçait ces décisions, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, poursuivait au Salvador sa tournée en Amérique centrale commencée mercredi au Guatemala. Le gouvernement amé-

l'ancien royaume l'appui de ses alliés dans la région pour mettre en œuvre une « nouvelle » stratégie d'expansion que pour le futur proche », a déclaré M. Shultz. En ce qui concerne le Salvador, le secrétaire d'Etat s'est montré optimiste, estimant que la situation économique devait s'améliorer rapidement. Il a encouragé le gouvernement salvadorien à poursuivre sa lutte contre la guérilla, à la suite de laquelle le combat les militaires « doivent être toujours attentifs au respect des droits de l'homme ». Le jour même de sa visite au Salvador, une série d'attaques contre des installations de la principale compagnie hydroélectrique d'un pays d'électricité plus que payée par les autorités locales ont attribué la responsabilité de ces sabotages aux guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). M. Shultz devait se rendre jeudi au Honduras, avant de s'arrêter au Guatemala et d'achever sa tournée à pied au Costa-Rica.

(1) Le Nicaragua consomme environ 750 000 barils chaque année, la moitié de cette demande étant couverte par des livraisons soviétiques.

PORT-AU-PRINCE
correspondance

**Retour
à la case départ**

En dépit de la résurgence d'un discours nationaliste, les conseillers du général Henri Namphy savent qu'Haiti — le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental — ne peut se passer de l'aide internationale. L'assistance bilatérale et multilatérale avait quasiment doublé après la chute de Jean-Claude Duvalier, le 6 février 1986, pour atteindre plus de 300 millions de dollars en 1987.

La sanglante interruption du processus démocratique, le 29 novembre 1987, avait entraîné une brutale réduction des flux d'aide. Washington avait amputé des deux tiers son programme d'assistance (100 millions de dollars au total), tandis que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale gelaient deux crédits pour un total de 37 millions de dollars.

Face à ce manque à gagner de l'ordre de 100 millions de dollars — plus du tiers du budget de l'Etat, — le ministre de l'économie de l'époque, M. Leslie Delatour, avait fortement réduit les dépenses publiques et accru les taxes indirectes sur les alcools, les tabacs et divers services publics. « Ils ont serré les boulons de façon spectaculaire, au point que l'administration, n'ayant plus d'argent pour acheter ses fournitures, est quasiment paralysée », assure un diplomate occidental.

Au total, les mesures d'austérité poursuivies sous la présidence de Leslie Manigat ont permis d'économiser 25 millions de dollars en année pleine. Les nouvelles taxes devraient rapporter environ 15 millions de dollars. « En dépit de ces mesures, il faut s'attendre à un trou de l'ordre de 50 millions de dollars en fin d'exercice », calcule un banquier. Face à l'urgence de la situation

« Avec le coup d'Etat militaire du 20 juin, nous sommes revenus à la case départ, explique le responsable d'une institution multilatérale. Nous ne connaissons pas les nouveaux responsables économiques et ignorons les orientations du gouvernement militaire. »

Les compétences du nouveau ministre de l'économie, le colonel André Jean-Pierre, se limitent à la comptabilité militaire, et la vague de nominations qui a suivi le passage d'Etat inquiète les bailleurs de fonds: des officiers ont été parachutés à la tête de la plupart des organismes publics et parapublics, et des fonctionnaires, notamment incriminés ou corrompus, ont retrouvé des postes-clés dans l'administration. « Il est préoccupant de voir M. Raymond Fourcœur réintégré à son poste de directeur général des impôts alors que les recettes fiscales s'étaient effondrées lorsque il était ministre », s'indigne un fonctionnaire qui craint « un retour à la gestion dualiste des entreprises publiques ».

Le coup d'Etat militaire devrait, en outre, relancer la contrebande, contrôlée par certains officiers, et que le gouvernement de M. Manigat avait freinée. Les recettes douanières, qui avaient progressé au cours des derniers mois, devraient donc replonger. A la mission de coopération de l'ambassade de France, où l'on attend des instructions de

Proche-Orient

ISRAËL

Quatre Israéliens condamnés pour leurs contacts avec l'OLP

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« C'est un jugement qui établit un précédent dangereux interdisant tout dialogue de paix avec les Palestiniens. » Telle a été la réaction de M. Latif Dori, un des quatre Israéliens qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, viennent d'être condamnés — six mois de prison ferme et une amende de 2 000 dollars — pour avoir rencontré des représentants de l'OLP à l'étranger.

Au lendemain de la décision rendue le jeudi 30 juin par le tribunal de Ramleh (près de Tel-Aviv), M. Dori a encore qualifié de « loi absurde » la législation d'août 1986 prohibant les contacts entre Israéliens et l'OLP, dont ce jugement était la première application. Il a relevé que le président du tribunal était lui-même convenu que les quatre prévenus — outre M. Dori, M. Yaël Latan, MM. Eliezer Felner et Reuven Kammer — n'avaient aucunement porté atteinte à la sécurité d'Israël en rencontrant, il y a un an, des représentants de l'OLP à Bucarest. « Mais la loi est la loi, et elle ne peut être ouvertement défiée », a-t-il dit au nom d'une « mission de paix », a déclaré le juge.

Cette première juridique — après des années de contacts israélo-palestiniens — souligne l'ambiguïté de la législation de 1986. Les quatre militants de la gauche israélienne se sont retrouvés devant la justice parce qu'ils étaient de simples citoyens.

ALAIN FRACHON.

EGYPTE

Acquittement de 45 policiers accusés de torture

LE CAIRE
de notre correspondant

Le premier procès porté devant la justice égyptienne pour torture policière vient de se terminer sur un non-lieu. La cour d'assises du Caire, a, en effet, acquitté, le jeudi 30 juin, 45 policiers (41 officiers et 4 sous-officiers) accusés d'avoir torturé des membres de l'organisation maximaliste musulmane, Al Jihad. Dans son verdict, la cour a indiqué que les accusés avaient été acquittés « à cause de la légèreté et de l'insuffisance de l'enquête ». Le tribunal a, par ailleurs, rejeté la demande en dédommagement formulée par la partie civile.

Les 45 policiers, dont un est décédé, avaient été déferés devant la cour d'assises en septembre 1986. Ils étaient accusés d'avoir torturé en prison, entre 1981 et 1984, des membres actifs ou présumés du groupe terroriste Al Jihad en vue de leur arracher des aveux. Lors de l'ouverture du procès des policiers accusés de torture, le rapport du médecin légiste avait recensé 28 cas de torture entraînant des fractures et des blessures graves.

Dans son verdict, la cour d'assises a violemment critiqué l'ordre des

avocats et trois journaux d'opposition pour avoir « tenté d'influencer les juges, les témoins et l'opinion publique lors du procès ». Le tribunal a annoncé qu'il poursuivra notamment en justice le quotidien *Al Wajd* (libéral) et l'hebdomadaire *Al Nour* (islamiste), pour « les informations et les articles qu'ils ont publiés sur cette affaire et qui portent atteinte à la dignité des magistrats ».

La question est de savoir si le tribunal reconnaît l'existence de cas de tortures même s'il a acquitté les accusés pour insuffisance de preuves. Les attendus du procès ne seront publiés que dans deux semaines.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

COURS PRIVE CARPENTIER

"La méthode"

Parce qu'il ne suffit pas de connaître, mais de savoir et parce qu'il ne s'agit pas de travailler de plus en plus, mais de mieux en mieux.

Seconde aux Terminales A.B.C.D.G. PREPA HEC - BTS

École fondée en 1924, externat, 1/2 pension, mixte 15, bd Polssonnière, Paris 75002

100 Rue Montmartre (bus: 48, 39, 20, 85)

(1) 42 33 92 38 + 92 18

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

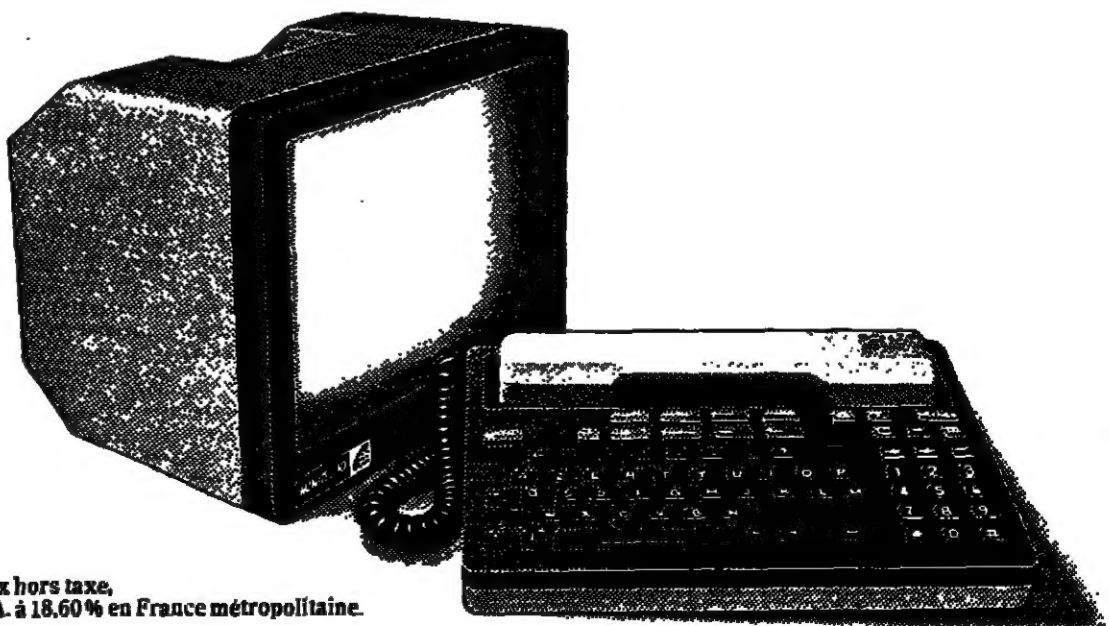
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

MINITEL PLUS QUE JAMAIS A L'HEURE PROFESSIONNELLE.

9 accès professionnels de 0 à 7,64 F HT la minute.*

Avec le Minitel, on peut s'informer, informer, décider, exposer, gérer, contrôler, distribuer, motiver, gagner du temps, des marchés et donc de l'argent.

Avec le Minitel, les professionnels disposent de 9 accès TELETEL à tarification différente selon leurs besoins. 36 05, c'est le Numéro Vert TELETEL (appel gratuit pour l'utilisateur par numérotation directe à huit chiffres). 36 13 et 36 14, les services internes aux entreprises et les services pratiques destinés au public. 36 16 et 36 17, une large palette de services accessibles à toutes les entreprises. 36 21, les services de télé-informatique classique (norme ASCII). 36 28 et 36 29, deux nouveaux accès faciles et plus économiques aux grandes banques de données professionnelles (par numérotation directe à huit chiffres). 11, l'Annuaire Electronique avec ses catalogues professionnels. Pour connaître la liste des nouveaux services TELETEL professionnels et taper fort en affaires, taper 36 16 MGS puis **SOMMAIRE**



* Prix hors taxe, T.V.A. à 18,60 % en France métropolitaine.

TAPER MINITEL, C'EST TAPER FORT EN AFFAIRES.

FRANCE
TELECOM



Les reclassements à droite et le divorce entre M. Giscard d'Estaing et M. Barre

« Libéraux, sociaux et européens... »

M. Valéry Giscard d'Estaing a gagné, sans problèmes, son recours en potestât. Dix ans après avoir porté sur les fonts baptismaux cette confédération, l'ancien président est devenu, le jeudi 30 juin, le nouveau président de l'UDF. Comme le veut la tradition, le conseil national de l'UDF a pris acte par acclamation de cette passation de pouvoirs entre M. Giscard d'Estaing et M. Lecanuet, lequel n'a pas manqué d'homages et de louanges. A l'issue de cette réunion, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « L'UDF a une position, elle occupe le centre de la vie politique française ; elle a un dessein, une valeur qui est la libéralisme social et européen. Elle a une ambition, être le pivot de la prochaine alternance moderne et tranquille qui débouchera sur la vraie ouverture. »

Les centristes, qui ont réaffirmé leur volonté « de rester à l'UDF », n'ont pas réussi à obtenir avant l'état une modification des règles de fonctionnement internes. Mais M. Giscard d'Estaing leur a promis d'engager rapidement une réflexion sur ce point, qui, selon son calendrier, devrait aboutir avant la fin de l'année. « L'UDF, précise le communiqué officiel du conseil national, a la volonté d'organiser le pluralisme en son sein en respectant l'identité de ses formations composantes. Elle affirme aussi sa volonté d'intensifier la démocratie de son fonctionnement et de renforcer son action en se dotant de compétences réelles et d'instances représentatives plus fortes. »

Invité dans la soirée sur la Cinq, M. Giscard d'Estaing a réaffirmé que l'UDF pratiquait « une opposition constructive », estimant que le nouveau gouvernement de M. Michel Rocard ne marquait pas davantage « une ouverture au centre ». « Ce gouvernement, a-t-il précisé, est un gouvernement socialiste avec des personnalités ralliées. Il n'a rien à voir avec la formule d'une coalition que j'avais préconisée au lendemain des élections législatives. »

Le même soir, M. Raymond Barre, qui était l'invité de l'émission de TF1 « Questions à domicile », a affirmé son hostilité à la conception giscardienne de l'ouverture, s'estimant « plus proche » de celle que défend M. Mitterrand. L'ancien premier ministre avait été reçu en fin d'après-midi durant plus d'une heure à l'Elysée par M. François Mitterrand dans le cadre des conversations que le chef de l'Etat a avec les principales personnalités politiques du pays après les sommets de Toronto et de Hanovre.

M. Barre, dont nous publions ci-dessous les principales déclarations, a expliqué sur TF1 que son objectif est, une fois constituée la « force sociale, libérale et européenne » qu'il appelle de ses vœux, de former une coalition gouvernementale, à condition que M. Mitterrand prenne l'initiative de la négociation d'un « contrat de gouvernement ».

M. Barre : « M. Rocard a tenu un discours intéressant »

● **ACCORD DE MARSEILLE (AVEC LE PS).** — « Je vous dirai ceci : j'ai été « trouble », je l'ai dit. Maintenant, je n'aime pas accabler des amis. Et Jean-Claude Gaudin est un ami, depuis de nombreuses années nous avons travaillé ensemble. Ce qui s'est passé à Marseille, nous le savons tous (...) cela a d'ailleurs été présenté souvent sous une forme exagérée. Moi, je vais vous dire quelque chose qui va essayer de nous sortir de ce genre de débat. Si nous voulons éviter des situations comme celles qui se sont produites entre le premier et le deuxième tour — et souvent j'en ai parlé avec Jean-Claude Gaudin, qui en est d'accord — il faut modifier la loi électorale pour les élections municipales et il faut empêcher, entre les deux tours, la fusion des listes qui ont fait plus de 5 % d'élus. Alors, les choses seront claires dès le départ. »

● **MITTERRAND-BARRISME.** — « J'ai vu la couverture de l'Express : « Mitterrand attend Barre », je ne sais pas pourquoi il m'attendrait (...). Je lis, également, sous la plume de commentateurs éminents qu'il y a une perspective mitterrand-barrière, je ne vais pas sur quoi reposent des allégations de ce genre (...). Vous vous souvenez de 1983 lorsque le gouvernement socialiste a changé sa politique (...), j'ai été le premier à dire que ce changement était une bonne chose pour le pays. On n'a pas dit, à l'époque : « il y a une perspective de convergence mitterrand-barrière ou barrière-doloriste » ; on a dit simplement, « M. Barre, qui est dans l'opposition essaie de juger objectivement ce qui se passe. »

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

M. Giscard d'Estaing : « Le pivot de la prochaine alternance »

Réuni à huis clos, le jeudi 30 juin, à l'Assemblée nationale, le conseil national de l'UDF (1) s'est penché durant près de deux heures sur les réalités et les perspectives de son action au centre de la scène politique.

De l'avis général, ces réflexions ont été conduites dans une atmosphère paisible à défaut d'être tout à fait sereine. Tous les principaux dirigeants de la confédération sont intervenus, mais pas une fois le nom de M. Raymond Barre ne fut cité.

Après dix ans de bons et loyaux services que chacun s'est plu à reconnaître et à flatter, M. Jean Lecanuet, dissimulant mal une certaine amertume, a livré son testament politique, en relevant tout de même « qu'il n'avait pas abandonné sa fonction, mais (que son) contrat était achevé ». Exprimant sa joie de laisser une UDF précédant pour la première fois « les alliés du RPR », notant aussi dans une sorte de cri du cœur résumant tout son engagement politique, que « le temps du gaullisme et du post-gaullisme s'achève », le maire de Rouen a livré à ses amis ces quelques consignes : « L'UDF est au centre de la politique française. Elle est une force d'opposition, une force aussi de propositions, mais pas d'obstruction. Elle doit maintenir son alliance au sein de l'URC. Elle ne doit pas abandonner le scrutin majoritaire. Elle doit enfin réfléchir à une meilleure organisation interne. »

Parlant des prochaines échéances électorales, M. Lecanuet s'est attardé sur le projet de référendum relatif à la Nouvelle-Calédonie, pour craindre notamment une résurrection du Front national : « Tout le monde votera, sauf le Front national », a jugé M. Lecanuet. « Le Front national et moi », a cru bon de préciser M. Alain Griotteau.

M. Lecanuet a ensuite prêté le témoin à M. Valéry Giscard d'Estaing, les ovations ponctuées d'échange officialisant, selon la tradition, cette passation de pouvoirs. M. Jean-Claude Gaudin a déclaré que cette journée marquait « le début d'une rénovation de l'UDF », en lançant à son tour un appel à M. Giscard d'Estaing « dans l'amitié et l'unité ».

Exprimant « son plaisir » de se retrouver à la tête de « sa famille », « l'honneur » qu'il ressentait dans la confiance de ses amis, M. Giscard d'Estaing a souhaité à M. Lecanuet qu'il puisse poursuivre son action politique « dans de hautes responsabilités ». Chacun pensant évidemment à la présidence du Sénat, il a ensuite expliqué que l'UDF entrerait maintenant « dans une phase de consultation et d'observation », en relevant les sept principes fondateurs qui guideront son action. Maintenir la diversité de l'UDF dans son unité, « cela restera notre

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué



« Les membres de l'URC sont les Urgins. Moi je suis l'URC. » (Dessin paru dans le Monde du 18 juin.)

● **BARRISTES AU GOUVERNEMENT.** — Plusieurs d'entre eux m'ont fait part de l'invitation qui leur était adressée d'entrer au gouvernement, ils m'ont demandé quelle était ma réaction, je leur ai répondu ceci : le président de la République vient d'être élu, c'est un président légitime, le gouvernement de la France est un gouvernement légitime, vous êtes invités à entrer dans le gouvernement, vous ne commettez rien qui soit contraire aux règles républicaines (...) à vous de voir si, en conscience, vous pouvez accepter la mission qui vous est confiée et si vous estimez être en mesure de l'accomplir de façon satisfaisante (...). C'est votre jugement, ce n'est pas le mien.

● **COALITION.** — M. Mitterrand est en train de former une majorité qui soit une coalition, une coalition plus large que les coalitions qui ont existé précédemment mais il n'y a plus d'opposition entre le président et le premier ministre et le gouvernement, il n'y a plus de dyarchie au sommet de l'Etat. Je ne veux pas dire par là que je vais rentrer dans un gouvernement, il dit simplement que la situation institutionnelle a complètement changé.

● **COHABITATION.** — Je sais que dans les diners en ville (...) on dit : il était entre la cohabitation, maintenant, il est pour la cohabitation. Maintenant je ne suis pas pour la cohabitation. Le président de la République est élu par 54 % des Français, le président de la République forme un gouvernement et, comme cela a été le cas après chaque élection présidentielle, il forme une majorité pour soutenir son gouvernement.

● **DEFINITIONS.** — Les membres de l'URC sont les Urgins. Moi, je suis l'URC.

● **DISCOURS (DE M. Rocard) A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.** — C'était un discours très intéressant. Je l'ai écouté avec attention. Si j'avais une remarque à faire — je ne dis pas une critique, je dirais que M. Rocard a choisi le style intimiste, pointilliste et que certains, dont moi, nous aurions souhaité qu'il indiquât de façon plus claire, plus nette, quel était son dessein pour la France. Je ne suis pas de ceux qui poursuivent les premiers ministres et les responsables en leur disant : Avez-vous un grand dessein (...). J'ai tellement entendu cela (...), il manque de souffle (...), ceux qui disent cela, ce sont ceux qui ne sont pas capables d'émettre plus qu'un léger zéphyr.

● **J'aurais aimé qu'il nous dise :** - D'ici cinq ans, la France va être affrontée à la concurrence européenne et à la concurrence internationale, voilà ce que j'ai l'intention de faire et de le faire sur le plan de

preneurs aux actes et non aux mots et que ce qui me paraissait important, c'était la politique qui serait mise en œuvre.

● **Quand on sait que son pays a des problèmes importants à résoudre (...), on souhaite que son pays soit en mesure de se redresser, de se développer, de s'affirmer (...). Il y a un président, il y a un gouvernement. Toutes les fois que le gouvernement fera quelque chose qui me paraît aller dans la bonne direction, eh bien, je soutiendrai son action.**

● **OUVERTURE.** — Je ne crois pas à la conception arithmétique simple de l'ouverture, moitié-moitié. C'est une forme d'union nationale. Or ce n'est pas le problème. Je ne crois pas du tout que les Français — là je regrette de n'être pas en accord avec M. Giscard d'Estaing — ont envoyé ainsi des messages successifs. Je ne suis pas capable de lire ce genre de message, ni dans les yeux ni dans le cœur des Français. Mais, en revanche, ce que je crois, c'est qu'il faut, dans un pays, une majorité et une opposition. Dans le cas contraire, c'est du confusionnisme.

● **L'ouverture, c'est l'ouverture envers l'opposition, bien sûr, mais c'est une coalition qui se forme autour de certaines valeurs et autour d'un programme de gouvernement, déterminé dans le temps.**

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

● **RENTRE SECRÈTE (AVEC LE CHEF DE L'ETAT).** — M. Barre a démenté — « Je dois dire que je suis très étonné d'apprendre tout cela — les affirmations récentes du Figaro-Magazine selon lesquelles M. Mitterrand d'un ami commun : « Je l'ai appris moi aussi ce jour-là (...). J'ai même appris ensuite dans un autre journal que c'était le 2 juin que j'avais rencontré le président de la République, M. François D'ailleurs, ce journal dit — je ne veux blesser personne — que ces informations sont de source giscardienne (...). J'ai beaucoup apprécié — c'est un euphémisme — l'article du Figaro-Magazine (...) ce magazine est vraiment extraordinaire (...) ; avez-vous remarqué

D. C.

(1) Le conseil national de l'UDF comprend les membres du bureau politique de l'UDF, quatre représentants de chacune de ses six composantes, six représentants du Sénat, six représentants de l'Assemblée nationale, auxquels se sont ajoutés trois représentants du nouveau groupe de l'UDC, trois députés du Parlement européen, trois députés des Français de l'étranger et deux députés nationaux de l'UDF, MM. André Santini et Alain Bloch.

D. C.

(1) Le conseil national de l'UDF comprend les membres du bureau politique de l'UDF, quatre représentants de chacune de ses six composantes, six représentants du Sénat, six représentants de l'Assemblée nationale, auxquels se sont ajoutés trois représentants du nouveau groupe de l'UDC, trois députés du Parlement européen, trois députés des Français de l'étranger et deux députés nationaux de l'UDF, MM. André Santini et Alain Bloch.

D. C.

(1) Le conseil national de l'UDF comprend les membres du bureau politique de l'UDF, quatre représentants de chacune de ses six composantes, six représentants du Sénat, six représentants de l'Assemblée nationale, auxquels se sont ajoutés trois représentants du nouveau groupe de l'UDC, trois députés du Parlement européen, trois députés des Français de l'étranger et deux députés nationaux de l'UDF, MM. André Santini et Alain Bloch.

D. C.

(1) Le conseil national de l'UDF comprend les membres du bureau politique de l'UDF, quatre représentants de chacune de ses six composantes, six représentants du Sénat, six représentants de l'Assemblée nationale, auxquels se sont ajoutés trois représentants du nouveau groupe de l'UDC, trois députés du Parlement européen, trois députés des Français de l'étranger et deux députés nationaux de l'UDF, MM. André Santini et Alain Bloch.

D. C.

(1) Le conseil national de l'UDF comprend les membres du bureau politique de l'UDF, quatre représentants de chacune de ses six composantes, six représentants du Sénat, six représentants de l'Assemblée nationale, auxquels se sont ajoutés trois représentants du nouveau groupe de l'UDC, trois députés du Parlement européen, trois députés des Français de l'étranger et deux députés nationaux de l'UDF, MM. André Santini et Alain Bloch.

D. C.

(1) Le conseil national de l'UDF comprend les membres du bureau politique de l'UDF, quatre représentants de chacune de ses six composantes, six représentants du Sénat, six représentants de l'Assemblée nationale, auxquels se sont ajoutés trois représentants du nouveau groupe de l'UDC, trois députés du Parlement européen, trois députés des Français de l'étranger et deux députés nationaux de l'UDF, MM. André Santini et Alain Bloch.

D. C.

Politique

Le débat dans la majorité

La direction du PS est « troublée »
par la composition du gouvernement

En se solidarisant ainsi avec les socialistes lorrains et bourguignons, heurtés par l'entrée dans l'équipe de M. Rocard de deux chefs de file régionaux de la droite, la direction du PS évite de laisser à telle ou telle de ses composantes la charge d'exprimer ce mécontentement au comité directeur, qui se réunit le samedi 2 juillet. Toutes étant associées au gouvernement, aucune ne souhaitait assumer le mauvais rôle du procureur dénonçant une entreprise à laquelle il participe lui-même. Les dirigeants socialistes se sentent les coudes pour supporter collectivement la contradiction à laquelle les soumettent le président de la République et le premier ministre.

Cette position a résulté d'une brève discussion qui a suivi l'exposé liminaire, au bureau exécutif, du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, paraphrasant le discours qu'il avait prononcé, la veille, lors du débat de politique générale à l'Assemblée nationale. M. Mauroy avait souligné que pas plus que la société civile, la société politique ne se transforme « par décret » et que « mieux vaut rester différents dans la clarté que d'être ensemble dans la confusion ». Cette conception a été retenue sans difficulté comme étant celle que les socialistes doivent avoir de l'ouverture.

Du côté de M. Rocard, que cette réaction du PS pourrait décevoir, on se borne à en prendre acte — le parti, dit-on, résout comme il le peut son propre problème — et l'on affirme qu'il n'est nullement envisagé de dévier d'un pouce de la ligne de conduite que s'est fixée le premier ministre sous l'autorité de M. François Mitterrand. M. Rocard peut observer que le reproche d'ouverture insuffisante ou manquée fait à son premier gouvernement s'est noué en un reproche d'ouverture excessive après la formation de sa nouvelle équipe. L'arrivée de MM. Rausch et Soisson, qu'il considère — et, assurément, considère toujours — comme une victoire est perçue par les socialistes, ou par une partie d'entre eux, comme une

concession à la droite, alors qu'elle s'analyse avec davantage de vraisemblance comme un gain au détriment du camp adverse.

Pas de « dérive centriste »

Au reste, les dirigeants du PS ne doivent pas en juger autrement puisqu'ils s'apprêtent à faire entendre par le comité directeur un texte selon lequel la démarche suivie par les socialistes est conforme à la motion qu'ils avaient adoptée au congrès de Lille, en avril 1987. Cette motion, dont chacun s'accorde à apprécier les mérites, bannissait toute « négociation avec tel ou tel parti de l'actuelle coalition de droite », toute « dérive centriste » et toute « résurrection de la « troisième force » ». Elle affirmait qu'il faudrait, pour rassembler, « appuyer d'abord sur la dynamique présidentielle ». C'est bien ce qui a été fait, observent les dirigeants socialistes, l'entrée de centristes au gouvernement procédant de ralliements qui résultent eux-mêmes de la dynamique présidentielle, sans qu'aucune négociation ait été engagée avec leurs formations politiques d'origine et sans même que l'assise parlementaire du gouvernement en soit modifiée, puisque le suppléant de M. Soisson à l'Assemblée nationale siège au groupe UDF.

Le projet de déclaration élaboré, sous l'autorité de M. Mauroy, par l'un de ses lieutenants, M. Gérard Collomb, a soulevé diverses critiques de la part de M. Pierre Guédon (Socialisme et République, courant de M. Jean-Pierre Chevènement), qui en a proposé une nouvelle mouture. Les représentants des courants devaient se réunir de nouveau et ont abouti à un texte commun, sur lequel l'accord ne fait pas de doute. Après avoir exprimé ensemble le « trouble » de la base, les dirigeants du PS lui proposeront ensemble un remède, dont certains socialistes redoutent que ce ne soit qu'un anesthésiant. La

Le Parti socialiste, par la voix de son bureau exécutif, réuni le jeudi 30 juin, s'est déclaré « troublé » par la formation du deuxième gouvernement de M. Michel Rocard. Tel est le sentiment qui, selon M. Henri Emmanuelli, s'est exprimé de façon « générale » au cours de la réunion du bureau. Ce trouble, a-t-il précisé, n'est pas provoqué par l'« ouverture », mais par la façon dont elle a été pratiquée. La présence au gouvernement de MM. Jean-Marie Rausch, président (CDS) du conseil régional de Lorraine, et Jean-Pierre Soisson, député (PR) de l'Yonne, et, surtout, l'attribution à ce dernier du poste de ministre du travail, sont la cause principale de l'émotion manifestée par les socialistes.

distinction entre ralliements individuels et négociation avec un parti peut, en effet, apparaître comme une subtilité de langage quand on sait que le contact avait bel et bien été noué par M. Rocard avec P. Pierre-Méhaignerie lors de la formation de son premier gouvernement.

L'arrivée de MM. Rausch et Soisson ne procède certes pas de ces discussions, mais elle ne leur est pas étrangère : il avait bien fallu les engager et aboutir à un échec pour convaincre des individus de prendre seuls le chemin sur lequel leur formation refusait de s'engager. En faisant silence sur cet aspect de l'« ouverture », les socialistes reconnaissent, aussi, à revendiquer leur part dans la décomposition de la droite, alors que M. Mauroy considère, en fait, la formation d'un groupe centriste autonome à l'Assemblée comme étant, en partie au moins, la conséquence des gestes faits par MM. Mitterrand et Rocard en direction du centre. Reste, enfin, à expliquer la présence, au gouvernement, que les socialistes sont appelés à soutenir, de deux hommes qui ne renient aucunement leur fidélité envers M. Raymond Barre, non plus que celui-ci ne les repousse. Or de M. Barre, M. Rocard affirmait il y a quatre mois, qu'il est « si sûr d'avoir raison qu'il n'écoute rien de ce que la société peut dire », tandis que M. Lionel Jospin dénonçait le régime, avant 1981, du « trio » Barre-Peyrefitte-Pontatowski.

Une place de n° 2 pour M. Emmanuelli

Distinguant la tâche du gouvernement du rôle du Parti socialiste, les dirigeants de celui-ci s'emploient, en marge de leur débat politique, à adapter les organes dirigeants du PS à la situation créée par l'élection d'un nouveau premier secrétaire, le mois dernier, et par l'accession de nombre d'entre eux à des responsa-

bilités gouvernementales ou parlementaires. Le comité directeur doit, samedi, après avoir entendu le rapport de M. Louis Merzay sur les élections législatives, élire un nouveau bureau exécutif, à la proportionnelle des courants. La question du maintien de certains ministres dans cette instance ou du retrait de tous n'est pas tranchée, seuls les amis de M. Chevènement ayant opté pour le remplacement de deux ministres (M^{me} Edwige Avice et M^{me} Chevènement et Georges Sarre).

M. Mauroy doit annoncer ensuite la composition du nouveau secrétariat national, au sein duquel M. Henri Emmanuelli, proche de M. Jospin, occupera une place importante comme « numéro deux », chargé de la « coordination ». La répartition des autres fonctions n'était pas arrêtée vendredi, les responsables du courant mitterrand-mauroyste devant se réunir dans la soirée. La part des amis de M. Jospin semble, en tout état de cause, devoir être importante, alors que certains la considè-

rent comme réduite, par rapport à celle des amis de M. Laurent Fabius, au gouvernement et dans les instances parlementaires. Les rocardiens, bien lotis dans l'un comme dans les autres, envisagent la répartition des responsabilités à la direction du parti avec davantage de sérénité.

Il leur est arrivé, d'ailleurs, de profiter de la rivalité entre « fabiusiens » et « jospiniens », par exemple lors de l'élection de M. Jean-Michel Belorgey à la présidence de la commission des affaires sociales de l'Assemblée, grâce au soutien des rocardiens et des amis du ministre de l'éducation nationale contre M^{me} Yvette Roudy, proche de M. Fabius. Certains mitterrandistes, en revanche, s'inquiètent de ce qu'ils considèrent comme un durcissement de cette compétition, à laquelle le chef de l'Etat a semblé apporter une contribution personnelle en participant, mercredi soir, à une réception privée offerte par M. Fabius à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale.

PATRICK JARREAU.

M. Rocard invite le MRG à prendre sa part
dans « l'évolution culturelle de la gauche »

La réflexion de M. François Mitterrand, la majorité relative au PS et à ses alliés et la présence de trois de ses amis au gouvernement ont fait faire bien des dissensions au MRG. Le comité directeur réuni au Sénat le jeudi 30 juin a donné l'occasion aux radicaux de gauche de se retrouver : les différentes tendances qui s'affrontaient ou ne se sentaient pas concernées par la vie du parti et sa direction sont revenues au bercail.

Cette volonté partagée d'apaisement permet à M. François Doubin, entré au gouvernement, de conserver son poste de président jusqu'au congrès fixé en novembre pour

renouveler les instances dirigeantes. D'ici là, un comité d'organisation, aussi nombreux que pluraliste, est chargé d'en préparer le bon déroulement statutaire. Cette échéance, qui viendra après les élections cantonales, permettra, a affirmé M. Doubin, de prendre des décisions sur son évolution interne (certains envisagent de modifier le sigle du parti) mais aussi d'affirmer sa vocation à être le « noyau dur » de l'ouverture.

Considérée par M. Doubin comme une validation de la stratégie de « parti ouvert », la visite de M. Michel Rocard a permis au premier ministre d'affirmer : « C'est un

avenir que l'on construit (désormais) en France ». Venu pour « dire bonjour » aux radicaux, le chef du gouvernement leur a expliqué que l'ouverture « dont on parle tant » est « celle des esprits et des cœurs ». Selon lui, il existe « deux foyers de cristallisation du débat politique en France : l'Eglise et l'argent ». Après avoir observé que le premier ne se pose plus guère en termes de « présence politique forte et bruyante », il a assuré que « le conflit de l'argent garde toute sa force ». Sur ce point, il a encouragé les radicaux à jouer un rôle « dans l'évolution culturelle de la gauche ».

Réception consensuelle à Matignon

« Des haricots sur l'estomac »

Bertrand Renouvin parlait du philosophe tchèque Václav Havel lorsqu'il a été invité à Matignon, le 30 juin, dans la conversation. L'ancien candidat royaliste a fait une première grimace, une deuxième, et il s'est lancé : « Ils n'ont pas choisi les meilleurs ». Roland Castro, architecte et membre de la société civile, a répliqué : « On a des haricots sur l'estomac ». Un rocardien a répliqué : « Quand j'étais petit, je voulais me marier avec la reine d'Angleterre. Je me suis aperçu rapidement que cela n'était pas possible ».

Le premier ministre, Michel Rocard, avait invité trois mille personnes, le jeudi 30 juin, dans les jardins de Matignon, pour le garden-party annuelle en l'honneur du Parlement. L'ouverture était largement représentée, et Michel Droit, lui-même, était venu, ce qui n'a pas soulagé les maux d'estomac. L'académicien, en congé de la CNCL, n'est pas resté longtemps, mais tout le monde l'a vu et un socialiste de Franche-Comté a trouvé l'épisode « sensationnel ». « La gauche souffre », a dit une conseillère technique socialiste, mais un rocardien a rappelé que « tout inculpé est présumé innocent ».

Les membres de l'opposition, selon les observateurs, avaient remarqué des assiettes nombreuses. Mais le RPR avait suivi le protocole minimal, comme d'habitude le PCF. Michel d'Ornano (PR) a fait une apparition et les centristes étaient venus en force, bien qu'il en reste un peu empruntés. Pierre Méhaignerie était protégé par un cartel d'amis : Jacques Barrot dans un coin de la pelouse, André Rossinot sur les marches, Edmond Alphandéry dans l'allée et Jacques Blanc vers le fond du parc.

Les ministres et secrétaires d'Etat de l'ouverture occupaient le terrain avec plus d'audace, de Jean-Marie Rausch (commerce extérieur) à Lionel Stoléru (chargé du Plan) et Pierre Arpailange (justice), qui s'est assis à une table pour dîner. « Le turbin commence », a dit Michel Rocard à Jean-Pierre Soisson, arrivé du PR

deux jours plus tôt. « Tout est fait », a acquiescé le ministre du travail. Les journalistes économiques ont été surpris de voir autant de confrères et de chefs d'entreprise, notamment Ernest-Antoine Seillière de Labord, l'homme en vue au CNPF. Les photographes se sont précipités lorsque le premier ministre s'est approché du fauteuil roulant du secrétaire d'Etat chargé des handicapés et accablé de la vie. M. Rocard a félicité Michel Gillibert pour ce « tabac médiatique », tout en souhaitant qu'il se prolonge par un succès identique dans la gestion des dossiers.

« Vous êtes parisien pendant l'été ? » La société civile avait comme d'habitude d'autres préférences. Roland Castro, à la prière Christine Gökner par le menu, Louis Laplace-Ringuet a demandé à Pierre Mauroy qu'il était Michel Delebarre, car il tenait à l'informé de l'anniversaire prochain d'un IUT à Lille. Les membres de la « mission du dialogue » ont été dispersés dans la foule, les ministres et les dirigeants du PS passant finalement presque insoupçonnés. L'ancien ministre était arrivé le premier, tellement à l'heure que Michel Rocard n'était pas encore en position dans la hall pour serrer la main de chacun : Lionel Jospin, comme Pierre Mauroy, deux heures plus tard, après une réunion du bureau exécutif du PS.

Après le départ des centristes, mais avant la pluie, certains manifestaient quelques inquiétudes devant ce qui n'est pas l'ouverture de leurs rêves. « Il faut peut-être casser la droite, mais il ne faudrait pas casser la gauche en même temps », disait Roland Castro, pour qui la nomination d'Alain Decaux à la francophonie est un « crime contre la pensée ». Joyeux, Michel Rocard parlait du monétarisme à un journaliste étranger en remontrant la liste des prix Nobel d'économie jusqu'à 1945. « Moi, je travaille dans le consensus ».

CORINE LESNES.

« Rendons à César... » Dans mon article « La bonne méthode » (Le Monde du 29 juin), j'ai attribué à Michel Rocard la paternité de la formule « donner » et « pardonner » à propos de la Nouvelle-Calédonie. Le premier ministre lui-même a rappelé

dans son discours du mercredi 29 juin, à l'Assemblée nationale, que l'auteur en était Jacques Laffeur. Je prie celui-ci et nos lecteurs de bien vouloir m'excuser de cette confusion tout à fait involontaire. — A. F.

Au Sénat

M. Josy Moinet
président du groupe
de la Gauche démocratique

La désignation du successeur de M. Jacques Pelletier, entré au gouvernement le 12 mai dernier, comme président du groupe de la Gauche démocratique a donné lieu à une véritable compétition qui n'a pas tourné à l'avantage de ceux qui l'avaient engagée.

Sur les trente-deux sénateurs que compte ce groupe, vingt-deux sont considérés comme peu ou prou favorables à l'ancienne majorité parlementaire et dix plus proches de la majorité présidentielle. Parmi ces derniers figurent sept MRG, deux anciens radicaux de gauche dont M. Josy Moinet, ainsi qu'un ancien socialiste qui siègeait comme non-inscrit, M. Gilbert Baumet.

L'affaire semblait donc devoir se régler, compte tenu de ce rapport de forces, entre M. Jean-Pierre Cantegrit, UDF-rad, et Paul Girod, député général des adhérents directs à l'UDF. Le clivage ne pouvait porter sur leur préférence personnelle puisque l'un et l'autre sont barristes. Le premier, parti favori, n'a pas pu toutefois surmonter un double handicap : son absence d'attachés locaux (il représente les Français de l'étranger) et l'opposition résolue à son élection de deux « poids lourds » du groupe, MM. Jean François-Poncet et Etienne Dailly.

Le recours à un troisième homme s'est alors imposé : M. Moinet a été élu par dix-sept voix contre dix à M. Cantegrit et une à M. Girod, qui avait retiré sa candidature avant le scrutin, jeudi matin 30 juin. A l'heure où les projecteurs éclairaient tout mouvement d'ouverture des socialistes vers les modérés, les mêmes modérés ont fait discrètement au Sénat un geste d'ouverture vers la gauche modérée.

[Né le 23 octobre 1929 à Saint-Rogatien (Charente-Maritime), M. Josy Moinet, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique, est entré comme inspecteur en 1956 à la Caisse nationale de crédit agricole. Il est administrateur de la caisse régionale de crédit agricole mutuel de son département depuis 1974. Maire de Saint-Rogatien depuis 1959, il préside l'association départementale des maires depuis 1970. Entré au conseil général en 1973, il préside l'assemblée départementale de 1976 à 1982. Il entre au Sénat en sa qualité de suppléant d'André Dailly, décédé le 6 mars 1973.]

(Publicité)

Les métiers d'enseignement,
de la recherche :
des métiers d'avenir ?

40 000 enseignants et chercheurs doivent être recrutés par an et des milliers d'autres personnels pour former davantage de bacheliers et d'étudiants et faire progresser les connaissances.

En 1988, on en aura recruté beaucoup moins de 10 000.

Ces professions n'attirent plus parce qu'elles sont mal payées et difficiles.

Débuter à :

- 4 600 F comme ouvrier professionnel avec un B.e.p. (chef cuisinier, par exemple) et après un concours ;
- 5 100 F à 20 ans comme secrétaire, gestionnaire ou technicien avec le bac et souvent plus et après un concours ;
- 6 000 F à 22 ou 23 ans comme adjoint d'enseignement avec une licence ou institutrice ou P.e.g.c. ou professeur de L.p. avec Dug, B.L.S. ou D.N.T. et un concours ;
- 6 600 F à 23 ou 24 ans comme certifié avec une licence et après un concours ;
- 7 200 F à 27 ou 30 ans comme maître de conférence ou chargé de recherche avec un doctorat et après un concours ;
- 12 500 F à 30 ans ou plus comme professeur des universités ou directeur de recherche avec un doctorat d'Etat et après un concours.

Percevoir pendant toute sa carrière un salaire inférieur de 30 à 60 % à celui d'un salarié du privé de même niveau de qualification.

Atteindre, par exemple, comme professeur certifié en fin de carrière, le salaire d'embauche d'un ingénieur voire d'un technicien supérieur.

Subir les difficultés accrues de son métier et souvent de surcroît l'instabilité croissante de son emploi, le blocage de sa carrière, le non-respect de sa qualification, l'alourdissement de sa charge de travail, le renforcement de l'autoritarisme, se voir en prime dénoncé comme nanti ou privilégié, c'est insupportable.

C'est un obstacle majeur aux recrutements dont l'enseignement, la recherche, ont un impérieux besoin.

Plus de 45 000 enseignants, chercheurs et de nombreux autres personnels viennent de signer une pétition pour la revalorisation de leurs métiers à l'appel de sept syndicats de la F.e.u. (1)

Ils demandent :

- le rétablissement de leur pouvoir d'achat et l'indexation de leurs traitements et pensions sur les prix ;
- un plan de revalorisation d'au moins 20 % de leurs indices, le déblocage de leurs carrières et des processus d'intégration ;
- une amélioration de leurs conditions de travail et de la formation initiale et continue ;
- un emploi stable et conforme à leurs qualifications, le respect du droit à mutation ;
- des créations de postes dans tous les secteurs en nombre et niveau suffisants, avec programmation pluriannuelle, pour assurer le développement quantitatif et qualitatif des activités d'enseignement et de recherche.

A ne pas le faire de toute urgence, les discours sur l'élévation des qualifications de tous les jeunes ne seront que démagogie dérisoire.

A ne pas le faire, la France accusera de nouveaux retards.

(1) Les personnels voulant signer cette pétition peuvent adresser leurs signatures au S.n.e.s. (1, rue de Courty, 75007 Paris).

S.n.e.s. : Syndicat national des enseignants de second degré • S.n.e.p. : Syndicat national de l'éducation physique • S.n.e.t.a.p. : Syndicat national de l'enseignement technique agricole public • S.n.p.e.n. : Syndicat national des professeurs d'écoles normales • S.n.e.s.p. : Syndicat national de l'enseignement supérieur • S.n.c.s. : Syndicat national des chercheurs scientifiques • S.n.p.c.n. : Syndicat national des personnels contractuels de l'Education nationale.

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Rocard justifie le recours au référendum

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a présenté lui-même à la commission des lois du Sénat, qui l'avait souhaité, le jeudi 30 juin, le contenu de l'accord de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Il n'a pas exclu que le Parlement débattre à nouveau de ce dossier avant le référendum prévu à l'automne, ce qui ne pourrait que favoriser la mobilisation du corps électoral.

En réponse à une question posée par M. Paul Robert (Cantal, g. dém.), le chef du gouvernement a justifié le recours à la procédure référendaire en disant notamment à son interlocuteur, qui lui avait proposé de grouper l'organisation du référendum et les élections cantonales afin que les Français ne passent pas leur temps à voter : « L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie implique d'abord des décisions du Parlement. Quant au référendum, je ne peux en faire la proposition que durant une session parlementaire. C'est assez dire que, pour que la consultation ait lieu aux dates que vous suggérez, il faudrait que le président de la République convoque le Parlement en

septembre. Après avoir entendu les responsables de la Nouvelle-Calédonie, j'ai le sentiment que l'engagement de l'Etat doit être scellé de manière solennelle. Tant pis si nous devons voter un peu trop cette année. »

C'est le mercredi 6 juillet que le Sénat doit examiner le premier projet gouvernemental visant à confier à l'Etat le soin d'administrer directement le territoire pendant un an.

Sur la Cinq, le nouveau président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré, jeudi, à propos du plan du gouvernement : « La recherche d'une méthode d'accord et d'un calendrier, nous sommes pour. La question de savoir comment les Français, lassés des élections, interprètent un référendum sur ce sujet, ici, il faut regarder avec plus d'attention. »

Sur TFI, M. Raymond Barre s'est déclaré, pour sa part, « tout à fait » d'accord avec M. Rocard. L'ancien premier ministre s'est « réjoui » de l'accord conclu à Matignon.

Devant le Sénat, M. Rocard a également été amené à évoquer, en réponse à une

question de M. Roger Hasson (Moselle, RPR), les enquêtes sur l'affaire d'Ouvéa : « L'armée a été secouée par les événements d'Ouvéa, j'en conviens, a dit le premier ministre. Si l'armée n'est pas au-dessus des lois, elle a droit plein et complet à la justice. Il ne faudrait pas que des comportements individuels entachent son honneur. C'est à la justice et à elle seule qu'il appartiendra de se prononcer. »

A Nouméa, le bureau politique du FLNKS (Front uni de libération kanak socialiste, composante minoritaire de la coalition indépendantiste), en désaccord avec le compromis conclu à l'hôtel Matignon, a fait savoir qu'il demanderait des « mesures disciplinaires » contre M. Tjibaou lors de la prochaine convention du FLNKS prévue à Thio à la mi-juillet.

La déclaration faite au Monde par le numéro trois du FLNKS, M. Léopold Jorédié, secrétaire général de l'Union calédonienne, confirme l'existence d'un malaise dans le mouvement indépendantiste.

« L'esclave a accepté de serrer la main de son maître » nous déclare M. Jorédié, numéro trois du FLNKS

M. Léopold Jorédié, secrétaire général de l'Union calédonienne, principale composante indépendantiste et numéro trois du FLNKS, qui a refusé de participer, dans la nuit du 25 au 26 juin, à l'ultime séance de négociations entre M. Rocard, Lefleur et Tjibaou, à l'hôtel Matignon, nous a fait, le vendredi 1^{er} juillet, avant de quitter Paris, la déclaration suivante sous la forme d'un texte intitulé : « L'esclave a accepté de serrer la main de son maître pour réconcilier les Français. »

« L'accord que vous appelez « de Matignon » a été symbolisé par une poignée de mains montrée à la télévision comme l'un des produits exotiques du bon vieux temps des expéditions de la marine à voile... Comme un produit rare ramené des antipodes, cette fois, pour être vendu aux centristes français. »

Mais il ne faut pas oublier le massacre d'Ouvéa, qui restera pour les Français et les Kanaks une page historique. La stratégie du FLNKS, notre stratégie, à ce moment-là, était de faire échouer, au statut d'indépendance, au statut d'indépendance de Bernard Pons par tous les moyens en agissant avant le premier tour de l'élection présidentielle pour faire basculer l'opinion publique fran-

çaise et internationale. En agissant contre Chirac et en donnant un coup de pouce à Mitterrand. »

La logique voulait ensuite que les socialistes renvoient l'ascenseur au FLNKS. Mais voilà que débarquent chez nous un représentant de l'Etat et cinq « missionnaires ». Le piège a été confectionné sur place et la cage ramené à Paris.

Au lendemain d'une nuit sans sommeil, au terme d'une discussion dont le gouvernement a verrouillé le cadre après la signature par Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lefleur d'un texte ambigu, les journaux français ont donc tiré sur « la réconciliation historique des deux communautés calédoniennes » et sur le « succès personnel de Michel Rocard ».

Nous étions venus à Paris afin de mettre au point un calendrier précis de décolonisation avec le gouvernement. Et voilà que le gouvernement nous fait signer un contrat d'importation d'un nouveau statut, vendre au FLNKS une fois que notre signature a été vendue aux centristes pour réconcilier les Français entre eux.

Dans son discours de politique générale, le premier ministre, par-

lant de la Nouvelle-Calédonie, a mis en évidence un petit « si » qui, à lui seul, doit donner une solution à la revendication du peuple kanak. »

Après la signature de l'accord et la poignée de main, le FLNKS ne se fait plus aucune illusion sur l'espoir qu'un deuxième ascenseur lui parvienne.

Après tant de souffrance, d'humiliation, d'inconsidération et de sang versé pour un droit reconnu par les Français eux-mêmes, jamais nous n'aurions pensé un seul instant que ce serait au cours d'une nuit de juin 1988, à Matignon, que le mépris du peuple kanak atteindrait son paroxysme. Car avoir réussi à convaincre l'esclave d'accepter de serrer la main de son maître pour réconcilier les Français, cela constitue évidemment un exploit sans précédent. Mais « tu es esclave et esclave tu resteras, me dit-on, sauf si... dans dix ans... »

En fonction de la situation politique intérieure française, nous sommes aujourd'hui en droit de nous poser la question : en 1993, au début de la nouvelle législature, qui propo-

sera l'ouverture et quelle sera la monnaie d'échange ?

Pour le peuple kanak, la liberté sera payée très cher. Nous sommes conscients et c'est la rançon de la liberté. Car la signature d'un papier par un Français peut être remise en cause alors que la parole donnée par un Kanak reste valable après sa mort. C'est toute la différence de notre conception du dialogue.

L'autre soir, par hasard, j'ai lu une belle phrase sur l'espérance du Trocadéro : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux... » Tout le sang versé, par mon peuple me permet de le mettre en doute. »

L'hommage de la Nouvelle-Zélande. — Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, M. Russel Marshall, a rendu hommage, le vendredi 1^{er} juillet, au premier ministre, M. Michel Rocard, et aux chefs de file du RPR et du FLNKS, MM. Lefleur et Tjibaou, pour avoir réussi à conclure l'accord de Matignon. « Si les termes de l'accord sont confirmés, a-t-il souligné, le cadre sera planté pour un développement solide et stable dans le territoire. »

A l'Assemblée nationale

Les relations entre la majorité et l'opposition s'améliorent

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, le projet de loi maintenant pour une durée de dix-huit mois le prélèvement de 1 % sur les revenus du capital financier et immobilier et la contribution supplémentaire des fonctionnaires

(0,4 point pour l'assurance-maladie, 0,2 point pour l'assurance-vieillesse). Pour les cotisations supplémentaires des salariés du secteur privé, un décret suffit à leur reconduction. L'ensemble des recettes reconduites par mesures législatives et réglementaires représente 13 milliards de francs annuels.

D'autre part, M. Claude Evry, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a précisé que les besoins de financement pour la Sécurité sociale devraient s'établir pour 1989 autour de 33 milliards de francs.

Judi, pour ce premier jour d'examen des textes, l'atmosphère entre la majorité socialiste et l'opposition de droite fut conviviale et chaleureuse. « Ce dialogue », lâcha même un député socialiste en constatant les efforts réciproques pour tenter de trouver un terrain d'accord, instauré en 1983 par M. Jacques Delors, le « 1 % Sécurité sociale » avait été repris en 1986 et 1987 par M. Philippe Séguin pour une durée d'un an. Le texte de M. Evry prévoyait au départ une pérennisation de ce système. Le groupe PS était lui-même partagé sur ce point.

Les élus UDF, UDC et RPR, hostiles à la pérennisation, ont proposé de leur côté qu'un délai (un an) soit introduit, dans l'attente de solutions de fond apportées au financement de la Sécurité sociale. L'expérience du précédent gouvernement montrant qu'en la matière les choses allaient lentement, M. Evry souhaitait avoir un peu plus de liberté. Le ministre a précisé d'autre part qu'après avoir eu connaissance des propositions du Conseil économique et social le gouvernement serait amené à prendre à la fin de 1988 des mesures structurelles qui pourraient être soumises aux parlementaires à la prochaine session de printemps.

Après un débat de fond de qualité, le gouvernement accepta finalement de limiter dans le temps ces mesures. L'opposition voulait un an, le gouvernement transigea à dix-huit mois. Ces dispositions ont donc été adoptées par les députés de l'opposition de droite et par ceux du PS, le PCF votant contre, estimant qu'il s'agissait d'un « texte dangereux » s'inscrivant dans la continuité de l'action de M. Chirac.

En revanche, l'introduction d'un article additionnel prévoyant un abaissement de 18,6 % à 5,5 % (taux super-réduit) de la TVA sur les boissons non alcoolisées a provoqué sur les bancs de l'UDF, de l'UDC et du RPR un tollé. Comme MM. Michel d'Ornano (UDF-Calvados) et Philippe Auberger (RPR-Yonne), M. Edmond Alphandéry (UDF-Maine-et-Loire) a trouvé le procédé cavalier. « Je suis choqué », a-t-il dit en regrettant que le gouverne-

Les cantonales partielles

Tout en ne cachant pas qu'il pouvait partager une partie des réticences de l'opposition, le rapporteur général du budget, M. Alain Richard (PS-Val-d'Oise), a fait valoir que ce texte s'inscrivait au chapitre de la lutte contre l'alcoolisme et que, le président de la République ayant souhaité ne pas convoquer le Parlement en session extraordinaire, il convenait d'accepter une certaine souplesse dans les procé-

dures. Cet article additionnel a été adopté par le PS ; le PCF et le RPR votant contre, et l'UDC se partageant entre le vote pour et le vote contre.

D'autre part, les députés ont également adopté à l'unanimité, en première lecture, une proposition de loi tendant à reporter à l'automne prochain l'organisation des cantonales partielles provoquées par la loi sur le cumul des mandats (le Monde du 1^{er} juillet).

Enfin, les députés ont également adopté, vendredi à 2 h 15, un projet de loi relatif à la formation professionnelle. Seuls les élus communistes s'y sont opposés, estimant que « les jeunes ont besoin de véritables emplois » et non de mesures provisoires.

M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a défendu ce projet sous les yeux atten-

tifs de son ministre de tutelle et d'ouverture, M. Jean-Pierre Soisson. Tout s'est bien passé. « Le gouvernement fait du développement de la formation professionnelle une priorité absolue », a insisté M. Laignel. Ce projet comporte deux mesures qui tendent, d'une part, à adapter les dispositions du code du travail relatives à la rémunération des demandeurs d'emploi qui suivent un stage de formation professionnelle et, d'autre part, à proroger pour une période de six mois le régime d'exonération de charges sociales dont bénéficient les contrats de qualification qui constituent l'une des formules d'insertion professionnelle destinées aux jeunes de seize à vingt-cinq ans et qui reposent sur le principe de la formation en alternance.

P. S.

Les députés communistes pourront constituer un groupe

Les parlementaires vivent groupés. Le groupe assure la cohésion politique et la logistique administrative, le non-inscrit a quelque mal à se frayer un chemin au milieu de ces mastodontes qui occupent les travées et mobilisent les temps de parole. Depuis les dernières législatives, les 27 élus communistes siègent sur les bancs des non-inscrits. Ils pourront dans quelque temps retrouver les prérogatives du groupe parlementaire. Dans la nuit du jeudi 30 juin au vendredi 1^{er} juillet, les députés socialistes et communistes ont approuvé en première lecture une proposition de résolution communautaire tendant à abaisser le seuil de constitution d'un groupe à 20 (au lieu de 30). Les élus UDF, UDC et RPR ont boudé ce vote pour dénoncer cette modification de circonstance du règlement de l'Assemblée nationale, inchangé sur ce point depuis 1959.

A cette époque, comme devait le rappeler M. Pascal Clément (UDF-Loire), le seuil de trente avait été introduit pour éviter l'éparpillement des forces parlementaires. Le député barriste s'est d'ailleurs étonné de voir ce seuil baisser alors que le nombre de députés a crû en 1986 (577 au lieu de 491). Ironisant sur les échanges de bons procédés entre le PS et le PCF (« Je te prête mes voix pour l'élection de M. Laurent Fabius au « perchoir », je descends la barre du groupe à 20 »), M. Clément a préféré, comme ses amis, laisser ces deux formations décider seules de cette modification du règlement de l'Assemblée nationale qui n'aura donc pas à être discutée au Sénat, mais qui sera soumise, en revanche, au Conseil constitutionnel.

M. Jacques Brunhes (PCF, Hauts-de-Seine) et Mme Muguet-Jacquaint (PCF, Seine-Saint-

Denis) se sont félicités de cette mesure qui répond, ont-ils dit, « à une simple exigence de la démocratie parlementaire ». Pour le PS, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) a abondé dans le même sens : « C'est un problème de bon fonctionnement démocratique du Parlement », a-t-il dit. Le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine) a d'autre part précisé un point important : l'unanimité s'est faite au sein de sa commission pour qu'un travail de fond soit à nouveau engagé sur d'éventuelles modifications du règlement de l'Assemblée nationale. Cela fait plusieurs années que ce sujet revient, compte tenu de l'inadaptation d'un certain nombre de dispositions du règlement à un travail parlementaire efficace, décrié et plus ouvert sur l'extérieur. Jusqu'à présent, les clivages partisans avaient entravé la bonne marche de ces résolutions.

P. S.

HISTOIRE DE FRANCE

sous la direction de Jean Favier

tome 6

Notre siècle 1918-1988

par

René Rémond

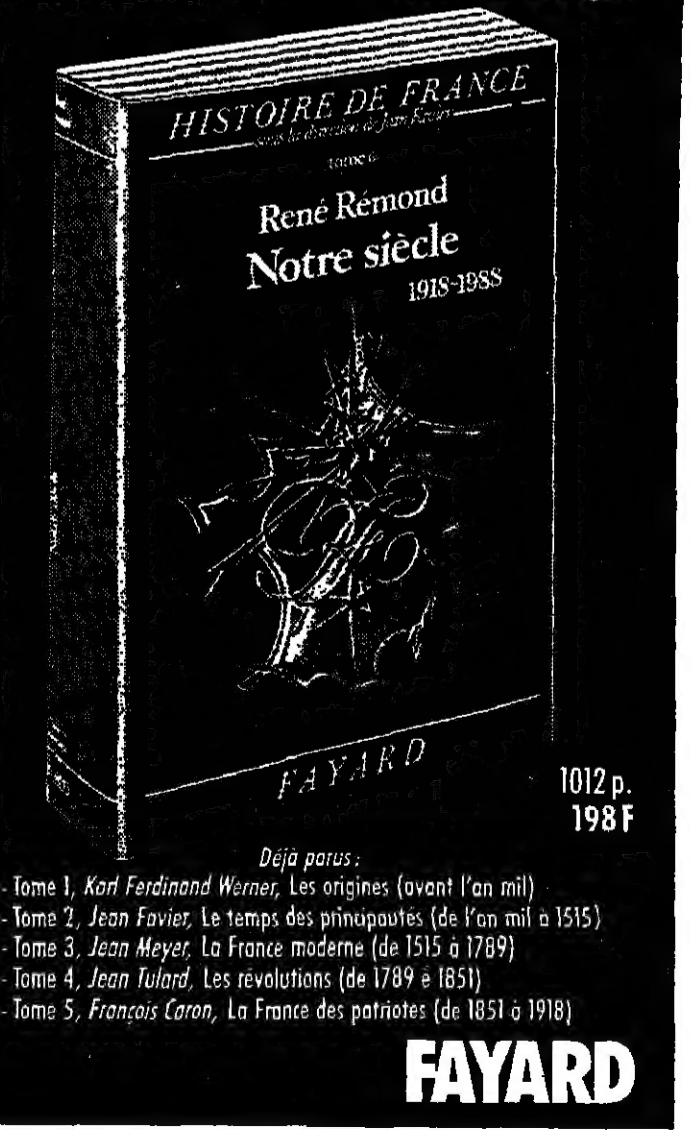


L'homme qu'on voudrait avoir pour prof !

Paris-Match

Irréprochable sur le plan événementiel, ce maître livre ne l'est pas moins du point de vue de l'évolution de la vie économique, des réalités sociales et surtout du changement des mentalités... René Rémond vient de réussir là un autre chef-d'œuvre, à la fois irremplaçable instrument de référence et précieux outil de prospective.

Eric Roussel - Le Figaro



Deja parus :
- Tome 1, Karl Ferdinand Werner, Les origines (avant l'an mil)
- Tome 2, Jean Favier, Le temps des principautés (de l'an mil à 1515)
- Tome 3, Jean Meyer, La France moderne (de 1515 à 1789)
- Tome 4, Jean Tulard, Les révolutions (de 1789 à 1851)
- Tome 5, François Caron, La France des patriotes (de 1851 à 1918)

FAYARD

1012 p.
198 F

Société

Après le schisme d'Ecône, les autorités catholiques se tournent vers les fidèles intégristes

La sanction du droit canon

ROME

de notre correspondant

Le Vatican devait rendre public, le vendredi 1^{er} juillet, un document précisant le nouveau statut juridique des prêtres de la Fraternité Saint-Pie X et des fidèles prêts à suivre Mgr Marcel Lefebvre et les quatre autres évêques consacrés par lui, le 30 juin à Ecône, et comme lui immédiatement excommuniés par Jean-Paul II.

Les réactions de « tristesse » se multiplient à Rome et dans les milieux catholiques de France, d'Allemagne fédérale, de Suisse, les principaux pays concernés par ce nouveau schisme. « La France est humiliée », s'est écrié l'archevêque de Paris. Quant à Mgr Albert Decourtray et Mgr Joseph Duval, président et vice-président de la conférence des évêques de France, ils ont immédiatement souligné leur accord avec la décision d'excommunication notifiée le 30 juin par le Vatican.

« J'adjure tous ceux qui, pour des raisons diverses, ont fait un bout de chemin avec Mgr Lefebvre de ne pas se laisser entraîner dans la voie sans issue de la rupture avec le pape et avec l'Eglise », a déclaré Mgr Duval. L'heure est en effet aux questions sur l'ampleur réelle prise par ce schisme et les conditions d'un éventuel ralliement à l'Eglise conciliaire des fidèles traditionalistes.

malgré les propositions de communion et les concessions faites par Jean-Paul II.

M. Navarro-Valls s'explique sur le caractère « peut-être trop exclusif » de ces observations. Elles ont pour unique objectif, précise-t-il, de faire clairement savoir « aux fidèles et aux clercs quelle est la position des personnes directement impliquées dans l'événement du 30 juin ». En somme, on n'entend pas, cette fois, fulminer l'excommunication comme ce fut le cas en diverses occasions par le passé. On constate seulement qu'elle est entrée en vigueur, automatiquement. Cette sanction ne s'applique pas, précise en outre M. Navarro-Valls, au vicaire général brésilien Antonio de Castro-Meyer, présent jeudi à Ecône, du fait qu'il n'aurait pas « concélébré la messe du sacre ».

Quant à la situation des prêtres ordonnés par Mgr Lefebvre ainsi que celle des fidèles d'Ecône, un document annoncé pour le vendredi 1^{er} juillet devait venir clarifier. Le Vatican entend parler exclusivement « dans une intention pastorale, pour guider des personnes » sans doute égarées, après l'accomplissement d'un acte de grave portée canonique par Mgr Lefebvre et les siens.

Déjà, les prises de position d'appui à Jean-Paul II se multiplient. La conférence des évêques italiens fait part de son « intime participation à la souffrance du pape ». Tous les mouvements d'action catholique ont de même exprimé leur solidarité. Quant aux catholiques de Communauté et libération, ils tiennent à préciser que, « sans certaines distorsions post-conciliaires, le schisme n'aurait pas pu se développer ».

JEAN-PIERRE CLERC.

Le cardinal Lustiger célébrera à Notre-Dame de Paris une messe selon le rite de saint Pie V

d'être hors de l'Eglise catholique pour des raisons qu'ils n'ont ni vues ni choisies », il a annoncé diverses mesures d'apaisement.

Le dimanche 3 juillet, Mgr Lustiger célébrera, à 10 heures, une messe à Notre-Dame de Paris selon le rite de saint Pie V. Le même rite sera désormais pratiqué dans deux paroisses de Paris, à l'église Sainte-Odile, dans le dix-septième arrondissement, et à la chapelle Notre-Dame-du-Lys, dans le quinzième arrondissement. Il le restera à l'église Saint-Engène (9^e). Par ailleurs, un prêtre se tiendra à la disposition des fidèles de Mgr Lefebvre à Notre-Dame, au Sacré-Cœur de

Montmartre, à la basilique Notre-Dame-des-Victoires, à la paroisse Saint-Sulpice et à la paroisse Saint-Louis d'Antin.

Les prêtres et les séminaristes de la Fraternité saint Pie X pourront également être accueillis à l'archevêché de Paris. A propos de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, l'archevêque de Paris dit : « C'est aux fidèles et aux prêtres qui s'y trouvent de savoir comment ils veulent se situer par rapport à l'Eglise catholique. » Toutes ces mesures ne sont pas des « concessions », selon Mgr Lustiger, mais la preuve que l'Eglise accueille « tous ceux qui veulent rester catholiques ».

Un double échec

COMME de Gaulle et Pétain, auxquels il ne lui déplaît pas de se référer, Mgr Marcel Lefebvre, natif de Lille, est bien un homme du Nord : têtu d'une piéce, refusant le compromis, doté de franc-parler et d'intransigeance. La voici arrivée au terme de sa carrière et de sa révolte qu'à dire vrai il était facile d'imaginer : l'excommunication.

Quelle est sa logique ? Premièrement, dit-il en substance, nous ne sommes pas schismatiques, car nous voulons rester fidèles au siège apostolique romain. Deuxièmement, les catholiques traditionalistes ne peuvent plus suivre la « vraie messe », ni recevoir de « vrais sacrements », par conséquent nous devons ordonner des prêtres et des évêques. Troisièmement, le siège apostolique étant provisoirement occupé (depuis le concile Vatican II) par des papes modernistes et libéraux, nous devons ordonner nous-mêmes, sans l'accord de Jean-Paul II, des prêtres et des évêques.

Ainsi le gardien le plus tatillon de la Tradition dans l'Eglise brave-t-il l'autorité d'un pape et d'un concile. Si, dans l'histoire de l'Eglise, l'« état de nécessité » qu'il invoque a souvent été plaidé pour des ordinations d'évêques sans mandat explicite du pape, cela se passait dans un contexte de clandestinité et de persécution, en URSS ou en Chine par exemple, qui ne peut se comparer à la situation des catholiques traditionalistes aujourd'hui en Suisse, en France ou en Allemagne.

Avocat obstiné d'une théologie conservatrice, Mgr Lefebvre n'aspire pas au rôle de bâtisseur d'une nouvelle Eglise. Sa principale force aura été d'avoir amalgamé les bruits de mécontentement nés, dans l'Eglise, des mutations conciliaires, et, dans la société, des événements de mai 1968.

Mais d'une volonté acharnée, parfois pathétique, de s'accrocher au passé, le catholicisme traditionaliste a peu à peu glissé, sur fond de

confusion théologique ou politique, vers des comportements d'intolérance et d'exclusion que le renforcement de son pontificat, menant sa barque dans les courants alternatifs les plus progressistes et les plus modérés, n'arbitrant jamais entre les deux de manière décisive. « Je ne veux pas de schisme au cours de mon pontificat », aurait-il déclaré peu de temps après son élection, en 1978, impressionné par la fin du règne de Paul VI, que la dissidence de Mgr Lefebvre avait fortement assombré.

Le pape n'a rencontré qu'une fois Mgr Lefebvre, le 18 novembre 1978, moins d'un mois après son élection. Mais, au cours de l'année écoulée, il n'avait pas ménagé ses efforts pour favoriser la réconciliation, prenant même le risque d'indisposer les milieux catholiques les plus attachés au concile et les plus réservés par rapport aux idées intégristes. En montrant qu'il est allé jusqu'au bout des concessions possibles et que la responsabilité de la rupture revient aujourd'hui à Mgr Lefebvre, Jean-Paul II raconte, d'une certaine manière, l'orientation de son pontificat.

Ce n'est pas de ce côté qu'on aurait imaginé, sous Jean-Paul II, un éventuel schisme. Le pape passe pour un homme d'autorité et de certitudes, désireux de ramener plutôt que d'éloigner les fidèles égarés par le flottement des années de crise. L'attachement à la conception traditionnelle du sacerdoce et de la vie religieuse, la remise au pas d'Eglises très progressistes, les coups portés à la doctrine d'avant-garde, la réaffirmation forte des vérités de la foi et de la doctrine, auraient dû lui faire bénéficier, dans les milieux traditionalistes, d'un préjugé infiniment plus favorable.

HENRI TINCO.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

COMMENT, depuis quinze siècles qu'ils ont choisi de vivre les pieds dans l'eau, les Vénitiens n'ont-ils pas tourné tritons ? Question saugrenue, mais qui vient immanquablement lorsque, à la descente du dièdre vaporetto de la journée, le sol semble onduler sous les pas, comme s'il n'était qu'une mer continuée, qu'une illusion de terre ferme.

En réalité, ce qui est ici marquant, et qui rend la ville unique, bien plus que les merveilles qu'elle exhibe, c'est la vérité de la différence, partout ailleurs admise, entre le sol et l'eau. Passer de l'une à l'autre est imperceptible et comme automatique, aussi proche du réflexe que l'est le terrible métier, tant il est machinal, d'amateur de vaporetto.

Les maisons aussi s'ouvrent sur le sol et l'eau, et indistinctement. La distinction, les narines le font. Alors que du côté des rues, l'odeur est celle de l'importance qu'elle ville soumise à son tourisme, avec, au premier rang, celle des gargottes, le versant de l'eau exhale un parfum d'égout, mais léger, à défaut de pouvoir être délicat, qui est un élément d'identification.

Les associations d'idées étant par définition incontrôlables (et c'est en cela qu'elles font la fortune des psychanalystes), c'est le mot d'Edouard Harriot sur la politique qui vient à l'esprit. « La politique, disait ce grand prêtre du radicalisme, c'est comme l'andoulette : pour qu'elle soit authentique, il faut qu'elle sente un peu la merde. » Se méphopère ne messied pas à Venise, Venise, vieux gibier de voyageur, se savoure fainéant.

Venise, éteinte que le pouvoir n'y soit plus. Venise, devenue définitivement curiosité après que, voilà près de deux cents ans, Bonaparte se fut emparé d'un pouvoir qui ne dépassait plus les contours d'un chef-lieu de canton.

De l'empire bâti par la Sérénissime, du trône républicain qui traitait d'égal à égal avec les rois et les dynasties, ne subsistait que l'orgueil d'une famille ruinée. Un orgueil que dessine aujourd'hui le fronton des églises soignant les froids vides de négoce comme un grand d'Espagne sa disgrâce. Venise, vieille belle, Ninon de pierre, donne à admirer ses loques ; et de ses loques, l'admiration naît encore. « Venise, triste à cause que son vieux corps d'amour n'est ville qu'à demi », écrit Cocteau dans le sublime *Plain-Chant*. Venise ou l'impossible découverte ; amoindrie comme le sont toutes les merveilles que Nisipo et Deguerre, les frères Lumière et quelques autres ont émasculées de leur pouvoir d'étonnement. Qui n'a pas déjà vu Angkor et Borobudur, Teotihuacan et le Nil Bleu sans avoir pourtant jamais quitté son fauteuil ?

Et cependant, il y a plaisir à céder à la banalité pour aller se reposer au Café Florian, aussi agaçant que cela soit d'aller où tout le monde va ; comme à Rome il faut bien, fût-ce en pestant contre soi-même, faire sa révérence au Café Greco.

Mais alors que ce dernier, engoncé dans une rue étroite de la place d'Espagne, est réduit à son intérieur, le Café Florian se répand sur la Piazza, agrémentant à heures fixes le far niente de ses consommateurs du plus suranné des concerts. Un piano, deux violons et une clarinette y exécutent, essorées de grands mouvements de la main et du corps, d'invisibles rengaines pour charmer les doulaïères ; comme autrefois au

selon de thé du Bon Marché les mères de la bourgeoisie sérieuse traînaient les enfants trop dociles, pour qu'ils s'y ennuiant.

LES villes-reines ne guérissent jamais d'avoir été subjuguées. Rome, Venise, Florence, villes également mortes, villes à « dévies », que le pouvoir leur ait glissé des doigts. Florence sans Médicis, Venise privée de doges, Rome amputée de ses pontifes (1), toutes réduites au souvenir, ne sont plus que les musées des splendeurs que les maîtres révolus avaient ordonnées. En même temps que les maîtres étaient déclarés caducs, le temps s'arrêtait. La gloire conquise, si elle s'échappait, fait plus de dégâts que si elle n'avait pas existé.

Venise

Le passé est si dense qu'il étouffe toute idée de lendemain. Ce qui est sûr, c'est que, regardant l'avenir en lui tournant le dos, puisqu'il n'est riche que de passé, les villes-reines meurent de trop de beauté, prenant pour de l'activité ce qui n'est que va-et-vient, se croyant industrieuses parce qu'elles sont agitées. Il n'y a plus personne pour embellir ces villes, fût-ce en les bouillant, seulement des gardiens du mor-cadé, comme chacun le sait, est « ne touchez à rien ». Pas même pour nettoyer ce que la crasse finit par rendre invisible. Le mur séculaire se propage. A la réception de l'hôtel All'Angelo est accroché un aphorisme prédictoire de Paul Morand : « Venise se noie. C'est peut-être ce qui pouvait lui arriver de mieux. »

Venise fait montre cependant, pour affronter le temps, de plus de vigueur que Rome ou que Florence. Comme un antidote à cette beauté figée en elle-même, la Biennale née en 1895, désordonnée qu'elle aurait ordonné l'ordre, étale chaque année paire à cette époque-ci tout ce que l'esprit contemporain peut fournir d'imagination et d'invention dans le domaine des formes, aujourd'hui appelé « arts plastiques ».

Quitte pour certains pays à se faire représenter par des images de passé, en leur temps bouillonnantes, pour ces pays et pour leur époque. Ainsi l'Union soviétique dont le pavillon se borne à une rétrospective du peintre Aristarch Lentulov, mais qui, tant celui-ci apparaît grand, est un hommage à la liberté du peintre.

Lentulov naît trente-cinq ans avant la chute des Romanov, en 1882, et meurt dix ans avant Staline, en 1943. Quelle émotion pour qui le voit pour la première fois ! De 1913, la Ville de Moscou offre de cette capitale une manière de portrait d'homme au regard de son histoire. Le portrait de la danseuse Chochlova, de 1915, est comme un écho à la tourmente qui embrase le pays et l'Astre chinois, de 1913, entraîne qui le regarde au-delà de ce qu'il voit.

Hélas, nul catalogue n'est disponible, l'URSS se montrant, sur ce registre, aussi minable que le pavillon français. Que ne voit-on à Paris une rétrospective Lentulov, cela aussi aurait valeur de signe.

Le monde des artistes n'est pas moins agité d'ambitions et d'envies, de jalousies et de haines, que le monde politique. Le monde politique, c'est une ambition nue. Le monde artistique se présente grisé, mais il n'est pas moins libre. Les plus fameux dénoncent la « mauvaise Biennale », les « complots » qui aboutissent à l'artburbur du Grand Prix.

La soirée s'avancant, les masques — à Venise — tombent et montrent les dents. La présence soudaine d'un marchand avisé sur la lagune est signalée comme l'indice que celui-ci plutôt que celui-là va emporter la palme. Des habitudes s'échangent, piéces en quatre, de petits billets où figure, selon leur favori, du moins celui qu'ils voient vainqueur. Venise, comptant des bords de l'eau.

L'hôtel All'Angelo est l'un des théâtres où se jouent ces paris grincants. Vittorio Carrini est le maître de lieux qu'il arpente de sa démarche d'enfant de Marie, vaillant à tout ce qui semble ne se soucier de rien, servant indistinctement l'hôte de marque et le touriste à forfait dans une vaisselle dessinée par Léon Giacchi.

Vittorio Carrini fut le secrétaire de la probablement épouvantable Peggy Guggenheim avant que la mort subite de son frère ne le propulse à la tête de l'Angelo. Sur les murs de l'établissement, qu'honore parfois de sa présence un illustre Français, une fantastique collection de peintres contemporains. Parmi lesquels ceux que, du temps où il était secrétaire de la Guggenheim, il flanquait à la porte en disant que le dîner n'était pas une heure pour se présenter. Ils sont aujourd'hui ses hôtes autant que ses clients.

LORS que s'ouvre la Biennale (dont Ganachiev Breznev a largement rendu compte dans le *Monde* du 29 juin), une étonnante exposition azéque dans le palais des Doges. (Venise n'accueille pas qu'elle-même puisqu'elle offre aussi deux expositions vénitaines et une exposition sur les Phéniciens. Vénitiens, Phéniciens, quelle euphorie !)

L'exposition azéque étonne par la convergence esthétique qu'elle montre par-delà plus d'un siècle. Une tête de serpent du XIV^e, une pièce du XI^e siècle avant notre ère, un discaïseu du IX^e siècle qui n'aurait fait surseuter personne si ces sculptures s'étaient trouvées dans les pavillons de la Biennale. « Quelle modernité », murmure Ante Gibota en les voyant. « Quel archaïsme des autres », réplique son hôte, histoire d'être désagréable.

Venise, comptant des bords de l'eau, qui se donne les siècles pour complices.

Post-scriptum idiot. Comment les franc-maçons ne prospèrent-ils pas en France alors que l'Indicateur téléphonique de ce pays est... 33 ?

Post-scriptum naïf. Dans sa déclaration à l'Assemblée nationale, M. Rocard fait l'éloge de M^{me} Roudy, qui n'a pas été appelée au gouvernement ; puis de M^{me} Duflo, qui en a été écartée, au profit d'une autre Nimboise. Celle-ci n'avait pas le tort d'être entrée au Parti socialiste en 1971. Cela dit, mais dit, le discours Rocard n'était pas mal, vraiment pas mal.

(1) Le titre de souverain pontife (*pontifex maximus*) porté par le pape est un héritage de la Rome païenne et des Césars.

Les fidèles ont trinqué

ECONE de notre envoyé spécial

On est loin ici à Ecône du « jour de deuil » décrété par le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon et président de la conférence des évêques de France, pour marquer le début du nouveau schisme dans l'Eglise. Sous le regard assombri de la statue de saint Pie X, dans la cour du séminaire d'Ecône, le vin du Valais coule dans les tonneaux. La cérémonie du sacre a duré en tout et pour tout cinq bonnes heures, et on boit à la santé des nouveaux évêques.

La messe est dite, et Ecône frémit d'aise, comme un adolescent qui vient de franchir un interdit, de renverser un tabou. Quiconque ose poser une question sur la notification, encore bruyante, par le Vatican de l'excommunication de Mgr Lefebvre et des quatre évêques consacrés par lui se heurte aussitôt à l'indifférence et aux sarcasmes. « Excommunier, ça ne veut plus rien dire, exploie un fidèle intégriste. Il y a belle lurette que l'Eglise n'excommunie plus les communistes, ni les franc-maçons, ni les orthodoxes qui eux sont de véritables schismatiques. Depuis Vatican II, les papes n'excommunient plus que les évêques courageux et les partisans de la tradition, ce qui est un comble. »

Sous un dais porté par quatre prêtres en chasuble, passe l'ostensoir du Saint-Sacrement. Les conversations cessent. Les verres se reposent, et l'assistance se prosterne. Puis, les embrassades reprennent. La

« bureaucratie » du Vatican fonctionne ici comme un rabat-joie. « On excommunie Mgr Lefebvre, mais c'est un abus d'autorité. Pourquoi lui et pourquoi pas Mgr Gaillat, qui est communiste, Mgr Decourtray, Mgr Vilnet ? » interroge un fidèle du monastère intégriste du Barroux (Vaucluse) qui énumère les noms de ses dix enfants — « tous dans la tradition » — comme autant de médailles acquises sur les champs de victoire ou de résistance.

« C'était inévitable, l'Eglise est en pleine subversion », se lamente l'abbé Coache, vieux gourgand de l'intégrisme. On se passe les bons mots de la dernière livraison de *Monde et Vie*, revue intégriste qui écrit que Mgr Lustiger est « hérétique » ou que l'Eglise est infectée par le modernisme et le communisme ». Les mêmes se jettent aux pieds des quatre nouveaux évêques, en ceinture et calotte violettes, rayonnants de fierté et d'assurance. Ils se mettent en cercle autour d'eux et réclament une bénédiction que les excommuniés s'empressent de distribuer.

Impossible de leur faire exprimer leurs sentiments d'évêques schismatiques. Ils considèrent « comme nulles et non avenues » toutes les sanctions prises contre eux par le Vatican. « Mieux vaut obéir à Dieu qu'à un pape », ajoute l'un d'eux. Le nombre n'est pas chez nous ? Qu'importe, ce n'est pas le nombre qui fait la vérité, c'est la vérité qui finit par faire le nombre. »

H. T.

Grand Avant-pré

« L'AVANT-PRÉ » est un journal de la Fraternité Saint-Pie X. Il est destiné à tous les catholiques qui veulent rester fidèles à l'Eglise catholique. Il est publié par la Fraternité Saint-Pie X, 10 rue de la Fraternité, 92100 Nanterre.

« L'AVANT-PRÉ » est un journal de la Fraternité Saint-Pie X. Il est destiné à tous les catholiques qui veulent rester fidèles à l'Eglise catholique. Il est publié par la Fraternité Saint-Pie X, 10 rue de la Fraternité, 92100 Nanterre.



ble échec

Le Palais municipal peut être considéré, dans l'ensemble, comme un bâtiment de bon port et qui arrive au bon service de la collectivité. Mais il présente quelques défauts. Les escaliers, par exemple, sont trop étroits, car ils ne permettent pas de passer commodément les chariots à bras. Les escaliers sont également trop étroits, car ils ne permettent pas de passer commodément les chariots à bras. Les escaliers sont également trop étroits, car ils ne permettent pas de passer commodément les chariots à bras.

... ont trinqué

1000
 900
 800
 700
 600
 500
 400
 300
 200
 100
 0
 -100
 -200
 -300
 -400
 -500
 -600
 -700
 -800
 -900
 -1000
 -1100
 -1200
 -1300
 -1400
 -1500
 -1600
 -1700
 -1800
 -1900
 -2000
 -2100
 -2200
 -2300
 -2400
 -2500
 -2600
 -2700
 -2800
 -2900
 -3000
 -3100
 -3200
 -3300
 -3400
 -3500
 -3600
 -3700
 -3800
 -3900
 -4000
 -4100
 -4200
 -4300
 -4400
 -4500
 -4600
 -4700
 -4800
 -4900
 -5000
 -5100
 -5200
 -5300
 -5400
 -5500
 -5600
 -5700
 -5800
 -5900
 -6000
 -6100
 -6200
 -6300
 -6400
 -6500
 -6600
 -6700
 -6800
 -6900
 -7000
 -7100
 -7200
 -7300
 -7400
 -7500
 -7600
 -7700
 -7800
 -7900
 -8000
 -8100
 -8200
 -8300
 -8400
 -8500
 -8600
 -8700
 -8800
 -8900
 -9000
 -9100
 -9200
 -9300
 -9400
 -9500
 -9600
 -9700
 -9800
 -9900
 -10000

Ce week-end, la température va monter sur le circuit.

Trois mois avant son lancement, prévu fin Septembre, la nouvelle et prestigieuse Alfa 164 fait, en avant première, son apparition sur tous les circuits des Grands Prix Européens. Pour célébrer la naissance de sa toute dernière création, la 164, Alfa Romeo inaugure dans le monde de l'automobile et lance: "La Course des Célestres". Une première originale qui, tout l'été, passionne le monde du sport automobile.

| CALENDRIER GRANDS PRIX/COURSES DES CÉLÉBRITÉS | |
|---|-------------------------------|
| 5 JUILLET | LE CASTELLAY (FRANCE) |
| 10 JUILLET | SILVERSTONE (GRANDE-BRETAGNE) |
| 24 JUILLET | ROCKHAMPTON (A.F.A.) |
| 28 AOÛT | SPA (BELGIQUE) |
| 11 SEPTEMBRE | MONZA (ITALIE) |
| 28 SEPTEMBRE | ESTORIL (PORTUGAL) |
| 8 OCTOBRE | JERBE (ESPAGNE) |

La Course des Célèbrités Alfa 164

**Dimanche 3 juillet, sur la ligne de départ,
16 nouvelles Alfa 164 3.0 V6 de série, légèrement
modifiées pour être conformes à la stricte sécurité
en vigueur sur les circuits.**

En position de tête, les coureurs ayant fait les meilleurs temps, lors des essais, la veille.

Au volant, 16 personnalités françaises très connues, 16 V.I.P. issus d'univers aussi différents que

la finance, le sport, la mode, l'industrie et le cinéma.
Pendant une demi-heure, faisant jouer à fond
les performances hors du commun de la nouvelle
Alfa 164, 16 héros vont se livrer combat.
Que le meilleur gagne!

Alfa 164: da strada alla pista

C'est exactement cette même Alfa 164 que vous aurez le plaisir de découvrir sur les routes, d'ici très peu de temps.

Si vous ne pouvez être présent ni au Grand Prix du Castellet ni aux autres Grands Prix Européens, mais voulez être informé en avant première sur cette prestigieuse Alfa Romeo, contactez dès maintenant votre concessionnaire Alfa Romeo.

Informez-vous chez votre concessionnaire



Société

Nommé premier président de la Cour de cassation

M. Pierre Drai succède à M^{me} Simone Rozès

Le conseil supérieur de la magistrature (CSM), réuni, le jeudi 30 juin, sous la présidence de M. François Mitterrand, a « présenté » au chef de l'Etat la nomination de M. Pierre Drai, actuellement premier président de la Cour d'appel de Paris, au poste de premier président de la Cour de cassation. M. Drai succède ainsi à M^{me} Simone Rozès, appelée à faire valoir ses droits à la retraite (le Monde du 22 juin).

Le CSM a en outre « présenté » MM. Christian Le Guehrec et Pierre Francon, conseillers à la Cour de cassation, aux postes de président de chambre de la même cour, où M. Lucien Aver-

seng et M^{me} Michèle Giannotti seront nommés conseillers. M^{me} Giannotti abandonne ainsi ses fonctions de directrice de l'éducation surveillée au ministère de la justice, poste où elle avait été appelée en juillet 1986 par M. Albain Chalandon, alors garde des sceaux dans le gouvernement Chirac (le Monde du 30 juin).

On relève encore parmi les nominations du 30 juin celles, au grade de premier président de cour d'appel, de M. Bernard Fautrel (Amiens), Gustave Theurey (Besançon), Henri Bezombes (Grenoble) et Paul Caltanoci (Orléans).

Un Juge

Dire de M. Pierre Drai qu'il est un juge pourrait être considéré comme une évidence, voire comme une présentation désuète au regard des hautes fonctions occupées par ce magistrat durant sa carrière. Pourtant, si un titre est revendiqué avec une fierté non dissimulée par M. Drai, c'est bien celui de juge. Au tribunal de Paris comme ensuite à la cour d'appel, il a laissé la trace d'un magistrat dont les décisions ne se bornaient pas à exiger l'application d'un texte sans en mesurer les conséquences. Très proche des réalités, il a su adapter les rigueurs de la loi aux impératifs sociaux ou économiques.

Novateur à l'intérieur de la technique judiciaire, il s'est particulièrement attaché à résoudre les conflits suscités par les décisions de justice et surtout à ce « droit de la vie » de l'instruction judiciaire constituée par le juge des référés. Dans ce rôle, il a souvent été un conciliateur soucieux d'épargner aux plaideurs des années de procédure, et à la justice la déconcentration qui ne manque jamais de résulter de lenteurs inévitables.

Beaucoup d'idées nouvelles sont aussi apparues dans ces décisions par le biais de « petites phrases » ajoutées à la solution du litige. « Il tranche et suggère », dit-on le plus souvent au palais de justice de Paris de cet homme hardi, considéré comme un magistrat dont l'autorité est certes souriante mais sait bien souvent se montrer sans concessions. Travaillier, économe et matinal, exigeant, M. Drai est regardé comme un homme d'une très grande sensibilité, administrateur avisé et surtout « payeur » sachant susciter chez ses collaborateurs les ardeurs du dévouement et de la fidélité.

Manifestement, M. Drai tire une grande satisfaction de sa fonction. Pour s'en convaincre, il suffit de se souvenir de la défini-

tion qu'il en donnait lors de son discours prononcé à l'occasion de l'audience solennelle de rentrée de la cour d'appel de Paris, le 6 janvier 1988. Il disait tout simplement ce jour-là ceci : « Deux hommes sont en présence l'un de l'autre et voici aussitôt qu'un troisième homme est appelé à la rescousse pour s'interposer, séparer et tenter de rendre à chacun son dû. Peut-être arrivera-t-il au banquier suprême, celui de les réconcilier et d'instaurer la paix entre eux. C'est un juge. »

M. P.

[Né le 3 juillet 1926 à Constantine (Algérie), M. Pierre Drai, licencié en droit de la faculté d'Alger, fut d'abord avocat au barreau de Philippeville (1947) puis attaché stagiaire à Alger (1948). Nommé ensuite juge suppléant à Tunis (1949), il resta plusieurs années dans cette ville, d'abord comme substitut puis comme juge. En juin 1957, il est nommé juge à Grenoble mais reste détaché en Tunisie jusqu'en 1958.

Arrivé à Grenoble en 1959, il y demeure jusqu'à sa nomination au tribunal de la Seine en 1961. En octobre 1971, il est nommé vice-président au tribunal de grande instance de Paris. Il quitte provisoirement cette juridiction en 1973 pour devenir conseiller technique au cabinet du ministre de la justice, M. Jean Taittinger, garde des sceaux dans le deuxième gouvernement de M. Pierre Messmer. Il quitte la place Vendôme et l'administration centrale lorsqu'il est nommé, le 16 mai 1974, conseiller à la cour d'appel de Paris. Le 19 août 1977, il revient au tribunal avec le grade de premier vice-président. Nommé conseiller à la Cour de cassation le 27 août 1981, il accède peu après, le 1^{er} janvier 1983, à la présidence du tribunal de Paris, où il succède alors à ce poste à M^{me} Simone Rozès.

C'est le 6 juin 1985 qu'il est nommé premier président de la cour d'appel de Paris, en remplacement de M. Jean Vasaghe, atteint par l'âge de la retraite.]

Epilogue aux assises des Bouches-du-Rhône

L'auteur et l'un des commanditaires de l'assassinat du juge Michel condamné à la réclusion perpétuelle

ADX-EN-PROVENCE de notre envoyé spécial

Après trois heures et demi de délibération, la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, présidée par M. Bernard Fayolle, a condamné, jeudi 30 juin, François Girard, quarante ans, à la réclusion criminelle à perpétuité, le déclarant coupable de « complicité d'assassinat par provocation » pour avoir été l'un des commanditaires de l'assassinat du juge Pierre Michel commis le 21 octobre 1981 à Marseille.

La même peine a été infligée à François Cheochi, trente-neuf ans, qui avait avoué être l'auteur de l'assassinat. Par décision spéciale, la cour a assorti ces deux peines d'une période de sûreté de dix-huit ans, pendant laquelle les condamnés ne pourront bénéficier d'aucune disposition concernant « le placement à l'extérieur, les permissions de sortir, la semi-liberté et la libération conditionnelle ».

Accusés de complicité d'assassinat et d'association de malfaiteurs, Jeanne Girard, quarante-deux ans,

épouse de François, et Jeanine Philippe, cinquante-deux ans, contre lesquelles l'avocat général avait demandé dix ans de réclusion criminelle, leur reprochant d'avoir été des intermédiaires entre la décision et l'exécution, ont été acquittées.

« C'est tout ou rien, coupable ou innocent », avait proclamé M. Pierre Blazy, au début de sa plaidoirie pour François Girard, avant de rappeler toutes les lacunes d'un dossier fondé uniquement sur les déclarations faites en 1986 par deux témoins, François Scapula, trafiquant de drogue détenu en Suisse, et Philippe Wiesgrill, le « chimiste » de l'équipe, qui a pu venir témoigner après avoir obtenu d'effectuer en France une peine de vingt ans de prison prononcée par une juridiction helvétique pour trafic de stupéfiants.

Leurs affirmations n'étaient d'ailleurs que la relation de propos que leur avait tenus Charles Altieri, organisateur du crime, pilote de la moto dont Cheochi était le passager. Egalement arrêté en Suisse, Altieri avait confirmé avoir reçu un mes-

Deux présidents de chambre

M. Christian Le Guehrec

[Né le 2 août 1930 à Amey (Morbihan), M. Christian Le Guehrec, entré dans la magistrature en 1955, a fait une grande partie de sa carrière, à partir de 1958, au ministère de la justice avant d'être nommé procureur de la République au tribunal de grande instance de Paris, le 25 avril 1975.

Après avoir occupé divers postes à l'administration centrale place Vendôme entre 1958 et 1970, il avait été nommé cette année-là sous-directeur à la direction des affaires criminelles et des grâces, ayant plus spécialement en charge l'action publique. En 1974, il devient directeur de cette même direction.

Il devait quitter ses fonctions de procureur de la République à Paris en 1982 pour devenir conseiller à la Cour de cassation, où il siège à la chambre criminelle et fut à deux reprises le conseiller rapporteur lors de l'examen par la cour suprême des différents pourvois qui amènent cette juridiction à se prononcer sur certaines questions juridiques posées par l'affaire Klaus Barbie.

En 1986, M. Le Guehrec avait une fois encore quitté le palais de justice pour devenir directeur du cabinet de M. Charles Delebarre, alors élu de nouveau président de l'Assemblée nationale.

La présidence de chambre à laquelle il est appelé à la cour suprême le conduira vraisemblablement à la chambre criminelle, où il succéderait ainsi à M. Jean Ledoux, atteint par la limite d'âge.]

M. Pierre Francon

[Né le 27 novembre 1921, à Paris, M. Pierre Francon a connu une carrière de magistrat passée pour l'essentiel à l'administration centrale du ministère de la justice. Il y fut notamment en 1963 chef du bureau du droit immobilier à la direction des affaires civiles et du sursis où il fut appelé ensuite aux fonctions de sous-directeur (1968), puis de directeur adjoint (1971). Nommé président de chambre à la cour d'appel de Paris en 1972, il était conseiller à la Cour de cassation depuis 1977.]

En visite à l'Ecole nationale supérieure de police

M. Pierre Joxe propose la création d'un institut des hautes études de la sécurité

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a présidé, le jeudi 30 juin, à Saint-Cyr-en-Mont-d'Or (Rhône), la cérémonie de sortie de la 38^e promotion des commissaires de l'Ecole nationale supérieure de police (promotion Jean-Claude Favre). Dans son discours, le ministre de l'Intérieur a tracé quelques-unes des lignes de force de sa future action, insistait particulièrement sur son désir d'améliorer la formation professionnelle des policiers. Il a aussi proposé la création d'un insti-

tut des hautes études de la sécurité et annoncé la tenue d'un colloque sur le même sujet réunissant professionnels, élus, observateurs et intervenants sociaux. Avant qu'il ne soit nommé ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, maire de Metz et président de l'Association des maires des grandes villes, avait donné son accord pour organiser un tel colloque qui pourrait se tenir à l'automne prochain.

SAINT-CYR AU-MONT-D'OR de notre envoyé spécial

An mois de juin 1981, pour sa première sortie officielle, Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur du nouveau gouvernement, passait en revue les commissaires sortant de l'Ecole. Il avait à ses côtés M. Charles Herme, tout nouveau ministre de la défense.

Sept ans plus tard, presque jour pour jour, M. Herme est encore là, cette fois en qualité de simple fin local. La cérémonie terminée, il s'écoulera rapidement, ne rejoignant M. Joxe que pour rentrer à Paris.

Le dernier sera. Assuré — il le dit — d'être en place pour plusieurs années, il prendra le temps de figurer ses réformes. « Il ne faut pas être pris par l'événement », pas de précipitation, donc juste, pour le moment, quelques idées martelées avec entêtement.

La formation des policiers est de celles-là, déjà évoquée avec insistance en 1985, au congrès du Syndicat des commissaires de police, à Dardilly (le Monde du 26-27 mai 1985). « Les missions de police font appel à des spécialistes. Les com-

missaires doivent le devenir de plus en plus, ce qui suppose plus de formation », assure le ministre. Notamment en matière de langues étrangères : « Mettez-vous ça dans la tête : il faudra apprendre les langues », lance-t-il avec conviction. Lui-même, il le dira un peu plus tard en petit comité, parle « très bien » l'anglais, « mal » l'allemand et connaît quelques mots de russe. Le même test appliqué à un membre de son cabinet se révèle moins brillant.

Modernisation et adhésion

La modernisation de la police dont M. Joxe s'est fait le héraut lors de son premier passage au ministère de l'Intérieur sera certes poursuivie, mais le ministre omet d'expliquer comment. Sans doute des bilans sont-ils en cours pour déceler les points de blocage institutionnels qui n'ont pas permis à cette réforme de donner tous les résultats escomptés.

« La modernisation n'est rien si vous n'obtenez pas l'adhésion des personnels », lance M. Joxe aux jeunes commissaires rangés en carrés devant l'estrade. Il n'y a pas d'ambition pour la police nationale si celle-ci n'est pas relayée sur le terrain par les commissaires (...) par leur aptitude à se faire compren-

dre. « Le ministre de la police a pu constater leur compétence » et leur « extraordinaire disponibilité » mais aussi, litote inhabituelle dans la bouche d'un homme politique réputé pour son parler direct, « l'esprit de corps poussé parfois un tout petit peu plus loin qu'il ne faut ». Le corporatisme des commissaires dont, traditionnellement, se plaignent tous les ministres de l'Intérieur vient de trouver là sa définition la plus laque.

« Il ne servirait à rien d'accroître les effectifs, de développer les moyens, si nous n'avions pas de vue cohérente à long terme », reconnaît M. Joxe. On le sent encore à la recherche de cette cohérence globale, de ce grand projet que le temps lui permettrait aujourd'hui de faire aboutir. Pour le moment, il se contente de projets modestes, même s'ils ne manquent pas d'intérêt.

Ainsi de cet Institut des hautes études de la sécurité qu'il espère fonder et où, à l'instar de l'Institut des hautes études de la défense nationale, se rencontreraient des gens venus d'horizons professionnels divers pour réfléchir sur les problèmes de sécurité intérieure. Un lieu, croit-il, où l'on parlerait de façon « moins polémique et plus intelligente » de la sécurité.

GEORGES MARION.

La catastrophe de la gare de Lyon

Les enquêteurs recherchent la personne qui a déclenché le signal d'alarme

Sous la direction de M. Jean-Paul Valat, juge d'instruction à Paris, chargé de l'enquête sur la catastrophe ferroviaire qui a fait, le 27 juin, cinquante-neuf morts à la gare de Lyon, les enquêteurs recherchent la personne ayant été à l'origine du déclenchement du signal d'alarme à la hauteur de la gare de Vert-de-Maisons (Val-de-Marne) qui a provoqué le blocage des voies du train d'Éaubonne (Val-d'Oise) à la mise hors service du système de freinage de sept voitures sur les huit que comportait le rame toupie. Selon certains témoignages, la personne qui a tiré le signal d'alarme serait une femme blonde qui se serait précipitée à l'arrêt de la gare de Vert-de-Maisons où aucun arrêt n'était prévu.

Par ailleurs, les enquêteurs ont pris connaissance de l'enregistrement — de mauvaise qualité — des conversations échangées entre le mécanicien du train et le centre de régulation. En tout état de cause,

celui-ci n'a aucune compétence pour ordonner une manœuvre à un mécanicien ou à un aiguilleur ; il se borne à vérifier l'exécution des mouvements prévus, ses priorités étant restées, seuls maîtres de leurs décisions. Les enquêteurs ont aussi étudié la bande filmée qui enregistre la vitesse du convoi et la vigilance du mécanicien par rapport aux signaux. Ils doivent répondre à la question de savoir pourquoi celui-ci ne s'est pas aperçu que sept de ses remorques ne disposaient plus de freinage, situation qui aurait dû lui faire « demander le secours » et qui aurait dû aboutir à l'arrêt du train par ses passagers.

Les réactions à cette catastrophe sans précédent à Paris expriment toujours une préoccupation sur les conditions de sécurité prévalant sur le réseau banlieue. La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) juge qu'une des causes de l'accident réside dans « l'engorgement du

réseau de banlieue » et propose de soulager la gare de Lyon en reportant une partie de son trafic sur la gare d'Austerlitz. Les Vieux dénoncent « la priorisation systématique accordée à l'automobile » qui aurait, selon eux, conduit à réduire les crédits régionaux affectés aux transports publics.

Le nouveau ministre des transports, M. Michel Delebarre, a indiqué, le jeudi 30 juin, à l'occasion de la séance du Sénat consacrée aux questions écrites, que le rapport définitif sur l'accident serait remis en septembre prochain et que « des mesures immédiates de prévention et d'équipement seront prises dès que les constatations en cours donneront quelques éléments d'analyse ».

Enfin, Jean-Paul II a adressé au cardinal Lustiger un télégramme dans lequel il exprime sa « grande émotion » et sa « profonde sympathie » pour les familles des victimes et pour les blessés de la catastrophe.

Questions sur une « mort bête »

Enfant sous les frondaisons de la résidence des Cadets-de-Vaux, un jeune homme songe à son ami Léonard, entré la nuit même dans le monde des morts. Si sa mort n'est que le début d'une longue série de décès, il se dit : « Douze jours avant, l'hôpital d'Éaubonne (Val-d'Oise) avait constaté le décès : mort brutale d'un drogué. »

Depuis, les amis ne savent plus rien. Le 16 juin, Léonard, dix-sept ans, apprenti menuisier, venait de prendre une dose de trichloréthylène lorsque des policiers l'ont interpellé près de chez lui, puis conduit à l'hôpital d'Éaubonne. Est-il mort parce que les soins d'urgence furent longs à venir ? Ce fut une première version, de source policière, semble-t-il, donnée à la presse. Une semaine plus tard, le parquet de Pontolise, après enquête, classe l'affaire : l'hôpital est mis totalement hors de cause.

Arrivé aux alentours de 22 h 20, le 16 juin, pris en charge à 22 h 24 par l'équipe médicale des urgences qui constate sa mort clinique, il subit, à 22 h 38, un message cardiaque. Sans succès. Léonard n'est donc pas resté trois heures sans soins, comme l'affirmait la première version. L'équipe médicale l'a découvert étendu sur le plancher du fourgon, bras en croix. Absence de pouls carotidien, mydriase latérale et arrêt cardio-respiratoire.

Mais alors où, quand et pourquoi Léonard est-il décédé ? Le mystère reste entier. Des médecins d'Éaubonne continuent à s'interroger. Ils ont réuni, le mercredi 23 juin, une conférence de presse sur une affaire judiciaire classée, la famille n'ayant pas porté plainte.

La résidence aux vastes balcons de béton a rendu, lors des obsèques, un dernier hommage à l'adolescent qui vivait tranquillement avec sa mère dans une maison où tout le monde se connaît. Puis, retrouvant sa paix et ses roses, la cité fait d'ignorer les méandres étranges qui conduisent, un soir du mois de juin, Léonard à sa fin.

Mais ses amis voudraient comprendre. Les faits cadrent mal avec le constat officiel.

Léonard

« Un bête »

La nuit vient de tomber ce jeudi 16 juin. Le dîner terminé, on descend prendre le frais et retrouver l'animation du Centre Saint-Euphrasie attaché à la résidence. Là, vers 21 h 30, on voit surgir Léonard, « bête » après une balade dans les allées. A-t-il « bu un verre de trop ou pris du trichlo ? », se demande-t-on alors. Soudain, à quelques mètres de l'entrée du centre s'élève un fourgon de police. Les agents interpellent Léonard — « pour un contrôle d'identité ? », le fouillent — et il se poche un flacon de trichlo et un chiffon. L'adolescent proteste. Les policiers l'emmènent. Pour quel motif ? La première version, publiée par la presse fait état de « troubles sur la voie publique ».

Une autre version, de source judiciaire, donne un éclairage différent. De sa fenêtre, dans le couloir, un policier aperçoit Léonard dans les jardins, dans un état si critique qu'il appelle des collègues à la rescousse pour lui porter secours, sans prévenir ni SAMU, ni SMUR, ni pompiers. Pour ne pas perdre de temps, le

conduisent le jeune homme à l'hôpital où il déclare, dès leur arrivée, amener un jeune homme peut-être toxomane en état de manque qui ayant peut-être absorbé trop de drogue.

Mais que s'est-il passé quelques instants auparavant ? Le fourgon est-il allé directement à l'hôpital ou a-t-il fait un crochet par le commissariat ? Entre le démarrage et l'arrivée, s'écoule un délai qui excède le temps normalement nécessaire pour effectuer le trajet, fort remarquable les habitudes de la cité et les médecins qui s'interrogent. Pourquoi, contrairement à l'usage établi depuis des années, ce transport délicat de Léonard n'est-il fait sans que les services spécialisés aient été prévenus préalablement, tels le SAMU ou le SMUR, qui sont normalement chargés de ces transferts médicaux ? Enfin, lorsque l'équipe hospitalière découvre Léonard dans le fourgon — et dès ce moment-là, précise-t-elle, elle constate des traces de contusions sur l'épaule gauche, des égratignures sur le genou droit et un œdème sur la partie inférieure de la clavicule gauche — elle ne peut attribuer son état à une chute. Y a-t-il eu des coups ? Dans ce cas, peuvent-ils expliquer le décès ? Un coup, même léger, peut avoir de graves conséquences sur le corps d'un toxomane fragilisé par l'usage de la drogue.

Les médecins de l'hôpital d'Éaubonne souhaitent aujourd'hui avoir communication du rapport de l'autopsie déjà pratiquée et des résultats des analyses toxicologiques en cours.

DANIELLE ROUARD.

M. Jospin veut réguler et réorganiser

Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a annoncé, le jeudi 30 juin, à l'occasion de la séance du Sénat consacrée aux questions écrites, que le rapport définitif sur l'accident serait remis en septembre prochain et que « des mesures immédiates de prévention et d'équipement seront prises dès que les constatations en cours donneront quelques éléments d'analyse ».

Enfin, Jean-Paul II a adressé au cardinal Lustiger un télégramme dans lequel il exprime sa « grande émotion » et sa « profonde sympathie » pour les familles des victimes et pour les blessés de la catastrophe.

Le nouveau ministre des transports, M. Michel Delebarre, a indiqué, le jeudi 30 juin, à l'occasion de la séance du Sénat consacrée aux questions écrites, que le rapport définitif sur l'accident serait remis en septembre prochain et que « des mesures immédiates de prévention et d'équipement seront prises dès que les constatations en cours donneront quelques éléments d'analyse ».

Enfin, Jean-Paul II a adressé au cardinal Lustiger un télégramme dans lequel il exprime sa « grande émotion » et sa « profonde sympathie » pour les familles des victimes et pour les blessés de la catastrophe.

Le nouveau ministre des transports, M. Michel Delebarre, a indiqué, le jeudi 30 juin, à l'occasion de la séance du Sénat consacrée aux questions écrites, que le rapport définitif sur l'accident serait remis en septembre prochain et que « des mesures immédiates de prévention et d'équipement seront prises dès que les constatations en cours donneront quelques éléments d'analyse ».

Enfin, Jean-Paul II a adressé au cardinal Lustiger un télégramme dans lequel il exprime sa « grande émotion » et sa « profonde sympathie » pour les familles des victimes et pour les blessés de la catastrophe.

Le nouveau ministre des transports, M. Michel Delebarre, a indiqué, le jeudi 30 juin, à l'occasion de la séance du Sénat consacrée aux questions écrites, que le rapport définitif sur l'accident serait remis en septembre prochain et que « des mesures immédiates de prévention et d'équipement seront prises dès que les constatations en cours donneront quelques éléments d'analyse ».

Enfin, Jean-Paul II a adressé au cardinal Lustiger un télégramme dans lequel il exprime sa « grande émotion » et sa « profonde sympathie » pour les familles des victimes et pour les blessés de la catastrophe.

Education

M. Jospin veut régulariser la situation des universités et rénover les formations

La réunion, le jeudi 30 juin, de la conférence des présidents d'université, dont il est de droit le président, a fourni au ministre de l'Éducation, M. Lionel Jospin, l'occasion de tracer les grandes orientations de sa politique universitaire. Au moins autant que les mesures concrètes annoncées par le ministre de l'Éducation, ce sont les grandes priorités affichées et la démarche proposée qui retiennent l'attention.

• APPLIQUER LA LOI SAVARY
Pour régler le problème de l'application incomplète de la loi sur l'enseignement supérieur de 1984, M. Jospin entend se montrer à la fois ferme sur les principes et pragmatique dans l'application. L'ancienne loi de 1968 et la nouvelle loi de 1984 ne sont pas « concurrentes applicables », a-t-il souligné avec netteté, et la loi en vigueur est celle de 1984. Transiger avec ce principe de légalité plongerait « durablement les universités dans les incertitudes et les aléas des procédures contentieuses ».

Mais, a-t-il ajouté, « le respect scrupuleux du droit ne paraît tout à fait conciliable avec la prise en compte des souhaits particuliers des établissements ». Il a donc chargé M. Christian Philip, directeur des enseignements supérieurs, d'engager immédiatement une « concertation approfondie » avec les dix-huit universités dépourvues de statuts conformes à la loi (le Monde du 29 juin) afin de dégager, cas par cas, des solutions acceptables.

Pour « aplanir les obstacles », le ministre a annoncé qu'il fera adopter, dans les semaines qui viennent, un décret simplifiant et assouplissant les dispositions réglementaires d'application de la loi. Ce texte en préparation devrait notamment retoucher le décret sur les élections universitaires et celui relatif à la participation des personnalités extérieures dans les conseils universitaires.

Un calendrier précis est fixé : la discussion avec les établissements devra être terminée avant le 15 octobre et toutes les universités devront être dotées de conseils légalement élus avant la fin de l'année. Enfin M. Jospin n'exclut pas, ultérieurement et sur la base d'un solide

consensus dans la communauté universitaire, d'apporter des modifications d'ordre législatif à la loi de 1984.

• LUTTER CONTRE L'ÉCHEC UNIVERSITAIRE
L'objectif est clair : « 80 à 90 % des hommes et des femmes qui entrent dans l'enseignement supérieur doivent en sortir avec un diplôme », ce qui représente un effort considérable par rapport à la situation actuelle, puisque le taux d'échec au premier cycle varie de 30 % à 60 % selon les disciplines et les estimations.

Pour obtenir cette « réduction drastique » des taux d'échec, tous les remèdes seront utilisés. Le renforcement du lien « essentiel » entre enseignement secondaire et enseignement supérieur permettra une meilleure orientation en amont, au niveau du lycée. D'autre part, le ministre entend donner une « nouvelle impulsion » à la politique de rénovation et de diversification des premiers cycles, lancée en 1984 et qui s'est essouffée depuis, faute de moyens suffisants. Il entend également favoriser une « réelle conception d'ensemble » de toutes les formations post-baccalauréat : classes préparatoires, sections de techniciens supérieurs, instituts universitaires de technologie, premiers cycles universitaires et « universités locales », qui devront rester directement rattachées à leur université mère.

• AMÉLIORER LA CONDITION ÉTUDIANTE
« Un nombre tout à fait insuffisant d'étudiants bénéficient d'une aide directe ou indirecte », a souligné le ministre de l'Éducation. Dans le prolongement des mesures d'urgence adoptées le 1^{er} juin, il entend donc « développer les infrastructures existantes (restaurants et clubs universitaires) et augmenter significativement l'aide directe sous forme de bourses sur critères sociaux, mieux dotées et plus nombreuses ». Un tel effort est, à ses yeux, un élément essentiel de « la bataille pour une plus grande égalité des chances ». Un observatoire de la vie étudiante va être créé, afin de fournir des éléments d'appréciation plus précis sur les conditions de vie des étudiants.

• RENFORCER LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE
La volonté de « redonner à la recherche universitaire son essor,

une dynamique et des moyens nouveaux », se traduit par plusieurs orientations :

— **Rétablissement de la thèse unique.** — Dans les prochains jours, des dispositions seront prises pour revenir au système doctoral prévu par la loi Savary et modifié, en mars dernier, par une série d'arrêtés adoptés par M. Valade. Cependant, a précisé M. Jospin, « rien n'empêche chaque discipline de mettre en œuvre une modulation pour tenir compte de ses spécificités ». Les parisiens, notamment parmi les littéraires, de la thèse longue devraient donc, *grasso modo*, obtenir satisfaction sur un point très sensible.

— **Habilitations.** — Le ministre entend revenir, « dès la rentrée prochaine », au système des habilitations prévu par la loi de 1984, en veillant à ce que ce diplôme « ne soit en aucun cas une copie de l'ancienne thèse longue et qu'il soit ouvert aux postulants extérieurs », venus du monde économique ou de la recherche.

— **Allocations de recherche.** — MM. Guy Aubert, directeur de l'École normale supérieure de Lyon, et Bernard Deconne, ancien directeur de la recherche au ministère, sont chargés d'une mission de réflexion sur la manière d'associer plus étroitement le monde économique au financement de la formation par la recherche, à l'image des bourses CIFRE.

— **Passerelles entre enseignement supérieur et grands organismes de recherche.** — Une réflexion est engagée sur ce point, en concertation avec le ministère de la recherche. L'objectif est de multiplier et d'assouplir les procédures de passage d'une institution à l'autre.

— **Conférences Paul Langevin.** — A l'image des Entretiens de Bichat pour les médecins, M. Lionel Jospin souhaite l'organisation, chaque année — dans le cadre régional, — de conférences scientifiques réunissant, sur un thème donné, tous les enseignants qui le souhaitent, depuis l'inspecteur jusqu'à l'universitaire, en passant par le professeur de collège ou de lycée.

Quatre autres chantiers

1. **ASSOUPLISSEMENT DE LA GESTION DES UNIVERSITÉS**
« La recherche de l'autonomie financière et comptable des univer-

sités est une priorité à laquelle le premier ministre est très attaché », a souligné M. Jospin. Plusieurs mesures vont être adoptées dans ce sens. Tout d'abord les subventions de fonctionnement des universités seront désormais globalisées, afin d'accroître la mise en place des crédits.

D'autre part, le décret financier et la réglementation comptable seront assouplis sur plusieurs points : possibilité de versements entre sections de fonctionnement et section d'investissement, élargissement des possibilités de paiement sans autorisation préalable.

Enfin, après l'augmentation, dans le cadre des mesures financières prises le 1^{er} juin, du taux des heures supplémentaires, les universités vont être autorisées à rémunérer les intervenants extérieurs sur leurs ressources propres, « sans être limitées par le montant de la subvention spécifique allouée par le ministère ».

2. REVALORISATION DE LA CONDITION DES ENSEIGNANTS

Des mesures sont envisagées, dès 1989, pour permettre à un nombre significatif d'enseignants de franchir une étape importante de leur carrière : passage à un rang ou à une classe supérieure. Des mesures permettant « une meilleure prise en compte des fonctions effectivement remplies par les enseignants chercheurs » sont mises à l'étude. Un système de prime ou de rémunération complémentaire pourrait valoriser les universitaires qui travaillent effectivement dans un laboratoire. Enfin, est prévue une augmentation très sensible de la prime des présidents d'université.

3. AMÉLIORATION DES LOCAUX ET DES INFRASTRUCTURES

Cette volonté a été marquée dans les mesures d'urgence du 1^{er} juin (100 millions de francs pour la rénovation des locaux et 50 millions de francs pour les bibliothèques). M. Jospin souhaite amplifier cet effort.

4. RÉÉVALUATION DES PROGRAMMES

Une réflexion globale, du primaire au supérieur, est engagée sur les mathématiques. Une mission a été confiée, sur cette discipline centrale, à Didier De Cunha Castello, professeur à l'université d'Orsay.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. François GUICHOT-PÉREIRE et M^{me}, née Natacha Callics, ont la joie d'annoncer la naissance de

Maxime

Paris, le 21 juin 1988.

Adoptions

— Bertrand LE GENDRE et Jacqueline de LINARES sont heureux d'annoncer la naissance de

Victor

le 19 mai 1988, à Fortaleza, État du Ceará, Brésil.

Décès

— Geneviève, son épouse, Emilien, son petit garçon. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean CHARPANTIER,

survécu accidentellement le 27 juin 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 2 juillet, en l'église Notre-Dame d'Alfortville, à 10 h 30, et sera suivie de l'inhumation au cimetière d'Alfortville.

16, quai Jean-Baptiste-Clément, Résidence Les Myosotis, 94140 Alfortville.

— L'Association française des hémodialysés, La Fondation nationale de transfusion sanguine, La Fédération française des donneurs de sang bénévoles, La Croix-Rouge française, La Société nationale de transfusion sanguine.

Les conseils médicaux de l'Association française des hémodialysés, L'Association pour le développement de la transfusion sanguine, ont la douleur de faire part de la mort, le 29 juin 1988, de

André LEROUX, conseiller des affaires étrangères, président de l'Association française des hémodialysés.

survécu dans sa quarante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 4 juillet 1988, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

Ni fleurs ni couronnes.

(le Monde du 1^{er} juillet.)

— M^{me} Monique Livian-Wesley, M. et M^{me} Benjamin et Joëlle Kruk, M. et M^{me} Yves et Marie-Françoise Livian, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Louise LIVIAN, née Henique,

survécue à Paris le 27 juin 1988 dans sa soixante-quinzième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Bagneux le 1^{er} juillet 1988.

27, rue Péclet, 75015 Paris.

— M^{me} veuve Roger Sechaud, M. Xavier Perreau-Saussine, M. et M^{me} Jean-Pierre Caruso et leurs enfants, Dominique et François Perreau-Saussine.

M. et M^{me} Jean Dupont et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Sechaud et leurs enfants,

Ainsi que tous les parents ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claude PERREAU-SAUSSINE, née Sechaud,

survécue le 27 juin 1988, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Ses obsèques religieuses se tiendront le lundi 4 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, place Victor-Hugo, Paris-16^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu le mardi 5 juillet au cimetière Saint-Léon de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), précédée d'une bénédiction en la chapelle du fondation de Bayonne, 19, rue de Balut, le même jour, à 10 h 15.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Dominique Perreau-Saussine, 16, rue de Montevideo, 75116 Paris. François Perreau-Saussine, 81, rue de l'Université, 75007 Paris.

Remerciements

— M^{me} Emile Capéran et sa famille, profondément touchées par toutes les marques de sympathie qu'elles ont reçues lors des obsèques de

M. Emile CAPÉRAN,

remercient toutes les personnes qui, par leur présence et messages de condoléances, se sont manifestés.

GÉRARD COURTOIS.

Anniversaires

— Claude, Roland et Ivan LAURETTE souhaitent faire du 23 juillet 1988 une journée dédiée à leur fille et sœur.

Mariés

décédée accidentellement le 21 juillet 1987 dans l'année de ses dix-huit ans.

— Ils aimeraient que tous ceux qui le pourront soient présents ce jour-là, à 15 h 30, en la chapelle Notre-Dame-des-Champs, Montparnasse (Aveyron).

Un concert y sera donné en témoignage de leur amour pour elle.

Claude et Roland Laurette, Montparnasse 12720 Peyreleau.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I : le jeudi 30 juin, M. Jean Salem a soutenu : « L'éthique épiciurienne d'après Epicure et Lucrèce ».

— Université Paris-VII, le vendredi 1^{er} juillet, à 9 heures, au centre Censier, salle 331, 13, rue de Santeuil, M. Jean-Michel Labadie : « La crise, phénomène humain ».

— Université Paris-VIII : la soutenance de thèse de M. Robert Renard prévue le 4 juillet à 10 heures est reportée à 14 heures : « Résidence du 3^e âge : l'unité retrouvée ».

— Université Paris-III : le lundi 4 juillet, à 14 heures, salle Bourgas, M^{me} Charnasso : « La quête de la sagesse dans l'œuvre de Raymond Queneau ».

— Université Paris-II : le lundi 4 juillet, à 14 heures, salle des fêtes, M^{me} Irène Adjagba : « Le déclin des sociétés réelles spéciales dans les procédures collectives de redressement des entreprises ».

— Université Paris-II : le mardi 5 juillet, à 9 h 30, salle appartement Décaul, M^{me} Marie-Josée Redor : « De l'état légal à l'état de droit. L'évolution des conceptions de la doctrine publiciste française (1879-1914) ».

— Université Paris-I Panthéon-Sorbonne : le mardi 5 juillet, à 14 heures, 1, place du Panthéon, essai K, appartement Décaul, M^{me} Danièle Bourcier : « Analyse des standards de la police municipale. Approche décisionnelle ».

— Université Paris-I : le mardi 5 juillet, à 16 h 30, salle C 2204 au centre F. Mondes France, M. Eric Revel : « Effet des mesures des plans de stabilisation du FMI sur la répartition des revenus. Deux exemples : la Côte d'Ivoire et le Sénégal ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 30 juin 1988 :

UN DÉCRET

— N^o 88-788 du 22 juin 1988 modifiant certains taux de cotisation d'assurance-maladie prévus par les articles R.711-5 et R.711-11 du code de la sécurité sociale.

DES ARRÊTÉS

— Du 21 juin 1988 portant fixation du montant des allocations de recherche.

— Du 21 juin 1988 relatif à l'agrément des organisations de défense de consommateurs.

— Du 22 juin 1988 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 1^{er} juillet :

DES DÉCRETS

— N^o 88-793 du 22 juin 1988 modifiant le décret n^o 48-1881 du 10 décembre 1948 déterminant les prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel.

— N^o 88-794 du 29 juin 1988 portant relèvement du salaire minimum de croissance.

— N^o 88-795 du 22 juin 1988 modifiant les taux des cotisations des salariés et retraités relevant partiellement du régime général de la sécurité sociale.

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements : 45-55-91-82 poste 4138 4324

REPÈRES

Défense

La France offre à la Belgique de participer au programme Rafale

Le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a plaidé la cause, le jeudi 30 juin à Bruxelles, de l'achat de combat de Dassault, le Rafale, auprès de son collègue belge, M. Guy Coëme. Pour remplacer ses chasseurs-bombardiers Mirage-5, la Belgique envisage de commander une cinquantaine d'appareils à l'horizon 2000.

C'est à l'automne prochain, a expliqué le ministre belge, que Bruxelles choisira entre trois avions en lice : le Rafale, le Falcon-16 américain et l'European Fighter Aircraft (EFA), construit en commun par plusieurs pays européens, dont la Grande-Bretagne, l'Italie et la RFA.

La France cherche à partager les coûts du Rafale en s'associant à un ou plusieurs partenaires sur ce programme, dont le développement jusqu'à l'industrialisation de l'avion de série est estimé à 35 milliards de francs français. Selon des informations de source industrielle (le Monde des 19 et 20 juin), les Français ont offert à la Belgique de prendre jusqu'à 10 % du programme. Cela fournirait du travail à 3 500 personnes, pendant vingt ans, en Belgique.

Les deux ministres se sont aussi entretenus du renouvellement de la flotte d'hélicoptères de combat et de reconnaissance de l'armée de terre belge, dotée de cinquante-quatre

Espace

La première polytechnicienne secrétaire générale du CNES

M^{me} Anne Duthilleul, plus connue sous son nom de jeune fille, Chopinet, car elle fut la première femme admise à l'École polytechnique (de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace) en 1972, vient d'être nommée secrétaire générale du Centre national d'études spatiales (CNES). Elle succède dans cette fonction à M. Henri Flandré, qui devient directeur général de la Caisse nationale de garantie des ouvriers dockers.

[Née en 1953 à Paris, M^{me} Duthilleul, ingénieur en chef de l'École des mines, a travaillé à la direction générale de l'énergie et des matières premières, puis est devenue, en 1979, chef du bureau mines, plan uranium et ressources sous-marines. En 1982, elle a été chargée de budget civil de la recherche avant de prendre la tête du bureau recherche, commerce extérieur et aéronautique civile à la direction du budget du ministère de l'économie et des finances. De 1986 à 1988, elle a été successivement conseillère technique, puis directrice adjointe du cabinet du ministre du budget, chargée du secteur économique.]

BERTEIL SOLDES

7, RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS | 3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS | 24, RUE DU CHERCHE-MIDI 75006 PARIS

Relancer en douceur

LES ministres se suivent et ne se ressemblent pas. M^{me} Alain Savary et Alain Devezquet avaient tenté, successivement, avec des fortunes diverses, de rebâtir de fond en comble l'édifice universitaire. Soucieux de calmer le jeu, M. Valade avait ensuite joué les gardiens du temple. M. Jospin a choisi de remettre la machine en marche, en douceur.

Son premier souci est de faire sortir l'enseignement supérieur d'une trop longue période de déseffusions et d'attentisme et d'enterrer les vieilles querelles. Ainsi a-t-il choisi, au prix de quelques concessions, de régler les questions épineuses des statuts des universités ou du régime de la thèse. Il a soigneusement évité les sujets tabous comme les droits d'inscription universitaires ou la sélection des étudiants. Et il a écarté toute perspective d'une nouvelle réforme d'ensemble de l'université. Il s'est, en revanche, attaché à tracer les grandes lignes d'une action à long terme, susceptible de remodeler les énergies et de permettre à l'enseignement supérieur de relever les « trois défis majeurs » qui lui sont lancés : ceux de l'enseignement de masse, de l'Europe et du financement.

Plutôt que d'opposer enseignements secondaire et supérieur, nombre d'étudiants et qualité des diplômés, égalité des chances et diversité des formations, court et long terme, formation et recherche, il entend faire de ces contradictions les conditions d'une politique ambitieuse. « La recherche de la quantité et celle de la qualité doivent être simultanées, estime-t-il. L'objectif de l'accès à l'enseignement supérieur pour un plus grand nombre est une nécessité absolue ; dans le même temps, la qualité doit être recherchée partout, car nous aurons besoin d'équipes d'excellence. » De la même façon, il insiste sur la nécessité de « concilier » l'autonomie pédagogique et financière

des établissements et l'égalité républicaine, qui suppose le maintien de diplômes nationaux et de conditions d'accès générales.

Pour cela, Lionel Jospin propose une démarche pragmatique, fondée sur la concertation, le contrat et l'évaluation. « Je souhaite, a-t-il indiqué aux présidents d'université, que chaque université soit amenée à proposer la configuration de ses enseignements. C'est à partir de cette maquette, de ses versions successives, d'un dialogue avec ses étudiants, que pourront se conclure une série de contrats pluriannuels entre la collectivité publique et les universités. » Ces contrats déjà expérimentés dans le domaine de la recherche devraient s'inscrire dans le cadre régional. Enfin, ces responsabilités nouvelles accordées aux universités supposent la mise en place d'un système d'évaluation « sérieux et irréprochable » ; le ministre de l'Éducation a demandé à la direction de l'évaluation et de la prospective d'y réfléchir en liaison avec le Comité national d'évaluation.

Cette vision d'une université « généreuse et ouverte » peut favoriser une nouvelle dynamique dans un monde universitaire découragé. A une condition cependant : que les choix budgétaires qui sont en train d'être arrêtés fassent clairement apparaître l'éducation, et notamment l'enseignement supérieur, comme la priorité du nouveau gouvernement. Or, l'abandon de toute référence à une programmation budgétaire pluriannuelle comme l'absence de toute indication sur la revalorisation des rémunérations des enseignants ne sont pas de bon augure en la matière. Le ministre de l'Éducation aura besoin de tout son poids politique pour éviter que ses projets universitaires n'apparaissent rapidement comme autant de vœux pieux.

GÉRARD COURTOIS.

Sports

CYCLISME : Tour de France

La Grande Boucle sans faux col

Lundi 4 juillet, quelque deux cents coureurs repartis en vingt-deux équipes vont s'élancer de Ponthâteau (Loire-Atlantique) sur les routes de l'Hexagone. Pour sa soixante-quatrième édition, le Tour de France 1988 a planté son drapeau dans la région de Nantes, où les engagés pourront se mettre en jambes avant les longues étapes qui les attendent jusqu'à l'arrivée, dimanche 24 juillet, sur les Champs-Élysées.

Événement sans précédent : aucun des trois derniers vainqueurs ne participera au Tour de France 1988. Bernard Hinault a en effet renoncé à la compétition, tandis que l'Américain Greg LeMond et l'Irlandais Stephen Roche, hors de forme, ont provisoirement suspendu leurs activités. Cette situation très particulière ajoute aux incertitudes d'une épreuve appelée à connaître les développements les plus divers ou les plus inattendus.

On dénombre une vingtaine, voire une trentaine de vainqueurs possibles, mais aucun favori ne s'impose. S'il bénéficiait de sa meilleure condition physique, Laurent Fignon aurait des chances sérieuses de réussir le triple, après avoir conquis le maillot jaune en 1983 et en 1984 ; cependant, il est difficile d'évaluer ses possibilités actuelles, surtout depuis la chute qui l'a contraint à l'abandon au cours du Grand Prix Midi Libre. Les Français Jean-François Bernard, Pascal Simon, Motte, Pensec, Eric Boyer, Essauit, les Espagnols Delgado, deuxième l'an passé, Gorospe, Arroyo, Pino, Lejarreta, les Suisses Urs Zimmermann et Mascher, les Néerlandais Breukink et Van der Poel, les

Colombiens Herrera, Parra et Ramírez, le Belge Criquielion, l'Américain Hampton, leader d'une solide formation à laquelle appartient Kieffer ainsi que le Mexicain Alcalá, l'Allemand Goltz, l'Écossais Millar et l'Irlandais Kelly, qui fait équipe avec le nouveau champion de France Eric Caritoux, sont des routiers de grande valeur... qui suscitent tous des réserves. On les sait capables d'exploits. On a constaté aussi qu'ils étaient intermittents et vulnérables. Hampton risque de payer les efforts de son Tour d'Italie victorieux, et Herrera a peut-être brûlé prématurément ses cartouches en gagnant coup sur coup le Dauphiné libéré puis le Tour de Colombie. Quant à Criquielion et à Kelly, ils ont régulièrement échoué dans le Tour, dont ils sont des habitués. Le successeur de Roche devrait pourtant émerger de cette sélection.

Rivalités

La course paraît d'autant plus incertaine et d'autant plus ouverte qu'elle va donner lieu à des rivalités féroces. La plus spectaculaire oppose les hommes de Système U, dirigés par Cyrille Guimard (Fignon, Simon, Motte), à ceux de Toshiba, que conseille Yves Hézard (Bernard, Madiot, Kappes). Elle est entrée dans une phase aiguë depuis le championnat de France, et des hommes habiles, suffisamment dévoués pour manœuvrer astucieusement, ne manquent pas d'en tirer profit, ce qui complique encore les données du problème. Or les huit étapes de plat qui mèneront la caravane au pied des Vosges se prêtent aux attaques-surprises et aux mouvements de diversion ; cette route sera piégée.

A Morzine, les grimpeurs, enfin libérés, passeront à l'action. Ils bénéficieront de quatre arrivées en altitude (L'Alpe d'Huez, Guzet-Neige, Luz-Ardiden, pay de Dôme) et d'une spéciale contre la montre en côte, dans le Vercors. Un pont aérien entre Grenoble et Toulouse-Blagnac « rapprochera » les Alpes des Pyrénées, et celles-ci seront mises en valeur par une étape fortement accidentée, les coureurs devant franchir les cols de Menté de Peyresourde, d'Aspin et du Tourmalet avant d'aborder la redoutable montée de Luz-Ardiden. Un parcours de cette nature favorisera théoriquement Lucio Herrera, Delgado, Simon, Pensec ou Criquielion. Toutefois, l'expérience enseigne que les grimpeurs spécifiques sont généralement neutralisés en montagne par les routiers complets et les athlètes du vélo quand la victoire est en jeu.

En définitive, le Tour peut fort bien connaître son dénouement, comme en 1987, dans la dernière étape contre la montre qui aura lieu à Saintenay, la veille de l'arrivée sur les Champs-Élysées. Une telle éventualité fournirait des atouts supplémentaires à Bernard, Kelly et Breukink, qui a battu Fignon, au printemps, dans le Critérium international.

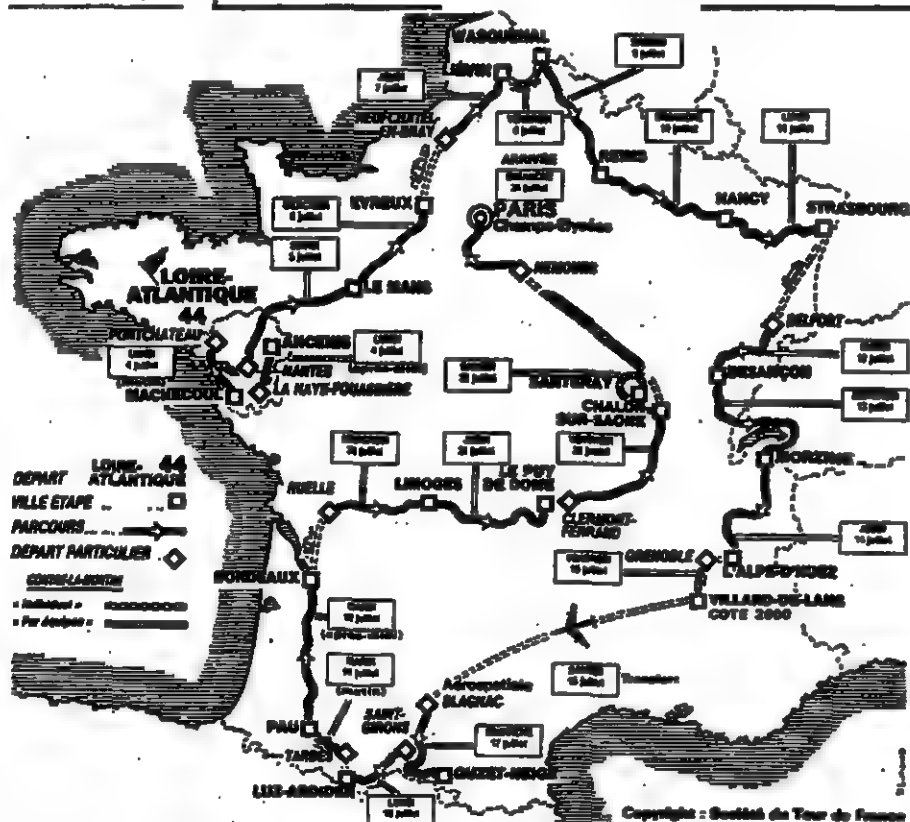
Le Tour féminin, long de 820 km, partira le 11 juillet de Strasbourg. Il comportera l'association du col de Peyresourde, une arrivée au sommet du pay de Dôme et une étape identique à celle du Tour open, Ruello-Limoges (102 km). Maria Canins et Jeannie Longo s'y affronteront pour la quatrième fois. L'Italienne mène par deux victoires à une, mais la Française devrait rétablir l'équilibre.

JACQUES AUGENDRE.

A la télévision

Une nouvelle fois, Antenne 2 et la Société du Tour de France vont collaborer pour proposer aux téléspectateurs, pendant trois semaines, des images de la course cycliste. La chaîne publique, en signant un contrat de trois ans (jusqu'en 1991), s'est engagée à mettre en place un dispositif important, tant humain que technique. Les trois hélicoptères, les motos, les cars vidéo doivent permettre à plusieurs journalistes, assistés de Raymond Poulidor, de faire vivre en direct l'association du col du Gland ou du Tourmalet.

Dès le dimanche 3 juillet (de 14 h 55 à 16 h), le préjugé à la Boule, puis, le lundi 4 juillet, la première étape contre la montre par équipes (entre 9 h 45 et 12 h 15) et la deuxième (de 16 h 55 à 18 h 55) seront à l'honneur sur le petit écran. Ensuite, le rythme de croisière sera adopté tous les jours entre 15 h 15 et 16 h 30 et parfois 17 h, suivant les étapes. L'arrivée sera retransmise en direct le 24 juillet de 18 h 50 à 17 h. Animé par Patrick Chêne, le « Journal du Tour », diffusé entre 19 h 35 et 19 h 55 du lundi au samedi, sera donc le rendez-vous des amateurs de la Grande Boucle.



Un numéro spécial des « Dossiers et documents » du Monde

Le Monde consacre un numéro spécial des Dossiers et documents au Tour de France 1988.

Pour les amoureux du vélo et des manifestations sportives, il présente les contours et les mécomptes du Tour. Pour les praticiens, Jacques Augendre a retracé le profil et l'histoire des cols et autres montées qui seront les principales difficultés du Tour 88.

Pour les mêmes et tous les autres, le Tour en France est une occasion de faire avec le Tour de France une large promenade dans l'économie, la culture, l'histoire des régions et des villes traversées. Dans une page par jour de course, étape par étape, sont ainsi regroupées des informations locales et régionales.

Ce numéro spécial des Dossiers et documents peut être pour le lecteur un guide de vacances en suivant le Tour. Pour d'autres ou les mêmes encore, il peut être aussi un outil pour futures leçons d'histoire, de géographie, d'économie ou de littérature prenant appui sur le Tour de France.

« Le Tour de France ». En vente chez tous les marchands de journaux, 24 pages, 20 F.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Championnat du monde de vitesse. — Grand Prix de France de formule 1 : dimanche 3 juillet au Castellet (Var). (TF 1 à partir de 13 h 15.)

Basket-ball

Tournoi préolympique européen. — Jusqu'au dimanche 10 juillet à Amsterdam (Pays-Bas).

Canoe-kayak

Régates internationales de Duisbourg (RFA). — Jusqu'au dimanche 3 juillet.

Golf

Open de Monte-Carlo. Samedi 2 juillet.

Motocyclisme

Grand Prix de Belgique de vitesse. — Dimanche 3 juillet à Spa-Francorchamps.

Sports équestres

Chio d'Aix-la-Chapelle (RFA). — Jusqu'au 3 juillet.

Tennis

Internationaux de Grande-Bretagne. Jusqu'au dimanche 3 juillet à Wimbledon. (A 2, finale dames, samedi 2, à partir de 15 heures ; TF 1, finale messieurs, dimanche à 15 heures.)

TENNIS : Internationaux de Grande-Bretagne

Martina Navratilova à la recherche de l'exploit

Comme en 1987, les deux premières joueuses mondiales, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf et l'Américaine Martina Navratilova, devaient se rencontrer en finale du championnat féminin de Wimbledon, le samedi 2 juillet.

LONDRES de notre envoyé spécial

Avisé par son médecin de ne pas garder des vêtements humides sur le

dos, Barbara Potter s'était au début du tournoi protégée des regards indiscrets derrière un paravent formé par des ramasseurs de balles. Puis, la réputation soulevée par cet exercice s'aggravant, l'Américaine avait dû se réfugier dans des toilettes pour opérer.

Chris Evert n'a pas eu besoin de se livrer à cette pantomime hypocrite pour aller se rafraîchir, jeudi, pendant la demi-finale qui l'opposait à Martina Navratilova. Une averse à la seizième minute de jeu lui permit de se changer dans l'intimité des vestiaires. Elle en avait besoin, après avoir pris

pour la seconde fois dans la deuxième manche le service de sa rivale, qui avait réussi à revenir de 3-1 à 3-3.

En rentrant sur le court une heure plus tard, Chris Evert n'avait pas seulement une nouvelle tenue, elle était dans de nouvelles dispositions. Car cette demi-finale, la sixième qu'elle disputait ici en dix-sept ans de présence assidue, elle l'avait abordée extrêmement crispée. Elle a perdu le premier set 6-1. Mais elle ne s'est pas avouée vaincue.

Pour leur sixante-dix-huitième confrontation, les deux femmes ont retrouvé le tennis avec lequel elles ont dominé la dernière décennie. Lors de la dernière manche, elle se sont pris mutuellement leur service pour se retrouver à 3-3. Puis Navratilova a eu une première balle de match sur le service d'Evert, qui est néanmoins parvenue à égaliser.

5-5 avec un passing de coup droit. Mais, sur son jeu de service suivant, elle s'est retournée à 0-40. Navratilova a fait deux fautes qui ont retardé l'échange. A la quatrième balle de

match, Evert a décoché un passing croisé qui a heurté le filet avant de toucher le sol. L'impact a été jugé « out » par le juge de ligne. La balle était-elle vraiment retombée dans le couloir ? Evert a cru sincèrement qu'elle avait égalisé. Mais elle a reconnu qu'elle était mal placée pour juger. L'arbitre ne l'était pas mieux. Il a donc fait confiance à son homme de ligne. Et, dans un murmure de réprobation, Navratilova a levé les bras au ciel en signe de victoire.

N'aurait-elle pas dû rendre le point, accorder deux balles à Evert ? Les rapports qui ont existé entre ces deux grandes championnes plaident en faveur de cette solution élégante. Mais Navratilova voulait gagner. L'enjeu est pour elle énorme. Elle a l'occasion de remporter le titre britannique pour la neuvième fois, dont sept consécutives. C'est dire qu'elle serait alors la plus grande championne de Wimbledon.

Mais elle sait que, à trente et un ans, le temps pour l'exploit lui est désormais compté. A dix-neuf ans, Steffi Graf n'est pas disposée à lui faire des politesses. L'Allemande a sa propre ambition, qui est grande et qui contrarie singulièrement les projets de l'Américaine. Navratilova ne pouvait donc pas faire à Evert le moindre cadeau qui aurait risqué de la remettre en selle dans cette demi-finale.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS :

M. Navratilova (E.-U., 2) b. C. Evert (E.-U., 3) 6-1, 4-6, 7-5. S. Graf (RFA, 1) b. P. Shriver (E.-U., 4), 6-1, 6-2.

MOTOCYCLISME : Grand Prix de Belgique

Les « cubes » du petit Sarron

Lors du Grand Prix motocycliste des Pays-Bas, qui a eu lieu samedi 25 juin, Dominique Sarron a joué de malchance. Meilleur temps aux essais, le pilote français a souvent manqué la route des 250 centimètres cubes, jusqu'à ce qu'une collision dans le dernier virage avec l'autre leader l'Espagnol Sito Pons le prive d'une place sur le podium. Dimanche 3 juillet à Spa-Francorchamps en Belgique les bolides taillent de nouveau, et Dominique va une nouvelle fois courir après la victoire.

La mésaventure qui vient d'arriver au plus jeune des frères Sarron a ébranlé son éternel optimisme. Lui qui promène habituellement un franc sourire dans les villages de toiles qui entourent les circuits se déclare scandalisé par l'attitude du pilote espagnol Sito Pons.

« Il m'a volontairement coincé à l'intérieur du virage une fois que je me suis porté à sa hauteur, explique le coureur français. J'étais plus rapide que lui à la sortie du précédent virage, et il a préféré renoncer à prendre une trajectoire normale pour m'empêcher de passer. Ce comportement n'est pas digne d'un sportif. »

A vingt-huit ans, l'enfant de Riom découvre que la lutte sur la piste peut parfois prendre des allures de règlement de comptes. Imaginer qu'un adversaire, mais aussi un passionné de deux roues comme lui, puisse l'entraîner dans une chute plutôt que de le laisser gagner le scandaleuse. Les deux Sarron refusent les prises de risques inconsidérées et selon lui inutiles. Le macadam des circuits n'est pas un ring. « Je ferais encore mon possible, et toujours de façon régulière, pour gagner lors des prochaines courses », avertit le pilote échoué mais fidèle à sa conduite de gentleman.

A la recherche du petit « truc »

Cet épisode vient pourtant bouleverser la stratégie d'un garçon à la conquête d'un premier titre mondial. Il s'ajoute à une série de malchances qui ont perturbé la première moitié de la saison du pilote du team Rothmans-Honda. Tout a mal commencé avec cette vilaine chute à ski au mois de février qui a entraîné une déchirure d'un ligament du pouce droit. A peine remis, le vainqueur du Bol d'or de ces deux dernières années a joué les figurants au pays des fabricants de motos. Présent sur le podium au Grand Prix d'Espagne, il connaît à nouveau des problèmes de crampe dans le bras lors de la course suivante, où il tombe.

Enfin la réussite est au rendez-vous. Pôle position lors du Grand Prix d'Italie, il prend immédiatement la tête et mène la course de façon professionnelle. « Grâce à

une concentration totale du début à la fin du parcours, j'ai pu distancer mes poursuivants », raconte Sarron junior, fier d'une victoire à la loyale.

Des problèmes de réglage de moteur au cours de l'épreuve en Allemagne relègue le pilote dans le bas du classement. « C'est le travail préparatoire qui compte », explique l'ancien spécialiste de l'endurance. « En Italie, tout a parfaitement réussi car dès les premiers essais, la moto était bien réglée. En fait, on découvre qu'il faudrait être en mesure d'effectuer un maximum de tests entre les Grands Prix pour trouver les ultimes réglages. Ma Honda est très saine depuis le début de la saison, seul s'impose à chaque course la recherche du petit truc qui donnera l'efficacité maximale. »

Peaufiner les réglages

En Autriche, présent dans le peloton de tête, il a préféré ralentir derrière deux risque-tout à la limite du contact physique dans les derniers virages. Une sagesse sanctionnée par une modeste quatrième place. Mais Dominique, habitué depuis trois ans des Grands Prix, ne s'émue pas de ce contretemps. A la veille des courses décisives du Benelux, il a passé deux jours à Rijeka en Yougoslavie avec ses trois mécanos et Hervé Poncharal son patron d'écurie pour « peaufiner les réglages ».

Une préparation décisive, qui s'est révélée payante aux Pays-Bas, même si la victoire n'était pas au bout de la piste. Dominique Sarron souhaite pourtant obtenir des résultats cette année pour terminer en beauté son passage dans la catégorie des « deux et demie ». Pour lui, l'avenir ce sont les grosses cylindrées, les 500 centimètres cubes, motos reines des Grands Prix. Alors l'an prochain, si il trouve le soutien d'un fabricant, Dominique pourra peut-être franchir le pas et cotéoyer son frère Christian lors des départs. « Il a été mon professeur pendant longtemps et reste toujours ma référence », assure le pilote avec admiration.

SERGE BOLLOCH.

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES

Chronomètre officiel des Grand Prix de Formule 1 et de l'Écurie Ferrari



Grand Prix de France, Le Castellet

Chronomètre VHS Chronopass VHS (pour VHS High Precision), le montre le plus précis du monde. Tissage et or. Étanchéité à 30 mètres. Chargez automatiquement la fonction horaire. Indicateur de fin de vie de pile. Glass saphir.

Le Monde SANS VISA



Rodez met sa « géante rouge » en vedette

par Patrick Francès

LA scène se passe le 28 avril 1510, entre le Quercy, l'Auvergne, les Cévennes et la Montagne Noire. A Rodez très exactement. Au cœur de la cité, là où se dresse la « géante rouge », cette imposante cathédrale commencée à la fin du treizième siècle et achevée deux cent cinquante ans plus tard. Au pied du clocher, un apprenti de quatorze ans travaille à la refonte de la charpente. Un jour, Antoine Colinet sera compagnon, voire maître. Mais à cet instant ses pensées vagabondent plutôt du côté de la jeune Adeline, dont il est épris...

Ce soir-là, il est le dernier à quitter le chantier. A lui, donc, d'éteindre le foyer allumé par les ouvriers. Ce qu'il fait ou croit faire. Dans la nuit, les braises se rallument. L'incendie éclate, et les flammes, attisées par un vent violent, dévorent la flèche en bois recouverte de lames de plomb.

La faute d'Antoine Colinet

A en croire la chronique, « l'ardeur de l'embrasement fut telle que les cloches fondirent et que s'abattit sur les maisons voisines une pluie de feu, de métal et de plomb liquides ». A l'aube, du clocher, il ne restait que des cendres.

Pour réparer sa faute, Antoine Colinet décida de consacrer sa vie à la construction des maisons de Dieu et de ne prendre femme que lorsque la cathédrale aurait un nouveau clocher. Ce dernier, dont l'évêque François d'Estaing décida l'édification, devait être magnifique : 87 mètres de dentelle gothique de grès rose ciselés en seulement quinze ans. Quand ouvriers et compagnons cessaient le travail, les anges, dit-on, prenaient la relève. Antoine participera à la construction. Et c'est dans une ville en liesse, célébrant l'achèvement du travail en accueillant le roi François I^{er}, qu'il annoncera son mariage avec Adeline.

Telle est la trame du spectacle qui, cet été, verra Rodez rejouer

son passé, en revivant quinze années d'une histoire mise en scène par Claude Moreau et Paul Astruc. A travers onze tableaux retraçant, à l'ombre de la cathédrale, la vie quotidienne au treizième siècle (marché, procession, grande peste, fête), l'incendie, le serment d'Antoine Colinet, la reconstruction, la visite du roi, etc. Sur un scénario rédigé en 1986 par le maire de Rodez lui-même. Un maire esthète et cultivé, littéralement passionné par ce chef-d'œuvre.

Braille-bas de combat dans la capitale des Ruthènes : cinq cents personnes mettent la dernière main à un spectacle de foi populaire où la cathédrale servira de toile de fond tout en tenant le premier rôle.

« Une véritable montagne », observe, admiratif, Marc Censi. « Mais tellement présente, ajoutait-il, qu'on l'avait un peu oubliée. » Il est vrai aussi qu'il comme ailleurs « la pratique religieuse s'est quelque peu distendue ».

D'où cette volonté de réveiller la ferveur de la population à l'égard de celle qui reste l'âme et la gloire de la capitale des Ruthènes. « Une sacrée entreprise », reconnaît le maire en précisant que ce spectacle ambitieux mobilise quelque cinq cents personnes et représente un investissement de 4 à 5 millions de francs, couvert pour un tiers par des aides de l'Etat et des collectivités locales, un tiers par le mécénat (il manque encore 200 000 F) et un tiers par la vente des billets. « Il fallait une certaine dose d'inconscience », avoue Marc Censi, mais une fois du milieu du gué, pas question de reculer. »

On avance donc, avec détermination et confiance. Non sans raison. Dès l'origine, en effet, l'Association du Parvis, fondée pour la circonstance, a enregistré en quelques jours un élan d'adhésions inattendu dans ce Rouergue

d'ordinaire plutôt réservé et austère. Adhésion individuelle, avec le recrutement de quelque trois cents figurants, mais aussi collective, avec la participation active de plusieurs associations locales, du club d'alpinisme à celui des tireurs à l'arc, en passant par les adeptes de la danse et de l'équitation. Sans oublier les services techniques de la mairie, la chambre des métiers et la presse locale et régionale.

S'est ainsi mise en branle une véritable machine de guerre et de

priorité de réservation pour le spectacle.

Un avantage précieux dans la mesure où les représentations prévues se limiteront à douze, ce qui signifie que seulement vingt mille personnes environ pourront assister à cette originale reconstitution historique. Une prudence bien compréhensible pour cette « première », encore que l'on puisse estimer excessive la modestie d'organismes qui ont pourtant mis le maximum d'efforts dans leur jeu en encadrant l'armée bénévole des Ruthénois de professionnels expérimentés en matière de mise en scène, de décors, de costumes, d'effets spéciaux, de pyrotechnie et d'utilisation de la lumière et du son.

Passion et ferveur

Beaucoup de monde, donc, et beaucoup de talents, autour d'un édifice qui, apparemment, motive ceux qui le fréquentent et le servent.

Qu'il s'agisse de Danielle Dastugue, qui anime avec méthode et volonté l'Association du Parvis, de M. Taussat, le président de la Société des arts et des lettres de l'Aveyron, qui semble en connaître le moindre détail, ou de Dominique Vermaut, ce tailleur de pierre, véritablement habité par la cathédrale depuis qu'il participe à la restauration de son clocher, et qui, contemplant d'une galerie sa nef majestueuse, s'exclamera : « On la sent partir ! » « L'été, se souvient M. Taussat, Dominique allait dormir sur les toits de la cathédrale : « Je l'entends respirer », confiait-il à qui voulait l'entendre. »

Passion et ferveur contagieuses. A parcourir les petites routes désertes qui mènent à l'assaut des Causses ou de l'Aubrac, on comprend bien vite que cette cathédrale-là règne sur une contrée qui, à n'en pas douter, mérite vraiment le voyage. Mais on comprend aussi que ce Rouergue, où l'air saoule et où la lumière enivre, ne doit pas seulement se méditer à pleins poulmons mais également, comme d'autres

régions de France, s'écouter par la voix de ceux qui ont choisi d'y vivre et qui, à contre-courant des exodes accoucheurs de déserts, s'y accrochent, s'y enlèvent et s'y investissent corps et âme.

Ecouter, par exemple, Brigitte Julien qui en a photographié presque tous les ciels. Ecouter Christine Bastide qui, avec sa famille, s'accommode et patiemment restauré l'abbaye grandmontaine de Combroutelle.

Ecouter encore André Gouzes vivre et chanter son abbaye de Sylvanès, elle aussi sauvée d'une lente agonie et qui, aujourd'hui, accueille chaque été quelque cinquante mille personnes. L'entendre en vanter l'étonnante acoustique et vous le prouver lui-même quand sa voix, devenue d'autres voix, rebondit sous la voûte en faisant, comme il dit, « chanter tout le vaisseau ». L'entendre, aussi,

déplorer que les services compétents refusent d'accéder à la demande du peintre Soulages, enfant du pays, prêt à refaire tous les vitraux pour peu qu'on libère les lieux d'un mobilier baroque pour le moins incongru.

Bouter, enfin, Sylvie Michelin parler de ses ruches, de la flore précieuse de l'Aubrac et des tourbières inutilement massacrées. Plaidoyer tenu au cœur même du plateau, si vide et si dense à la fois, dans un buron aménagé en restaurant, en dégustant un savoureux aligot, entouré de paysages austères adoucis par le vert clair des bouquets de hêtres et les tapis de marces qu'il en cueille à pleins rateaux. Sous l'œil inquisiteur des vaches de l'Aubrac.

(Lire notre « Carnet de route » en page 16.)

EDEN la « Sublime Porte » de vos vacances en TURQUIE

• VOLS DIRECTS

Affrétés par EDEN vers IZMIR (tous les dimanches) vers MARMARIS et ANTALYA (tous les lundis).

• UN CHOIX VASTE de programmes : avion + voiture, circuits culturels, croisières en goélettes, séjours plage à MARMARIS, ANTALYA, BODRUM, KUSADASI, pour tous les goûts et tous les budgets.

• PROMOTIONS

— Vol PARIS-IZMIR-PARIS : 990 F
— Séjour Hôtel Lydia : 3 120 F (vol incl.)

• EXCLUSIVITÉS

— La circuit « Must d'Eden », Cappadoce, Mer Egée, Côte méditerranéenne en 8 jours
— La Méditerranéenne, croisière en goélette 19 m le long de la côte lycienne, en 8 jours.

• SÉJOURS

Plusieurs possibilités dont le nouveau et le luxueux MÉRIDIEN à ANTALYA le MARTI à MARMARIS. Un club sympathique à Bodrum : Club 18-35.

• DISPONIBILITÉS

Encore quelques places pour juillet et août, grâce au potentiel d'EDEN.

Catalogue EDEN dans les agences de voyages ou au 11, rue Mollière, 75001 PARIS

POUR TOUT RENSEIGNEMENT :

42-96-88-11

M. M^{me} _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____

Pour recevoir la brochure renvoyez ce coupon à EDEN 11, rue Mollière, 75001 PARIS.

LC 4140

LA TABLE

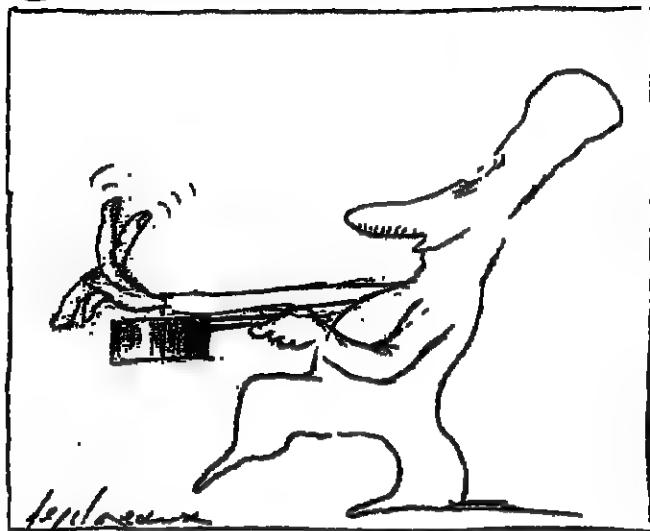
Une gratinée à l'anglaise

Si, sous Louis XVI et jusqu'au Second Empire, l'anglomanie (notamment avec les courses de chevaux) fut teintée de snobisme, à la Belle Époque et jusqu'à la guerre de 14-18, elle s'assagit et s'étendit à la table. Non point tant parce qu'un Maxime Gaillard devint *Maxim's* ou la maison de M. Fouquet le *Fouquet's*, mais parce que, littérature aidant, le bar, une certaine cuisine et l'humour enfin, firent fortune.

Ainsi le *welsh rarebit* (dont déjà Beauvilliers, en 1816, nous donne la recette sous le nom de « *wouelche rabette* ») s'introduisit-il dans les mœurs françaises. Déjà, au *Critérium* (face à la gare Saint-Lazare), le *welsh rarebit* et la bière anglaise (*ale* et *stout*) valaient un voyage à Londres. Pourquoi alors prendre le train de Dieppe et le bateau de Newhaven dans ces conditions ? C'est ce qui fit demeurer à Paris le Des Esseintes de J.K. Huysmans.

La recette de ce rival noctambule de notre gratinée ? Dans une casserole à fond épais, mélanger et faire fondre 250 g de *cheshire* grossièrement râpé, quatre ou cinq cuillerées de bière anglaise, une de *Worcestershire sauce*, un peu de moutarde anglaise, une pincée de cayenne. Faire d'autre part griller à la graisse de rognon des toasts de pain de mie. Verser la fondue sur ces toasts et passer vivement au four.

Il y a des variantes. On peut ajouter un peu de farine, un jaune



d'œuf, du beurre fondu. Et naturellement faire dorer les toasts au beurre. On peut varier les fromages. Le *cheddar* est généralement préféré, mais le *lancashire* a ses amateurs et aussi le *leicester*.

Peter Graham préfère le *caerphilly* ou le *wensleydale*.

Peter Graham est l'auteur de *Classic Cheese Cookery*, qui vient de paraître (Penguin éd.). Il explique que *rarebit* (morceau

rare, délicat) a vite été transposé en *rabbit* (lapin). Le *welsh* remplaçant, pour les Gallois pauvres, cet animal nourricier. À moins que ce ne soit le contraire et que le *Welsh rabbit* ait donné, avec l'accent distingué d'un natif d'Oxford, *rarebit*. Il n'importe. Peut-être après tout le plat fut-il imaginé par une fermière galloise voyant son époux revenir bredouille de la chasse ?

Un bon et solide *Welsh*, largement arrosé d'une pinte de *stout*, moussueux et fraîche, est robotique en diable. Même si l'on est insensible à « son *auréole de voyageur apportant ses pluies, ses brouillards subtils, ses celtiques dialectes* », nous dit Francis Aspinall, il est bon à voir, d'un blond roux comme les enfants de là-bas et dégageant un parfum d'aventure.

Est-ce pour cela qu'il est tant imité ? Dans la *bière*, qui vient de publier Larousse, on trouve une recette de *Welsh* au gruyère proposée par la Société suisse des brasseurs. C'est pousser loin le bouchon, n'est-ce pas ?

LA REYNÈRE.

MIETTES

son (comme l'accueil de Dany son épouse) reste, au pays cher à Fernand, un des phares du département, avec une bouillabaisse exquise et aussi la langouste : « *J'aimais m'avoir mangé une langouste aussi succulente* », m'écrit un lecteur enthousiaste. Il a raison (les trois étoiles Bordin-Gourmand, les deux étoiles Michelin le témoignent malgré le modeste 14/20 du Gault-Millau).

● Pain « maison ». — J'ai oublié l'autre semaine de citer les quatre pains différents de l'ami Vergès (le délicieux Pavillon Puelles, parc des Buttes-Chaumont, tél. : 42-08-82-82). Une lecture gourmande me le signale avec raison.

● Un bon chef... Stéphane Pruvot et qui avait repris en gérance-vente Chez Albert, avenue du Maine. Il n'a pas pu s'entendre avec le propriétaire. Dommage ! C'était une vieille et solide enseigne et redevenu un bon restaurant.

● Le Mas tourteron, c'était à Gordes autrefois un restaurant

réputé. Il va renaitre avec la cuisine d'Elisabeth Gagnaire dont j'ai annoncé un peu trop vite l'arrivée aux Baux. Les vendeurs sont quelquefois imprévisibles !

● Lecteurs satisfaits. — De l'hôtel Gulf Stream (rue Marquise-de-Kerguelen à Roscoff), ce qui ne m'étonne point (une étoile au Bordin-Gourmand). Du restaurant Zum Steinfisch (1, rue Poincaré à Sèvres). De la *Rassasse* à Narbonne (suite d'un changement de propriétaire).

● Bars. — Jacques Souverain, animateur d'Euro-Contacts (Genève), installe une antenne à Mougins, rêve de faire revivre sur la Côte d'Azur les Rencontres gastronomiques internationales (créées en 1988) de ses bars favoris dans le monde entier. À Paris, ce sont surtout des bars de grande hotels. Mais pourquoi oublier la Bristol ? et croire que le bar de la Closerie des Lilas reste ce qu'il a été ?

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

La Table d'Oscar

Oscar, c'est Oscar Roty, qui a donné son nom à la rue, après avoir dessiné la sèmeuse de nos timbres d'hier. Sa « table » est un petit restaurant tout neuf et frais, animé par Thierry Bourgeois et sa femme Michèle, avec, au « piano », un jeune chef de qualité : M. Fagot. Les poissons crus marinés au citron vert, le consommé glacé de langoustines, la salade de pâtes fraîches, haricots verts et légumes confits sont, en ces jours chauds, bonne entrée en matière gourmande. La marinade de thon aux herbes, le gigot de lapereau au vinaigre de cerise, sont de qualité, et le rognon de veau à la graine de moutarde m'a séduit avant la « symphonie » des desserts. Un menu-salon 1988 à 98 F peut accompagner le repas (c'est difficile pour un jeune s'installant de constituer une cave à petits prix !). En bref, on se réglera ici pour 200-250 F très agréablement, dans un cadre sympathique.

● LA TABLE D'OSCAR
25, rue Oscar-Roty
75015 Paris.
Tél. : 46-67-19-55.
Fermé samedi midi.
Salon 12 couverts.
CB

L'Épée

Transformer un bistrot de quartier en un petit restaurant, de nos jours, c'est presque une épopée. C'est ce qu'a dû penser Maryse Salvet en s'installant ici. Avec son jeune chef Philippe Lohry, elle propose de bons plats honnêtes à prix plus honnêtes encore, de la hure aux trois poissons sautes gallettes (30 F) à la salade de foie de veau et asperges (32 F), du pied de porc en crêpinette (58 F) au Stroganoff de rumsteack au oignon doré (68 F), avant le moultueux aux pommes cuites de framboise ou la soupe de fruits à l'infusion de menthe fraîche (38 F). Une petite carte des vins entre 80 F et 120 F. Un sel reproche : de la baguette mollassonne en guise de pain !

● L'ÉPÉE
88, avenue Emile-Zola
75015 Paris.
Tél. : 45-77-71-37.
Fermé samedi et dimanche.
AE - CB

Andrée Baumann

Le célèbre restaurant choucroutier des Termes (avec sa terrasse schalandée bien plaisante le soir) a trouvé un nouveau maître à cuisine (Alain Chauveau, que nous connaissons au Parc Monceau). Les fruits de mer et les choucroutes Baumann bien sûr (six variétés entre 73 F et 93 F), mais les plats légers de l'été : steak tartare (80 F), carpaccio au basilic (68 F), fricassée de turbot aux courgettes (110 F) et le plat du jour « Bistrot » (ce jour-là, une agoutille de bœuf en gelée (68 F), bien agréable avec un alsacien frais. Beaux desserts. Compter 250 F.

● ANDRÉE BAUMANN
64, avenue des Termes
75017 Paris.
Tél. : 45-74-16-68.
Tous les jours
et jusqu'à 1 heure du matin.
Salon 25 couverts.
AE - DC - CB
Parking : Termes.

Le Carrefour à Clichy

Lina Milhavet nous vient, comme son chef J.-P. Malvy, du centre de la France gourmande. C'est dire que le foie gras est ici « au naturel », au Loup, de canard et/ou d'ole mais toujours excellent, que le confit, le cassoulet, le petit salé de canard fleurissent bon le terroir. Mais on se réglera aussi, dans ce décor d'auberge, de la mouseline de poissons homardine, de la torte à l'américaine, de la marmite du pêcheur ; tandis que les rognons sont flambés au cognac, le filet de bœuf est au beurre d'asperges, etc. Sous la direction de l'ami Thomas, le service est souriant, efficace mais sans précipitation : la province, vous dis-je ! Et cela est bien agréable alors que le Clichy bruyant est à la porte, comme si les cuisines bien soignées et les meubles rustiques s'effrayaient. Comptez 200-250 F, moins même si vous prenez les bordes en pichet (24 F, 30 F, 50 F).

● LE CARREFOUR
118, boulevard Jean-Jaurès
à Clichy.
Tél. : 47-30-17-08.
Fermé dimanche et lundi soir.
Salon 15 couverts.
CB - AE - DC.

L. R.

Carnet de route en Rouergue

● LA RÉGION

Par la route, Rodez se trouve à 850 km de Paris, 200 km de Clermont-Ferrand, 180 km de Toulouse et 180 km de Montpellier.

La compagnie aérienne régionale TAT assure, de Paris, deux vols quotidiens en semaine et un vol par jour le week-end, pour 1 780 F l'aller-retour. Réservations (Paris) au 46-87-35-53. Nouveau venu, Nouvelles frontières dessert également Rodez deux fois par semaine, les lundis et vendredis, pour 590 F A/R.

● LE SPECTACLE

Le spectacle *Antoine Collinet* sera présenté à 22 h, du 8 au 13 juillet et du 5 au 10 août. Adultes : 80 F, tarif réduit (60 F) pour les groupes, les CE, les étudiants et les moins de treize ans. Information et réservation auprès de l'Association du Parvis (place Adrien-Rozier, 12000 Rodez, tél. : 65-68-00-13) et de l'Office du tourisme (place

Foch, 12000 Rodez, tél. : 65-68-02-27).

Plusieurs forfaits spéciaux sont proposés aux dates du spectacle mais il faut réserver au moins six semaines à l'avance. C'est ainsi que Nouvelles frontières propose une formule week-end, de Paris, du vendredi matin au lundi matin, comprenant l'avion, une voiture de location, trois nuits d'hôtels « 3 étoiles » avec petits déjeuners et le spectacle, pour 1 485 F par personne, en chambre double et 2060 F en chambre individuelle. Si vous gagnez Rodez par vos propres moyens, un forfait week-end comprend la visite de la ville, le dîner, le spectacle et une nuit d'hôtel avec petit déjeuner pour 340 F par personne en chambre double et 430 F en chambre individuelle.

Les gastronomes opteront pour un forfait à 2 500 F par personne en chambre double comprenant le spectacle, trois nuits d'hôtel, trois déjeuners et trois dîners, dont un chez Michel Bras, à Laguiole (tél. : 65-44-32-24) — une des meilleures tables de France même si la prétention du décor n'est guère en accord avec la rusticité des plats, — les deux autres pouvant être pris au choix à l'Hôtelierie du Lévezou, à Salles-Curan (tél. : 65-46-34-16), au Moderne, à Espalion (tél. : 65-44-05-11), au Grand-Hôtel de la Muse et du Rozier, à Peyreleau (65-62-60-01), au Régent, à Rodez (tél. : 65-67-03-30), au Saloon, à Onet-le-Château (tél. : 65-42-47-48) et à l'Hôtelierie de Fontanges, également à Onet (tél. : 65-42-20-28), une très agréable étape, aux portes de Rodez, avec deux piscines, tennis, sauna et pratique de golf.

● LES HALTES

Une bonne adresse sur l'Aubrac : le Buron du Chêze, à Nasbinals (tél. :

65-32-55-72), ouvert tous les jours et à toutes les heures, avec une spécialité : l'aligot au feu de bois, une somptueuse purée de pommes de terre mêlée de beurre, de crème et de tomme. En route, arrêtez-vous à Laguiole où vous attend le célèbre couteau. Visites de l'atelier et vente au détail tous les jours (place du Nouveau-Foirail, 12210 Laguiole, tél. : 65-44-39-49).

Superbement restaurée, l'abbaye cistercienne de Sylvanès, à Camerac, à 50 km de Lodève (tél. : 65-99-51-83) mérite une visite, voire un séjour. Elle offre, en effet, une large gamme d'activités culturelles et spirituelles (notamment dans le domaine de la formation liturgique) ainsi qu'une hospitalité de qualité à des prix très modestes. On y trouve certainement l'un des plus beaux dortoirs de France.

Chaque année, en juillet et en août, s'y déroule un Festival de musique de qualité. Au programme, cet été une messe de Richard Lan-

dry (17 juillet), *Didon* et *Endé*, l'opéra de Purcell (7 août) et la Messe en ut majeur, de Beethoven (15 août).

À signaler également les premières rencontres musicales en Rouergue méridional qui offriront cet été une animation musicale de qualité à Millau, Saint-Affrique, Camerac, Plaisance, Brusque et Coupiac.

Renseignements et réservations à l'abbaye de Sylvanès (tél. : 65-49-52-52).

● LIVRES

Enfin, à lire et à regarder, trois albums publiés par les Éditions du Rouergue (passage des Macons, 12000 Rodez, tél. : 65-68-68-80) : *Chemins d'Aubrac* (380 F) et *La Causse, un silence sur terre* (300 F) avec des photos de Brigitte Julien ; *Voyage en cathédrale, Notre-Dame de Rodez* (420 F), photos d'Alain Willaume.

STAGE D'ÉTÉ
YOGA - RELAXATION - MÉDITATION
MASSAGE - RÉGÉNÉRATION - ASTROLOGIE
1 semaine en août
dans le sud de la France
LA MAISON DU SOLEIL
Tél. : 43-31-65-88

RÉSIDENCES

EXCEPTIONNEL

BELLE MAISON DE BOURG
CHARENTAISE rénovée (entre Saintes et La Rochelle), l.b. située, ville touristique. 5 vastes pous. sél., cuis., 3 ch., sur 570 m² clos, vue dom. sur Charente. 295 000 F. Tél. (16) 49-88-73-95 (9 h à 12 h).

CAMPAGNE MER MONTAGNE GRÈCE

VOUS RECHERCHER
DE VRAIES VACANCES
DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES
Une nature préservée.
des gens hospitaliers.
Villas et appartements sélectionnés
à louer.
Prix except. du 12 mai au 14 juillet.
Tél. 43-25-28-38.

(Publicité)
pour l'été, provision
d'escargots. Au compétoir, plusieurs mois, nos escargots, les meilleurs de Paris, gardent intact leur savoir.
MAISON DE L'ESCAROT
de 9 à 13 h, 78, rue Fondary-15° - 575.31.08.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68890 SAINT-HIPPOLYTE
HOTELLERIE MUNSCH***
AUX DUCS DE LORRAINE
Au pied du Haut-Koenigsbourg.
Montagnes, forêts, promenades, séjour agréable. 1/2 pension.
Tél. 89-73-00-09.

Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC
HOTEL RESTAURANT****
Pare floral 2 ha. Piscine, tennis, piste jogging et cyclable, golf.
1/2 pension 245 F.
LES ARDILLIERS, 33160 SALAUNES.
Tél. 56-58-58-08.

Campagne

CHAUMONT-SUR-THARONNE
HOTEL* RESTAURANT******
LA CROIX BLANCHE
11600 CHAUMONT-SUR-THARONNE
Tél. 54-85-55-11.
Relais gastronomique

Côte d'Azur

NICE
HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-85-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur.
tél. direct, minibar.

Gasconne

CHATEAU BELLEVUE***
Calme et repos en Gasconne.
25 chambres, haut confort, toutes avec s.d.b. et w.c. Parc et piscine. Prix : lac, golf, tennis. Restaurant gastronomique.
Tél. 62-69-51-95. Tél. 521 429.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio - cuisine-grill. Tennis.
De 50 à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Piscine, Tennis.
1/2 pens. 1029 F à 1617 F sem.
Pensions 1309 F à 1848 F la sem.

Provence

Vacances en Provence, dans le Midi
Vallée de la CEZE, M. Maurice COSTE
(2 étoiles depuis 1919), et
HOTEL DU COMMERCE**
53 chambres et confort, 30630 GOU-DARGUES (GARD) vous proposent leurs prix de pension via et taxes compris. Du 6 juillet au 24 août : de 180 à 205 F. Du 25 août au 15 oct. : de 155 à 180 F. Supplément chambre individuelle.
Régimes assurés, excursions dans toute la région, randonnées pédestres, soleil, baignade, pêche, calme, repos.
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-68.

Allemagne

D 7670 BADEN-BADEN
GOLF HOTEL****
Grand parc, piscine plein air + couvert, sauna, tennis, fitness, 18 ls golf, prix spécial. Chambre avec douche ou bain, w.c. Demi-pension à partir de 350 FF par pers. Tél. (16-49 7221) 23691 - Tél. 781 174

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-35-333 VENISE.
Tél. : 411 150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
A 4 h 30 de Paris (TGV par Lausanne). Dans un cadre alpin exceptionnel : détente, sports, états, loisirs. Forfaits tennis-parcour-casade une semaine de 450 FF (env. 1 800 FF).
Renseignements et offres :
OFFICE DU TOURISME, CE-1854 LEYSIN.
Tél. : 19-41/25/34-22-44

HOTEL SYLVANA***
Splendide panorama. Chambres tout confort. Balcon sud.
Demi-pension 59 FF (env. 240 FF).
Tél. 19-41/25/34-11-34.
Fax. BONELLI, CE-1854 LEYSIN.

LAC MAJEUR

LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Costi tél. 19-41/93/33022 - Tél. 346143
Via Sempione, CH 6860 LOCARNO.

Les États-Unis au juste prix

Un optimisme excessif nous a fait sous-estimer (le Monde sans visa du 25 juin) les tarifs aériens de Council Travel Services (51, rue Dauphine, 75006 Paris, tél. : 43-25-09-86) vers les États-Unis.

De juillet à octobre, Council propose des aller-retour Paris-New-York à partir de 2 500 F, Paris-Los Angeles à partir de 3 800 F et Nice-New-York à partir de 3 000 F. Tarifs plus élevés que ceux que nous avions mentionnés mais qui restent néanmoins très compétitifs.

Bologne entre à l'univ

La ville de Bologne a été choisie pour accueillir la première université d'été de l'année 1988. L'événement sera organisé par le Centre de la France gourmande. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Calendrier de l'été
du 12 octobre
de l'année 1988
l'Université de
à voir la jour

Le Centre de la France gourmande a organisé une série de ateliers de cuisine. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Le Centre de la France gourmande a organisé une série de ateliers de cuisine. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Le Centre de la France gourmande a organisé une série de ateliers de cuisine. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Le Centre de la France gourmande a organisé une série de ateliers de cuisine. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Le Centre de la France gourmande a organisé une série de ateliers de cuisine. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Le Centre de la France gourmande a organisé une série de ateliers de cuisine. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Le Centre de la France gourmande a organisé une série de ateliers de cuisine. Les participants pourront découvrir les traditions culinaires de la région et les produits locaux. Les ateliers de cuisine seront animés par des chefs locaux. Les participants pourront également visiter les sites historiques de la ville. Les billets sont disponibles à la vente.

Andrée Baumann

[illegible]

Le Carrefour à Clichy

[illegible]

Overgue

[illegible]

• **UNIVERSITY**

[illegible]

1. **LE PETIT**
 2. **NON-MILITAIRES**
 3. **NATIONALES**
 4. **en action**
 5. **de la France**
 6. **ON DU SOLEIL**

INDEXES

RECEIVED
JAN 10 1964
U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D.C.

ES spaghetti à la bolognaise sont célèbres dans le monde entier. Faites-en votre deuil à Bologne ! Car si la sauce tomate à la viande est bien d'ici, en revanche les spaghetti sont un plat du Sud. Vous voulez donc le vrai goût, dans la capitale de l'Émilie romagne, de commander des tagliatelli, des tortellini ou des lasagnes.

La gastronomie locale, qui est loin de se limiter aux pâtes, fait partie des charmes et des richesses de la ville rouge. Rouge de la brique ou de l'enduit, qui recouvre les monuments mais aussi de la municipalité socialo-communiste, encore que les catholiques soient actifs sous la hou-

**Célébration, à Bologne,
du IX^e centenaire de la fondation
de l'Alma Mater Studiorum,
l'université qui fut la première
à voir le jour en Europe, en 1088.**

Tout bon guide vous dira l'agrément de ses 35 kilomètres de rues à arcades, chères à Stendhal, qui vous protègent de la pluie l'hiver, du soleil et des orages l'été, la majesté des innombrables palais du Moyen Âge et de la Renaissance, la majesté des églises aux toits nombreux, la beauté des jardins, les jardins, l'orgueilleuse robustesse de ses tours, en particulier l'Asinelli et la Garisenda, symboles de la cité, la profusion des librairies (70 000 étudiants sur 430 000 habitants), les tentations des boutiques de luxe, les délices de ses glaciers et de son *Lambrusco*, vin rouge naturellement pétillant, aux tons violacés au blanc se nomme *Trebbiano frizzante*.

Actuellement, cependant, un événement est au centre de la vie bolonoise : la célébration du IX^e centenaire de la fondation de l'Alma Mater Studiorum, l'université qui fut la première à voir le jour en Europe, en 1088. Commencée le 3 juin 1967, les manifestations se poursuivent jusqu'au 28 septembre, spectacles, ballets, expositions, visite du pape et de

Une ville dans la ville

Repères

- Office du IX^e centenaire, 33 Via Zamboni, 40128 Bologne, Italie.
- Université d'étés européennes, Maison de l'Europe, 35, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.
- Office du tourisme italien, 23, rue de la Paix, 75002 Paris.
- Du 1^{er} au 15 août, la cité universitaire de Bologne pourra accueillir des étudiants étrangers (logement et nourriture) à des prix préférentiels (environ 1 500 FF). Ecrire à l'Office du IX^e centenaire.
- Jacobus Soppella, président de Paris-I (Sorbonne-Panthéon) soutient, lui, que la Sorbonne, née il est vrai au début du XII^e, fut en réalité la première à mériter le titre d'université. Arguments et contre-arguments, le débat s'est poursuivi... au restaurant.
- *«Bologna doctor»* (doctes) est l'inspiration de « *Bologna gratis* ».
- Pourquoi Bologne ? Parce que c'était un monde de communications entre l'Europe continentale et la Méditerranée ; parce qu'elle est la première citée à devenir une commune libre, qu'elle abolit le serage et la gabelle, qu'elle donna, au moyen âge, une des villes les plus prospères du continent et un des principaux centres économiques. Les Croisades aidant, le commerce s'intensifia avec le monde musulman et les Bolognais redécouvrent le droit romain.

détriment du droit germanique trop formaliste.

Dès lors, l'Université devient une ville dans la ville et la cité grandira, jusqu'à nos jours, au rythme des études et de l'industrie (laine, soie, produits alimentaires).

taires) avec une remarquable continuité. Université-phare, elle inspire ses sœurs d'Europe et devient, au XIII^e siècle, à la suite de scissions, la mère des universités de Padoue, de Vicence

à Bologne,
de la fondation
er Studiorum,
fut la première
Europe, en 1088.

l'unité de l'Europe qui est au centre de nos préoccupations. Mais Bologne n'oublie pas que le monde arabe demeure un proche voisin. C'est pourquoi la troisième session de l'université d'été euro-arabe est une des trois grandes manifestations internationales du LX^e centenaire. »

Pendant cette session (16 juillet-13 août) dirigée par Xavier Ulysse, universitaires, artistes, scientifiques, économes, journalistes, responsables politiques, débattront de problèmes communs. Parallèlement, se déroulera sous la direction de Julien Weiss un festival des musiques européennes et orientales, du maqam aux troubadours. Une exposition du peintre-calligraphe Wajih Nahis sera accompagnée d'un atelier d'initiation à la calligraphie arabe animé par Ghani Alani. Enfin, le cinéaste Youssef Chabine présentera une rétrospective de ses films.

Deux autres temps forts à la mi-septembre 1987 : la signature de la Charte de l'Université Magna Carta par tous les recteurs des universités d'Europe et le lancement du nouveau projet Erasmus. « Nous avons proposé, explique le recteur Fabio Rovessi-Monaco, à Barcelone, en 1987, de rédiger, en français, la Magna Carta afin de rappeler le rôle traditionnel de l'Université, définir un statut d'autonomie et préciser les droits à la liberté et les devoirs de nos institutions. C'est ce texte, enrichi, qui sera solennellement adopté à Bologne. »

Quant au projet Erasme, organisé en coopération avec la CEE

Enseignement du droit à l'université de Bologne au XV^e siècle.
Musée civil de Bologne.

et le Conseil de l'Europe, il offre à plus de deux mille étudiants la possibilité d'acquiescer à la culture d'une des universités de l'Europe des Douze et d'obtenir un diplôme reconnu par tous. « Mais, ajoute le recteur, nous avons voulu aller plus loin en associant les universités de l'Europe de l'Est. Plusieurs d'entre elles viennent d'approuver ce que nous avons appelé le projet Copernic. Nous espérons que les Copernic pourront promouvoir la coopération avec les universités arabes. »

Parmi les dernières manifestations figurent les Journées de la France, qui seront axées sur la Révolution de 1789. « Ce sera un trait d'union avec les cérémonies

PAUL BALTA.

RELAIS & CHÂTEAUX ITALIENS: LA VOIE ROYALE

Passé composé, bouleversé, oublié, ressurgi, plus que présent, l'Italie sur notre mémoire régit sans partage et nul voyageur n'échappe à sa grâce. Exubérante, somptueuse ou recueillie, parfums de fleurs et de fruits, Relais & Châteaux, cicerone magnifique, la raconte, de Toscane en Vénétie, des confins du Piémont au cœur de l'Ombrie.

A Fiesole, sur les hauteurs de Florence où vibre la beauté du fameux « Quattrocento », une merveille : un couvent dessiné par Michel-Ange. Non loin de Sienne et son fastueux « Palio », blotie dans la campagne, la plus ancienne charreuse de Toscane invite au plus doux repos. Sur l'île de Giudecca, un hôtel prestigieux où se goûtent l'art de vivre et les splendeurs de Venise. Océans de verdure, bleu Méditerranéenne, mer Tyrrhénienne : Garlanda, Punta Ala, Portofino, les golfs y sont superbes, les ports ravissants, le charme plus latin encore. Par la grâce d'un accueil chaleureux mais discret, le raffinement d'une cuisine savoureuse et ensoleillée, l'élégance d'un itinéraire où l'Art se respire à chaque pas. Relais & Châteaux, italienissime assurément.



Le Guide international 1988 des Relais & Châteaux
est en vente (20 F) au Centre d'information :

RELAIS & CHÂTEAUX

Hôtel de Crillon. 10, place de la Concorde, 75008 Paris
Téléphone : (1) 4742.00.20 - Télec : 220319 RCG

ATHÈNES 1400 F*

* Départ Paris. Prix A/R, à partir de :

**Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.**



SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6° : 46 34 19 79
PARIS 14° : 45 42 03 87 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

JEUX

échecs

N° 1287

GRANDES MANŒUVRES

(Vignette de Zao R. 1988)

Blancs : LUKACS
Noirs : KRNIC

Défense Sicilienne

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Cc3 Cc7 4. d4 d5 5. exd5 Cxd5 6. Cg5 Cg6 7. Cc3 Cc7 8. f4 f5 9. f5 g6 10. f6 g7 11. f7 g8 12. f8 g9 13. f9 g10 14. f10 g11 15. f11 g12 16. f12 g13 17. f13 g14 18. f14 g15 19. f15 g16 20. f16 g17 21. f17 g18 22. f18 g19 23. f19 g20 24. f20 g21 25. f21 g22 26. f22 g23 27. f23 g24 28. f24 g25 29. f25 g26 30. f26 g27 31. f27 g28 32. f28 g29 33. f29 g30 34. f30 g31 35. f31 g32 36. f32 g33 37. f33 g34 38. f34 g35 39. f35 g36 40. f36 g37 41. f37 g38 42. f38 g39 43. f39 g40 44. f40 g41 45. f41 g42 46. f42 g43 47. f43 g44 48. f44 g45 49. f45 g46 50. f46 g47 51. f47 g48 52. f48 g49 53. f49 g50 54. f50 g51 55. f51 g52 56. f52 g53 57. f53 g54 58. f54 g55 59. f55 g56 60. f56 g57 61. f57 g58 62. f58 g59 63. f59 g60 64. f60 g61 65. f61 g62 66. f62 g63 67. f63 g64 68. f64 g65 69. f65 g66 70. f66 g67 71. f67 g68 72. f68 g69 73. f69 g70 74. f70 g71 75. f71 g72 76. f72 g73 77. f73 g74 78. f74 g75 79. f75 g76 80. f76 g77 81. f77 g78 82. f78 g79 83. f79 g80 84. f80 g81 85. f81 g82 86. f82 g83 87. f83 g84 88. f84 g85 89. f85 g86 90. f86 g87 91. f87 g88 92. f88 g89 93. f89 g90 94. f90 g91 95. f91 g92 96. f92 g93 97. f93 g94 98. f94 g95 99. f95 g96 100. f96 g97 101. f97 g98 102. f98 g99 103. f99 g100 104. f100 g101 105. f101 g102 106. f102 g103 107. f103 g104 108. f104 g105 109. f105 g106 110. f106 g107 111. f107 g108 112. f108 g109 113. f109 g110 114. f110 g111 115. f111 g112 116. f112 g113 117. f113 g114 118. f114 g115 119. f115 g116 120. f116 g117 121. f117 g118 122. f118 g119 123. f119 g120 124. f120 g121 125. f121 g122 126. f122 g123 127. f123 g124 128. f124 g125 129. f125 g126 130. f126 g127 131. f127 g128 132. f128 g129 133. f129 g130 134. f130 g131 135. f131 g132 136. f132 g133 137. f133 g134 138. f134 g135 139. f135 g136 140. f136 g137 141. f137 g138 142. f138 g139 143. f139 g140 144. f140 g141 145. f141 g142 146. f142 g143 147. f143 g144 148. f144 g145 149. f145 g146 150. f146 g147 151. f147 g148 152. f148 g149 153. f149 g150 154. f150 g151 155. f151 g152 156. f152 g153 157. f153 g154 158. f154 g155 159. f155 g156 160. f156 g157 161. f157 g158 162. f158 g159 163. f159 g160 164. f160 g161 165. f161 g162 166. f162 g163 167. f163 g164 168. f164 g165 169. f165 g166 170. f166 g167 171. f167 g168 172. f168 g169 173. f169 g170 174. f170 g171 175. f171 g172 176. f172 g173 177. f173 g174 178. f174 g175 179. f175 g176 180. f176 g177 181. f177 g178 182. f178 g179 183. f179 g180 184. f180 g181 185. f181 g182 186. f182 g183 187. f183 g184 188. f184 g185 189. f185 g186 190. f186 g187 191. f187 g188 192. f188 g189 193. f189 g190 194. f190 g191 195. f191 g192 196. f192 g193 197. f193 g194 198. f194 g195 199. f195 g196 200. f196 g197 201. f197 g198 202. f198 g199 203. f199 g200 204. f200 g201 205. f201 g202 206. f202 g203 207. f203 g204 208. f204 g205 209. f205 g206 210. f206 g207 211. f207 g208 212. f208 g209 213. f209 g210 214. f210 g211 215. f211 g212 216. f212 g213 217. f213 g214 218. f214 g215 219. f215 g216 220. f216 g217 221. f217 g218 222. f218 g219 223. f219 g220 224. f220 g221 225. f221 g222 226. f222 g223 227. f223 g224 228. f224 g225 229. f225 g226 230. f226 g227 231. f227 g228 232. f228 g229 233. f229 g230 234. f230 g231 235. f231 g232 236. f232 g233 237. f233 g234 238. f234 g235 239. f235 g236 240. f236 g237 241. f237 g238 242. f238 g239 243. f239 g240 244. f240 g241 245. f241 g242 246. f242 g243 247. f243 g244 248. f244 g245 249. f245 g246 250. f246 g247 251. f247 g248 252. f248 g249 253. f249 g250 254. f250 g251 255. f251 g252 256. f252 g253 257. f253 g254 258. f254 g255 259. f255 g256 260. f256 g257 261. f257 g258 262. f258 g259 263. f259 g260 264. f260 g261 265. f261 g262 266. f262 g263 267. f263 g264 268. f264 g265 269. f265 g266 270. f266 g267 271. f267 g268 272. f268 g269 273. f269 g270 274. f270 g271 275. f271 g272 276. f272 g273 277. f273 g274 278. f274 g275 279. f275 g276 280. f276 g277 281. f277 g278 282. f278 g279 283. f279 g280 284. f280 g281 285. f281 g282 286. f282 g283 287. f283 g284 288. f284 g285 289. f285 g286 290. f286 g287 291. f287 g288 292. f288 g289 293. f289 g290 294. f290 g291 295. f291 g292 296. f292 g293 297. f293 g294 298. f294 g295 299. f295 g296 300. f296 g297 301. f297 g298 302. f298 g299 303. f299 g300 304. f300 g301 305. f301 g302 306. f302 g303 307. f303 g304 308. f304 g305 309. f305 g306 310. f306 g307 311. f307 g308 312. f308 g309 313. f309 g310 314. f310 g311 315. f311 g312 316. f312 g313 317. f313 g314 318. f314 g315 319. f315 g316 320. f316 g317 321. f317 g318 322. f318 g319 323. f319 g320 324. f320 g321 325. f321 g322 326. f322 g323 327. f323 g324 328. f324 g325 329. f325 g326 330. f326 g327 331. f327 g328 332. f328 g329 333. f329 g330 334. f330 g331 335. f331 g332 336. f332 g333 337. f333 g334 338. f334 g335 339. f335 g336 340. f336 g337 341. f337 g338 342. f338 g339 343. f339 g340 344. f340 g341 345. f341 g342 346. f342 g343 347. f343 g344 348. f344 g345 349. f345 g346 350. f346 g347 351. f347 g348 352. f348 g349 353. f349 g350 354. f350 g351 355. f351 g352 356. f352 g353 357. f353 g354 358. f354 g355 359. f355 g356 360. f356 g357 361. f357 g358 362. f358 g359 363. f359 g360 364. f360 g361 365. f361 g362 366. f362 g363 367. f363 g364 368. f364 g365 369. f365 g366 370. f366 g367 371. f367 g368 372. f368 g369 373. f369 g370 374. f370 g371 375. f371 g372 376. f372 g373 377. f373 g374 378. f374 g375 379. f375 g376 380. f376 g377 381. f377 g378 382. f378 g379 383. f379 g380 384. f380 g381 385. f381 g382 386. f382 g383 387. f383 g384 388. f384 g385 389. f385 g386 390. f386 g387 391. f387 g388 392. f388 g389 393. f389 g390 394. f390 g391 395. f391 g392 396. f392 g393 397. f393 g394 398. f394 g395 399. f395 g396 400. f396 g397 401. f397 g398 402. f398 g399 403. f399 g400 404. f400 g401 405. f401 g402 406. f402 g403 407. f403 g404 408. f404 g405 409. f405 g406 410. f406 g407 411. f407 g408 412. f408 g409 413. f409 g410 414. f410 g411 415. f411 g412 416. f412 g413 417. f413 g414 418. f414 g415 419. f415 g416 420. f416 g417 421. f417 g418 422. f418 g419 423. f419 g420 424. f420 g421 425. f421 g422 426. f422 g423 427. f423 g424 428. f424 g425 429. f425 g426 430. f426 g427 431. f427 g428 432. f428 g429 433. f429 g430 434. f430 g431 435. f431 g432 436. f432 g433 437. f433 g434 438. f434 g435 439. f435 g436 440. f436 g437 441. f437 g438 442. f438 g439 443. f439 g440 444. f440 g441 445. f441 g442 446. f442 g443 447. f443 g444 448. f444 g445 449. f445 g446 450. f446 g447 451. f447 g448 452. f448 g449 453. f449 g450 454. f450 g451 455. f451 g452 456. f452 g453 457. f453 g454 458. f454 g455 459. f455 g456 460. f456 g457 461. f457 g458 462. f458 g459 463. f459 g460 464. f460 g461 465. f461 g462 466. f462 g463 467. f463 g464 468. f464 g465 469. f465 g466 470. f466 g467 471. f467 g468 472. f468 g469 473. f469 g470 474. f470 g471 475. f471 g472 476. f472 g473 477. f473 g474 478. f474 g475 479. f475 g476 480. f476 g477 481. f477 g478 482. f478 g479 483. f479 g480 484. f480 g481 485. f481 g482 486. f482 g483 487. f483 g484 488. f484 g485 489. f485 g486 490. f486 g487 491. f487 g488 492. f488 g489 493. f489 g490 494. f490 g491 495. f491 g492 496. f492 g493 497. f493 g494 498. f494 g495 499. f495 g496 500. f496 g497 501. f497 g498 502. f498 g499 503. f499 g500 504. f500 g501 505. f501 g502 506. f502 g503 507. f503 g504 508. f504 g505 509. f505 g506 510. f506 g507 511. f507 g508 512. f508 g509 513. f509 g510 514. f510 g511 515. f511 g512 516. f512 g513 517. f513 g514 518. f514 g515 519. f515 g516 520. f516 g517 521. f517 g518 522. f518 g519 523. f519 g520 524. f520 g521 525. f521 g522 526. f522 g523 527. f523 g524 528. f524 g525 529. f525 g526 530. f526 g527 531. f527 g528 532. f528 g529 533. f529 g530 534. f530 g531 535. f531 g532 536. f532 g533 537. f533 g534 538. f534 g535 539. f535 g536 540. f536 g537 541. f537 g538 542. f538 g539 543. f539 g540 544. f540 g541 545. f541 g542 546. f542 g543 547. f543 g544 548. f544 g545 549. f545 g546 550. f546 g547 551. f547 g548 552. f548 g549 553. f549 g550 554. f550 g551 555. f551 g552 556. f552 g553 557. f553 g554 558. f554 g555 559. f555 g556 560. f556 g557 561. f557 g558 562. f558 g559 563. f559 g560 564. f560 g561 565. f561 g562 566. f562 g563 567. f563 g564 568. f564 g565 569. f565 g566 570. f566 g567 571. f567 g568 572. f568 g569 573. f569 g570 574. f570 g571 575. f571 g572 576. f572 g573 577. f573 g574 578. f574 g575 579. f575 g576 580. f576 g577 581. f577 g578 582. f578 g579 583. f579 g580 584. f580 g581 585. f581 g582 586. f582 g583 587. f583 g584 588. f584 g585 589. f585 g586 590. f586 g587 591. f587 g588 592. f588 g589 593. f589 g590 594. f590 g591 595. f591 g592 596. f592 g593 597. f593 g594 598. f594 g595 599. f595 g596 600. f596 g597 601. f597 g598 602. f598 g599 603. f599 g600 604. f600 g601 605. f601 g602 606. f602 g603 607. f603 g604 608. f604 g605 609. f605 g606 610. f606 g607 611. f607 g608 612. f608 g609 613. f609 g610 614. f610 g611 615. f611 g612 616. f612 g613 617. f613 g614 618. f614 g615 619. f615 g616 620. f616 g617 621. f617 g618 622. f618 g619 623. f619 g620 624. f620 g621 625. f621 g622 626. f622 g623 627. f623 g624 628. f624 g625 629. f625 g626 630. f626 g627 631. f627 g628 632. f628 g629 633. f629 g630 634. f630 g631 635. f631 g632 636. f632 g633 637. f633 g634 638. f634 g635 639. f635 g636 640. f636 g637 641. f637 g638 642. f638 g639 643. f639 g640 644. f640 g641 645. f641 g642 646. f642 g643 647. f643 g644 648. f644 g645 649. f645 g646 650. f646 g647 651. f647 g648 652. f648 g649 653. f649 g650 654. f650 g651 655. f651 g652 656. f652 g653 657. f653 g654 658. f654 g655 659. f655 g656 660. f656 g657 661. f657 g658 662. f658 g659 663. f659 g660 664. f660 g661 665. f661 g662 666. f662 g663 667. f663 g664 668. f664 g665 669. f665 g666 670. f666 g667 671. f667 g668 672. f668 g669 673. f669 g670 674. f670 g671 675. f671 g672 676. f672 g673 677. f673 g674 678. f674 g675 679. f675 g676 680. f676 g677 681. f677 g678 682. f678 g679 683. f679 g680 684. f680 g681 685. f681 g682 686. f682 g683 687. f683 g684 688. f684 g685 689. f685 g686 690. f686 g687 691. f687 g688 692. f688 g689 693. f689 g690 694. f690 g691 695. f691 g692 696. f692 g693 697. f693 g694 698. f694 g695 699. f695 g696 700. f696 g697 701. f697 g698 702. f698 g699 703. f699 g700 704. f700 g701 705. f701 g702 706. f702 g703 707. f703 g704 708. f704 g705 709. f705 g706 710. f706 g707 711. f707 g708 712. f708 g709 713. f709 g710 714. f710 g711 715. f711 g712 716. f712 g713 717. f713 g714 718. f714 g715 719. f715 g716 720. f716 g717 721. f717 g718 722. f718 g719 723. f719 g720 724. f720 g721 725. f721 g722 726. f722 g723 727. f723 g724 728. f724 g725 729. f725 g726 730. f726 g727 731. f727 g728 732. f728 g729 733. f729 g730 734. f730 g731 735. f731 g732 736. f732 g733 737. f733 g734 738. f734 g735 739. f735 g736 740. f736 g737 741. f737 g738 742. f738 g739 743. f739 g740 744. f740 g741 745. f741 g742 746. f742 g743 747. f743 g744 748. f744 g745 749. f745 g746 750. f746 g747 751. f747 g748 752. f748 g749 753. f749 g750 754. f750 g751 755. f751 g752 756. f752 g753 757. f753 g754 758. f754 g755 759. f755 g756 760. f756 g757 761. f757 g758 762. f758 g759 763. f759 g760 764. f760 g761 765. f761 g762 766. f762 g763 767. f763 g764 768. f764 g765 769. f765 g766 770. f766 g767 771. f767 g768 772. f768 g769 773. f769 g770 774. f770 g771 775. f771 g772 776. f772 g773 777. f773 g774 778. f774 g775 779. f775 g776 780. f776 g777 781. f777 g778 782. f778 g779 783. f779 g780 784. f780 g781 785. f781 g782 786. f782 g783 787. f783 g784 788. f784 g785 789. f785 g786 790. f786 g787 791. f787 g788 792. f788 g789 793. f789 g790 794. f790 g791 795. f791 g792 796. f792 g793 797. f793 g794 798. f794 g795 799. f795 g796 800. f796 g797 801. f797 g798 802. f798 g799 803. f799 g800 804. f800 g801 805. f801 g802 806. f802 g803 807. f803 g804 808. f804 g805 809. f805 g806 810. f806 g807 811. f807 g808 812. f808 g809 813. f809 g810 814. f810 g811 815. f811 g812 816. f812 g813 817. f813 g814 818. f814 g815 819. f815 g816 820. f816 g817 821. f817 g818 822. f818 g819 823. f819 g820 824. f820 g821 825. f821 g822 826. f822 g823 827. f823 g824 828. f824 g825 829. f825 g826 830. f826 g827 831. f827 g828 832. f828 g829 833. f829 g830 834. f830 g831 835. f831 g832 836. f832 g833 837. f833 g834 838. f834 g835 839. f835 g836 840. f836 g837 841. f837 g838 842. f838 g839 843. f839 g840 844. f840 g841 845. f841 g842 846. f842 g843 847. f843 g844 848. f844 g845 849. f845 g846 850. f846 g847 851. f847 g848 852. f848 g849 853. f849 g850 854. f850 g851 855. f851 g852 856. f852 g853 857. f853 g854 858. f854 g855 859. f855 g856 860. f856 g857 861. f857 g858 862. f858 g859 863. f859 g860 864. f860 g861 865. f861 g862 866. f862 g863 867. f863 g864 868. f864 g865 869. f865 g866 870. f866 g867 871. f867 g868 872. f868 g869 873. f869 g870 874. f870 g871 875. f871 g872 876. f872 g873 877. f873 g874 878. f874 g875 879. f875 g876 880. f876 g877 881. f877 g878 882. f878 g879 883. f879 g880 884. f880 g881 885. f881 g882 886. f882 g883 887. f883 g884 888. f884 g885 889. f885 g886 890. f886 g887 891. f887 g888 892. f888 g889 893. f889 g890 894. f890 g891 895. f891 g892 896. f892 g893 897. f893 g894 898. f894 g895 899. f895 g896 900. f896 g897 901. f897 g898 902. f898 g899 903. f899 g900 904. f900 g901 905. f901 g902 906. f902 g903 907. f903 g904 908. f904 g905 909. f905 g906 910. f906 g907 911. f907 g908 912. f908 g909 913. f909 g910 914. f910 g911 915. f911 g912 916. f912 g913 917. f913 g914 918. f914 g915 919. f915 g916 920. f916 g917 921. f917 g918 922. f918 g919 923. f919 g920 924. f920 g921 925. f921 g922 926. f922 g923 927. f923 g924 928. f924 g925 929. f925 g926 930. f926 g927 931. f927 g928 932. f928 g929 933. f929 g930 934. f930 g931 935. f931 g932 936. f932 g933 937. f933 g934 938. f934 g935 939. f935 g936 940. f936 g937 941. f937 g938 942. f938 g939 943. f939 g940 944. f940 g941 945. f941 g942 946. f942 g943 947. f943 g944 948. f944 g945 949. f945 g946 950. f946 g947 951. f947 g948 952. f948

THÉÂTRE

De Queneau à Deforges

L'autobus de Napoléon



Elisa Maillet et Alain Colson dans « Guilty »

59) Il mourut dans les bras de sa femme, elle mourut dans les bras de son mari (60) de son cousin (61) de son cousin (62) de son cousin préféré.

Vive le suspense!

Bon, troisième soirée pour rire : six pièces en un acte, de Sacha Guitry. Surtout des histoires d'infidélité conjugale, comme ils disent. Guitry ne s'est pas tué de fatigue, pour écrire ça, mais la mise en scène, idoine au second degré, est assez drôle, et il y a une actrice, Isabelle Rimbaut, d'un comique particulier, genre peau de vache, très bien.

Et nous passons à la jeunesse, car c'est une jeune femme, comédienne, Pauline Daumale, qui a écrit une petite comédie qu'elle a appelée *Concours de circonstances*. Le titre est la seule chose de la pièce qui ne soit pas drôle.

Une chose est sûre : Pauline Daumale s'est présentée au baccalauréat, ou à des épreuves de licence, ou d'autres, en tout cas elle s'est trouvée dans la situation de devoir aller consulter les listes des candidats reçus, lorsque les résultats sont affichés. Très durs moments, tous les étudiants savent ça.

Dans la pièce de Pauline Daumale, deux copines s'ont pas eu le courage

d'aller regarder la liste elles-mêmes. Elles ont envoyé, à leur place, Massimo, un Italien, un bon cœur, et elles attendent le retour de Massimo, qui tarde.

Enfin, le voilà, rien ne se lit sur son visage, et c'est le meilleur moment de la pièce, sans doute, car Massimo, en s'en allant consulter les listes, a vécu intensément des tas de choses, dans le mélo, dans les coulures, dans les escaliers... Il raconte, raconte... Il a oublié le concours, le résultat...

Et, en l'écoutant, nous songeons au récit de Thérèse. Racine fait arriver Thérèse, en nage, et il commence par annoncer : « Hippolyte n'est plus », et, comme nous voilà

prévenus, le récit n'est plus drôle du tout. Si Thérèse ne disait rien, tout d'abord, puis commençant, prenant ses temps : « A peine nous sortions des portes de Trézème, il était sur son char », il y aurait plus de suspense, oui, bon, n'en parlons plus, et venons-en à la cinquième soirée de détente : *Pour l'amour de Marie Salas*.

Il était une fois, dans une petite ville paisible, une gentille jolotte couturière, qui s'appelait Marie. Elle avait un époux très doux. Arriva sur ces entrefaites une jeune femme seule, Margot.

Margot eut le coup de foudre pour Marie. Elle fut très étonnée, Marie, elle ne savait pas que deux femmes pouvaient s'embrasser, et tout. Mais elle apprit cela vite, parce que Margot était une dévouée, une dévouée.

Le texte est de Régine Deforges, qui a beaucoup de talent. Et Rachel Salas, qui a un très très sûr, parfaitement cette grave affaire en scène, avec des chapeaux, des dentelles, que ces dames envoient voler par-dessus les haies, quand leur folie prend à la belle étoile. Il y a dans la salle beaucoup de spectateurs musclés, baraqués. Des petits formats aussi.

MICHEL COURNOT.

• Exercices de style : Théâtre de l'Œuvre, 20 h 45.

• La Canarière chapeau : la Huchette, 19 h 30.

• Guilty : Théâtre Tristan-Bernard, 20 h 30.

• Concours de circonstances : Fontaine, 21 heures.

• Marie Salas : Théâtre de Poche, 21 heures.

Ciel ouvert, chaleur, pas le moindre souffle d'air : quand vient le soir le public est accablé. Si l'envie le prend de voir des comédiens, c'est pour respirer, se détendre.

Cinq soirées de détente peuvent être proposées, sans trop rougir. Répète des Exercices de style, de Raymond Queneau. Cent minutes de fou-rire. Cette merveille ayant été présentée déjà dans ces pages, tenons-nous en à rappeler que le protagoniste est un autobus parisien, qui relie le Luxembourg à la plaine Monceau.

Queneau avait publié les frasques de son autobus en 1947, il est mort en 1976. Aujourd'hui, il n'aurait pas pu inventer toutes ses histoires : les étonnantes ont supprimé l'animateur numéro un des autobus, le receveur. Pour pointer les tickets, il tourna la manivelle d'une petite boîte d'automatisme qu'il portait sur le nombril, encourageant les malades, donnant des rondelles aux écoliers, tout le monde l'aimait.

Tout le monde, sauf les ingénieurs du son de cinéma. Ces gens-là ont la main du silence, et jamais ils ne l'ont eue, dans leurs studios de prises de vues ou de post-synchronisation, parce que, dehors, sur les boulevards, la voix tournoyante des receveurs d'autobus passait à travers les murs.

L'ingénieur du son Robert Sivel racontait que dans un film, à Moscou, au Kremlin, Napoléon regardait par une fenêtre brûler les maisons de bois, et les spectateurs entendaient la

sommette tirée par le receveur de l'autobus. Et même la voix du receveur qui hurlait : « Point du jour, Section ! ». (Le film avait été tourné au Studio de Billancourt.) C'était d'ailleurs d'un effet sûr, parce que juste à ce moment-là Napoléon tourna la tête, tendait l'oreille, semblait se rappeler quelque chose.

Donc, Exercices de style de Raymond Queneau. Et puis, si l'on veut sortir du théâtre malade de rire, la technique la plus sûre est d'aller voir la *Canarière chapeau* et le *Lagon* d'Enguerrand Ikenasio. La pièce se joue rue de la Huchette depuis plus de quarante ans, c'est toujours plein, et vous entendrez, entre autres choses, le « pompier » londonien raconter l'histoire du « rhume » qui commence ainsi : « Mon beau-frère avait, du côté paternel, un cousin germain dont un oncle maternel avait un beau-père qui le grand-père paternel avait épousé en secondes noces une jeune indigène... ». Cette histoire dure un bon quart d'heure, pourtant les pompiers, à Londres comme ailleurs, sont des hommes rapides.

A propos, dans son dernier livre paru, *Le Quatrième Intermittent*, Ikenasio, qui est toujours là, qui va bien, qui aime beaucoup les fraises au sucre, s'adresse lui aussi à des « exercices de style » : il nous donne soixante-huit façons d'annoncer le décès d'un proche. Choisissons, dans le lot : « Il est mort à l'aube » ; « Il mourut dans la matinée, après avoir pris un petit déjeuner copieux » ; « Il s'éteignit au clair, il fut immédiatement tué d'une balle ennemie, en pleine poitrine » ; « Au dessert, il mourut, en train de manger des cerises » ; « J'ai mieux aimé mourir, dit-il : c'est ce qu'il fit ».

A la Comédie-Française, à Chaillot

Premiers pas

Antoine Vitez : la mémoire du futur

Antoine Vitez n'est installé à la Comédie-Française sous le regard des portraits d'ancêtres, dans les velours et les meubles anciens. Il est parfaitement à l'aise, à sa place, chez lui. Comme si le bureau XVIII^e de l'administrateur n'avait pas été contre lui. Peut-être sa récente mise en scène du *Misanthrope* à Chaillot signifiait-elle une prémonition : elle était d'un classicisme si aigu, presque idéal, — comparée à celle qu'il a précéde dix ans auparavant.

On attend beaucoup de Vitez, on attend qu'il surprenne et même qu'il accomplisse un ou plusieurs miracles, qu'il renouvelle et revivifie l'image de la Comédie-Française, comme il l'a fait à Chaillot quand il y est arrivé voilà sept ans, dans une institution interdite de créations pendant plusieurs mois. Jusqu'à son arrivée, il semblait bien que personne ne serait capable d'affronter le fantôme de Vitez. Et peu à peu, Vitez s'est approprié le lieu avec tous ses fantômes. Pourtant il ne pense pas à Chaillot : « La situation, dit-il, est sans rapport avec celle que j'ai trouvée là-bas ».

A la Comédie-Française, il doit s'intégrer à une société en pleine activité, mais privée d'administrateur pendant plusieurs mois, qui a trois cents ans d'histoire, et qui symbolise la culture française.

Comprendre les traditions

« Si je dois établir une comparaison, c'est avec le Conservatoire, avec l'état d'esprit dans lequel je me trouvais lorsque, il y a exactement vingt ans, j'y suis devenu professeur. Je n'étais pas directeur, je n'avais pas à mettre du pain une politique générale de l'enseignement. Du point de vue de la hiérarchie, ce n'était pas aussi important, mais ça l'était spirituellement, et socialement pour la vie théâtrale. Il y a vingt ans, je me faisais un certain nombre d'élèves à propos du Conservatoire. En réalité, ce système n'était pas si différent de celui en vigueur. En réalité, ce système, ancien sinon archaïque, possédait de grandes vertus, je m'en suis rendu compte. »

« Il est des traditions que l'on ne doit pas renverser. Au contraire, il faut les comprendre, les faire stagner. La Comédie-Française se caractérise par ses trois siècles d'existence, et repose sur trois principes : la compagnie, le théâtre de répertoire, l'alternance. Il ne faut

absolument pas y déroger, ils font de la Comédie-Française un organisme unique au monde. Mais ils imposent une éthique théâtrale à laquelle s'adaptent difficilement les mises en scène contemporaines. Il faut pourtant parvenir à une rencontre. Nous des rencontres ponctuelles n'ont guère de sauvegarde parlementaire, un peu de ceci, un peu de cela. Une sorte de fusion permanente. »

« Il m'est venu une image que j'ai communiquée à l'assemblée des acteurs que j'ai convoquée : chacun de nous, répertoire ou acteur, a dans son cœur, dans sa tête un musée imaginaire du théâtre. Le théâtre ne peut se feuilletter que dans la mémoire, aucune vidéo n'y changera rien. C'est pourquoi il est irrémédiable. Si on n'a pas vu un spectacle, on ne sait rien de lui, même si on a soigneusement appris l'histoire du théâtre. Je voudrais que la Comédie-Française devienne ce musée. Il ne s'agit pas de reproduire ce qui m'a frappé, mais de fabriquer des souvenirs pour le futur. Il ne s'agit pas de dire d'un façon pompeuse que je voudrais monter des beaux spectacles. C'est autre chose, quelque chose qui laisse des traces indélébiles dans les mémoires. »

« Une autre formule pourrait être un théâtre d'Europe en langue française. Le répertoire comprend ce que j'appelle les classiques classiques, c'est-à-dire les nôtres, et il est essentiel qu'un spectateur venant de l'étranger sache qu'il peut voir ici une merveilleuse représentation de Molière, Racine, Marivaux... Il y a aussi le monde immense du théâtre qui n'est pas français, puis les « classiques modernes », Claudel, O'Neill, Brecht, Beckett, Valle Inclán, par exemple... Et les créations contemporaines. Elles étaient nombreuses au dix-neuvième siècle. Depuis, le paysage théâtral a beaucoup évolué. Pourtant, je suis persuadé que la Comédie-Française peut et doit créer des œuvres nouvelles. »

« Qu'attend-on de moi ? Un projet artistique. Tout en dépend, y compris les réformes de structure probablement nécessaires, mais dont je ne connais pas encore l'inventaire. Elles découlent directement de la mise en pratique de ce projet. J'ai quelques petits mots pour le constituer, pour éprouver le fonctionnement de la maison. Je dois, par exemple, mettre en marche ce projet, cette idée de grossir comme une pelote de laine la mémoire théâtrale du monde. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Antoine Vitez vient de s'installer à la Comédie-Française

et Jérôme Savary au Théâtre national de Chaillot.

Ils affrontent les réalités quotidiennes, définissent et affinent leurs projets.

Jérôme Savary : faire vivre l'espace !

Si la nomination de Jérôme Savary à la tête du Théâtre national de Chaillot en a surpris beaucoup, elle ne l'a pas pris au dépourvu. Pas tout à fait. Il en savait un peu plus sur un vaste lieu qu'il pourrait faire vivre à son rythme. Nul ne peut dénier à Savary son dynamisme. Mais l'establisement culturel se méfie de lui. De sa truculence, de ses déclarations tourmentées et contradictoires, de ses spectacles agressivement joyeux et secrètement nostalgiques.

Son chemin professionnel est singulier. Né dans la marginalité des années 60, il est toujours resté aux lisières des structures officielles, même quand il s'est trouvé responsable d'institutions. Le Magic Circus qu'il a créé, et qui lui a donné sa notoriété, s'est éteint parce qu'il ne correspondait plus aux besoins du moment. Mais le Magic n'a pas été seulement un produit de l'air du temps. Il témoigne d'un esprit d'ouverture et de jeu qui est celui du théâtre, quelles que soient les formes d'expression. Cet esprit existe très fort chez Savary, dirige son existence, lui permet de forcer, avec la ténacité des enfants, à en faire pour produire la même personnalité comme Vitez) et une sûreté d'intuition due à des années de galère.

Savary a traîné son Magic Circus dans des fêtes fauchées et des festivals de luxe, a joué dans Central Park et à Chaillot, a monté des opéras à Berlin-Est et des scènes de rue à Berlin-Ouest, Arrabal à Londres, Offenbach un peu partout, Büchner à Hambourg, a rempli Mogador pendant des mois avec Cyrano de Bergerac, Bye bye show biz, la Femme du boulanger, Cohorté...

Savary est demandé en Italie, en Espagne, en Suisse et bientôt en Israël. Il sait comment on travaille dans tous ces pays, et voudrait adapter à la France ce qu'il y a trouvé de fonctionnel. Il admire les institutions allemandes, leur organisation contraignante mais suffisamment solide pour lui permettre de laisser aller sa fantaisie. Ce qu'il admire surtout, c'est leur capacité de production. Grâce évidemment à des subventions très importantes, et aussi un système des troupes fixes, et des abonnements.

« Je voudrais, dit Jérôme Savary, constituer à côté de la Comédie-Française une seconde troupe nationale. Ce qui peut paraître pompeux, mais c'est la base du projet. Je pense à une trentaine de personnes attachées au théâtre par des contrats d'un an renouvelables. C'est l'essentiel, car je voudrais arriver à donner, entre les accueils et les productions, deux cents représentations par an

dans chacune des deux salles. Je voudrais d'entre part reprendre une politique d'abonnements qui a fait ses preuves, tout simplement en équilibrant le programme autour d'un spectacle-locomotif. »

La « locomotive » à laquelle il pense, c'est d'Artaud avec Christophe Malabou, qu'il doit donner à Mogador et dont il négocie la création à Chaillot. « J'espère, dit-il, que l'accord se fera. Si le succès vient, aucune loi ne nous empêche de passer ensuite à Mogador : en prenant des royalties, ce qui rentabilisera la production. Le maintien d'un théâtre national l'empêche de jouer plus de cinquante fois, peut-être soixante-dix si on fait une petite reprise en début de saison. Mais je compte mettre en place un type d'exploitation qui ne soit pas celui que l'on a en Angleterre. Le National Theatre et le Royal Shakespeare Company peuvent créer les Mises en Scène, Nicolas Nickleby et la vendeuse ensuite au privé, à Broadway, dans le monde entier. On s'extase sur la faculté des Anglais de passer du Roi Lear à la comédie musicale. En France, on n'a pas, on se désolait. »

« Ensuite, je ne crois pas que les secteurs public ou privé puissent continuer à travailler chacun de son côté. Il ne s'agit pas de louer une salle pour une exploitation à Paris mais de prendre des risques communs. Le risque le plus élevé est le théâtre privé et le prix des places. Les spectateurs paieront-ils 300 francs alors qu'ils auraient pu deux fois avant ne payer que cent francs ? Il me semble que c'est possible si on s'adresse à un public vaste et multiple. Après quoi, on peut consacrer des moyens suffisants à des spectacles plus pointus sans mettre en danger le budget. »

« J'ai d'autres projets : entre autres, établir un pont entre le théâtre professionnel et l'universitaire, comme ça se pratique aux Etats-Unis. Surtout, j'ai envie d'offrir dix heures de 100 000 F à dix auteurs, pas forcément débutants, choisis par un comité indépendant, afin qu'ils écrivent pour le théâtre, comme ça se pratique pas mal en Allemagne. On édite les textes, on garde dessus une priorité de deux ou trois ans. En même temps, on les envoie dans toute l'Europe, partout où ils sont susceptibles d'intéresser. On ne fait pas office d'agence, et, d'ailleurs, les auteurs touchent intégralement leurs droits. Je suis heureux d'être dans un théâtre national parce que la liberté d'initiatives est grande. Et en même temps il y a un contrôleur financier. »

C. G.

La prochaine saison de Théâtre Ouvert

Auteurs contemporains dix-septième année

Cartes blanches, lectures, créations de pièces inédites d'auteurs confirmés ou à découvrir, avec la complicité de metteurs en scène et comédiens : la prochaine saison de Théâtre Ouvert, Centre dramatique national de création depuis le 1^{er} janvier 1988, s'annonce dans le droit fil de l'action que mènent depuis dix-sept ans Micheline et Lucien Attoux et dont un livre dresse le bilan.

Théâtre Ouvert à livre ouvert, c'est, année par année, la mémoire d'une aventure entamée en 1971, au Festival d'Avignon, à la Chapelle des pénitents blancs. Et encore, car on ne saurait dissocier Théâtre Ouvert de « ses » auteurs. Le catalogue raisonné des écrivains (et de leurs pièces), de Jacques-Pierre Amette à Jean-Paul Wenzel, biographies, synopses, sont accompagnés d'un répertoire des dates disponibles soit tapés à la machine, soit dans la collection « Enjeux » (1).

C'est une reprise qui ouvrira le 12 octobre prochain la saison de Théâtre Ouvert : *Paris Nord*. Attractions pour noces et banquets, de Jacques Bonnard, et qui suivront trois créations. En janvier, Jean-Pierre Vincent met en scène, dans un décor de Jean-Paul Chabas, une pièce adaptée du roman de Jean-Claude Grumberg, *La nuit tous les chats sont gris*. En février, Bérangère Bonvoisin et André Mar-

con se retrouveront pour une partie de Poker à la *Jamalgue*, titre provisoire d'une pièce d'Eveline Pieller : une commande de Théâtre Ouvert. Il faudra ensuite attendre Avignon 89 pour découvrir en Joel Jouanneau le metteur en scène de David Warrilow dans *Hypothèse*, de Pinget, l'auteur d'une comédie « paysanne et foraine » : *la Bourrichon*.

D'ici là, Théâtre Ouvert donne « Carte blanche » à Bérangère Bonvoisin pour présenter des textes d'auteurs contemporains de son choix. Enfin, au printemps prochain, une manifestation « Paris ouverte » se déroulera sur plusieurs semaines, avec l'aide de la SACD, du CNL, de la FNAC. D'ores et déjà, des auteurs sont invités à déposer le synopsis d'une pièce. Après sélection, commande leur sera passée (et financée). Les textes seront ensuite confiés à des metteurs en scène, des comédiens et présentés à Théâtre Ouvert. Un jury décernera un prix dont le montant sera versé au producteur, qui s'engagera à créer cette pièce inédite, Théâtre Ouvert assurant les fonctions de délégué de production.

O. Gt.

(1) Théâtre Ouvert à livre ouvert, 80 F. Rams Diffusion, 4 bis, cité Vivier, Paris-18^e. Tél. : 42-55-74-40.

Smaln au Café de la Gare

L'arme absolue du rire

Smaln est beur. Il a tout écouté : les Marx Brothers et Coluche. Il apporte du sang neuf à l'humour hexagonal.

Né à Constantine il y a trente ans et venu à Paris dès l'âge de deux ans, Smaln a vécu son enfance et son adolescence entre Vincennes et Saint-Mandé, entre le flipper et une consommation à outrance de programmes de télévision, singulièrement de ceux où apparaissait un roi du rire.

Vite, il a été fasciné par le pouvoir exercé par celui-ci, sa manière de laisser échapper des bribes de vérité dans un discours aux couleurs de la dérision. Bien sûr, il a vu aussi dans le rire une belle façon de se battre en douceur contre les a priori, les partis pris, l'hostilité et parfois la peur vis-à-vis de « p'tit méchant beur ».

Les boîtes à chansons et le « Petit théâtre de Boulevard » ont ensuite donné à Smaln le sentiment que son « seul territoire, c'était la scène ». Là, il se sent vraiment chez lui, il

donne libre cours à des inventions parodiques, à une folie galopante. L'efficacité comique s'appuie sur les idées et les gags qui se bousculent, sur les dérives et les dérapages, sur un style mouvementé, cinématographique, enfin sur un burlesque de la parole. Car Smaln associe les deux cultures qui sont en lui et il aime jouer avec la sonorité des mots et leur sens dans l'une et l'autre des cultures.

Smaln savoure le plaisir d'écrire et de dire et le texte de ses sketches est riche, dense. L'objectif de Smaln c'est l'insertion du beur en préservant ses origines. Développant cette idée dans le rire, il apporte un sang neuf à l'humour hexagonal. Il faut le voir au Café de la Gare mettre à plat le discours politique, entrer dans une imitation étonnante et très sophistiquée d'Yves Montand, jouer un fan de Michael Jackson.

Smaln, qu'on a pu remarquer au cinéma dans *l'Œil du beur noir*, est un caricaturiste qui découvre encore son métier, ses possibilités, ses paliers et qui a des envies folles d'improvisation. Son spectacle est remarquable.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Café de la Gare, 20 h 15.

Culture

EXPOSITION

De Senefelder à Daumier

La révolution lithographique

Inventée à Munich il y a deux siècles, la lithographie a très vite eu un gros succès en France, auprès des artistes comme du public. La Maison de l'histoire bavaroise consacre à cette technique une exposition que l'Institut de France héberge à la Fondation Dosne-Thiers.

Une presse lithographique fonctionne devant les visiteurs : la fidèle réplique de celle qu'Aloys Senefelder mit au point, de 1796 à 1798. Il tira, sur ce modèle, les premières épreuves des graphismes dessinés à plat sur une pierre de schiste calcaire, réagissant autant à l'eau qu'aux corps gras — l'impression était jusque-là fondée sur des méthodes en creux ou en relief. Une découverte un peu due au hasard, mais dont la recherche avait été motivée par des raisons d'ordre économique.

Trop pauvre pour faire graver sur cuivre ses textes et ses compositions musicales, Senefelder avait cherché et trouvé ce procédé moins onéreux, cinq fois plus rapide et capable de produire un nombre d'exemplaires pratiquement illimité. Ce sont des spécimens de ces multiples aujourd'hui rarissimes qui nous sont donnés à voir : partitions de musique, cartes de visite, affiches, prospectus publicitaires, et toute une merveilleuse imagerie populaire enfin accessible à toutes les bourses. Ailleurs, on évoquera l'essor et la fortune des journaux illustrés.

Ainsi se poursuit de salle en salle ce duo franco-bavarois — et même franco-allemand, la litho ayant vite conquis Berlin. L'Hommage à Aloys

Senefelder (1819) reproduit par l'affiche n'est-il pas dû au Français Nicolas-Henri Jacob ? Y sont confrontés non seulement les différentes techniques et leurs améliorations, mais encore les thèmes et leurs auteurs. Peu à peu, en effet, l'art sur les intérêts commerciaux.

La passion et le rêve

Grâce à sa souplesse, la méthode lithographique a permis aux œuvres et même aux chefs-d'œuvre de se multiplier dans tous les genres, comme le prouve l'éventail largement ouvert des pièces rassemblées. En regard des Johann Christian Erhard, Jakob Alt, Johann Adam Klein, Maximilien Josef Wagenbaum, etc., Charlet, Géricault et leurs émules on pu ainsi populariser sans altérer leur vigueur les images d'une époque guerrière et de ses chevauchées... Géricault et Delacroix — grâce à qui *Faust* fit le tour de l'Europe — dont la passion et le rêve romantiques ont su merveilleusement s'exprimer par les vertus de la lithographie, de même que le sentiment tout neuf de la nature et l'engouement pour l'architecture médiévale — cathédrale de Rheims (sic) ou abbaye de Jumièges sortie, des presses de Godefroy Engelmann.

La lithographie s'est donc imposée sans retard comme une forme d'art à part entière, et même de grand art, illustré en ce premier demi-siècle par Gavarni et surtout Daumier, l'homme aux quatre mille lithos, dont on montre notamment une caricature d'Adolphe Thiers (de 1833) et *Le Cauchemar*, un dormeur écorché par une gigantesque poire.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Fondation Dosne-Thiers, 27, place Saint-Georges. Tous les jours, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 juillet.

Communication

La compétition pour le parrainage des concerts

Le combat des radios

Les stars anglo-saxonnes ont investi Paris. En moins de deux mois, Pink Floyd, Michael Jackson, Bruce Springsteen et Johnny Clegg se sont relayés sur les scènes ou dans les stades de la capitale, provoquant une fièvre fulgurante dans le monde du show-business et celui de leurs fans. Les médias — radio et télévision — sont aussi entrés dans la danse et se disputent le droit d'associer leur nom au concert et à l'artiste, en contrepartie d'une vigoureuse promotion. Un combat de titans.

L'affaire Michael Jackson a commencé à la fin 1987. Fort du contrat, chèrement négocié pour l'organisation des concerts de l'artiste en France, Pascal Bernardin, le directeur de Zéro Productions, doit choisir un partenaire média efficace. Trois radios de poids se pressent au portillon : Europe 1, RTL, NRJ. RTL est incontestablement un poids lourd : première radio de France avec un auditoire très varié, elle incarne la compétence, le sérieux et la fiabilité. NRJ, elle, fait de plus en plus figure de challenger. 100 % musicale, elle a le vent en poupe, une image moderne et dynamique. Et son cœur de cible (les quinze-trente-quatre ans) correspond exactement au public des concerts.

Le producteur doit émettre un avis : ce sera, dit-il alors, RTL. « Il ne fallait pas se tromper sur le public de Michael Jackson : en France comme aux États-Unis, il est large, varié et familial. La caractéristique de celui de RTL. »

La maison de disques ne partage pas ce point de vue. « En termes de marketing, affirme Henri de Bodinat, le patron de CBS, il serait plus efficace de mobiliser fortement le public cœur de cible de NRJ. » Le staff de Los Angeles opte pour NRJ. Mais celle-ci multiplie les exigences (notamment sur l'emplacement, l'abondance, la taille de son logo dans le stade ou sur les billets, etc.), et prépare un contrat de vingt-trois pages... Agacement des Américains : méfiance. On rompt avec NRJ, RTL — qui s'est d'ailleurs associée à RMC pour la région du Sud — est ravie. La « promo » Jackson s'organise très vite : à l'antenne, sur des pages de publicité dans la presse et

par affichage. Sans doute, l'essentiel se négocie-t-il par échange d'espaces entre médias, mais le coût équivalent estimé pour toute la campagne de promotion ne se situe pas moins autour de... 15 millions de francs ! Sans compter l'apport de TF 1, également sponsor.

NRJ n'a pas digéré l'affaire Michael Jackson. Ses autres concerts (Bruce Springsteen, Pink Floyd) sont pourtant des triomphes. Là aussi, RTL était sur les rangs. « Mais pour faire de ces concerts des événements majeurs, il nous fallait surtout l'adhésion des très jeunes, ceux-là mêmes qui pourrissent dans les rues de la capitale, nous connaissent pas ou presque les Pink Floyd, qui ont disparu de la scène depuis près de onze ans, explique Jean Gemin, de Lesly Productions. Et NRJ représente la plus grande force de mobilisation. » Rarement campagne (lancée dès décembre 1987) n'a été aussi importante : une douzaine de messages quotidiens à l'antenne sur trois périodes de deux mois, de longues pages dans la presse nationale et régionale, opération minitel... Deux mois avant la date du concert, la quasi-totalité des billets étaient vendus.

RTL-NRJ à fleur mouillée

Les responsables de la tournée Jackson ne purent en dire autant. Le démarrage des ventes fut très lent, suivi de l'annulation d'un troisième concert à Paris et d'un autre à Lyon. « Les médias ne remplissent pas les stades, commente Pascal Bernardin, son image. Nous avons refusé des places le deuxième soir et avons réuni en deux jours 150 000 spectateurs. Nice et Montpellier seront des succès. »

NRJ rit en douce, pas mécontente de la colère de RTL. Lorsque quelques jours avant le concert, « ne pouvant rester indifférente au relatif insuccès de la vente des billets », elle a décidé d'inciter ses auditeurs à se déplacer pour Michael Jackson ! L'ironie allait trop loin. RTL dénonça la « colonie ».

Jean-Paul Boudier, le PDG de NRJ, n'a guère l'habitude, de mâcher ses mots. « Un professionnel des médias déshonoré n'aurait pas commis la faute de choisir RTL, RTL, dont l'auditoire vieux et rural

préfère Mireille Mathieu et Georges Frana ! Lui confier Michael Jackson, c'était aussi déraisonnable que de diffuser sur NRJ de la publicité pour des dentiers. »

Zéro Productions, comme RTL n'apprécie guère. « NRJ inconcevable ? Tout-à-fait possible ! Comment se fait-il alors qu'elle n'arrive pas à mobiliser ses auditeurs pour venir voir Prince à Bercy en juillet ? »

Les enjeux financiers sont importants pour le producteur, qui risque des millions de francs en versant à l'artiste un cachet minimum garanti (avant même la mise en vente des billets), règle la location de la salle, l'indemnité, la sécurité et accepte, semble-t-il, des marges très faibles (5 à 15 %) sur la recette globale. Enjeux des ventes de disques aussi pour les compagnies qui attendent légitimement une envolée. Enjeux d'image enfin, pour la radio sponsor.

« On accole notre image à un spectacle, à un artiste. C'est une formidable promotion de notre style », déclare Stéphane Duhamel, directeur de la promotion de RTL. Encore les accords doivent-ils demeurer « raisonnables », insiste-t-il. Car si les surenchères des promoteurs de spectacles connaissent actuellement des dérives importantes qui attisent les appétits des Anglo-Saxons, la guerre entre les médias est loin d'être sereine. « Il y a des surenchères grotesques, estime M. Duhamel, qui cassent le jeu de la concurrence. » Et comme chacun reste discret sur le montant des plans-médias offerts...

La compétition ne peut que s'intensifier. Fraîchement arrivé sur le marché des concerts en 1985 et auréolé du « coup » Madonna en 1987, NRJ est devenu insatiable et n'a cessé d'arracher aux autres les quelques stars qui leur restent attachées (Jean-Jacques Goldman et Johnny Hallyday notamment pour RTL, Johnny Clegg, qui a connu un triomphe cette année avec Europe 1). Encore chacune des stations a-t-elle sa propre politique de spectacles. Sous le signe de la diversité pour RTL (qui sponsorise aussi bien Boris Godounov à l'Opéra, du théâtre pour Europe 1 (Kean, et l'affaire du courrier de Lyon), de la nouvelle musique rock pour une page de radios FM (comme l'ardente Ouf FM, dans la capitale). Ou des concerts géants.

ANNICK COJEAN.

« L'Événement » rachète l'Action-Christine

Créer un « journal village », dont l'Événement du jeudi, lancé en 1984, sera le centre vital entouré de salles de cinéma, d'autres publications, d'une boutique et d'un restaurant : tel est le projet que construit M. Jean-François Kahn. Son groupe de presse, constitué à la fin de 1987 grâce à la prise de contrôle des mensuels *Paroles et Musique* et *Sciences et Technologies*, avait aussi acquis le restaurant Le Comptoir de l'Événement, à deux pas du journal, rue Christine, et monté une Boutique du Club des lecteurs-actionnaires de l'hebdomadaire.

Aujourd'hui, il s'agrandit encore en acquérant les deux salles de cinéma l'Action-Christine pour 3,5 millions de francs et en prenant 45 % du capital d'une publication spécialisée, la *Nouvelle revue économique*.

Le capital du groupe de presse de M. Kahn, porté à 41,5 millions de francs en décembre dernier grâce à une augmentation de capital (le Monde du 2 décembre 1987), permettait cette opération. Les salles de l'Action-Christine serviront à des réunions des lecteurs et à des conférences de presse. Le dirigeant de l'Action-Christine, M. Jean-Max Causse (associé avec M. Jean-Marie Rodon), garde tous pouvoirs sur la programmation et la gestion.

Les lecteurs de l'Événement bénéficieront, deux après-midi par semaine, de réductions de prix sur les places.

YVES-MARIE LABÉ.

Bernard Wouts président de la Coopérative des quotidiens de Paris

M. Bernard Wouts, administrateur général du Monde, a été élu à l'unanimité, jeudi 30 juin, président de la Coopérative des quotidiens de Paris, qui est un des actionnaires des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP). M. Bernard Wouts succède à M. Pierre Stanislas (l'Équipe), qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat.

Le conseil de gérance des NMPP est composé de cinq coopératives de journaux représentant les différentes formes de presse, qui détiennent, ensemble, 51 % du capital de la société, et de quatre représentants du groupe Hachette (49 % du capital).

theatre

Les spectacles de la semaine du 2 juillet 1988

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

Opéra de Paris : *Le Trouvère* de Giuseppe Verdi. 8 h 30.

— Du 1^{er} au 15 juillet —
LES RENAULT 89
A PRIX 88

Dans tout le réseau Renault

Offre réservée aux particuliers dans la limite des stocks disponibles.

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

avec Le Monde

MINISTÈRE FISCAL BAC

DEANUS COLES
36.15 LEMONDI

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles: ► Signifié dans le Monde radio-télévision • Film à éviter • On peut voir • ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 1^{er} juillet

TF 1

20.40 Jeux : Intervilles. Vic-Fernando-Montblanc. ► 22.35 Alain Decaux face à l'histoire. Le mystère de l'île de Pâques. 23.35 Documentaire : la génération. 0.00 Phocéa contre Atlantic. 0.05 Journal et la Bourse. 0.25 Série : Les cavaliers. 1.10 Magazine : Minit sport. 2.10 Documentaire : Le chemin des Indes. 2.30 Le monde d'aujourd'hui. 3.05 Documentaire : Histoire naturelle. 3.10 Rouge, blanc, bleu : Savoir chasser avec son chien. 4.05 Magazine : Reportages. 4.30 Documentaire : L'équipe Costeau en Amazonie. 5.50 Magazine : Reportages.

A 2

20.35 Feuilleton : La Camorra, règlements de comptes à Naples. De Steno, avec Sophie Duez, Claudio Amendola, Marcello Mazzanti, Carlo Giuffrè (3^e épisode). 21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème «Faites-en des sucs de l'été», sont invités: Jean-Paul Desprat (le Marquis des épiques), Jean Sagne (Toujours-Lesures), Henri Thomas (Une dérive par la vie), Jeanne Cressanges (Les Deux roses). 22.55 Journal. 23.10 Résumé de Wimbledon. 23.30 Club-Club : Gilda m Film américain de Charles Vidor (1946), avec Rita Hayworth, Glenn Ford, George McCready (v.o.).

FR 3

20.30 Feuilleton : L'affaire Salm-Roman. De Michel Wyn, avec Jean-Paul Desprat, Claude Delorme, Jacques Dacquin, Claude Brosset (dernier épisode). 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. God save the queen. Après vingt ans d'absence, la Queen-Elizabeth II fait escale à Cherbourg. 22.15 Journal. 22.40 Documentaire : Le cratère de

torique. 2. Rivières ouvertes. 23.30 Musiques, musique. Concerto en sol, de Ravel, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Serge Celibidache.

CANAL PLUS

20.30 Un film dans la Maffia. 21.15 Cinéma : La tête contre les murs m Film français de Georges Franju (1958). Avec Jean-Pierre Mocky, Anouk Aimée, Charles Aznavour, Paul Meurisse. 22.50 Flash d'informations. 23.55 Cinéma : L'Aube rouge m Film américain de John Milius (1984). Avec Patrick Swayze, C. Thomas Howell, Ron O'Neal. 0.45 Cinéma : Résidence surveillée m Film français de Frédéric Cloupin (1986). Avec Jacques Bonnaffé, Maria Schneider, François Siener. 2.20 Cinéma : Autour de minuit m Film américain-français de Bertrand Tavernier (1986). Avec Dexter Gordon, François Chazot (v.o.). 4.25 Cinéma : Emmanuelle IV. Film français classé X de Francis Leroy (1983). Avec Sylvia Kristel, Mia Nygrén, Patrick Bauchau. 6.00 Série : Bergerac.

LA 5

20.30 Téléfilm : Les lacrimas de désert. Du Sud-Kenya, avec Stacy Keach, Samantha Eggar, John Savage, Robby Benson. L'orange découverte d'un reporter-photographe. 22.00 Série : Hitchcock présente. 22.50 Série : Star Trek. 23.30 Météo impossible (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible (nuit). 0.25 La grande vallée (rediff.). 1.15 L'homme de l'Atlantide (rediff.). 2.05 Journal de la nuit. 2.10 Arène Lapin (rediff.). 3.05 Les secrets de la mer Rouge (rediff.). 3.30 Les globetrotters (rediff.). 3.55 Star Trek (rediff.).

Samedi 2 juillet

TF 1

13.45 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm à la carte. 13.50 Série : Matt Houston. 15.45 Tiers à Evry. 16.00 La Une est à vous (suite). 18.10 Trente millions d'amis. Émission de Jean-Pierre Hulin. Dossier : Les maisons de retraite (2^e partie). Les chèvres pare-feu. 18.40 Série : Tonnerre mécanique. 19.25 Marc et Sophie. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert et Loto. 20.40 Variétés : Oh! Coco fête l'été. Émission présentée par Stéphane Clavier du camping. 20.50 Journal. 21.00 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. ► 23.15 Série : L'heure Sincère. L'homme de Londres, de Jan Kjaer, avec Piet Kammerman, Mickie Verheyden, Elke de Rooij. 0.10 Journal et météo. 0.25 Série : Les incorruptibles. 1.20 Magazine : Minit sport. 2.20 Documentaire : Le chemin des Indes. 2.30 (2). 3.10 Magazine : Reportages. Hail : enquête sur un massacre. 3.35 Variétés : Vite qui peut. 4.25 Magazine : Reportages. 4.50 Dessin animé : Heekle et Jackie. 5.00 Documentaire : La progéniture. 5.50 Dessin animé : Heekle et Jackie. 5.55 Documentaire : Histoire naturelle. 6.50 Dessin animé : Heekle et Jackie.

A 2

13.15 Magazine : Samedi passion. En direct de Nantes, présentation des vingt-deux équipes du Tour de France cycliste, des étapes, Rétrospective des meilleurs moments des Tours précédents. Tennis : Tournoi de Wimbledon. 17.35 Magazine : Spécial aventure. Transhumance (à Saint-Marcel, dans le Gard). Mémoire de chien : chiens de berger australiens. Laissez passer les moutons. Chèvres du Mali : Chien du coq. Vétérinaires sans frontières : A la service. Variétés : Pierre Perret. 19.10 Actualités régionales. 19.35 On est couché caché la caméra invisible? Émission de Jacques Rouland. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Téléfilm : Le Toubieau. Comédie

de Robert Lamoureux, mise en scène de Jean-Luc Moreau. Avec Michel Leeb, Georges Montillat, Madeline Barbut, Stéphane Fugère. 22.30 Feuilleton : L'Amour en héritage. De Douglas Hickox, d'après le roman de Judith Krantz. Avec Stefanie Powers, Lee Remick, Stacy Keach, Robert Ulrich (1^{er} épisode). Amour, passion. Cette saga a été diffusée pour la première fois en 1984. 23.30 Les enfants du royaume. Extraits du concert de Wembley donné le 11 juin. 0.30 Journal.

FR 3

14.00 Magazine : Sports loisirs vacances. Canot-kayak : Automobile : championnats de France 1^{re} division de course de côte : Bowling : championnat d'Europe; Triathlon à Avignon; Escalade. 15.15 Espaces 3 : Entre-prises. 15.45 Magazine : Sports loisirs vacances (suite). Jumping à Francorville; Natation : Meeting international du Canal. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Cinéma : Les aventures de Winnie l'ourson; Dessin animé (Mickey à l'opéra; Dessin animé; Pluto à la course; Donald chasseur d'ours; Donald et Pluto; Papa est de sortie). 18.00 Feuilleton : Diligence Express. 19.00 La 19-20 de l'Information. De 19.10 à 19.30, le Journal de la région. 19.35 Dessin animé : Dipsode. Le cours du temps. 20.05 Jeu : La chaise. Présenté par Fabrice. 20.30 Disney channel. Présenté par Vincent Perrot. Dessin animé : La bande à Pico et. 21.00, série : Super-flics. 21.45 Journal. 22.10 Magazine : Le dîner. D'Henry Chapier. Invité : Fernand Arrabal. 22.30 Opéra : Les Troyens. Opéra en cinq actes d'Hector Berlioz, par l'Orchestre national de Lyon, le chœur Pro Musica de Londres et les Chœurs régionaux Rhône-Alpes, dirigés par Serge Baudo. 2^e partie : actes III, IV et V. (Retransmis en simultané et en stéréo sur France-Musique).

CANAL PLUS

14.00 Magazine : Le monde du sport. 14.50 Série : Flic à tout faire. 15.15 Série : A chacun sa vérité. 15.40 Série : La méditation du loup-garou. 16.05 Documentaire : Animaux du soleil. Maroc, porte du désert. 16.30 Cabos cadin. Rambo : Grisé le petit dragon : SOS fantômes; Moi, Renart. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 19.30 Flash d'informations.

M 6

20.30 Série : Le saint. La petite fille perdue. 21.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. Le vieux monsieur. 22.15 Magazine : Côté 6. L'actualité des films de la semaine. 22.30 Cinéma : La cave se rebiffe m Film français de Gilles Grangier (1961). Avec Jean Gabin, Martine Carol, Franck Villard. 0.15 Six minutes d'informations. 0.25 Magazine : Chances (rediff.). 0.55 Ombres de choc. Trente-cinqième Festival du film publicitaire (Cannes 1988, rediff.). 3.25 Musiques : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. La ballade de la godel de Reading, d'Oscar Wilde (INA). 21.30 Musique : Black and blue. Festival d'été. 22.40 Nuits magiques. Les voisins. 4. Le tout-possible. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Immigrant songs : Minimal compact.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 19 décembre 1987 à Sarrebruck) : Stabat pour orchestre, de Lachmann; Symphonie n° 9 en ré mineur op. 125, de Beethoven, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Myung-whun Chung; sol : Helen Donath (soprano); Cornelia Wulff (alto); Eberhard Buchner (ténor); Manfred Schenk (basse). 22.20 Premières loges. Margherita Caruso. Extraits de Beethoven et de l'Éclair d'amour, de Donizetti; de Fra Diavolo, d'Auber; de La sonnambole, des Capulets et les Montagues, de Puritains, de Bellini. 23.07 Club de la musique ancienne. Festival de Saintes (10-11 juillet). Œuvres de Purcell, Faraby de Benjamin. 23.30 Les super-archives du carcé. 0.00 Cinéma : Diemond baby. Film français classé X de Michel Jean et Myke Strong (1986). Avec Alban Casy, Marilyn Jess. 1.15 Cinéma : Good Morning Babylon m Film italien de Paolo et Vittorio Taviani (1987). Avec Vincent Spano, Joaquim de Almeida, Graça Souto (v.o.). 3.10 Cinéma : Les Nuits de la violence m Film américain de John Bud Cardo (1979). Avec William Devane, Cathy Lee Crosby. 4.40 Cinéma : Léo, le héros. Film anglais de John Boorman (1969). Avec Marcello Mastroianni, Billie Whitelaw, Glenn Ford Jones.

LA 5

13.30 Série : L'homme de l'Atlantide. 14.40 Série : La grande vallée. 15.20 Série : Mission impossible. 16.10 Série : Star Trek. 16.55 La famille Koala. 17.20 Charlotte. 18.10 Creamy, adorable Creamy. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bonnard spécial. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Les hommes du CAT. De William Friedkin, avec Joseph Cortese, Stephen W. James, Jack Youngblood. Quatre heures de TSM-magazine. 22.35 Série : Hitchcock présente. 23.05 Série : Star Trek (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine : TSM-magazine. Présenté par Pierre Cangioni. Résultats sportifs de la soirée; Reportages d'actualité; Rétrospective de la semaine; Le journal du tennis; Diffusion d'un événement sportif. 1.05 Mission impossible (rediff.). 1.55 L'homme de l'Atlantide (rediff.). 2.40 Journal de la nuit. 2.50 La grande vallée (rediff.). 3.40 Arène Lapin (rediff.). 4.35 Les secrets de la mer Rouge (rediff.).

M 6

13.30 Série : Laredo. 14.20 Feuilleton : La malle de Hambourg. 15.05 Magazine : Samedi quelque chose. Informations. 15.40 Créateur's studio.

15.45 Variétés : Skydance. 16.15 Hit, hit, hit, hurra! 16.25 Téléfilm : Cap au large. C'est le «pilote» de la célèbre série La croisière s'annule. 18.00 Journal et la Bourse. 18.15 Téléfilm : Les jeunes pionniers. De Michael O'Herrily (1^{re} partie). Les difficultés d'un jeune couple qui a décidé de s'installer au Dakota vers 1870. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.30 Téléfilm : Les marais de l'espérance. Dans les deux parties d'un roman, une créature cruelle m'homme, mi-bête est rapie... 22.00 Téléfilm : Alcatraz. D'Ernest Tydman (1^{re} partie). Le pénitencier dont on ne s'échappe jamais. Et pourtant...

23.25 Six minutes d'informations. 23.35 Sexy clip. 0.00 Créateur's studio (rediff.). 0.05 Magazine : Turbo. 0.35 Variétés : Skydance (rediff.). Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Daniel Rondeau, écrivain, journaliste, éditeur. 20.45 Dramatique : Tolu-bola. Avec Claude Pin. 22.35 Musique : Opus. Pierre Vassiliu, chez lui, près de Toulouse. 0.05 Clair de nuit.

Dimanche 3 juillet

TF 1

6.55 Bonjour la France. Bonjour l'Europe. 8.00 Météo. De 8.02 à 11.00 Dorothée dimanche. 8.02 Dessins animés. Candy. 9.15 Variétés : Jacky show. Avec Kannaoulla, Florent Pagny, The Beatmasters, un clip de Johnny Clegg. 9.30 Série : Tarzan. 10.30 Pas de piñon pour les croissants. 11.00 Les animaux du monde. Émission de Maryse de La Grange et Antoine Reille. 20.00 Story. 11.25 Série : 11.30 Magazine : Automobile. Spécial Grand Prix de France de formule 1 au Castellet. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.15 Automobile : Grand Prix du Castellet. 15.00 Tennis. Finale du Tournoi de Wimbledon. 16.00 Tiers à Saint-Claude. 16.05 Tennis (suite). 17.30 Jeu : le juste prix. 18.10 Série : Pour l'onneur du risque. 19.00 Magazine : 7/7. Émission d'Anne Sinclair. Invité : Robert Maxwell. 20.00 Journal. 20.35 Météo et Tapis vert. ► 20.40 Cinéma : Sœurs froides m Film américain d'Alfred Hitchcock (1957). Avec James Stewart, Kim Novak, Barbara Bel Geddes, Tom Helmore. 22.45 Magazine : Sport dimanche. 23.30 Journal et météo. 0.50 Magazine : Reportages. 1.00 Flash d'informations. 1.30 Série : Max Headroom. 1.30 Sportiques. Présenté par Marc Tesson. 14.00 Série : Bergerac. 14.50 Téléfilm : Les derniers jours de Patton. De Delbert Mann, avec George C. Scott, Eva-Marie Saint, Murray Hamilton. 17.10 Série : Un film dans la Maffia. 18.00 Cinéma : Le Retour de Chivalier m Film américain de James Glenckhaus (1984). Avec Jackie Chan, Danny Aiello. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana. 20.30 Cinéma : Ram m Film japonais d'Akira Kurosawa (1984). Avec Tatsuya Nakadai, Akira Terao, Jinshei Nezu. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Série : Ray Bradbury présente. 23.40 Cinéma : Léo, le héros m Film anglais de John Boorman (1969). Avec Marcello Mastroianni, Billie Whitelaw, Glenn Ford Jones (v.o.). 1.25 Cinéma : Les Nuits de la violence m Film américain de John Bud Cardo (1979). Avec William Devane, Cathy Lee Crosby, Richard Jaeckel.

A 2

9.00 Connaitre l'islam. 9.15 Émissions israéliennes. A Bible ouverte; La Cantique des cantiques. 9.30 Orthodoxie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le monde du carcé. 0.00 Cinéma : Diemond baby. Film français classé X de Michel Jean et Myke Strong (1986). Avec Alban Casy, Marilyn Jess. 1.15 Cinéma : Good Morning Babylon m Film italien de Paolo et Vittorio Taviani (1987). Avec Vincent Spano, Joaquim de Almeida, Graça Souto (v.o.). 3.10 Cinéma : Les Nuits de la violence m Film américain de John Bud Cardo (1979). Avec William Devane, Cathy Lee Crosby. 4.40 Cinéma : Léo, le héros. Film anglais de John Boorman (1969). Avec Marcello Mastroianni, Billie Whitelaw, Glenn Ford Jones.

FR 3

8.00 Magazine : Golfimages. 9.00 Dessin animé : La saga des héros. 9.25 Dessin animé : Edouard et ses amis. 9.30 Mickey, Donald et C°. Dessins animés : Donald et le lion. Les Gummi. Donald au pays des maths. Les merveilles de la nature. 10.30 Land-tales. Émission de RFO. 11.30 RFO Hebdo. 12.00 Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Magazine agricole de Jean-Claude Widemann. 13.30 Forum RMC-FR3. 14.30 Magazine : Sports loisirs. Handball : France-Algérie. Athlétisme : championnats de jeunes. Les enfants d'en haut. Vol à voile. Volle les frères Peyron. Halfcourt. Tommy jumping. Motor Eve. Masters de ski nautique. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine : Montagne. La saga des Barcelonnètes. 2. De 1910 à nos jours. 17.30 Amos 3. Les contes humoristiques. Les aventures de Kiko. Diplôme (Le cours du temps). Les petits malins. Signé Cat's Eyes. 19.00 Série : Mission casse-cos. Le mariage. 19.55 Flash d'informations. 20.00 Série : Benny

HBL 20.30 Variétés : Pierre Desproges tout seul en scène. Émission de Guy Bedos et Jean-Louis Fournier. Avec Guy Bedos, Paulette Calimache, Nicolas Bedos, Perrine Desproges. 21.55 Journal. 22.20 Dessin animé : Tom et Jerry. 22.30 Cinéma : La Belle de Rome m Film italien de Luigi Comencini (1953). Avec Silvana Pampanini, Antonio Cifariello, Alberto Sordi, Paolo Stoppa (v.o.). 0.10 Musiques, musique. Jazz avec Toots Thielmans.

CANAL PLUS

7.00 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana. 7.50 Cabos cadin. Moi Renart. Rambo. 8.45 Cinéma : L'apiculteur m Film grec de Theo Angelopoulos (1986). Avec Marcello Mastroianni, Nadia Mourouli, Serge Reggiani. 11.00 Cinéma : Attention bandits m Film français de Claude Lelouch (1987). Avec Jean Yanne, Marie-Josée, Patrick Bruel, Charles Gérard. 12.30 Série : SOS fantômes. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Série : Max Headroom. 13.30 Sportiques. Présenté par Marc Tesson. 14.00 Série : Bergerac. 14.50 Téléfilm : Les derniers jours de Patton. De Delbert Mann, avec George C. Scott, Eva-Marie Saint, Murray Hamilton. 17.10 Série : Un film dans la Maffia. 18.00 Cinéma : Le Retour de Chivalier m Film américain de James Glenckhaus (1984). Avec Jackie Chan, Danny Aiello. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana. 20.30 Cinéma : Ram m Film japonais d'Akira Kurosawa (1984). Avec Tatsuya Nakadai, Akira Terao, Jinshei Nezu. 23.10 Flash d'informations. 23.15 Série : Ray Bradbury présente. 23.40 Cinéma : Léo, le héros m Film anglais de John Boorman (1969). Avec Marcello Mastroianni, Billie Whitelaw, Glenn Ford Jones (v.o.). 1.25 Cinéma : Les Nuits de la violence m Film américain de John Bud Cardo (1979). Avec William Devane, Cathy Lee Crosby, Richard Jaeckel.

LA 5

5.00 Journal permanent. De 8.00 à 10.05 Dessins animés. 8.00 Les Schtroumpfs (rediff.). 8.25 Dans les Alpes avec Annette (rediff.). 9.15 Essai musical. Un amour de poupée. Esprit d'équipe. 10.05 Top augests. 10.30 Série : Automann. Club dix. 11.20 Série : Wonder Woman. Ovi soit qui mal y pense. 12.10 Série : Supermarché. Le maléfice. 13.00 Journal. 13.30 Série : L'homme de l'Atlantide. La sirène. 14.25 Série : La grande vallée. La fin et les moyens. 15.20 Série : Mission impossible. La lettre. 16.15 Série : Star Trek. La conscience du roi. 17.10 Série : Shérif, fais-moi peur. Rien que la vérité. 18.05 Mondo Diago. 18.55 Journal images. 19.05 Série : L'homme qui valait 3 milliards. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Un coup de folie. D'Évelyn Purcell, avec Rosanna

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 2 juillet
Fontainebleau, 14 h 30 : livres : Le Raincy, 14 heures : objets d'art, mobilier, tableaux; Rambouillet, 14 h 30 : vins.

Dimanche 3 juillet

Compiègne, 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art; Meaux, 14 heures : archéologie, Extrême-Orient; Rambouillet, 10 heures et 14 h 30 : vins; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art, tableaux; Versailles Chevre-Légère, 11 heures : timbres; 14 heures : tableaux.

PLUS LOIN

Samedi 2 juillet
Abbeville-Provence, 9 h 30 : objets d'art; 14 h 30 : argenterie, bijoux, mobilier.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra. Nénies pour piano op. 9. Le château de Barbe-Bleue et Cantate profane, de Bartok; Sonate pour violoncelle op. 8, de Kodaly. 22.25 Concert : (donné en septembre 1987 à Lyon) : Les Troyens opéra en 5 actes et 9 tableaux (actes III, IV et V), de Berlioz, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Serge Baudo, le Pro Musica Chorus et les Chœurs régionaux, chef des chœurs : Bernard Tegu; sol : Kathryn Harries, Gary Lakes, Mira Zakas, Frangiskos Voutsinos, Hohn Aler, Magali Schwartz, Alexander Malta, Antoine Normand, Paul Guigue, Xavier Tammes.

Arquette, Eric Roberts. L'homme perdu d'une petite servante. 22.35 Concert. Spécial Prince. 23.25 Star Trek (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Star Trek (suite). 0.30 L'homme de l'Atlantide (rediff.). 1.20 La grande vallée (rediff.). 2.10 Journal de la nuit. 2.15 Wonder Woman (rediff.). 3.05 Supermarché (rediff.). 3.55 Top augests.

M 6

7.00 Magazine : Matin chaud. 8.30 Variétés : Skydance (rediff.). 9.00 Jeu : Clip dédiées. 10.25 Magazine : Turbo (rediff.). 10.55 Dessins animés : Graffiti. La lucarne d'Amilcar. 11.30 Série : Cher oiseau Bill. 11.55 Hit, hit, hit, hurra! 12.05 Dessins animés : Graffiti. Capitaine Sheld. 12.25 Infoconsommation. 12.30 Journal. 12.40 Météo. 12.45 Série : La petite maison dans la prairie. 13.30 Série : Laredo. 14.20 Feuilleton : La malle de Hambourg. 15.05 Variétés : Hexagone. Toute l'histoire de la chanson des années 60 à nos jours. 15.55 Jeu : Fan de... 16.25 Hit, hit, hit, hurra! 16.35 Téléfilm : Alcatraz. (1^{re} partie-rediff.). 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Téléfilm : Les marais de l'espérance. 18.54 Série : Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.30 Cinéma : Revank le rebelle m Film américain de Rudolph Maté (1961). Avec Jack Palance, Milly Vaino, Austin Willis. 21.55 Magazine : Côté 6. L'actualité des films de la semaine. 22.30 Cinéma : La Promesse de l'ange m Film américain de Jules Dassin (1970). Avec Melina Mercouri, Assaf Dayan, Didier Haudepin, François Raffalli, Fernand Gravy, 0.10 Six minutes d'informations. 0.20 Magazine : Chances. 0.50 Concert. Énergie, art à Montpellier en juillet 1987. Sonate en ré mineur, de Beethoven; Trois écosseuses, Général Lavigne, Excentric, de Debussy; Conte de fées, de Schumann; Sérénade, op. 33, n° 4, de Murmurs du printemps, de Sinding; Six moments musicaux, de Schubert. 1.40 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Idéale audience. 22.35 Musique. Le concert. Paul Boulez aux MANCA 1988. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 7 mars 1983 au Grand Auditorium). Quatuor à cordes n° 14 en ut dièse mineur op. 131, de Beethoven; Quatuor à cordes, d'Osaka; Quatuor à cordes n° 6, de Bartok. 22.00 Concert (en direct de la pyramide du Louvre) : La Péri : fa-fa-fa; de Dukas; Les maîtres chanteurs de Nuremberg; ouverture, de Wagner; Roméo et Juliette : Scène d'amour, Scherzo de la ruine Mab, Tristesse et bal chez les Capulets, de Berlioz; Nocturnes pour orchestre : Niages, fées, de Debussy; Daphnis et Chloé : suite n° 2, de Ravel, par l'Orchestre national de France et le chœur de Radio-France, dir. Pierre Boulez. 1.00 Océa.

lier, Anel, 14 h 30 : vente sur le thème de la tarotomachie; Bergerac, 14 heures : mobilier, livres, tableaux; Nice, 10 heures et 14 h 30 : mobilier, objets d'art, tableaux.

Dimanche 3 juillet

Autun, 14 h 30 : arts d'Asie; Calais, 14 h 30 : tableaux; Epervay, 14 heures : vente sur le thème du champagne; Lœux, 14 h 15 : tableaux, bijoux, mobilier; Pithiviers, 14 h 30 : tableaux, meubles, argenterie; Saint-Brieuc, 14 heures : cartes postales, timbres, affiches; Tarbes, 14 h 30 : tableaux.

FOIRES ET SALONS

Ouzouer-le-Marché (Loir-et-Cher). Saint-Maximin (Var), Coulange (Orne), Angerville (Eure-et-Loire), Saint-Pierre-de-Nemours (Seine-et-Marne).

Audience TV du 30 juin 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 22 000 foyers

| HORAIRE | FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 19 h 22 | 37,5 | Sans-Barbara 15,6 | Actual. région. 7,3 | Actual. région. 3,6 | Nulle part 2,6 | Perra magique 5,2 | Hulk 3,6 |
| 19 h 45 | 43,8 | Roue fortune 20,8 | Frenches toiles 4,7 | Actual. région. 2,6 | Nulle part 4,2 | Boulez, Bouvard 5,7 | Hulk 5,7 |
| 20 h 18 | 55,2 | Journal 20,3 | Journal 18,2 | La classe 6,3 | Nulle part 3,1 | Journal 4,2 | Cosby show 3,1 |
| 20 h 55 | 58,3 | Quest. domicile 9,9 | Fune à Bahu 18,8 | L'important... 17,2 | L'Apollon 0,0 | Temps des vac. 9,9 | Petite Fille... 3,6 |
| 22 h 8 | 50,5 | Rick Hunter 4,7 | Fune à Bahu 22,4 | L'important... 15,6 | L'Apollon 0,0 | Temps des vac. 5,2 | Petite Fille... 3,1 |
| 22 h 44 | 33,3 | Rick Hunter 4,2 | Éds. spéciale 7,3 | Journal 9,4 | Poules et Fitas 1,6 | Hitchcock 3,1 | Homme de fer 7,8 |

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

SAINT-GOBAIN
s'adresse à ses actionnaires
samedi 2 juillet sur FR 3 à 11 h 35

CAMPUS

Ponts : la première...

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

«... la première...»

Informations « services »

Site internet d'informations
sur les 100 Cratères du monde
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE MUSIQUE

3004 Opéra...
3004 Opéra...
3004 Opéra...

Le 3 juillet

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE CULTURE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE MUSIQUE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE CULTURE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE MUSIQUE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE CULTURE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE MUSIQUE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE CULTURE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE MUSIQUE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE CULTURE

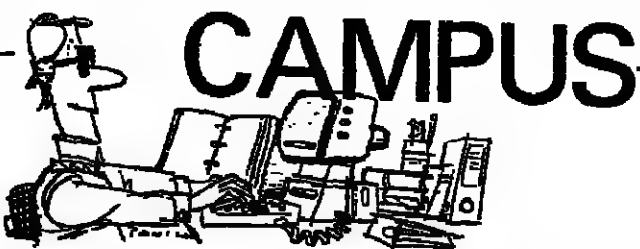
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE MUSIQUE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité

FRANCE CULTURE

1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité
1. 8.85 Magazine : l'actualité



CAMPUS

Les Ponts : la première...

L'École nationale des ponts et chaussées est la « première » école de génie civil du monde, affirme avec humour M. Bernard Hirsch, son directeur. Elle est la première... parce que la plus ancienne, selon une association américaine, l'American society of civil engineers qui lui a remis une plaque pour célébrer cette antériorité.

Fondée en 1747 par Trudaine, responsable des finances et des ponts et chaussées, elle fut créée pour coordonner le savoir des ingénieurs dont les pratiques variaient d'une province à l'autre. Depuis 1845 elle est installée rue des Saints-Pères à Paris, dans l'hôtel de Fleury. A l'occasion de la remise de cette distinction, l'école des ponts a ouvert ses archives. Elles conservent des écrits de Colbert, des autographes de Napoléon I^{er}, les dossiers scolaires des étudiants avec les appréciations des enseignants. On trouve même le dossier d'un certain Michel Rocard, professeur de macro-économie à la fin des années 70.

Le fonctionnement actuel de l'école s'inspire de l'organisation en vigueur au XVIII^e siècle. Comme autrefois, les élèves jouent un rôle essentiel dans la pédagogie puisqu'ils sélectionnent leurs cours : ceux qui attirent moins de quinze personnes sont supprimés. Inversement des matières peuvent être ajoutées à la demande des élèves. Au siècle des Lumières l'école pratiquait une alternance entre les cours et des travaux pratiques sur le terrain. Aujourd'hui, entre la seconde et la troisième année, les étudiants sont confrontés à la réalité pendant douze mois dans une entreprise. Ils reviennent à l'école plus avertis. Et plus motivés aussi.

M. Bernard Hirsch cherche avant tout à forger des personnalités : « nous attachons plus d'importance à former des tempéraments qu'à enseigner des technologies. Les technologies évoluent vite alors que changer des tempéraments s'avère plus difficile. »

T. Bid
École nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris, Tél. : 42-60-34-13.

Bourses d'ingénieurs

Pour les programmes post-ingénieur et masters en informatique, Télécom et communication. Telesystèmes offre trente bourses d'études à des ingénieurs en grande école ou à des universitaires de niveau équivalent.

(Institut Telesystèmes, 11-15, rue Serravallo, 75014 Paris, Tél. : 43-20-14-28.)

Droit public économique

Un DEA droit public économique a été créé à l'université de Nanterre. Il est ouvert aux étudiants possédant une maîtrise de droit public ou privé ou un diplôme équivalent.

(Université Paris-X, UFR de sciences politiques, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex, Tél. : 40-87-72-00.)

Ingenieurs

Pour la prochaine rentrée, le centre universitaire des sciences et techniques de Clermont-Ferrand lance de nouvelles formations d'ingénieurs sur trois ans. Ces nouveaux cursus proposent un enseignement en « génie civil », « génie électrique » et « génie informatique ».

(CUST, université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand II, BP 206, 63174 Aubière Cedex, Tél. : 73-28-41-10.)

PHILATÉLIE

Roland Garros et Sédieres

La Poste mettra en vente, le lundi 4 juillet, deux timbres-poste à 2 F et 2,20 F, consacrés, d'une part, au centenaire de la naissance de Roland Garros, et, d'autre part, au château de Sédieres, en Corrèze.

● Roland Garros. — Roland Garros est né le 6 octobre 1888 à Saint-Denis-de-La-Réunion. Très tôt, il ne rêve que de piloter et passe son brevet à Cholet, le 19 juillet 1910. Le 23 septembre 1913, il réussit la première traversée aérienne de la Méditerranée, de Saint-Raphaël à Bizerte : 730 kilomètres en 7 heures 53 minutes à bord d'un Morane-Saulnier type H, à moteur Gnome de 60 chevaux.

A trois reprises, il bat le record du monde d'altitude pour atteindre, en 1912 à Tunis, 5 610 mètres.

Durant la guerre 1914-1918, il imagine un système permettant à un avion de 730 kilomètres en 7 heures 53 minutes à bord d'un Morane-Saulnier type H, à moteur Gnome de 60 chevaux.

Les Sédieres se sont illustrés par de hauts faits d'armes : Pierre de Sédieres, combattant aux côtés de Jean de La Valette, grand maître de l'ordre de Malte, se couvrit de gloire lors du siège de Malte en 1565. Res-

tauré sous la direction de Viollet-le-Duc, ce château abrita un orphelinat jusqu'en 1904. Le département de la Corrèze l'acquiert en 1965. Entièrement rénové aujourd'hui, il accueille colloques, séminaires, expositions et festivals.

Le timbre, au format de 21,45 x 36 mm (N° PTT 1988-30), dessiné et gravé par Eve Luyet, est imprimé en taille-douce en feuille de cinquante.

● Vente anticipée les 2 et 3 juillet, de 9 heures à 18 heures au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au château de Sédieres (Corrèze), et le 2 juillet, de 9 heures à 12 heures au bureau de poste de Clergoux (Corrèze).

Retrouvez la notice de la collection de timbres de la Poste de France.

24, rue de la République, 75001 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-06.

En filigrane

● Le Monde des philatélistes de juillet-août. — Le Monde des philatélistes de juillet-août vient de paraître sous la forme d'un « spécial vacances ». Au sommaire : un tour de France des musées postaux ; une rubrique cartes postales qui mène à Barcelone ; une thématique touristique ; un poster détachable ; enfin et surtout un grand concours organisé avec la Poste, qui peut vous permettre de gagner un voyage de deux jours pour deux personnes en Dordogne avec une visite de l'imprimerie des timbres-poste de Périgueux. Un bulletin de participation se trouve dans le Monde des philatélistes et vous pouvez en retirer dans tous les « Points-philatélie » de France.

Il y a en au moins un par département. Votre bureau de poste vous indiquera le plus proche de chez vous. (Le Monde des philatélistes, 84 pages, 15 F.)

● Record de vente. — Un numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

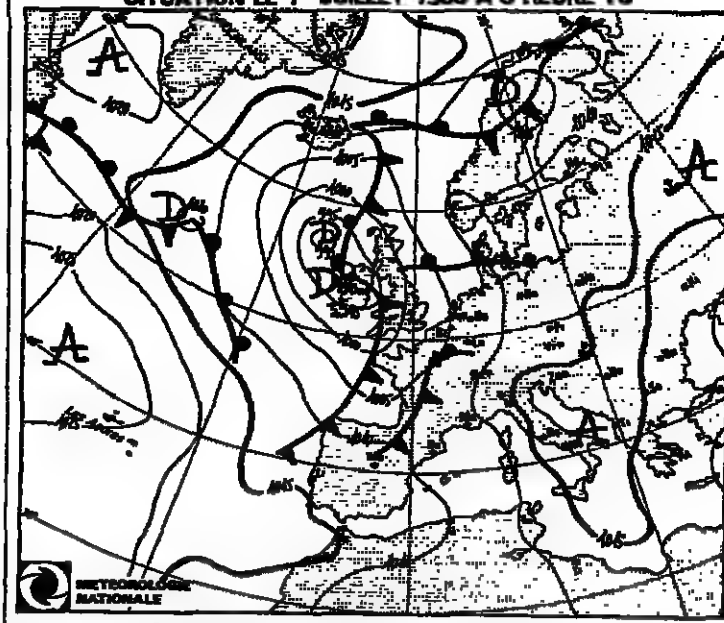
numéro 1 de l'île Maurice, le

numéro 1 de l'île Maurice, le

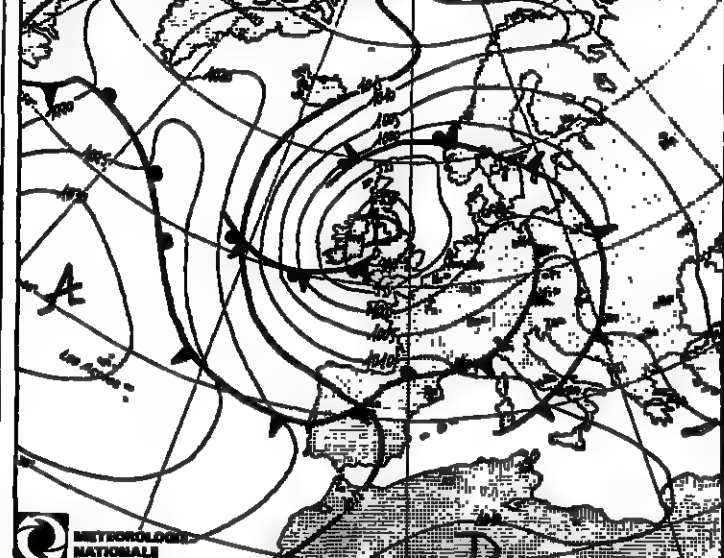
numéro 1 de l'île Maurice, le

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1^{er} JUILLET 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 3 JUILLET À 0 HEURE TU



Evolution probable des temps en France entre le vendredi 1^{er} juillet à 0 heure et le dimanche 3 juillet à 24 heures.

Avec l'installation d'une dépression sur les îles britanniques, le pays va progressivement se trouver sous l'influence de forts vents d'ouest. Ils amèneront un temps très changeant où éclaircies et passages pluvieux se succéderont rapidement.

Cela s'accompagnera des températures seront en baisse sensible.

Samedi : passages pluvieux, vent fort et frais.

Sur la Bretagne et la Cotentin, il pleuvra en début de journée. Ensuite, éclaircies et averses se succéderont avec le retour de pluies plus continues en soirée près de la Manche.

De la Normandie au nord à l'ouest du Bassin Parisien au Midi Pyrénées à l'Aquitaine et aux Pays de Loire, le temps sera variable avec une alternance de nuages, d'averses et d'éclaircies. Un passage pluvieux plus marqué traversera ces régions vers la mi-journée.

De la Champagne à l'Alsace aux Alpes et à l'Anvergne, la météo sera d'assez belles éclaircies mais aussi quelques ondées. L'après-midi, pluies et orages locaux seront de retour.

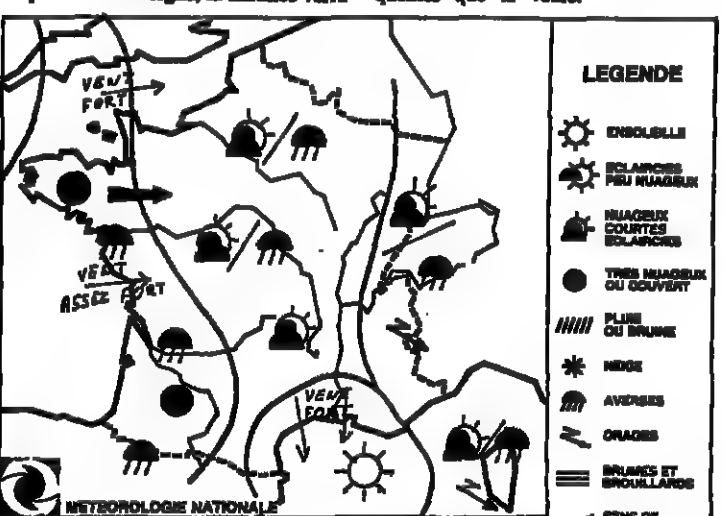
Sur les régions méditerranéennes, la météo sera ensoleillée grâce au Mistral et à la Tramontane. A noter toutefois des risques orageux de la Corse d'Azur à la Corse. L'après-midi, le vent faiblira et quelques nuages cailleront le soleil par moment.

Le vent soufflera fort sur le littoral nord-ouest. En rafales il atteindra 80 à 100 km/h près des côtes, 60 à 80 km/h dans l'intérieur.

De la Bretagne au Nord, la journée sera pluvieuse.

Ces pluies se renforceraient en cours d'après-midi et s'étendraient au pays de Loire, à l'île-de-France et au nord de la Champagne.

Sur les autres régions, le temps sera variable avec une succession d'éclaircies, de nuages et d'averses moins fréquentes que la veille.



TEMPS PREVU LE 02 07 88 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 01-7-1988

Valeurs extrêmes relevées entre le 30-6-1988 à 6 heures TU et le 01-7-1988 à 6 heures TU

| | | | | | | | | | | | | | | |
|------------|----|----|---|-------|----------|----|----|----|------|----|------|----|----|---|
| FRANCE | | | | TOURS | | | | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C |
| ALCOY | 29 | 20 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BARBEZIEUX | 29 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | 26 | 16 | N | N | TOULOUSE | 26 | 16 | A | LYON | 24 | 17 | C | | |
| BORENAIX | | | | | | | | | | | | | | |

SOMMAIRE

■ Selon les experts de la Commission de la CEE, l'économie européenne ne devrait pas connaître de ralentissement important d'ici à la fin de l'année 1989 (lire ci-dessous).

■ La baisse de la TVA sur les boissons non-alcoolisées s'explique par un souci d'harmonisation européenne mais aussi par une volonté de modérer la hausse des prix durant l'été (lire ci-contre).

■ La hausse générale des taux d'intérêt n'a eu aucun effet sur les marchés des changes (lire ci-dessous).

■ Offensive antijaponaise de Thomson sur le marché de la télévision haute définition (lire page 25).

La hausse générale des taux d'intérêt

Les banques centrales contre les marchés des changes

Jeu 30 juin, comme s'y attendaient les marchés internationaux, la Banque fédérale d'Allemagne a relevé d'un demi-point son taux d'escompte, porté de 2,5 % à 3 %, et, surtout, majoré à nouveau son taux de prise en pension d'effets commerciaux, véritable taux directeur, qui passe de 3,50 % à 3,75 %, après un premier relèvement également d'un quart de point, le 21 juin dernier. La Bundesbank a été immédiatement suivie par les banques centrales des pays de la zone mark qui ont relevé leurs taux à due concurrence : 3,50 % contre 3,25 % et 3,50 % contre 3 % pour, respectivement, les Pays-Bas et l'Autriche.

De son côté, la Banque nationale de Belgique portait de 6,50 % à 6,75 % son taux d'escompte, et de 6,75 % à 7 % son taux

d'avances, tandis que la Banque nationale de Suisse élevait de 4 % à 4,5 % son taux lombard (avances sur titres). Seule la Banque d'Angleterre et la Banque de France n'ont rien fait : à Londres, le taux directeur de la banque venait d'être relevé d'un demi-point pour mardi et, à Paris, on se préoccupe plutôt d'abaisser les taux.

Retour à la « normale »

Ces mesures destinées essentiellement à freiner la hausse du dollar n'ont eu strictement aucun effet sur les marchés des changes. Le cours du dollar à Francfort, qui, tout de même, avait légèrement fléchi, jeudi, à l'annonce de la décision de la Bundesbank,

revenant de 1,8250 DM à 1,82 DM, et même à 1,8140 DM jeudi soir à New-York, s'est retrouvé à 1,8240 DM vendredi en fin de matinée, comme si rien ne s'était passé. « La décision des Allemands était largement anticipée », commentait un opérateur, dès le début de la semaine, les taux d'intérêt à court terme en RFA s'étaient sensiblement raffermis, de plus d'un demi-point, de sorte qu'aucun changement n'était noté de ce côté-là à la veille du week-end.

Pour tout le monde, la Banque fédérale d'Allemagne « revient à la normale », comme le relève notre correspondant à Bonn. En quelques jours, elle n'a fait que reprendre ce qu'elle avait concédé à contrecœur au début de décembre dernier, lorsqu'elle avait abaissé d'un demi-point son taux

d'escompte et son taux d'intervention : une manœuvre symétrique, en quelque sorte.

Si le dollar ne fléchit pas en Europe, en revanche, il s'envole à Tokyo, où l'absence d'intervention de la Banque du Japon pousse les opérateurs à tester la résolution de la banque : vendredi matin, le cours du billet vert a bondi de 132,20 yens à 134,50 yens, au plus haut depuis le 26 novembre 1987. A Tokyo, on estime que le dollar pourrait approcher le seuil des 135 yens et, pourquoi pas, de 140 yens. Le gouverneur de la Banque du Japon, M. Satoishi Sumita, a pourtant laissé entendre que l'institut d'émission japonais pourrait intervenir, mais il n'a pas indiqué, bien entendu, à quel niveau de cours. Sur les marchés, on parle de 135 yens, sans aucune certitude.

Les Allemands se félicitent d'un retour à la normale

BOHN de notre correspondant

« Une adaptation en douceur », « une mesure de précaution ». La plupart des commentateurs allemands considèrent que l'augmentation d'un demi-point du taux d'escompte par la Bundesbank — de 2,5 % à 3 % — était bienvenue.

Le conseil d'administration de la banque centrale ouest-allemande, réuni le jeudi 30 juin, en présence du ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a également relevé le

taux des prises en pension, de 3,5 à 3,75 %. « La conjoncture intérieure est caractérisée par une forte croissance, parallèlement la masse monétaire s'est accrue et la position du deutschemark s'est affaiblie sur le marché international des devises. Dans ce contexte, la baisse du taux d'escompte à un niveau historique, une mesure prise à l'occasion des turbulences sur les marchés financiers en octobre 1987, ne se justifie plus », a indiqué le Bundesbank dans un communiqué.

C'est en quelque sorte un retour à la normale qui est salué par la

part des milieux financiers d'outre-Rhin. Ceux-ci soulignent, comme la Fédération des industriels, qu'il ne faut pas craindre de « freinage de la conjoncture » après ces mesures.

Cependant la Fédération du commerce de gros et de l'exportation juge que cette hausse « n'est pas sans risques pour la conjoncture », partageant en cela les préoccupations des syndicats et du Parti social-démocrate.

« Lorsque l'inflation est en route », écrit le journal des milieux d'affaires *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « il est bien difficile de

l'arrêter, et c'est pourquoi la Bundesbank a réagi aux premiers signes d'un gonflement de la masse monétaire ». Le journal de Francfort souligne d'autre part que l'on aurait tort de considérer les Allemands comme des « maniaques de la stabilité monétaire ». Le monde au contraire devrait, selon ce journal, se féliciter qu'il existe des institutions, comme la Bundesbank, qui contraignent les hommes politiques à observer une stricte discipline monétaire.

L. B.

BILLET

La TVA sur les boissons non alcoolisées

Un fusil à deux coups

Il est bon, il est vertueux, il est excellent de ramener de 18,6 % à 5,5 % le taux de la TVA sur les boissons non alcoolisées, eaux minérales et gazeuses, sirops, jus de fruits et autres liquides rafraîchissants. Il était illogique, coûteux, immoral et provocateur de les taxer au même niveau que les boissons alcoolisées, vins et bières, dans un pays qui paie un lourd tribut à l'alcoolisme, notamment chez les jeunes. Saluons donc comme il convient une telle mesure qui, au surplus, fait la joie des producteurs de boissons non alcoolisées. Il n'y avait qu'à voir la hausse des cours de leurs actions en Bourse, le jeudi 30 juin, pour s'en rendre compte : BSN (Evian, Badoit, Perrier) (Orange, Pacific), Perrier.

Attendue depuis longtemps par ces producteurs, cette baisse a néanmoins — par son ampleur inattendue — causé pour eux une étonnante surprise. Quant à l'argument de l'harmonisation fiscale européenne, c'est-à-dire de rapprochement des taux de TVA, ceux de la France étant les plus élevés, il apparaît moins convaincant à l'examen : les boissons non alcoolisées sont taxées à 19 % en Belgique, 16 % en Grande-Bretagne, 14 % en Allemagne et 12 % en Espagne. En revanche, il apparaît clairement que l'annonce d'une telle mesure, susceptible d'alléger

de 2 milliards de francs les dépenses des consommateurs, en année pleine, se conjugue parfaitement avec celle d'un relèvement de 2,5 % des tarifs de l'électricité et du gaz, retardé depuis le 1^{er} janvier, et qui coûtera à ces mêmes consommateurs 2,2 milliards de francs environ.

« Vérité des prix », a affirmé M. Pierre Bérégovoy, qui a raison de vouloir assurer l'équilibre du compte d'exploitation d'EDF et de GDF. A vue de nez, l'allègement (environ 0,075 point de l'indice des prix à la consommation) devrait compenser la ponction. Il ne reste plus au gouvernement qu'à progresser en si bon chemin : il pourrait, par exemple, abaisser encore la TVA sur les automobiles, déjà ramenée de 33 % à 28 % par M. Balladur, et augmenter, à due concurrence, les taxes sur les produits pétroliers, ce qui comblerait d'assez les conducteurs du dimanche, Renault et Peugeot.

Une politique de l'indice ? J'avais, s'indignait M. Bérégovoy, mais dans la chasse à l'inflation, il est toujours bon d'avoir un fusil à deux coups : un coup à droite, un coup à gauche, et le gibier tombe au milieu, si on nous permet de solliciter un peu les lois de la balistique.

FRANÇOIS RENARD.

ENERGIE

Le brut à 5 dollars sous le prix officiel de l'OPEP

Glissade des prix du pétrole

Après trois mois de stabilisation relative autour de 15 dollars par baril, les cours du pétrole brut ont amorcé cette semaine une nouvelle glissade. A New-York le brut de référence, traditionnellement le plus cher du marché, est tombé à 15,15 dollars et à Londres le « Brent » a chuté à 14,21 dollars, tandis que les bruts du Golfe s'échangeaient autour de 13 dollars par baril. C'est le niveau le plus bas atteint depuis la dernière crise au début du mois de mars.

On est très loin désormais du prix officiel de référence de 18 dollars par baril établi et défendu par l'OPEP tout au long de l'année 1987. De crise en crise les cours du pétrole ont baissé en un an de 5 dollars soit 25 %, et ils pourraient glisser encore plus bas si le « cartel » des pays producteurs ne prend aucune initiative. « On va vers un prix de 12 dollars », est un responsable du Golfe, suivi par la plupart des analystes.

Ce nouvel accès de faiblesse n'est pas vraiment une surprise. Depuis la conférence de l'OPEP à Vienne le 14 juin dernier, la plupart des observateurs attendaient le pire (le *Monde* du 16 juin). Comme il était prévisible, compte tenu de l'absence de cohésion du groupe, la production de quinze pays a en effet continué à gonfler, déstabilisant un marché encombré de stocks.

Les Emirats arabes unis, 5^e producteur de l'OPEP, qui à Vienne avaient refusé leur quota de production, ont mis leur menace à exécution. Le gouvernement des Emirats, tout en répétant que son quota ne devait pas être 1 million mais 1,5 million de barils/jour (75 millions de tonnes/an), a pris les dispositions pour porter son rythme d'extraction au niveau souhaité. Le pays se place ainsi délibérément en dehors du dispositif de l'OPEP, comme l'Irak, qui depuis plus d'un an produit autant qu'il le souhaite alors que tous les autres pays s'efforcent tant bien que mal de plafonner leur production afin de ne pas inonder le marché.

Payer Texaco

La dissidence des Emirats, gênante en elle-même alors que les stocks aux Etats-Unis sont supérieurs de 12,5 % à l'an dernier et que le marché est particulièrement fragile, pourrait avoir des conséquences bien plus graves si, comme il est menacé, le royaume saoudien décide de suivre en gonflant à son tour sa production. Ryad vient d'en prendre les moyens en augmentant les rabais accordés à ses principaux clients, ce qui ramène les prix réels du brut saoudien au niveau du marché (13,50 dollars par baril), environ 4 dollars en dessous de son prix officiel. Décidé à défendre coûte que coûte sa part du marché, le royaume, premier exportateur mondial, est en outre poussé à surproduire pour payer la participation qu'il vient de prendre dans le raffinage-distribution du groupe américain Texaco. Selon des sources bien informées, l'Arabie saoudite pourrait dans un premier temps augmenter son rythme d'extraction de 300 000 barils/jour, ce qui avec le surplus des Emirats porterait la production de l'OPEP à près de 19 millions de barils/jour — contre 17,5 prévus par les accords.

« Il faudra de la chance pour simplement maintenir les prix au niveau actuel jusqu'à la fin de l'année », a déclaré le 29 juin le ministre norvégien du pétrole qui a pronostiqué une « période turbulente ». Vendredi 30 juin, en visite à Mexico, il a lancé, avec son homologue mexicain, un appel aux pays exportateurs pour qu'ils respectent leurs engagements de modération et cherchent à stabiliser le marché.

VÉRONIQUE MAURUS.

Rechute du billet vert

Bref, si cette analyse plutôt sombre se vérifiait, la hausse actuelle du dollar pourrait présager pour bientôt... une rechute douloureuse du billet vert. « Le marché réagit toujours trop tôt ou trop tard. C'est le cas actuellement, où il prend en compte de façon prématurée l'amélioration du commerce extérieur américain, en oubliant qu'il reste un chemin énorme à parcourir pour rétablir l'équilibre des échanges et faire en sorte que la dette extérieure des Etats-Unis cesse donc d'augmenter », explique un haut fonctionnaire bruxellois. Notre interlocuteur, au dire duquel aucun nouveau cours cible n'a été fixé par les Sept à Toronto, ne croit pas que les autorités monétaires feront l'effort nécessaire pour freiner sérieusement le mouvement de hausse. Les relèvements des taux d'intérêt des derniers jours ne sont pas de nature à le faire changer d'avis.

Aux Etats-Unis, fait-il valoir, l'Administration américaine souhaite arriver aux élections avec un dollar fort comme manifestation supplémentaire de sa bonne gestion. En Europe, la reprise de la monnaie américaine est bien accueillie par les pays qui éprouvent des difficultés à exporter. En Allemagne même, où pourtant la Bundesbank est inquiète de l'effet inflationniste d'un renchérissement des importations, les autorités ne paraissent pas déterminées à réagir avec beaucoup de fermeté.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un dollar qui monte

Ayant dit cela, la Commission ne cache pas sa propre et vive inquiétude à l'égard des menaces que continuent à faire peser sur l'économie internationale les déficits extérieurs américains. A cet égard, les économistes de M. Jacques Delors ne sont pas du tout convaincus qu'il faille se féliciter de la hausse sensible du dollar à laquelle on assiste aujourd'hui. Celui-ci a regagné plus de 15 % par rapport aux monnaies européennes en quelques semaines, retrouvant le niveau qu'il avait atteint lors de la signature des accords du Louvre. On craint à Bruxelles que ce raffermissement ne rende plus difficiles les ajustements nécessaires : avec un dollar plus cher, il devient plus difficile pour les Américains d'exporter et, par conséquent, de continuer à grignoter leur

Les perspectives économiques à court terme de la Commission de Bruxelles

La forte activité que connaît l'Europe reste menacée par les déséquilibres américains

La situation économique internationale est ambiguë. Certes, la Communauté, et davantage encore d'autres pays de l'OCDE, bénéficient d'une activité très soutenue depuis le second semestre 1987. Mais les déséquilibres internationaux de balance des paiements (déficit américain, excédents japonais et allemand) en se réduisant que lentement, il n'est pas plus ou moins longue échéance de nouvelles turbulences sur les marchés financiers paraissent vraisemblables. L'élément nouveau le plus important, c'est la reprise du dollar. Plutôt bien accueillie par la plupart des gouvernements, elle présente néanmoins de sérieux inconvénients. Tels sont les principaux éléments qui ressortent de la communication que la Commission de Bruxelles vient de transmettre aux gouvernements des Douze sur les perspectives économiques à court terme.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Décidément, les excellentes performances économiques que connaissent actuellement les pays industrialisés ne suffisent pas à rassurer les experts bruxellois. Ils ne les contentent pas, bien sûr, de même qu'ils admettent que le ralentissement prévu après la crise boursière de l'automne 1987 n'a pas eu lieu. Ils sont convaincus, cependant, que la flambée de croissance actuelle, il est vrai très exceptionnelle (4,5 % en RFA, plus de 11 % au Japon, en rythme annuel au cours du premier trimestre 1988), ne durera pas. Certaines des causes de l'accélération récente disparaissent : la dégringolade du prix du pétrole en 1986,

dont les effets bénéfiques se sont fait sentir une année plus tard, ou encore la forte création de liquidités due aux interventions des banques centrales en 1987 pour freiner la chute du dollar.

La Commission table sur le maintien dans la Communauté d'une croissance moyenne de l'ordre de 2,6 % en 1988 et de 2,3 % en 1989. Elle prévoit une forte progression des investissements (4,8 % en 1988, 4 % en 1989), une augmentation sensible de la consommation privée (3,3 % en 1988, 2,7 % en 1989), suscitée principalement par les réductions d'impôt mises en œuvre par certains Etats membres. Le chômage diminuerait à peine. Le niveau moyen de l'inflation serait au plus bas de l'histoire de la CEE. Les services bruxellois remarquent que la croissance dans la Communauté s'accompagne — c'est là une source nouvelle de préoccupation — de déséquilibres de plus en plus importants dans le commerce entre les Etats membres.

Un dollar qui monte

Ayant dit cela, la Commission ne cache pas sa propre et vive inquiétude à l'égard des menaces que continuent à faire peser sur l'économie internationale les déficits extérieurs américains. A cet égard, les économistes de M. Jacques Delors ne sont pas du tout convaincus qu'il faille se féliciter de la hausse sensible du dollar à laquelle on assiste aujourd'hui. Celui-ci a regagné plus de 15 % par rapport aux monnaies européennes en quelques semaines, retrouvant le niveau qu'il avait atteint lors de la signature des accords du Louvre. On craint à Bruxelles que ce raffermissement ne rende plus difficiles les ajustements nécessaires : avec un dollar plus cher, il devient plus difficile pour les Américains d'exporter et, par conséquent, de continuer à grignoter leur

CONJONCTURE

La hausse des prix de détail en mai : + 0,2 %

| | Des 12 derniers mois (mai 88/mai 87) | Des 6 derniers mois (mai 88/nov. 87) | Des 3 derniers mois (mai 88/fév. 88) | Du dernier mois (mai 88/avr. 88) |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|
| ● ENSEMBLE | +2,5 | +1,4 | +1,0 | +0,2 |
| ● ALIMENTATION (y compris boissons) | +1,1 | +0,7 | +0,2 | +0,0 |
| Produit, à base de céréales | +3,4 | +2,0 | +0,5 | +0,1 |
| Vin, alcool, boissons | +2,9 | +1,7 | +1,0 | +0,6 |
| Produit, à base de viande | +1,6 | +0,6 | +0,2 | +0,1 |
| Vol., lap., gib., prod. base viande | -0,8 | -0,6 | -0,9 | -0,9 |
| Produits de la pêche | +2,6 | +1,4 | +0,1 | -0,2 |
| Lait, fromages | +1,2 | +1,1 | +0,7 | +0,0 |
| Œufs | -4,1 | -3,9 | -2,5 | -1,1 |
| Corps gras et beurre | -0,7 | -0,1 | -0,1 | -0,2 |
| Légumes et fruits | +0,3 | +0,1 | -0,1 | +0,0 |
| Autres produits alimentaires | +1,1 | +0,3 | +0,2 | +0,0 |
| Boissons alcoolisées | +1,0 | +0,8 | +0,5 | +0,1 |
| Boissons non alcoolisées | -3,8 | -0,3 | +0,3 | +0,0 |
| ● PRODUITS MANUFACTURÉS | +1,6 | +1,0 | +1,1 | +0,4 |
| Habillement et textiles | +3,2 | +1,6 | +1,1 | +0,2 |
| Vêtements de dessus | +3,0 | +1,3 | +0,8 | +0,2 |
| Autres vêtements et accessoires | +4,1 | +1,7 | +1,1 | +0,2 |
| Articles chaussants | +2,5 | +1,1 | +0,5 | +0,0 |
| Autres articles textiles | +2,1 | +3,5 | +3,1 | +0,4 |
| 2) Autres produits manufacturés | +1,1 | +0,8 | +1,1 | +0,5 |
| Mobilier et tapis | +3,6 | +2,3 | +1,4 | +0,3 |
| Appareils ménagers élec. et gaz | -0,3 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Autres art. équipement du ménage | +2,8 | +1,6 | +1,0 | +0,3 |
| Seven ups, produit entretien | +0,6 | +0,2 | -0,3 | +0,0 |
| Articles toilette et soins | +0,5 | +1,0 | +0,7 | +0,5 |
| Véhicules | -0,5 | +1,2 | +0,3 | +0,1 |
| Papeterie-bibliothèque-journaux | +4,2 | +2,6 | +0,9 | +0,2 |
| Photo, optique, électroacoustique | -4,3 | -3,1 | -0,6 | -0,3 |
| Autres articles de loisirs | +3,0 | +1,6 | +0,6 | +0,2 |
| Combustibles, énergie | -0,9 | -1,2 | +1,3 | +0,5 |
| Tabacs, prod. manufact. divers | +7,1 | +5,2 | +5,0 | +2,9 |
| 3) Produits manufact. secteur privé (1) | +1,7 | +1,2 | +0,7 | +0,0 |
| ● SERVICES | +4,9 | +2,5 | +1,4 | +0,2 |
| Services relatifs au logement | +6,0 | +3,0 | +1,6 | +0,1 |
| Dont : loyers | +6,5 | +3,2 | +1,6 | +0,0 |
| Soins personnels, habillement (2) | +5,7 | +3,3 | +1,5 | +0,6 |
| Services de santé | +4,6 | +3,2 | +2,6 | +0,8 |
| Transports publics | +2,8 | +0,9 | +0,3 | +0,1 |
| Serv. d'utilisation vch. privé (3) | +6,1 | +3,5 | +1,2 | +0,4 |
| Hôtels, cafés, rest., casinos | +5,6 | +2,8 | +1,5 | +0,4 |
| Autres services (4) | +1,8 | -0,2 | -0,1 | -0,5 |

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en mai 1988 à 171,1 contre 170,7 en avril.

En rythme annuel sur les trois derniers mois, la hausse des prix est de 3,6 %.

(1) Hors énergie.
(2) Le poste « soins personnels, habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.
(3) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.
(4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redevance TV, etc.

contenant un prototype de...

Personnel engage une offensive...

dans la télévision haute...

à l'approche des élections...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

les deux premières...

Économie

AFFAIRES

En présentant un prototype de caméra

Thomson engage une offensive contre les Japonais dans la télévision haute définition

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

La télévision haute définition (THVD), dont la naissance est attendue durant la dernière décennie du siècle, ne tombera pas dans les mains des Japonais. Forts du ralliement d'une large majorité de pays au projet de développement du nouveau standard d'image D2 Mac Paquet, destiné à remplacer progressivement le SECAM français et le PAL allemand, d'abord dans la transmission des programmes par satellite, les Européens y sont décidés.

Thomson Consumer Electronic (TCE), nouvelle appellation de la branche « matériels électroniques grand public » du groupe Thomson, qui englobe désormais General Electric-RCA (Etats-Unis), racheté il y a juste un an, manifeste, elle, une volonté farouche de barrer la route à l'invasion japonaise. Une bonne raison à cela : sa survie en dépend.

Elle vient d'abattre simultanément deux atouts maîtres témoignant de sa détermination. TCE a d'abord présenté en première mondiale à la presse européenne, le mercredi 29 juin, dans son nouveau laboratoire de recherche électronique avancée d'Ilkirch (près de Strasbourg), une caméra de prise de vue professionnelle haute définition (1 250 lignes) à balayage progressif et traitement numérique de l'image.

Cette caméra a été développée par CSF, l'autre filiale du groupe Thomson, dans le cadre du programme de recherches Eureka visant à établir une norme européenne de THVD (1 250 lignes, 50 hertz) compatible avec les téléviseurs existants (1), auquel participent une bonne vingtaine de firmes industrielles, dont Philips (Pays-Bas) et Bosch (RFA), et d'organismes scientifiques ; le coût est évalué à quelque 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs).

C'est une prouesse, les Japonais ayant eux-mêmes jugé qu'une telle réalisation était impossible compte tenu de l'avancement actuel de la technique. Le balayage progressif est en effet une technique de pointe, qui se distingue du balayage « entrelacé », employé actuellement pour masquer l'effet de battement (papillotement) dû à la fréquence du courant, non seulement par une meilleure résolution mais surtout par « une énorme réserve de qualité », insiste M. Jean Caillot, directeur général de Thomson International.

En relevant le défi, TCE entend faire la preuve de sa capacité technologique mais surtout démontrer qu'il avait bien une stratégie globale pour la THVD (transmission, réception) et tenait largement les délais pour présenter en 1990 au choix du comité consultatif international de radiodiffusion (CCIR, l'organisme de décision au niveau mondial des normes de TV) un système complet, concurrent du MUSE japonais, disposant des spécifications techniques mais aussi des matériels adéquats.

La caméra Thomson sera officiellement présentée en septembre à la conférence internationale de télévision professionnelle, qui se tiendra à Brighton (Angleterre) avec la chaîne complète des équipements haute définition. Mais Thomson a également illustré sa volonté de faire pièce aux prétentions japonaises d'hégémonie mondiale dans la THVD en officialisant à Strasbourg le système de THVD développé par sa filiale RCA-PACTV (Advanced Compatible Television). C'est en effet dans le Nouveau Monde que se livra sans doute la bataille décisive pour la THVD. Le procédé japonais y était favori jusqu'ici, mais les choix des normes RCA ont permis de recueillir, à quelques semaines de distance, les soutiens instantanés de deux importants réseaux de télévision américains, Capital Cities-ABC et, surtout, NBC, avec ses 208 stations et une aide financière de 3 millions de dollars (18 millions de francs) à la clé.

En poussant outre-Atlantique la carte de l'ACTV, entièrement compatible avec le parc de téléviseurs NTSC, au lieu de chercher à imposer le D2 Mac Paquet européen, Thomson joue la sensibilité nationale américaine, un facteur très important.

Par ailleurs, 90 % des salariés ont soutenu au capital de la Financière Darty pour un montant tel qu'il a fallu augmenter de 100 millions de francs la part qui leur était réservée.

Ces résultats sont supérieurs aux prévisions que les initiateurs du RES et de l'OPA s'étaient données, et peuvent être considérés comme excellents.

(1) Titres détenus par la Financière Darty : Actions ordinaires : 14 583 445, soit 95,22 % ; Actions à dividende prioritaire sans droit de vote : 2 812 107, soit 95,06 % ; Soit au total 17 395 552 soit 95,19 % ; Capital de la Financière Darty : 18 171 millions ; Parts détenues par les salariés : 55,6 % ; Droits de vote des salariés : 64,0 %

l'Assemblée Générale Ordinaire du Grand Livre du Mois réunie le 27 juin 1988 sous la présidence de Monsieur Alain Aubry, a approuvé les comptes de l'exercice 1987 et fixé le dividende à 8,40 francs net par action soit 12,60 francs avant fiscal compris en progression de 20 % sur 1986.

Celui-ci sera mis en paiement à compter du 4 juillet 1988.

Après affectation des résultats, les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 33,4 millions de francs contre 26,8 millions en 1986.

PERSPECTIVES 1988
Les indications recueillies sur le premier semestre nous permettent d'escompter : - une progression de 5 % environ du chiffre d'affaires des activités livres,

une progression de près de 25 % du chiffre d'affaires des activités logistiques, - un chiffre d'affaires d'environ 75 millions de francs pour les activités vins après intégration dans le Groupe de l'activité Club Français du Vin, qui se fera à compter du 1^{er} avril 1988.

Il en résulterait pour l'exercice 1988 un chiffre d'affaires consolidé de près de 400 millions de francs.

La part du Groupe dans le résultat consolidé devrait s'élever à 1,1 millions de francs, l'objectif poursuivi restant de 12 millions de francs.

Le rapport annuel de l'exercice 1987 est disponible sur simple demande adressée à :

Direction Financière, Information
Le Grand Livre du Mois
15, rue des Sablons
75116 PARIS.

SAINT-GOBAIN
Extrait de l'allocution de M. Jean-Louis BEFFA
Président-Directeur Général, à l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 1988

Saint-Gobain est un groupe qui a d'importants potentiels de développement pour le futur, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord parce que nos marchés connaissent des mutations très profondes et de plus en plus rapides, mobilisant toutes nos capacités d'innovation. Un grand nombre de nos produits n'existent pas il y a 4 à 5 ans, ou plutôt existaient sans ces qualités ou ces fonctions nouvelles que nous leur avons ajoutées et qui en font le prix. La chance de Saint-Gobain, c'est d'adresser à des besoins qui sont à la fois permanents et en constant renouvellement. Nos marchés ne sont pas seulement portés par la conjoncture, ils le sont par des tendances de fond qui doivent nous assurer, de bonnes sécurités face aux inévitables fluctuations économiques. Ces tendances sont par exemple l'importance de la rénovation dans le secteur de la construction, l'accroissement des surfaces vitrées des automobiles, le développement des verres « intelligents », le remplacement de l'emballage usagé par le verre perdu, etc. Toutes ces tendances créent pour Saint-Gobain une dynamique permanente de croissance et d'innovation très profitable.

Mais, aussi attraitif que soient nos marchés, ils ne constituent pas tout notre horizon de développement. L'un des axes de notre stratégie est l'acquisition de compétences nouvelles dans des domaines proches des nôtres et où nous pouvons appliquer nos talents et profiter de nouveaux potentiels de développement. Je ne citerai qu'un seul cas, celui des équipements industriels. Nous avons été dans ce domaine un certain nombre d'années d'acquisition au cours de la période récente afin d'élargir notre portefeuille d'activités à partir de notre compétence initiale de réfractaire. Dans la mise en œuvre de cette stratégie de développement, nous sommes guidés par le souci d'équilibrer la croissance interne, c'est-à-dire le développement par nos équipes, et la croissance externe, c'est-à-dire par acquisition de nouvelles sociétés. L'une et l'autre se complètent.

Cette volonté de développement nous oblige à faire des choix : le développement de notre activité d'entreprise de bâtiment et travaux publics nécessitant des moyens importants pour conforter nos positions européennes et corporatives, inévitables dans ce type de métier. C'est pourquoi nous avons décidé de nous en désengager par étapes en ne conservant que les services directement liés à nos marchés industriels. Ce faisant, nous confirmons notre identité de groupe industriel. En outre, à cette occasion, nous renforçons nos liens avec la Compagnie générale des eaux.

En résumé, le type de développement choisi par Saint-Gobain répond à un triple objectif de croissance, d'équilibre et de sécurité.

Les mêmes objectifs nous guident dans notre stratégie de développement géographique. L'Europe est notre base, notre point d'ancrage. Nous devons y conforter nos positions chaque fois que possible, car il est clair qu'elle constitue un marché très attractif pour nos concurrents, aussi bien japonais qu'américains. Nous avons sur eux l'immense avantage d'être présents dans toute l'Europe : aussi forts en Allemagne qu'en France, aussi présents dans l'Europe du Nord que dans l'Europe du Sud, nous sommes en mesure de mobiliser les talents des uns et des autres, qui ne sont pas identiques, pour améliorer les performances de tous. Pour nous, l'Europe n'est plus à conquérir, mais à faire encore mieux fonctionner.

Mais, depuis l'origine, l'horizon de Saint-Gobain dépasse l'Europe et embrasse le monde. Pourquoi ? Historiquement, pour profiter de grands marchés, comme les Etats-Unis, ou de marchés nouveaux prometteurs à une forte croissance : c'est le cas de l'Asie. Aujourd'hui, un objectif complémentaire nous guide, qui est celui de la sécurité. Etre présents sur plusieurs continents, dans des zones monétaires différentes, est un facteur de sécurité pour nos résultats. C'est devenu une nécessité stratégique face à des concurrents américains ou japonais. Cette confrontation mondiale concerne nos marchés, mais aussi nos performances. Nous nous devons d'avoir une rentabilité au moins équivalente à celle de nos principaux concurrents, faute de quoi nous serions perdants contre eux à long terme.

En conclusion, nous continuons et continuerons à mener une politique d'investissements actifs. Nos performances actuelles sont en grande partie le résultat de l'effort d'investissement important et rigoureux mené au cours des dernières années. De la même manière, nos investissements d'aujourd'hui feront vos dividendes de demain.

Vous qui nous avez été fidèles depuis le retour de Saint-Gobain sur le marché, vous avez toutes les raisons, je le crois, d'être satisfaits. Qu'importe, l'essentiel est que nous ne soyons pas satisfaits à l'avenir.

Un résumé de l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin sera diffusé le samedi 2 juillet sur FR 3, à 11 h 35.

SERVICE DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES
Les Miroirs, Cedex 27, 92096 PARIS LA DÉFENSE - Tél. : (1) 47-62-33-33. Minitel 36-15 code GOBAIN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Telemecanique

Le conseil de surveillance de Telemecanique s'est réuni mercredi 29 juin 1988 afin de procéder au renouvellement des membres du conseil de surveillance dont le mandat venait à expiration le 30 juin.

En plein accord avec M. Didier Pincus-Valenciennais, président du groupe Schneider, aux termes de l'OPA en cours, devant réunir la majorité du conseil de surveillance, M. Pincus-Valenciennais a été élu président du conseil de surveillance. M. Jacques Valla, Michel Deloffre, Albert Maigau et Gilbert Pasquet.

M. Jacques Valla continuera d'assumer la présidence du conseil de surveillance.

D'ici l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1987 et dont la tenue sera fixée avant fin septembre 1988, M. Didier Pincus-Valenciennais s'emploiera à faire la connaissance des cadres dirigeants de Telemecanique et à arrêter les dispositions qui apparaîtront les plus appropriées pour constituer les instances futures de direction de la société.

Le conseil de surveillance prend acte et remercie le président du groupe Schneider de s'être engagé, au nom de son groupe, à respecter, maintenir et développer les particularités sociales de Telemecanique.

En particulier, la participation du personnel à la vie de l'entreprise par une concertation permanente tant dans le domaine du travail, du management que dans celui des relations sociales sera poursuivie au même titre que la participation aux résultats par le système de rémunération, dont les principes en vigueur depuis plus de trente ans paraissent une donnée essentielle.

Le conseil de surveillance se félicite également que le président du groupe Schneider ait bien voulu reconnaître que Telemecanique apparaisse comme une filiale de celui-ci, au même rang que les autres sociétés du groupe, et se soit engagé à le traduire concrètement dans les instances de direction et de contrôle de la société.

Il apprécie également que le groupe Schneider soit devenu de Telemecanique la libre disponibilité de sa trésorerie pour son fonctionnement et ses opérations stratégiques, ainsi que de lui apporter, le cas échéant, les augmentations de capital nécessaires à son développement.

En conséquence, le conseil de surveillance engage le personnel à continuer, comme il l'a toujours fait, à apporter son concours à la réussite de la société avec le même dynamisme et le même souci d'excellence qu'auparavant, avec la conviction que, après la période d'incertitude qu'elle vient de traverser, l'entreprise conservera les qualités qui ont fait d'elle une des plus remarquables des entreprises françaises.

Certains des membres du conseil de surveillance pourront être appelés à quitter celui-ci dans les tout prochains mois.

Dès aujourd'hui, dans son unanimité, le conseil tient à remercier le directeur de l'efficacité qu'il a démontrée dans l'exercice de sa tâche, ainsi que le personnel pour l'esprit d'entreprise et le souci de productivité dont il est empreint.

DIVIDENDE 1987

L'Assemblée Générale Ordinaire du Grand Livre du Mois réunie le 27 juin 1988 sous la présidence de Monsieur Alain Aubry, a approuvé les comptes de l'exercice 1987 et fixé le dividende à 8,40 francs net par action soit 12,60 francs avant fiscal compris en progression de 20 % sur 1986. Celui-ci sera mis en paiement à compter du 4 juillet 1988.

Après affectation des résultats, les capitaux propres du Groupe s'élèvent à 33,4 millions de francs contre 26,8 millions en 1986.

PERSPECTIVES 1988

Les indications recueillies sur le premier semestre nous permettent d'escompter :

- une progression de 5 % environ du chiffre d'affaires des activités livres,

une progression de près de 25 % du chiffre d'affaires des activités logistiques, - un chiffre d'affaires d'environ 75 millions de francs pour les activités vins après intégration dans le Groupe de l'activité Club Français du Vin, qui se fera à compter du 1^{er} avril 1988.

Il en résulterait pour l'exercice 1988 un chiffre d'affaires consolidé de près de 400 millions de francs.

La part du Groupe dans le résultat consolidé devrait s'élever à 1,1 millions de francs, l'objectif poursuivi restant de 12 millions de francs.

Le rapport annuel de l'exercice 1987 est disponible sur simple demande adressée à :

Direction Financière, Information
Le Grand Livre du Mois
15, rue des Sablons
75116 PARIS.

SAINT-GOBAIN
Extrait de l'allocution de M. Jean-Louis BEFFA
Président-Directeur Général, à l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 1988

Saint-Gobain est un groupe qui a d'importants potentiels de développement pour le futur, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord parce que nos marchés connaissent des mutations très profondes et de plus en plus rapides, mobilisant toutes nos capacités d'innovation. Un grand nombre de nos produits n'existent pas il y a 4 à 5 ans, ou plutôt existaient sans ces qualités ou ces fonctions nouvelles que nous leur avons ajoutées et qui en font le prix. La chance de Saint-Gobain, c'est d'adresser à des besoins qui sont à la fois permanents et en constant renouvellement. Nos marchés ne sont pas seulement portés par la conjoncture, ils le sont par des tendances de fond qui doivent nous assurer, de bonnes sécurités face aux inévitables fluctuations économiques. Ces tendances sont par exemple l'importance de la rénovation dans le secteur de la construction, l'accroissement des surfaces vitrées des automobiles, le développement des verres « intelligents », le remplacement de l'emballage usagé par le verre perdu, etc. Toutes ces tendances créent pour Saint-Gobain une dynamique permanente de croissance et d'innovation très profitable.

Mais, aussi attraitif que soient nos marchés, ils ne constituent pas tout notre horizon de développement. L'un des axes de notre stratégie est l'acquisition de compétences nouvelles dans des domaines proches des nôtres et où nous pouvons appliquer nos talents et profiter de nouveaux potentiels de développement. Je ne citerai qu'un seul cas, celui des équipements industriels. Nous avons été dans ce domaine un certain nombre d'années d'acquisition au cours de la période récente afin d'élargir notre portefeuille d'activités à partir de notre compétence initiale de réfractaire. Dans la mise en œuvre de cette stratégie de développement, nous sommes guidés par le souci d'équilibrer la croissance interne, c'est-à-dire le développement par nos équipes, et la croissance externe, c'est-à-dire par acquisition de nouvelles sociétés. L'une et l'autre se complètent.

Cette volonté de développement nous oblige à faire des choix : le développement de notre activité d'entreprise de bâtiment et travaux publics nécessitant des moyens importants pour conforter nos positions européennes et corporatives, inévitables dans ce type de métier. C'est pourquoi nous avons décidé de nous en désengager par étapes en ne conservant que les services directement liés à nos marchés industriels. Ce faisant, nous confirmons notre identité de groupe industriel. En outre, à cette occasion, nous renforçons nos liens avec la Compagnie générale des eaux.

En résumé, le type de développement choisi par Saint-Gobain répond à un triple objectif de croissance, d'équilibre et de sécurité.

Les mêmes objectifs nous guident dans notre stratégie de développement géographique. L'Europe est notre base, notre point d'ancrage. Nous devons y conforter nos positions chaque fois que possible, car il est clair qu'elle constitue un marché très attractif pour nos concurrents, aussi bien japonais qu'américains. Nous avons sur eux l'immense avantage d'être présents dans toute l'Europe : aussi forts en Allemagne qu'en France, aussi présents dans l'Europe du Nord que dans l'Europe du Sud, nous sommes en mesure de mobiliser les talents des uns et des autres, qui ne sont pas identiques, pour améliorer les performances de tous. Pour nous, l'Europe n'est plus à conquérir, mais à faire encore mieux fonctionner.

Mais, depuis l'origine, l'horizon de Saint-Gobain dépasse l'Europe et embrasse le monde. Pourquoi ? Historiquement, pour profiter de grands marchés, comme les Etats-Unis, ou de marchés nouveaux prometteurs à une forte croissance : c'est le cas de l'Asie. Aujourd'hui, un objectif complémentaire nous guide, qui est celui de la sécurité. Etre présents sur plusieurs continents, dans des zones monétaires différentes, est un facteur de sécurité pour nos résultats. C'est devenu une nécessité stratégique face à des concurrents américains ou japonais. Cette confrontation mondiale concerne nos marchés, mais aussi nos performances. Nous nous devons d'avoir une rentabilité au moins équivalente à celle de nos principaux concurrents, faute de quoi nous serions perdants contre eux à long terme.

En conclusion, nous continuons et continuerons à mener une politique d'investissements actifs. Nos performances actuelles sont en grande partie le résultat de l'effort d'investissement important et rigoureux mené au cours des dernières années. De la même manière, nos investissements d'aujourd'hui feront vos dividendes de demain.

Vous qui nous avez été fidèles depuis le retour de Saint-Gobain sur le marché, vous avez toutes les raisons, je le crois, d'être satisfaits. Qu'importe, l'essentiel est que nous ne soyons pas satisfaits à l'avenir.

Un résumé de l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin sera diffusé le samedi 2 juillet sur FR 3, à 11 h 35.

SERVICE DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES
Les Miroirs, Cedex 27, 92096 PARIS LA DÉFENSE - Tél. : (1) 47-62-33-33. Minitel 36-15 code GOBAIN

La TVA sur les boissons non alcoolisées

Un fusil à deux coups

Le 2 juillet, le conseil de surveillance de la société a décidé de voter la TVA sur les boissons non alcoolisées. Cette décision, qui a été prise à l'unanimité, a été saluée par les actionnaires. Elle est considérée comme une mesure nécessaire pour assurer la pérennité de la société.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

La TVA sur les boissons non alcoolisées est une mesure qui a été prise par le gouvernement français. Elle est destinée à augmenter les recettes fiscales et à réduire le déficit de l'Etat.

Sur le marché du capital-développement

Le Crédit national pousse les feux

Vendredi 24 juin, à la mairie de New-York, le maire de la ville, M. Edward I. Koch, signe avec le Crédit national, représenté par son directeur général, M. François Lagrange, un accord qui constitue une véritable première : la ville et l'établissement s'engagent à faciliter les démarches des chefs d'entreprise désireux d'investir ou de s'implanter à New-York, avec la possibilité d'utiliser toutes les aides que la grande métropole américaine dispense à ceux qui viennent dans ses murs.

Mercredi 29 juin, M. Paul Mentre, président de ce même Crédit national, annonce la création d'un holding au capital de 900 millions de

francs, la Financière Saint-Dominique, qui regroupe les filiales et intérêts de l'établissement dans l'investissement en fonds propres, le capital-risque, le capital-développement et la transmission d'entreprise (SOFINETI, SOFINOVA, etc.).

Les deux démarches sont des étapes sur le chemin de la reconversion et de la « révolution silencieuse » amorcée par cette banque depuis 1987 (le Monde Affaires du 20 février) pour maintenir ses activités après la disparition de son privilège, la distribution aux entreprises de prêts bonifiés par l'Etat.

Depuis 1985, le Crédit national accorde des crédits en dollars aux entreprises françaises qui exercent des activités aux Etats-Unis, leur montant passant en trois ans de 8 millions à 575 millions de dollars : les bénéficiaires en sont Airbus, Saint-Gobain, Bull, Rhône-Poulenc, Hachette pour l'acquisition de la société Diamandis, Perrier pour l'achat d'une source, tout en collaboration avec d'autres banques. Mais une banque française ne peut rentabiliser ses opérations américaines avec les seules sociétés françaises. Il lui faut travailler avec les entreprises locales ; et ce sera le cas avec, par exemple, Holiday Inn ou Colt Industries. En outre, les Etats-Unis sont un extraordinaire laboratoire d'innovations permanentes, notamment en capital-risque.

C'est dans ce dernier domaine que le Crédit national veut résolument se placer. N'ayant pu reprendre l'Institut de développement industriel (IDI) en 1987, il met en place, dès 1988, ses propres structures, avec aujourd'hui une cinquantaine de participations et plus de 500 millions de francs investis en deux ans. Son objectif est d'investir 180 à 200 millions de francs par an et de prendre place parmi les grands du capital-développement en France : Astorg (Suède), Banexi (BNP), Chivov (CREDIT LYONNAIS), Paribas, etc.

F. R.

PUBLICIS

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 28 Juin 1988 sous la Présidence de M. Marcel BLEUSTEIN BLANCHET, Président du Conseil de Surveillance, a approuvé les comptes annuels 1987 de PUBLICIS S.A. qui font apparaître un bénéfice de F. 34 256 208.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de F. 725 644 000, le bénéfice net consolidé du GROUPE PUBLICIS s'est établi, après profit exceptionnel de F. 20 981 000, à F. 121 253 000, la part revenant à PUBLICIS S.A. étant de F. 107 966 000.

Le Monde

CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

FINANCIERE

Strafor

Contrôleur de Gestion ou successeur à fort potentiel... Un tremplin vers l'opérationnel

JEUNES FINANCIERS 44F RM VM 30/329 MF

Sup de Co + Dca débutant

JEUNE CADRE COMPTABLE RM VM 23/136 BG

SFAC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

CONTRÔLEUR DE GESTION RM VM 11/2028 H

Région Parisienne

CONTRÔLEUR DE GESTION RM VM 14/2636 E

Valérie du Rhône

RESPONSABLE DU CONTRÔLE RM VM 18/2738 A

Systèmes électroniques à technologie avancée

LE MARKETING A L'ECHELLE RM VM 32/2030 L

Produits industriels consommables

INGENIEUR DES VENTES RM VM 4/020 AL

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR

8, rue de Berni - 75006 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BRUXELLES DORTMUND ESPRAN ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM VIENNE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

PR. QUAI, 5 P.
2 ch. St. n. par St-Jacques, peut avoir de l'air, lund. 12-14 h et 16-18 h.
48-55-55-54 50-55-55-54

5^e arrdt

CL. BERNARD, 4 P.
Pierres de t. ch. bati, sol. ver., cdm, 2.100.000 F.
48-55-55-54 50-55-55-54

JARDIN DES PLANTES

M. GOSLINS
Imm. p. de taille (travaillant en court), 2 ch. bati, entrée, cuis., équip., bni, w.c., sol. bni, bien aménag., chauff. central indiv.
34 TER. BD ST-MARCEL
Samedi-dimanche, 14-17 h.

5^e arrdt

PUX INTERESSANT
M. GEORGE-V
Imm., rdc, 1 ch. ch. stand., ad., 1 ch. bati, cuis., équip., bni, w.c., balcon, 8^e ét., cuisine, parking, 17, RUE DE BERNI
Samedi-dimanche, 14-18 h.

16^e arrdt

M. RANELACH
Bon imm., centre, 2 ch. ad., 1 ch. bati, entrée, dressing, bni, cuis., w.c., ref. neuve.
Samedi-dimanche, 14-18 h.

appartements achats

Recherche URGENT,
110 à 140 m², Paris, préfère 8^e, 9^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.
PAIE CPT 48-73-38-43.

locations

non meublées
offres

Paris

Bouquet-Grenelle, part. loué 2 p., 38 m², cuis., équip., ad. bni, plac., 4^e ét., 2^e asc., clim., ref. n. 4.000 F. ch. Tél. : 47-05-20-48.
A LOUER, 2 p., très clair, cuis., équip., a. de bni, w.c., 18, 3^e ét., dans imm. de caract., gare de l'Est, 3.000 F/mois, caus. 3 mois. Libre le 28 juillet.
M. Fargion, 48-08-51-21.

villas

VO CAUSE SÉPARATION
MARTIALE, A 10 KM PARIS
DIRECT RER, quartier calme, proche gare, splend. villa rdc, pch., sol., terrasse, cuis. équip., 3 ch. bati, l'air, clim., a. de j. cave, gar., terr. 500 m², ch. pers. 100 F.
Prix: 895.000 F.
Remb. comme un loyer.
Tél. : 48-51-41-78.

CHAVILLE RD

Urgent, cause sép., villa 5 ch. bati, 5/5 p., 1.500.000 F. ch. bati, 2 ch. bati, 18 à 19 m², 2 ch. bati, 30-34-61-82 (Ag. 9^e arr.).

maisons de campagne

PARTICULIER VEND
YONNE, 9 km de Chablis, 13 km de Tonnerre, 2 h de Paris par autoroute, dans village très agréable (forêts, commerces, pêche, etc.)
MAISON ENTièrement RENOVÉE
78 m² sur 3 niveaux, décoré, cuisine équipée. Sur cave voûtée. R.-de-ct.: salle de séjour, cuis. améb., équipée, w.c. 1^{er} ét.: chambre, salle de bain, 2^e ét.: grenier améb. en chambre. En face: garage et salle de jeux sur 2^e cave voûtée. Jardin 90 m². Prix: 200.000 F. Tous renseignements en R.V. Tél. : 43-06-11-51 (répondre au bureau nape ou 10) 55-75-50-35.

RECHERCHONS

ANIMATEUR

Statut cadre pour coordination ateliers + activités adolescents.
DEPAT, exp. 8.000 F.
Envoyez C.V. à:
M.L.C., 14, rue des Ecoles,
92210 SAINT-CLLOUD.

L'AGENDA

Bijoux

TS LES DUBUX ANCIENS

20 % ESCOMPTE
ACHAT OR
GILLET, 18,
Tél. : 43-54-00-83.
FAITES FAISIR.

Stages

STAGES THÉÂTRE

Clé Préf. en regard
21 au 30 juillet, Paris
20 au 28 août, Var
Par une approche physique et vocale, et dans la joie de l'improvisation, ouvrir le monde du théâtre.
Tél. : (1) 47-83-80-13.

PROGRESSER

Structures d'orientation et
saisons petites groupes,
juillet-août-septembre.
Inst. de gestion de carrière
Faire le point et avancer.
Tél. : 43-08-16-12, rép.

Offre de particuliers

28 vol. général de Gaulle,
ch. Plin, œuvre complète
Illustrée. Ec. no 32240,
centrale d'annonces,
121, rue Réaumur, Paris-2^e
ou Tél. : 39-72-53-86.

Informatique

Service télématique vend
cette double emploi, un
terminal de composition PBT
référence EDIT 408, avec
son écran équipé d'un tube
tr. définition. Date d'achat
juin 1986, valeur 20.000 F,
cédé pour 40.000 F.
Tél. : 42-47-98-45.

Vacances

Tourisme

Loisirs

VICHY CEVISE
Appart. tout ch. tv + tél.
3/4 pers., 8.000 F/mois.
6.000 sept. 4.000 oct. à mai.
2/3 sem. pers., 38-52-55-17.

Économie

AFAIRES

Polémique en Grande-Bretagne sur la longévité des disques compacts

« Les disques compacts s'effacent après huit ans ! » La gros titre barbant du *The Guardian*, le 29 juin, était de nature à semer la panique chez tous les mélomanes qui étaient persuadés d'avoir découvert, avec le disque numérique ou compact (CD), présenté comme inaltérable, le secret de la vie éternelle. Or voilà que le directeur commercial de Nimbus Records, le plus gros fabricant britannique de CD, M. Michael Lee, annonçait tranquillement qu'après avoir effectué des essais d'obsolescence accélérée, il s'est rendu compte que le grand nombre de disques compacts commencent à se détériorer. Et d'expliquer que certains cas de détérioration sont dus à la surface brillante du disque qui agit comme un miroir et reflète la lumière.

force et où l'offre excède actuellement la demande, Nimbus voulait nous porter un coup bas !

Quant à la société Philips, inventeur du CD, l'entreprise déclare, dans un communiqué publié à Paris le 30 juin, « garantir ses disques compacts contre toute perte de qualité pendant vingt ans dans le temps ». Invokant plus de quinze années d'expérience dans la fabrication de disques optiques, Philips indique que « des tests de vieillissement accéléré dans des conditions d'environnement très sévères ont été menés sans la moindre perte de qualité ».

Il n'est ni disque

ni verre ?

Vivement embarrassé, M. Lee a répondu que « l'article du *Guardian* pêcheait sans doute par sa simplification. Cependant, nous a-t-il affirmé, si nombre de facteurs peuvent accélérer le vieillissement des CD, Nimbus, fabricant de haute qualité, garantit ses disques pour cent ans ! » De son côté, le rédacteur en chef de la revue française

Compact, M. Barnsley, après avoir rappelé les problèmes d'encrage qu'avait connus l'entreprise de pressing Moulage plastique de l'Ouest (MPO) il y a quelques années, a déclaré que « des essais de vieillissement sont conduits aussi bien en Europe qu'au Japon, et une durée de vie supérieure à vingt ans ne semble pas poser de problèmes réels ».

En France, la Photothèque de Paris-Beaubourg se préoccupe, entre autres, de la conservation et du vieillissement des CD. « La question est pertinente et légitime, estime M. Fontaine, qui est chargé à la Photothèque. Nous entreprenons des études sérieuses sur le comportement du CD sur le long terme, et si nous manquons encore des renseignements précis, il faut relativiser cette polémique, car le produit est fiable et répond, dans l'état actuel de nos connaissances, à la demande qui lui est faite. Les industriels poursuivent leurs recherches, et on vient de voir apparaître un nouveau disque ultrasonique en verre gravé et métallisé. » De nouvelles batailles en perspective !

ALAIN WOODROW.

La disparition rapide d'un MITI à la française

Récupérant tantôt les P et T, tantôt la recherche, tantôt le commerce extérieur, le ministère de l'Industrie a été pendant le premier septennat de M. Mitterrand à géométrie variable. Signe d'instabilité qui confirme le passage de six ministres en sept ans (Joxe, Dreyfus, Chevènement, Fabius, Craxon, Madelin). Le temps de l'industrie est long, celui du ministère ne l'est pas.

Le second septennat s'ouvre sur de nouvelles vagues hésitations politiques. M. Faureux est certes confirmé à son poste. Ancien PDG de Saint-Gobain, il est un bon exemple de l'ouverture à la société civile. Mais ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, il perd le commerce extérieur, pour raison d'ouverture politique à cette fois, au profit de M. Jean-Marie Rauch, maire de Metz (UDF-CDS).

M. Faureux conserve un vaste espace avec trois secrétaires d'Etat (MM. Chérèque à l'aménagement du territoire et aux reconversions, Doublin au commerce et à l'artisanat et Stirn au

tourisme). Mais la coupure n'est pas pour lui pleine : il est important dans les structures de l'Etat de marquer d'une manière forte que l'industrie française baigne dans le commerce international, nous avait-il déclaré après sa première nomination.

L'ancien PDG de Saint-Gobain avait certes demandé un secrétaire d'Etat au commerce extérieur, considérant que la tâche demandait de voyager cent cinquante jours par an si l'on ne veut pas se contenter de passer dans les stands des expositions internationales. Mais au moment où le déficit de la balance commerciale est devenu le problème numéro un de l'économie nationale, il était à ses yeux utile de commencer à rapprocher sur le terrain les administrations chargées des entreprises et celles chargées de l'export (en particulier en province) à l'image du fameux MITI japonais. M. Rocard lui a semble-t-il donné des assurances que les deux ministères continueraient de coopérer...

E. L.-B.

TRANSPORTS

Les futurs Boeing-747 de Japan Airlines seront pilotés à deux

En dépit de l'opposition de ses pilotes, la compagnie Japan Airlines a commandé quinze Boeing-747-400, premier long courrier équipé pour être piloté par deux hommes seulement. Le montant de la commande s'élève à 2 milliards de dollars (12,2 milliards de francs). Ces appareils seront propulsés par des réacteurs CF6 de General Electric et leur livraison s'effectuera à la cadence de cinq par an à partir de 1990.

Concurrence : les messages-ries condamnés. — Le Conseil de la concurrence a condamné la SNCF et plusieurs grandes sociétés de messagerie à payer 11 millions de francs d'amendes pour entente illicite sur les tarifs. Les faits sanctionnés remontent à 1985 au moment de la libération des prix industriels. L'entente a abouti à une augmentation globale des tarifs de 8 %, alors

que l'inflation n'a atteint que 5,8 % en 1985. La SNCF, au titre de sa filiale Serenam, et la Compagnie générale Calberson, devront s'acquitter chacune de 3 millions, les sociétés Danzas Sa et Mory-Titte de 2 millions. Une sanction de 1 million frappe également la Fédération nationale de la messagerie qui regroupe dix-sept associations professionnelles.

REPÈRES

Dette

Alourdissement des créances sur les Etats-Unis

La dette extérieure nette américaine a progressé de 36,8 % en 1987, pour atteindre 368,2 milliards de dollars en fin d'année, confirmant le rôle de premier débiteur au monde des Etats-Unis, indique le département du Commerce. Ce dernier rappelle que, jusqu'en 1982, les Américains étaient les premiers débiteurs au monde avec des créances nettes de 137 milliards de dollars. L'accroissement considérable des déficits extérieurs et budgétaires a abouti, à compter de 1983, à un renversement de situation.

Aujourd'hui, c'est le Japon qui détient la première place parmi les créanciers mondiaux.

Commandes industrielles

Recul aux Etats-Unis

Les commandes passées à l'industrie américaine ont reculé de 0,6 % en mai, après une hausse de 1,5 % en avril et de 1,6 % en mars, annonce le département du Commerce. Cette baisse, la plus forte depuis août 1987, tient surtout à la diminution de 10,2 % des commandes dans l'industrie des transports — essentiellement l'aéronautique. En l'absence de ce fort recul, l'indice des commandes industrielles aurait progressé de 1 %. Les commandes de biens durables ont baissé de 1,9 % en mai, celles de biens non durables progressant pour leur part de 0,8 %.

LOGEMENT

Hausses de 2 % et 4 % pour les loyers soumis à la loi de 1948

La hausse des loyers des logements encore soumis à la loi du 1^{er} septembre 1948 a été publiée au *Journal officiel* du 1^{er} juillet.

Applicable à partir de cette date, cette hausse est de 2 % pour les logements des catégories III A et III B, et de 4 % pour ceux des catégories II B et II C, et ceux de la catégorie II A restant encore soumis aux dispositions de la loi de 1948.

Aucune majoration n'est permise pour les logements de la catégorie IV.

BOSSARD CONSULTANTS

prend la parole aux
1^{ères} Journées Prospectives
du journal
Le Monde
11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO
Tél. (1) 47.53.70.70

BEGHIN S EXERCICE

200000000
d'attitude
dans le secteur de la

Économie

en Grande-Bretagne le des disques compacts

La loi sur le droit de suite, qui permet aux artistes de percevoir une rémunération sur la vente de leurs œuvres, a été votée par le Parlement britannique. Cette loi, qui s'applique aux artistes de la musique, du cinéma et de la télévision, est considérée comme une avancée majeure pour la protection des droits des créateurs. Elle sera mise en œuvre à partir de 1990.

la disparition rapide du MITI à la française

Le MITI (Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie) japonais, qui a joué un rôle central dans la planification industrielle du pays, est en train de disparaître. Le gouvernement japonais a annoncé la suppression de ce ministère, ses fonctions étant transférées à d'autres départements. Cette réforme est vue comme une étape importante vers une plus grande efficacité administrative.

AGRICULTURE

M. Nallet au congrès du CNJA

Des agriculteurs pourront bénéficier du revenu minimum d'insertion

Le vingt-deuxième congrès du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) s'est achevé, le jeudi 30 juin, à Saint-Flour (Cantal), après une intervention du ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet. Le ministre a annoncé que les agriculteurs les plus démunis pourraient bénéficier, comme les autres catégories socio-professionnelles, d'un revenu minimum d'insertion.

à Saint-Flour, que le secteur céréaliériste s'organise « pour contribuer lui-même à la reconquête » de son marché à l'intérieur de l'Europe, dans l'alimentation du bétail en particulier. Les quelque six cents délégués du congrès ont estimé, nous indique notre correspondant Georges Chatain, que la construction du marché unique européen doit se faire « non par l'harmonisation préalable et détaillée des réglementations nationales mais par la reconnaissance mutuelle des diverses réglementations nationales au nom de la confiance ». Il faut, ont-ils fait valoir, « accompagner l'avènement de ce marché unique par la mise en place de politiques d'accompagnement pour atténuer les disparités entre les régions de la Communauté, durcir la politique douanière aux frontières de l'Europe et adopter une attitude ferme à l'égard des pays tiers. » Mais il réclament aussi une fermeté « suffisamment nuancée pour ne pas remettre en cause la politique de solidarité avec le tiers monde qu'elle a mise en place ».

SOCIAL

Relèvement des prestations sociales au 1^{er} juillet

Le relèvement de plusieurs prestations sociales va accompagner celui du SMIC (de 1 %) au 1^{er} juillet.

Les retraites de la Sécurité sociale sont revalorisées de 1,3 %, de même que les allocations du Fonds national de solidarité qui permettent d'arriver au minimum vieillesse.

La base de calcul des prestations familiales est relevée de 1,42 %. Cela porte les allocations familiales pour deux enfants à 566,45 F par mois, pour trois enfants à 1 291,23 F, le complément familial à 737 F, l'allocation pour jeune enfant à 813 F, l'allocation parentale d'éducation à 2 524 F, l'allocation de rentrée scolaire à 354,03 F, l'allocation de soutien familial à 398,29 F dans le cas d'un parent seul, 398,29 F en cas d'absence des deux parents; l'allocation de parent isolé à 2 655,27 F pour une femme concubine, avec un supplément de 883,09 F par enfant. L'allocation d'éducation spéciale est portée à 566,45 F pour l'allocation de base, et l'allocation aux adultes handicapés à 2 762,50 F.

Le plafond de revenus pour l'attribution du complément familial est de 64 483 F avec un enfant, de 96 725 F avec deux; il est augmenté de 19 345 F par enfant supplémentaire et de 2 918 F si les deux parents travaillent; pour l'allocation de rentrée scolaire, ce plafond est de 77 089 F pour un enfant (augmenté de 17 790 F par enfant supplémentaire).

Par ailleurs, le salaire « plafond » (qui sert de base à certaines cotisations de Sécurité sociale) est relevé de 1,61 %, passant à 110 110 F par mois.

Demain notre supplément

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Image peaufine son image d'entreprise « démocrate »

Définie par son créateur et PDG, Jean-Claude Millet, comme « démocrate » et « sociale », Imaje SA, PME de Bourg-la-Vallée (Drôme), qui réalise des imprimantes à jet d'encre informatisées, pratique le débat permanent. Ses 243 salariés viennent d'élire, comme tous les deux ans, leurs trois élus au conseil de surveillance de l'entreprise, la fondation de placement qui détient un peu moins de 10 % du capital. Ce fonds est géré par ailleurs, et l'un des trois élus du personnel est membre du conseil d'administration.

A ce conseil d'administration de sept membres siège un second représentant du personnel, choisi par l'assemblée des actionnaires après que les salariés ont élu leur « candidat ». Aux élections professionnelles, la CFDT, unique syndicat, ne présente des candidats qu'au second tour, où elle se trouve en concurrence avec des candidats « libres ». Certaines réunions du comité d'entreprise sont ouvertes, par exemple lors de la présentation des comptes, à l'ensemble du personnel.

Le mois dernier, Jean-Claude Millet, dont la société est présente dans onze pays, a organisé un débat sur l'opportunité d'avoir un distributeur en Afrique du Sud. Une cinquantaine de salariés y ont participé. A l'issue d'un film, projeté en soirée, sur l'Afrique du Sud et d'un débat, ils ont voté contre... il n'y a eu qu'une abstention.

Formation déduite des Bongrand. — L'accord d'intéressement signé par la direction de Bongrand (métallurgie) avec le syndicat FO pour les années 1988 à 1990 prévoit le versement d'une prime d'intéressement allant de 5 % à 10,5 % du résultat courant de l'entreprise en fonction du montant obtenu, l'objectif de la société étant d'obtenir une progression annuelle de 9 % des résultats courants. Mais dans tous les cas, une prime sera versée si le résultat est positif.

Euromarché à temps partiel. — Sur les 10 188 personnes qui travaillent dans le groupe Euromarché, 45, 44 % sont employées à temps partiel. 324 de ces salariés font moins de 20 heures par semaine, 2 949 de 20 à 30 heures et 1 347 plus de 30 heures.

Le conflit de l'imprimerie Jean Didier dans l'impasse. — Fermée à la demande de sa direction, le jeudi 18 juin, à la suite d'un conflit entre salariés qui a abouti à la demande d'exclusion de vingt-quatre ouvriers du Livre (Le Monde du 1^{er} juillet), l'imprimerie Jean Didier de Massy-Palaiseau n'est toujours pas ouverte. La CGT a quitté le comité d'entreprise extraordinaire, réuni le

A LA SNECMA

Menace d'exclusion de la CGT d'animateurs du comité de grève

Sept militants cégétistes animateurs du comité de grève de la SNECMA, au centre de Villaroche (Seine-et-Marne), sont menacés d'être exclus de la CGT pour « le rôle négatif joué au cours du mouvement à l'égard de l'organisation », qui « pose la question de leur appartenance à la CGT ». Pour cinq d'entre eux, qui sont des techniciens, la décision a été pratiquement prise lors d'une réunion de la commission exécutive de l'UFICT (Union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens) de l'établissement, le jeudi 30 juin; pour les deux autres, une consultation des sections serait en cours.

Cette procédure fait suite à une lettre du 27 mai où les sept se portaient candidats à des responsabilités dans la CGT de l'établissement, compte tenu de leur activité au cours de la grève, lettre elle-même consécutive au retrait par le syndicat du mandat de délégué au comité d'hygiène et de sécurité de l'un d'entre eux, le 26 mai.

Les sept reconnaissent qu'ils « n'ont jamais caché leurs divergences avec les responsables CGT de leur centre », mais qu'ils ne se sont pas opposés aux formes d'action préconisées, par exemple la préférence pour une grève partielle plutôt que pour une grève totale, et qu'ils ont toujours respecté les décisions des assemblées générales; ils demandent « s'ils doivent être exclus pour cela » et revendiquent « le pluralisme » dans le syndicat.

Fin de la grève de la faim à Gardanne. — Les cinq femmes de mineurs qui faisaient, depuis vingt et un jours, une grève de la faim ont arrêté leur mouvement le mardi 28 juin au soir. Elles voulaient aider les mineurs en grève depuis le 28 avril pour des revalorisations de salaire « à se faire entendre de la direction et des pouvoirs publics ». C'est la nomination d'un médiateur dans le conflit qui les a amenées à prendre cette décision.

Bruxelles autorise la France à alléger la fiscalité sur le bioéthanol

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne a autorisé, le jeudi 30 juin, la France à alléger la fiscalité sur le bioéthanol contenu dans l'essence et le super. Annoncé il y a un an par M. Jacques Chirac à la Conférence agricole, la mesure est applicable à compter du 1^{er} juillet.

Afin de diversifier les utilisations des productions agricoles, le gouvernement de l'époque souhaitait favoriser l'emploi d'alcool éthylique (fabriqué notamment à partir de céréales ou de betteraves) entrant dans la composition des carburants.

A cette fin il avait notifié les modalités d'application à l'exercice de la CEE. Il s'agissait de baisser la taxe à la consommation de ce produit, contenu à concurrence de 5 % dans l'essence, au niveau de celle prélevée sur le gazole.

En principe, cette aide de l'Etat n'aurait pas dû être autorisée. La législation européenne interdit en effet toute mesure fiscale avantageant un produit déterminé et n'ayant donc pas une portée générale. La Commission relève ce point dans sa décision mais explique qu'elle a toujours marqué son intérêt « pour la recherche de débouchés supplémentaires pour les produits agricoles ».

M. S.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BEGHIN SAY EXERCICE 1987

«L'objectif que nous nous sommes fixé est d'atteindre la taille européenne dans le secteur agro-alimentaire pour nous situer parmi les tout premiers.»

Allocution de M. Jean-Marc VERNES, Président-Directeur Général, prononcée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 1988.

Mesdames, Messieurs,

Les très importantes modifications de structure apportées à nos diverses activités sont relatées dans le rapport du Conseil d'Administration de l'exercice écoulé, l'objectif que nous nous sommes fixé étant d'atteindre la taille européenne dans le secteur agro-alimentaire pour nous situer parmi les tout premiers notamment en concentrant chez BEGHIN-SAY l'ensemble des activités détenues par le Groupe FERRUZZI dans ce secteur. C'était déjà chose faite dans le secteur du sucre, nous sommes en passe de le devenir dans celui de l'amidon industriel du fait de l'acquisition de CERESTAR dont l'actif est constitué par la branche européenne du Groupe CORN PRODUCTS. En ce qui concerne les oléagineux et corps gras l'acquisition de CENTRAL SOYA aux U.S.A. nous offre de nouvelles perspectives, avec un chiffre d'affaires en 1988 qui dépassera 1 milliard 700 millions de dollars. Il en est de même de la prise de contrôle à 90 % d'Italiana Olii e Risi représentant 70 % de la capacité trituration italienne.

Tout récemment le rachat de la branche "corps gras" de LESIEUR S.A. nous renforce

d'une façon significative dans ce secteur. L'opération a été réalisée après de longues et délicates négociations avec le groupe SAINT-LOUIS, qui ont abouti en contrepartie de notre achat, à la cession des 14 % d'actions SAINT-LOUIS que nous détenions. Le coût de cette acquisition se situe aux environs d'un milliard 600 millions de francs. C'est à partir du 1^{er} juillet 1988 que nous prendrons en charge ce nouveau département.

Poursuivant la ligne que nous nous étions fixée de nous désengager progressivement de nos activités papeteries, notamment du fait de leurs tailles par trop inférieures à celles de nos concurrents européens (la Papeterie BEGHIN-CORBEHEM n'offrant qu'une production annuelle en dessous de 350.000 T. ce qui est faible comparée à celle de nos concurrents qui est de quatre à cinq fois supérieure), nous avons cédé en mai dernier à FELDMUEHL AG 50 % du capital de cette filiale pour le prix de 575 millions. Il faut y ajouter une prise en charge supplémentaire de dettes à hauteur de 500 millions.

Nous cherchons depuis longtemps un partenaire qui nous permette d'assurer le développement de KAYSERSBERG S.A. et plus particulièrement de sa branche papiers domestiques. C'est finalement avec JAMES RIVER, un des plus grands, sinon le plus important producteur mondial que nous nous sommes alliés.

Ce groupe ne disposant d'aucune installation européenne cette solution présentait l'avantage de ne pas nous trouver en concurrence dans quelque pays que ce soit.

En décembre dernier JAMES RIVER a acquis 50 % de KAYSERSBERG S.A. pour un milliard 500 millions de francs. Monsieur Marcel KILFICER en assure la présidence et nous gérons paritairemment depuis cette date la Société qui poursuit ainsi son essor européen.

Faisant jouer les accords existant avec JOHNSON & JOHNSON, produits pharmaceutiques, ce groupe a porté sa participation à

50 % dans la Société commune BEGHIN-SAY/JOHNSON & JOHNSON.

Je vous rappelle également que nous avons acquis de RHONE-POULENC au cours de l'exercice précédent la majorité de la SODES qui produit de l'alcool de synthèse.

Quant à la scierie de SOUGY, elle est entrée en activité depuis quelques semaines et suit une évolution normale.

Poursuivant notre politique de développement et de regroupement de toutes les activités des secteurs agro-alimentaires je proposerai à notre Conseil d'Administration d'acquiescer à la branche "commerce international" du Groupe FERRUZZI car je pense qu'il est souhaitable de regrouper au sein de BEGHIN-SAY un tel secteur, complémentaire de nos activités.

Comme vous pouvez le constater 1987 et 1988 marqueront une profonde mutation de notre groupe qui prend une dimension nouvelle nous situant aujourd'hui avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 milliards de francs parmi les tout premiers groupes agro-alimentaires européens.

Nous serons ainsi armés pour l'échéance de 1992 et à même d'affronter cette échéance vitale pour l'avenir de notre Pays et je puis vous affirmer que nous consacrerons tous nos efforts pour réussir.

Je voudrais en conclusion remercier tout notre personnel et nos cadres qui ont fourni un rude travail pour mener à bien toutes les opérations dont je viens de vous entretenir.

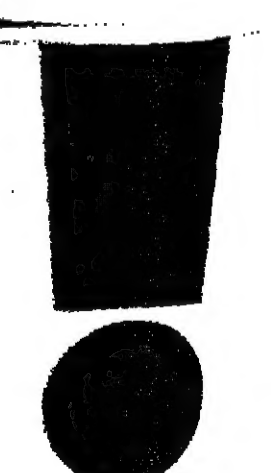
Je pense que nous sommes sur la bonne voie pour atteindre l'objectif que nous nous sommes fixé, c'est-à-dire de devenir un des grands groupes européens en occupant le plus souvent la première place dans nos secteurs et ayant été des précurseurs dans la construction de l'Europe.

C'est ainsi que nous pourrions dans l'avenir non seulement maintenir les emplois, mais en créer, tout en donnant à nos Actionnaires une légitime satisfaction.

LOGEMENT

Habitez de 27 m² pour 140 000 F
soumis à la loi de 1965

La loi de 1965 sur le logement a été votée. Elle prévoit des mesures pour améliorer le parc immobilier et faciliter l'accès à la propriété. Les propriétaires de logements de moins de 27 m² sont encouragés à rénover ou à vendre à des prix réduits.



Le Monde

Marchés financiers

L'action Suez est décotée de 30 %, estime le PDG de la Compagnie

Devant cinq cents actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, M. Renaud de la Genière, président de la Compagnie financière de Suez, a voulu se montrer rassurant, notamment sur les conséquences de la prise de contrôle de la Société générale de Belgique (SGB) « conduite à notre main », a-t-il affirmé. Le récent accord avec M. De Benedetti permettra de replacer auprès d'un certain nombre d'institutions financières et du public belge « un nombre d'actions qui n'empêchera pas le pouvoir majoritaire ». De toute façon, « après la lutte, est venu le temps de la normalisation ».

En ce qui concerne la rentabilité d'un investissement qui aura nécessité une augmentation de capital de 7,5 milliards de francs, plus éventuellement 2 milliards de francs dans deux ans si les bons de souscription sont exercés, M. de la Genière a indiqué que, dès 1988, le bénéfice courant (et total) de la SGB s'inscrira en très net redressement. Compte tenu des « gisements de productivité », le

doublement des résultats de la SGB reste un objectif « réaliste » dans les deux, trois ou quatre ans. Répondant avec prudence aux questions sur les résultats de Suez en 1988, le président a, néanmoins, indiqué qu'ils devraient augmenter cette année « d'environ 30 %, autant que le nombre de nos actions : il n'y aura donc pas de dilution ». La Compagnie financière recevra pour l'exercice en cours 140 millions de francs de sa participation belge au titre de 1987. Questionné, enfin, sur la tenue du titre Suez en Bourse (un cours de 268 F actuellement, pour un prix d'offre de 317 F), M. de la Genière a souligné que les actionnaires n'ont payé le 17 novembre 1987 que la première moitié du prix des actions, la seconde ne devant être réglée que le 18 novembre 1988, un an après. Par ailleurs, il a estimé à 30 % la décade par rapport à un actif de 350 F par titre, le taux de capitalisation des bénéfices restant, selon lui, faible en Bourse, 7 à 8, pour une moyenne de 10 à 11 ailleurs.

Automobile

Projets japonais pour Angers

Les constructeurs d'automobiles japonais, qui viennent de s'engager à limiter leurs exportations vers l'Europe à 1,2 million de véhicules en 1988, appliquent désormais au Vieux Continent la politique d'implantation qui leur a si bien réussi aux Etats-Unis, par crainte d'une réaction protectionniste des Européens dans la perspective du grand marché unique de 1993. Des négociations sont notamment en cours entre le gouvernement français et le groupe japonais Fuji Heavy Industries pour l'installation d'une usine de voitures japonaises Subaru près d'Angers.

M. Jean Monnier, maire d'Angers (divers gauche), a précisé le 27 juin que « le groupe nippon a décidé d'investir à Angers — à la suite de propositions menées au Japon par la ville — en reprenant une partie de l'ancienne usine International Harvester ». L'usine produirait des 4 x 4 destinés au marché européen, et pourrait employer à terme, directement 500 personnes et indirectement 500 autres. Un projet qui

suscite la réticence des constructeurs européens. Mais en raison de l'importance du dossier pour sa région, M. Monnier multiplie les démarches auprès des autorités de tutelle pour qu'elles autorisent l'investissement.

Le groupe Toyota devrait prendre d'ici la fin de l'année une décision pour la production de voitures en Europe. Il étudie notamment les avantages respectifs d'une production indépendante ou en collaboration avec un autre constructeur. Toyota, qui dispose d'une unité au Portugal pour la fabrication de petits utilitaires, a conclu un accord avec Volkswagen pour la production de véhicules commerciaux dans l'usine de Hanovre.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article paru dans le Monde daté du 1^{er} juillet sur le contrôle d'Holophone, une erreur de transmission a modifié le titre. Il fallait lire « Erreur est mis provisoirement hors course » et non « hors cause ».

NEW-YORK, 30 juin ↑

Reprise

Une assez sensible reprise s'est produite jeudi à Wall Street. Après des ouvertures, le marché s'est écarté à consolider ses positions. La tendance a été assez irrégulière, mais avec, quand même, une majorité de hausses. C'est le STP qui, cette fois, a tenu le haut du pavé (Lafarge, Poliet, Colas, J. Lafarge). En revanche, les valeurs d'entreprises intéressées à la baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées sont restées dans le rouge. Les valeurs de la capitale de Paris, a fait exception. Par moitié environ, les valeurs du support sont restées bien orientées (Michelin, Accor, Midi, CGE, Saint-Gobain).

Bref, à 14 h 30, l'indicateur instantané enregistrant une modeste avance de 0,2 % environ.

Avec les premiers départs pour les grandes vacances, l'activité s'est quelque peu ralentie sous les colonnes. Mais le phénomène, habituel en cette période de l'année, n'a pas empêché de réaliser une avance de 0,2 % environ.

Par contre, les spécialistes faisaient remarquer que, malgré la hausse presque généralisée des taux d'intérêt en Europe centrale, l'espoir d'une détente sur le levier de l'argent promise par M. Bérégovoy ne s'est pas, à est vrai évanoui, certains font seulement remarquer que la tâche du ministère des finances sera plus difficile. Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche a, en quelque sorte, validé son scénario en se déclarant persuadé qu'il y avait encore place pour une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Ajoutons enfin que la reprise de Wall Street n'a pas laissé Paris indifférent et que le marché du dollar laisse présager pour 1988 des bénéfices plus importants que prévu pour les entreprises travaillant dans la zone dollar.

Le marché obligataire a été relativement ferme aussi.

| VALEURS | Cours du 29 juin | Cours du 30 juin |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcatel | 52 1/8 | 52 1/4 |
| A.T.T. | 28 1/2 | 28 3/8 |
| Bouygues | 58 1/8 | 58 3/4 |
| Chemin de fer | 27 1/8 | 27 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 90 1/8 | 92 7/8 |
| Eastman Kodak | 44 1/2 | 45 1/4 |
| Exxon | 67 1/8 | 68 1/2 |
| Ford | 52 5/8 | 53 1/4 |
| General Electric | 42 7/8 | 43 7/8 |
| General Motors | 78 5/8 | 79 1/8 |
| IBM | 127 | 127 3/8 |
| ITT | 51 | 51 3/4 |
| Westinghouse | 67 7/8 | 68 1/2 |
| Philips | 50 5/8 | 51 5/8 |
| Schneider | 34 1/2 | 35 1/2 |
| Tenneco | 67 1/8 | 68 1/2 |
| U.S. Steel | 94 3/4 | 97 7/8 |
| Union Carbide | 22 1/8 | 22 3/4 |
| U.S. West | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Westinghouse | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Merck Corp. | 54 1/2 | 55 |

LONDRES, 30 juin ↑

Hausse modeste

De nouvelles craintes sur une hausse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne pour endiguer les risques d'inflation ont freiné le mouvement de hausse qui se manifestait jeudi à la Bourse de Londres. En fin de journée, le titre de la Bourse britannique a terminé à 2.512,5 points, soit 1.877,6 points de plus que le 30 juin. Le marché était actif avec quelque 2,5 milliards de titres échangés. En raison de la volatilité du dollar face au yen, les opérateurs ne sont pas enclins à garder très longtemps certaines valeurs, ce qui justifie les prises de bénéfices. Le marché des obligations a été affecté par la hausse du dollar, contraignant également les professionnels. Toshiba et Mitsubishi ont été affectés par les ventes.

Une vague de prises de bénéfices en fin de séance a entraîné, vendredi, une baisse sensible de la Bourse de Tokyo, qui avait pourtant commencé la journée dans de bonnes conditions. L'indice Nikkei a abandonné près de 266 points, soit 0,6 % à 27.503,53. Le yen, qui avait gagné 162 points. Le marché était actif avec quelque 2,5 milliards de titres échangés. En raison de la volatilité du dollar face au yen, les opérateurs ne sont pas enclins à garder très longtemps certaines valeurs, ce qui justifie les prises de bénéfices. Le marché des obligations a été affecté par la hausse du dollar, contraignant également les professionnels. Toshiba et Mitsubishi ont été affectés par les ventes.

| VALEURS | Cours du 29 juin | Cours du 30 juin |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcatel | 52 1/8 | 52 1/4 |
| A.T.T. | 28 1/2 | 28 3/8 |
| Bouygues | 58 1/8 | 58 3/4 |
| Chemin de fer | 27 1/8 | 27 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 90 1/8 | 92 7/8 |
| Eastman Kodak | 44 1/2 | 45 1/4 |
| Exxon | 67 1/8 | 68 1/2 |
| Ford | 52 5/8 | 53 1/4 |
| General Electric | 42 7/8 | 43 7/8 |
| General Motors | 78 5/8 | 79 1/8 |
| IBM | 127 | 127 3/8 |
| ITT | 51 | 51 3/4 |
| Westinghouse | 67 7/8 | 68 1/2 |
| Philips | 50 5/8 | 51 5/8 |
| Schneider | 34 1/2 | 35 1/2 |
| Tenneco | 67 1/8 | 68 1/2 |
| U.S. Steel | 94 3/4 | 97 7/8 |
| Union Carbide | 22 1/8 | 22 3/4 |
| U.S. West | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Westinghouse | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Merck Corp. | 54 1/2 | 55 |

FAITS ET RÉSULTATS

● Augmentation de capital de Matra. — Matra, qui avait annoncé à augmenter son capital lors de sa privatisation en janvier dernier, va le faire dès la première quinzaine de juillet par l'émission de 3.312 millions d'actions. Le prix va pas été révisé mais serait proche du cours de la Bourse (185 francs le 30 juin), avec une légère décote. A chaque action sera attaché un bon pour souscrire à une autre émission d'actions à intervenir dans un délai de trois ans, dans la proportion d'une action nouvelle pour deux actions. Au total, ces opérations permettront d'accroître de 1 milliard de francs les fonds propres du groupe. Matra table pour 1988 sur une croissance de 10 % de son activité et sur un chiffre d'affaires de 19 milliards. Le bénéfice (part du groupe) atteindrait 300 millions contre 230 en 1987 (Le Monde du 1^{er} juillet). Les filiales seront globalement à l'équilibre.

● Trois actionnaires pour la société de Bourse Odéo. — Trois établissements financiers vont entrer dans le capital de la société de Bourse Odéo à hauteur de 40 % au total. La participation du groupe des AGF par le biais de la Banque générale du Pérou sera à terme de 25 % dans le capital. A ce premier actionnaire minoritaire viendront se joindre la Caisse des dépôts et consignations à hauteur de 5 % à 10 % ainsi que le groupe bancaire italien San Paolo di Torino à concurrence de 10 %. M. de la Genière et Philippe Odéo gardent avec leurs collaborateurs la majorité du capital. Ces opérations seront effectuées par augmentation

de capital, portant les fonds propres de l'ex-charge d'agent de change à 220 millions en 1988 et 300 millions de francs en 1989. L'an dernier, Odéo a réalisé un chiffre d'affaires de 280 millions de francs.

● Volkswagen bientôt coté à la Bourse de Paris. — Le groupe automobile allemand Volkswagen AG (VAG) compte être coté à la Bourse de Paris pour l'ouverture du Salon de l'automobile le 29 septembre 1988 et a demandé son inscription à la Bourse de Tokyo à la fin de l'année. Volkswagen a l'intention d'émettre un emprunt optionnel et/ou convertible de 800 millions de DM, dont les droits de conversion devraient permettre l'émission de 200 millions de marks d'actions préférentielles nouvelles. M. Ulbricht, directeur financier du groupe, s'attend pour 1988 à un chiffre d'affaires voisin de celui de 1987 et à un bénéfice qui évoluera dans la ligne des années précédentes.

● Alliance des papeteries Guérinard-Voiron et Arjomari-Prioux. — Arjomari-Prioux, leader français du papier, vient de lancer une OPA amicale sur la firme Guérinard-Voiron, spécialisée dans le papier autocollant. Acceptée par l'actionnaire principal de Guérinard, la famille Arnaud (qui détiennent 45 % du capital), cette opération amicale traduit la volonté de la firme papetière de se prémunir contre des assauts étrangers, notamment en particulier. Les conditions de l'OPA sera rendues publiques lundi 4 juillet.

PARIS, 1^{er} juillet ↑

Consolidation

Fin de semaine beaucoup plus calme à la Bourse de Paris, où, après le rebond du 30 juin, le marché s'est écarté à consolider ses positions. La tendance a été assez irrégulière, mais avec, quand même, une majorité de hausses. C'est le STP qui, cette fois, a tenu le haut du pavé (Lafarge, Poliet, Colas, J. Lafarge). En revanche, les valeurs d'entreprises intéressées à la baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées sont restées dans le rouge. Les valeurs de la capitale de Paris, a fait exception. Par moitié environ, les valeurs du support sont restées bien orientées (Michelin, Accor, Midi, CGE, Saint-Gobain).

Bref, à 14 h 30, l'indicateur instantané enregistrant une modeste avance de 0,2 % environ.

Avec les premiers départs pour les grandes vacances, l'activité s'est quelque peu ralentie sous les colonnes. Mais le phénomène, habituel en cette période de l'année, n'a pas empêché de réaliser une avance de 0,2 % environ.

Par contre, les spécialistes faisaient remarquer que, malgré la hausse presque généralisée des taux d'intérêt en Europe centrale, l'espoir d'une détente sur le levier de l'argent promise par M. Bérégovoy ne s'est pas, à est vrai évanoui, certains font seulement remarquer que la tâche du ministère des finances sera plus difficile. Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche a, en quelque sorte, validé son scénario en se déclarant persuadé qu'il y avait encore place pour une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Ajoutons enfin que la reprise de Wall Street n'a pas laissé Paris indifférent et que le marché du dollar laisse présager pour 1988 des bénéfices plus importants que prévu pour les entreprises travaillant dans la zone dollar.

Le marché obligataire a été relativement ferme aussi.

| VALEURS | Cours du 29 juin | Cours du 30 juin |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcatel | 52 1/8 | 52 1/4 |
| A.T.T. | 28 1/2 | 28 3/8 |
| Bouygues | 58 1/8 | 58 3/4 |
| Chemin de fer | 27 1/8 | 27 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 90 1/8 | 92 7/8 |
| Eastman Kodak | 44 1/2 | 45 1/4 |
| Exxon | 67 1/8 | 68 1/2 |
| Ford | 52 5/8 | 53 1/4 |
| General Electric | 42 7/8 | 43 7/8 |
| General Motors | 78 5/8 | 79 1/8 |
| IBM | 127 | 127 3/8 |
| ITT | 51 | 51 3/4 |
| Westinghouse | 67 7/8 | 68 1/2 |
| Philips | 50 5/8 | 51 5/8 |
| Schneider | 34 1/2 | 35 1/2 |
| Tenneco | 67 1/8 | 68 1/2 |
| U.S. Steel | 94 3/4 | 97 7/8 |
| Union Carbide | 22 1/8 | 22 3/4 |
| U.S. West | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Westinghouse | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Merck Corp. | 54 1/2 | 55 |

TOKYO, 1^{er} juillet ↓

Baisse sensible

Une vague de prises de bénéfices en fin de séance a entraîné, vendredi, une baisse sensible de la Bourse de Tokyo, qui avait pourtant commencé la journée dans de bonnes conditions. L'indice Nikkei a abandonné près de 266 points, soit 0,6 % à 27.503,53. Le yen, qui avait gagné 162 points. Le marché était actif avec quelque 2,5 milliards de titres échangés. En raison de la volatilité du dollar face au yen, les opérateurs ne sont pas enclins à garder très longtemps certaines valeurs, ce qui justifie les prises de bénéfices. Le marché des obligations a été affecté par la hausse du dollar, contraignant également les professionnels. Toshiba et Mitsubishi ont été affectés par les ventes.

Une vague de prises de bénéfices en fin de séance a entraîné, vendredi, une baisse sensible de la Bourse de Tokyo, qui avait pourtant commencé la journée dans de bonnes conditions. L'indice Nikkei a abandonné près de 266 points, soit 0,6 % à 27.503,53. Le yen, qui avait gagné 162 points. Le marché était actif avec quelque 2,5 milliards de titres échangés. En raison de la volatilité du dollar face au yen, les opérateurs ne sont pas enclins à garder très longtemps certaines valeurs, ce qui justifie les prises de bénéfices. Le marché des obligations a été affecté par la hausse du dollar, contraignant également les professionnels. Toshiba et Mitsubishi ont été affectés par les ventes.

| VALEURS | Cours du 29 juin | Cours du 30 juin |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcatel | 52 1/8 | 52 1/4 |
| A.T.T. | 28 1/2 | 28 3/8 |
| Bouygues | 58 1/8 | 58 3/4 |
| Chemin de fer | 27 1/8 | 27 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 90 1/8 | 92 7/8 |
| Eastman Kodak | 44 1/2 | 45 1/4 |
| Exxon | 67 1/8 | 68 1/2 |
| Ford | 52 5/8 | 53 1/4 |
| General Electric | 42 7/8 | 43 7/8 |
| General Motors | 78 5/8 | 79 1/8 |
| IBM | 127 | 127 3/8 |
| ITT | 51 | 51 3/4 |
| Westinghouse | 67 7/8 | 68 1/2 |
| Philips | 50 5/8 | 51 5/8 |
| Schneider | 34 1/2 | 35 1/2 |
| Tenneco | 67 1/8 | 68 1/2 |
| U.S. Steel | 94 3/4 | 97 7/8 |
| Union Carbide | 22 1/8 | 22 3/4 |
| U.S. West | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Westinghouse | 56 3/4 | 57 1/4 |
| Merck Corp. | 54 1/2 | 55 |

PARIS:

Second marché (sélections)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|----------------------|-------------|---------------|-----------------------|-------------|---------------|
| A.E.P. S.A. | 302 | 300 | RE | 145 | 145 |
| Amstel & Antecol | 320 | 320 | St. Michel Service | 302 | 306 |
| Amstel | 278 | 278 | La Compagnie Electra | 302 60 | 330 70 |
| B.A.C. | 430 | 430 | Le gd Suez de mos | 273 | 278 |
| B. Demachy & Assoc. | 340 | 340 | Local Investissement | 250 20 | 250 |
| B.I.C.M. | 625 | 625 | Locatone | 178 | 178 |
| B.I.P. | 465 | 465 | Madison Immobilier | 143 | 143 50 |
| Bolton | 388 70 | 383 50 | Metallurg. Médine | 381 | 383 |
| Bolton Technologies | 900 | 900 | Métrologie Internat. | 125 50 | 128 |
| Bolton | 1050 | 1050 | MJ.M.B. | 585 | 578 |
| Chemin de fer | 1424 | 1440 | Mitex | 228 | 228 |
| Colson | 725 | 740 | Nouvelle-Orléans | 644 | 670 |
| Cost Plus | 645 | 644 | Obit-Lugan | 202 | 202 |
| Cost | 987 | 981 | On. Gist. Ph. | 320 | 307 |
| C.A.I.-de-F.R.C.C.I. | 280 | 280 | Pratibon (C. R. & P.) | 99 | 99 80 |
| C.A.T.C. | 127 90 | 132 60 | Pratibon Assurance | 528 | 520 |
| C.A.M.E. | 884 | 888 | Publicis Régional | 530 | 480 |
| C. Sape. Sape | 310 | 310 | Rural | 950 | 950 |
| CEGID | 648 | 640 | St-Gobain Emballage | 175 | 174 |
| CEGEP | 170 | 170 | S.G.C.P.M. | 250 | 250 |
| C.E.P. Communication | 1381 | 1386 | Sign | 382 | 380 |
| CEL International | 889 | 871 | S.E.P. | 1380 | 1380 |
| Chemin de fer | 911 | 921 | S.E.P.A. | 1405 | 1405 |
| C.I.M.M. | 488 | 488 | S.M.T. Soudal | 283 10 | 281 50 |
| Concept | 280 90 | 280 | Soudal | 810 | 840 |
| Coatlines | 795 | 802 | Sups | 281 | 282 30 |
| Cosco | 440 | 430 | T.P.I. | 243 | 243 |
| Danab | 178 80 | 184 | Unifac | 156 70 | 157 |
| Danab | 1100 | 1100 | Union Financ. de Fr. | 400 | 401 |
| Davies | 625 | 615 | Valeurs de France | 337 | 337 |
| Danab-Labé | 850 | 860 | | | |
| Edison Belux | 121 | 125 80 | | | |
| Elysees Invest. | 22 80 | 23 50 | | | |
| Fanco | 512 | 482 | | | |
| Genet | 470 | 488 | | | |
| Gordyenne | 810 | 810 | | | |
| L.C.C. | 240 | 244 | | | |
| IMA | 230 | 230 | | | |
| I.G.F. | 130 | 129 | | | |

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 29 juin 1988

Nombre de contrats : 14 379.

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|----------------|------------------|-----------------|-----------|------------------|-----------|
| | | juin | septembre | juin | septembre |
| Accor | 440 | 19 | 37 | — | 19 |
| CGE | 280 | 11,50 | 29 | — | 12,50 |
| EF-Agustine | 320 | 17 | 17,50 | — | 15 |
| Lafarge-Coppée | 1 200 | 160 | 164,90 | — | 22 |
| Michelin | 180 | 43 | 45 | — | 3 |
| Midi | 1 380 | 75 | 180 | 0,40 | 83 |
| Paribas | 320 | 55,30 | 64 | — | 1,80 |
| Pengard | 1 000 | 247 | 260 | — | 12 |
| Saint-Gobain | 480 | 26 | 34 | — | 14,40 |
| Thomson-CSF | 168 | 39 | 43 | — | 2 |

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 30 juin 1988

Nombre de contrats : 33 930

| COURS | ÉCHÉANCES | | |
|-----------|-----------|---------|---------|
| | Sept. 88 | Déc. 88 | Mars 89 |
| Dernier | 103,90 | 102,75 | 101,65 |
| Précédent | 103,85 | 102,70 | 101,60 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|-----------------|-----------------|---------|------------------|---------|
| | Sept. 88 | Déc. 88 | Sept. 88 | Déc. 88 |
| 102 | 2,22 | 2,22 | 8,39 | 1,37 |

INDICES

| CHANGES | BOURSES |
|---|--|
| Dollar : 6,1425 F ↑ | PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987) |
| Malgré la nouvelle intervention de la Bundesbank, le dollar a repris mais plus modérément son avance, vendredi 1 ^{er} juillet, sur la plupart des grandes places internationales. A Paris, le billet vert a coté 6,1425 F (contre 6,1420 F la veille). L'activité, cependant, n'a pas été très importante. | Valeurs françaises... 1242 1247 Valeurs étrangères... 1148 1146 C ^o des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981) Indice général... 355 357 |
| FRANCFORT 30 juin 1 ^{er} juillet | NEW-YORK (Indice Dow Jones) |
| Dollar (en DM) ... 12311 12320 | 29 juin 30 juin |
| TOKYO 30 juin 1 ^{er} juillet | Industrielles... 2115,98 2141,71 |
| Dollar (en yen) ... 132,20 134,50 | LONDRES (Indice Financial Times) |
| MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) | 29 juin 30 juin |
| Paris (1 ^{er} juillet) ... 11/8-7/14 | Industrielles... 1479,70 1483,2 |
| New-York (30 juin) ... 77/84 % | Mines d'or... 287,18 287,2 |
| | Fonds d'Etat... 67,54 67,52 |
| | TOKYO 30 juin 1 ^{er} juillet |
| | Nikkei Dow Jones... 2769,46 27 |

Marchés financiers

BOURSE DU 1^{er} JUILLET

PARIS

Second marché (sélections)

| Cours | Différence | VALEURS | Cours | Différence | VALEURS |
|-------|------------|---------|-------|------------|---------|
| 100 | 0 | 100 | 100 | 0 | 100 |
| 101 | 1 | 101 | 101 | 1 | 101 |
| 102 | 2 | 102 | 102 | 2 | 102 |
| 103 | 3 | 103 | 103 | 3 | 103 |
| 104 | 4 | 104 | 104 | 4 | 104 |
| 105 | 5 | 105 | 105 | 5 | 105 |
| 106 | 6 | 106 | 106 | 6 | 106 |
| 107 | 7 | 107 | 107 | 7 | 107 |
| 108 | 8 | 108 | 108 | 8 | 108 |
| 109 | 9 | 109 | 109 | 9 | 109 |
| 110 | 10 | 110 | 110 | 10 | 110 |
| 111 | 11 | 111 | 111 | 11 | 111 |
| 112 | 12 | 112 | 112 | 12 | 112 |
| 113 | 13 | 113 | 113 | 13 | 113 |
| 114 | 14 | 114 | 114 | 14 | 114 |
| 115 | 15 | 115 | 115 | 15 | 115 |
| 116 | 16 | 116 | 116 | 16 | 116 |
| 117 | 17 | 117 | 117 | 17 | 117 |
| 118 | 18 | 118 | 118 | 18 | 118 |
| 119 | 19 | 119 | 119 | 19 | 119 |
| 120 | 20 | 120 | 120 | 20 | 120 |
| 121 | 21 | 121 | 121 | 21 | 121 |
| 122 | 22 | 122 | 122 | 22 | 122 |
| 123 | 23 | 123 | 123 | 23 | 123 |
| 124 | 24 | 124 | 124 | 24 | 124 |
| 125 | 25 | 125 | 125 | 25 | 125 |
| 126 | 26 | 126 | 126 | 26 | 126 |
| 127 | 27 | 127 | 127 | 27 | 127 |
| 128 | 28 | 128 | 128 | 28 | 128 |
| 129 | 29 | 129 | 129 | 29 | 129 |
| 130 | 30 | 130 | 130 | 30 | 130 |
| 131 | 31 | 131 | 131 | 31 | 131 |
| 132 | 32 | 132 | 132 | 32 | 132 |
| 133 | 33 | 133 | 133 | 33 | 133 |
| 134 | 34 | 134 | 134 | 34 | 134 |
| 135 | 35 | 135 | 135 | 35 | 135 |
| 136 | 36 | 136 | 136 | 36 | 136 |
| 137 | 37 | 137 | 137 | 37 | 137 |
| 138 | 38 | 138 | 138 | 38 | 138 |
| 139 | 39 | 139 | 139 | 39 | 139 |
| 140 | 40 | 140 | 140 | 40 | 140 |
| 141 | 41 | 141 | 141 | 41 | 141 |
| 142 | 42 | 142 | 142 | 42 | 142 |
| 143 | 43 | 143 | 143 | 43 | 143 |
| 144 | 44 | 144 | 144 | 44 | 144 |
| 145 | 45 | 145 | 145 | 45 | 145 |
| 146 | 46 | 146 | 146 | 46 | 146 |
| 147 | 47 | 147 | 147 | 47 | 147 |
| 148 | 48 | 148 | 148 | 48 | 148 |
| 149 | 49 | 149 | 149 | 49 | 149 |
| 150 | 50 | 150 | 150 | 50 | 150 |
| 151 | 51 | 151 | 151 | 51 | 151 |
| 152 | 52 | 152 | 152 | 52 | 152 |
| 153 | 53 | 153 | 153 | 53 | 153 |
| 154 | 54 | 154 | 154 | 54 | 154 |
| 155 | 55 | 155 | 155 | 55 | 155 |
| 156 | 56 | 156 | 156 | 56 | 156 |
| 157 | 57 | 157 | 157 | 57 | 157 |
| 158 | 58 | 158 | 158 | 58 | 158 |
| 159 | 59 | 159 | 159 | 59 | 159 |
| 160 | 60 | 160 | 160 | 60 | 160 |
| 161 | 61 | 161 | 161 | 61 | 161 |
| 162 | 62 | 162 | 162 | 62 | 162 |
| 163 | 63 | 163 | 163 | 63 | 163 |
| 164 | 64 | 164 | 164 | 64 | 164 |
| 165 | 65 | 165 | 165 | 65 | 165 |
| 166 | 66 | 166 | 166 | 66 | 166 |
| 167 | 67 | 167 | 167 | 67 | 167 |
| 168 | 68 | 168 | 168 | 68 | 168 |
| 169 | 69 | 169 | 169 | 69 | 169 |
| 170 | 70 | 170 | 170 | 70 | 170 |
| 171 | 71 | 171 | 171 | 71 | 171 |
| 172 | 72 | 172 | 172 | 72 | 172 |
| 173 | 73 | 173 | 173 | 73 | 173 |
| 174 | 74 | 174 | 174 | 74 | 174 |
| 175 | 75 | 175 | 175 | 75 | 175 |
| 176 | 76 | 176 | 176 | 76 | 176 |
| 177 | 77 | 177 | 177 | 77 | 177 |
| 178 | 78 | 178 | 178 | 78 | 178 |
| 179 | 79 | 179 | 179 | 79 | 179 |
| 180 | 80 | 180 | 180 | 80 | 180 |
| 181 | 81 | 181 | 181 | 81 | 181 |
| 182 | 82 | 182 | 182 | 82 | 182 |
| 183 | 83 | 183 | 183 | 83 | 183 |
| 184 | 84 | 184 | 184 | 84 | 184 |
| 185 | 85 | 185 | 185 | 85 | 185 |
| 186 | 86 | 186 | 186 | 86 | 186 |
| 187 | 87 | 187 | 187 | 87 | 187 |
| 188 | 88 | 188 | 188 | 88 | 188 |
| 189 | 89 | 189 | 189 | 89 | 189 |
| 190 | 90 | 190 | 190 | 90 | 190 |
| 191 | 91 | 191 | 191 | 91 | 191 |
| 192 | 92 | 192 | 192 | 92 | 192 |
| 193 | 93 | 193 | 193 | 93 | 193 |
| 194 | 94 | 194 | 194 | 94 | 194 |
| 195 | 95 | 195 | 195 | 95 | 195 |
| 196 | 96 | 196 | 196 | 96 | 196 |
| 197 | 97 | 197 | 197 | 97 | 197 |
| 198 | 98 | 198 | 198 | 98 | 198 |
| 199 | 99 | 199 | 199 | 99 | 199 |
| 200 | 100 | 200 | 200 | 100 | 200 |

LA BOURSE SUR MINUTE

36-15 TAPEZ LEMOND

Marché des options négociables

le 29 juin 1988

14 379

OPTION D'ACHAT

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Sept 88

Règlement mensuel

Cours relevés à 14 h 58

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

Différence

VALEURS

Cours

Premier cours

